BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

Département d'Etudes et de Documentation

BULLETIN
d'Information et de Documentation

PUBLICATION MENSUELLE

XXXI^me année, Vol. II, N° 4 — Octobre 1956

Ce bulletin est publié à titre documentaire et objectif.
Les articles traduisent l'opinion de leurs auteurs, sans engager celle de la Banque.

SOMMAIRE : La diffusion internationale de la technique, par M. A.K. Cairncross — Evolution récente de la situation économique en Belgique — Bibliographie sur la situation monétaire et financière de la Belgique — Législation économique — Graphiques de la situation économique de la Belgique — Statistiques.

LA DIFFUSION INTERNATIONALE DE LA TECHNIQUE

par M. A. K. CAIRNCROSS,

Professeur à l'Université de Glasgow,
Directeur de l'Institut de Développement Economique de la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement.

Dans notre monde d'après-guerre, l'assistance technique est devenue un des moyens par excellence d'aider les pays sous-développés. Des sommes considérables ont été dépensées pour envoyer des techniciens de toutes les disciplines qui, comme des missionnaires de la science moderne, doivent apporter aux indigènes de ces pays les connaissances qui les feront bénéficier des conforts du monde occidental. En même temps, des étudiants, en un flot toujours plus impétueux, sont venus des pays sous-développés vers les centres intellectuels et industriels, dans le but d'apprendre les dernières techniques et de s'y perfectionner.

Le processus selon lequel les techniques sont transmises d'un pays à un autre n'a pas retenu, de la part des économistes, l'attention que son importance mérite. De même qu'au XIX^e siècle, lorsque les migrations internationales de travailleurs et de capitaux atteignaient leur apogée, les théories économiques continuaient à reposer sur l'hypothèse que les facteurs de production dans un pays donné restaient invariables, ainsi la théorie orthodoxe ignore l'extension géographique de la technique. Il ne fait cependant aucun doute que l'application des techniques se répand; de même, il est clair que des différences considérables existent dans le niveau de la technique des divers pays. Quels sont alors les principes qui régissent la diffusion technique et aplanissent les différences entre les pays ?

1. La technique n'est pas universelle, mais relative aux facteurs économiques particuliers d'un pays donné.

Il est nécessaire d'attirer avant tout l'attention sur le fait que certaines différences techniques reflètent la diversité des facteurs économiques. Nous ne pouvons pas dire qu'une technique est supérieure à une autre en toutes circonstances, indépendamment des réactions de l'opinion devant cette technique, ou indépendamment de l'utilisation des facteurs relativement rares qu'elle implique. Les ingénieurs peuvent ranger les différentes méthodes de production en fonction de leur efficience technique, mais il n'y a pas de coïncidence nécessaire entre leur classement et celui des économistes et des hommes d'affaires, qui doivent apprécier les coûts et les profits avant de pouvoir juger des mérites d'une technique. L'histoire est pleine d'exemples de découvertes techniques qui ne connurent point d'application commerciale avant de longues années parce que les conditions du marché ne s'y prêtaient pas, et d'entreprises qui finirent par une faillite quoiqu'on ait fait ou plutôt *parce que* l'on avait fait application des toutes dernières méthodes techniques. Car même lorsqu'une entreprise reconnaît qu'une machine récemment inventée est techniquement supérieure à la machine qu'elle utilise, elle peut hésiter à mettre cette dernière au rebut et à

la remplacer immédiatement à cause des amortissements élevés que nécessite l'adoption de la nouvelle invention. Dans les pays les plus au fait des avantages de la technique moderne, l'équipement ancien coexiste souvent pendant de longues années à côté de l'équipement plus moderne, jusqu'au moment où ce dernier s'affirme définitivement.

Ce point est suffisamment connu, mais il est nécessaire de ne pas le perdre de vue quand on se pose la question de savoir pourquoi certains pays refusent les avantages de la technique moderne. Les critiques formulées vis-à-vis de l'industrie européenne donnent souvent l'impression que l'ignorance, l'inertie, le manque d'esprit d'initiative ou quelque faiblesse particulière dans la psychologie des entrepreneurs, ou encore les institutions sociales empêchent l'Europe d'adopter les techniques américaines. Beaucoup de personnes savent cependant que le marché auquel l'entrepreneur européen doit faire face ou le coût relatif des facteurs de production sont suffisamment différents de ceux des Etats-Unis pour justifier à tout le moins que certaines précautions soient prises; elles savent aussi qu'il faut plus que de la propagande ou une meilleure information technique pour amener l'Europe au niveau de l'Amérique. La même difficulté se retrouve dans les pays sous-développés : faut-il attribuer les différences dans le niveau technique à l'ignorance et à l'inertie, ou aux obstacles du marché, à la rareté relative des facteurs de production et aux prix ? Sans aucun doute l'ignorance et l'inertie jouent avec beaucoup plus de force que dans les pays évolués et laissent par conséquent une place beaucoup plus grande pour une action directe qui augmenterait la productivité. Mais il y a aussi d'autres éléments qui rendent les techniques américaines beaucoup moins appropriées, tels le prix des facteurs et l'étendue du marché intérieur. En Amérique le mouvement technique est surtout dominé par la nécessité de réduire l'intervention de la main-d'œuvre, et une technique supérieure est généralement celle qui réalise ce but aux dépens des autres facteurs de production. Mais il s'agit là d'une technique appropriée à une situation de hauts salaires réels et de haut standard de vie : les pays sous-développés ne peuvent atteindre d'emblée ce standard de vie, quelles que soient les techniques qu'ils emploient; ils ont besoin d'une technique qui épargne plus les autres facteurs de production, notamment le capital, et qui développe la compétence et la qualification techniques.

Ces différentes considérations n'ont pas empêché certains économistes d'insister pour que les pays sous-développés ne tiennent pas compte des méthodes de production employées dans les anciens pays industriels, et spécialement dans ceux où les niveaux des salaires sont relativement bas, mais adoptent d'emblée les dernières techniques qui permettent d'économiser la main-d'œuvre. Le Professeur Leontief, par exemple, prédit la construction, dans ces pays sous-développés, de vastes complexes industriels hautement automatisés.

« Les nouvelles techniques, écrit-il, auront probablement un effet plus révolutionnaire sur les pays soi-disant sous-développés que sur les Etats-Unis ou les anciennes nations industrielles. La rareté de capital et le manque de main-d'œuvre suffisamment qualifiée ont été les deux obstacles majeurs qui ont, jusqu'à présent, entravé l'industrialisation rapide des pays arriérés. La nouvelle production automatisée, qui réduit le besoin de capital et de main-d'œuvre par unité de production, va modifier radicalement cette situation. Au lieu de dépendre pour son développement économique des méthodes retardataires et laborieuses du passé, une contrée peu évoluée du point de vue industriel peut maintenant rencontrer ses nécessités vitales en mettant sur pied un nombre limité de complexes industriels vastes et modernes. Ceux-ci, dominant l'économie primitive comme les troncs de grands arbres sur une plaine herbeuse, propageront de proche en proche le nouvel ordre économique. Les raffineries de pétrole du Proche-Orient, les complexes sidérurgiques mis sur pied après la guerre au Brésil, les gigantesques méthodes de fertilisation mises en œuvre aux Indes sont autant d'exemples de la tendance nouvelle des régions sous-développées du monde. L'exemple des grands progrès réalisés dans l'industrialisation de l'U.R.S.S. démontre les résultats considérables que l'on peut obtenir par l'application des techniques modernes dans un pays sous-développé » (1).

L'idée exprimée par le Professeur Leontief ne va pas nécessairement à l'encontre de celle selon laquelle il existe d'importantes forces sous-jacentes qui s'opposent dans les pays sous-développés à l'application de techniques visant exclusivement à épargner la main-d'œuvre. Dans les exemples cités par le Professeur Leontief, exemples qui ne couvrent qu'un secteur limité de l'industrie, il peut être vrai que la plupart des techniques modernes réalisent non seulement une économie de main-d'œuvre mais aussi une économie de capital par unité de production. Mais elles postulent également un niveau de production plus grand que celui auquel sont habitués les industriels de ces pays et souvent plus vaste que ne peut en absorber le marché local. A moins que ces pays ne soient capables d'intervenir dans les marchés d'exportation avec l'espoir de vendre moins cher que leurs concurrents, ils seront obligés de limiter leur production à des niveaux requérant un appel plus intensif aux capitaux, bien que ceci augmente les coûts de production. Ils devront peut-être aussi adopter des moyens techniques moins avancés. En effet, avec ces moyens techniques peut-être moins efficients, ils pourront réduire l'effort que requièrent l'écoulement et la vente, effort qui est souvent une lourde charge pour un dirigeant inexpérimenté. Dans ce cas ils obtien-

(1) W. Leontief, « The Economic Impact » in *Automatic Control* (Scientific American, 1955).

dront une plus grande souplesse de planning et le contrôle de leurs opérations sera facilité.

Dans certains pays sous-développés, comme l'Inde, on se plaint aussi très souvent de ce que le coût des réparations et de l'entretien est inutilement gonflé lorsque les plans se contentent de copier les techniques américaines, parce qu'on remplace trop facilement ce qui pourrait être réparé ou arrangé. Même les Russes, ainsi que l'a montré récemment le Professeur Granick, ne copient pas servilement les techniques américaines; au contraire, ils se donnent beaucoup de peine pour économiser le capital. Par exemple, il semble qu'ils n'aient installé des équipements spécialisés que lorsque les possibilités de production, ou d'autres circonstances, rendaient cette façon de faire possible sans augmenter les dépenses de capital par unité de production.

Le problème devant lequel se trouve un pays sous-développé qui cherche à bénéficier des résultats de la technique moderne n'est donc pas si simple à résoudre; il ne suffit pas de connaître et d'adopter la dernière invention technique mais encore de choisir entre un nombre déterminé de techniques différentes. Celle qui est finalement adoptée doit être conforme aux conditions économiques et sociales particulières au pays où elle est utilisée et doit plus spécialement tenir compte des ressources disponibles et des possibilités du marché. Le choix de la meilleure application ne tiendra pas seulement compte de l'avantage « technique » — c'est-à-dire de l'écart entre la technique déjà utilisée dans le pays et celle en usage ailleurs — mais aussi de la mesure dans laquelle cet avantage trouvera un fondement rationnel dans les forces économiques mises en œuvre, et dans les réactions et les préférences de la population. Le choix dépendra aussi de la possibilité plus ou moins grande de rediriger les forces économiques et de modifier les attitudes sociales de manière à faciliter le progrès technique.

L'extension d'une technique dans un pays donné ne dépend pas exclusivement des occasions favorables qui se présentent; il faut encore qu'existent certains mécanismes satisfaisants qui garantissent que ces occasions seront entrevues et saisies. Ceci est vrai non seulement pour les transferts de techniques entre pays mais aussi à l'intérieur des pays. Quel est alors le mécanisme selon lequel une technique nouvelle se répand à l'intérieur d'un pays ?

2. Les mécanismes de diffusion de la technique.

a) *La libre concurrence.*

La réponse classique est que la libre concurrence est le moyen le plus effectif de diffuser une technique. Dès qu'une méthode nouvelle et plus efficiente est introduite dans une entreprise, et que celle-ci a évité les dangers qui guettent toute entreprise nouvellement créée, les autres firmes seront forcées par la concurrence d'appliquer la nouvelle formule si elles ne veulent pas risquer la disparition ou la faillite. La fonction sociale de la concurrence est donc autant de forcer à l'imitation que de promouvoir l'invention. Aucune firme ne peut se permettre de rester à la traîne et toutes sont fortement incitées à se rapprocher des firmes dominantes ou, si les bénéfices de pareille entreprise sont grands, à devenir elles-mêmes les vedettes.

Mais, même dans un pays industrialisé, la concurrence est encore loin de jouer pleinement. Presque chaque entreprise a ses secrets commerciaux auxquels ses concurrents n'ont pas libre accès; bien que le système des brevets permette aux entreprises tierces d'accéder, en y mettant le prix, à la plupart des inventions industrielles de valeur, il est de plus en plus coutume dans les secteurs dépendant d'inventions récentes, soit de ne pas breveter les améliorations qui résultent de l'application d'un procédé particulier, soit de ne les breveter que pour éviter de devoir payer des droits à d'autres entreprises qui sont très près de découvrir la même invention. Tout inventeur possède donc un monopole, et la concurrence se manifeste souvent par une création toute différente plutôt que par une imitation de ce qui existe et est déjà appliqué. D'autre part, même l'imitation requiert généralement quelque effort d'adaptation, soit parce que les circonstances sont d'une manière ou d'une autre particulières à l'imitateur, soit parce que ce dernier n'est qu'imparfaitement au courant de l'invention originale. Le cas n'est pas inconnu de firmes britanniques qui, après la guerre, pensèrent tirer profit des secrets de fabrication récemment découverts par leurs concurrents allemands et qui, ultérieurement, ne purent réaliser leurs espérances avant d'avoir fait appel à quelques experts allemands parfaitement au fait des procédés de fabrication en cause.

Le cas le plus frappant où la concurrence s'est avérée incapable de diffuser automatiquement les dernières techniques de production est fourni par l'agriculture. Le cultivateur n'acquiert pas toujours la connaissance qui lui permettra de réduire ses frais, ou fait preuve d'hésitation à imiter ses concurrents plus heureux. Il sera cependant enclin à sortir de ses ornières s'il est mis au courant des techniques nouvelles dans un langage qu'il comprend et par quelqu'un en qui il a confiance. Beaucoup de pays, de cette manière, réalisent par une extension des services d'aide à l'agriculture, ce que les seules forces du marché sont incapables d'obtenir.

C'est pour des raisons similaires que la concurrence mondiale ne réussit pas à faire adopter par les fermiers d'un pays donné les procédés employés ailleurs. Le paysan des Indes ne peut imiter le fermier danois, parce qu'il ignore absolument les méthodes de culture employées au Danemark. Il est en outre nécessaire de mettre au point une nouvelle méthode qui lui apporte dans son pays la possibilité d'augmenter sa production. A cet effet, il faut créer un centre de conseils techniques et lui donner de

nouvelles connaissances; il ne suffit pas de laisser jouer la concurrence aveugle dans l'espoir qu'elle modifiera sa manière de faire.

b) *L'esprit d'initiative.*

La concurrence postule l'accès aux sources de renseignements, mais aussi l'esprit d'initiative — même si ce dernier ne dépasse pas le simple esprit d'imitation —, et si ces deux éléments sont présents, tout va bien. S'ils font défaut, on se doit de les apporter préalablement à tout transfert de technique.

De mauvaises communications, l'impossibilité d'avoir accès aux idées et aux renseignements, un champ d'expérience limité, et d'autre part l'absence d'esprit d'initiative sont autant d'obstacles majeurs qui doivent être surmontés.

Dans les pays sous-développés, l'esprit d'initiative paraît souvent très limité. Il peut même y avoir une tendance générale à se refuser à des expériences nouvelles, spécialement lorsque la marge de protection contre un risque d'échec est mince, ou que le changement a été imposé à la communauté d'une manière telle qu'il révèle peu d'exemples de succès. Cependant, on constate habituellement dans le monde entier que les commerçants saisissent les occasions de profit avec une plus grande promptitude que d'autres, et qu'ils font preuve d'une réelle initiative dans la recherche de telles occasions. Ils travaillent, en effet, dans une branche où il est inutile de disposer d'une longue expérience ou de connaissances étendues, ils doivent affronter une concurrence acharnée et faire preuve d'une constante adaptation. Le fait de se confiner dans le rôle de négociants en matières premières ne prouve d'ailleurs pas tant un défaut d'esprit d'initiative qu'un manque d'expérience. Les horizons de cette catégorie de personnes sont restreints aux contacts avec le monde extérieur : ils peuvent hésiter à entreprendre des affaires d'un autre genre ou à fonder une entreprise industrielle, par méfiance instinctive ou par ignorance. Ils entendent beaucoup mieux l'art d'acheter et de revendre avec bénéfice qu'ils ne comprennent la façon de mettre sur pied une fabrique ou de maîtriser les principes de la technique moderne. De plus, il est possible de faire varier l'étendue des opérations commerciales, et il est plus facile de les mener à bien même sur une échelle réduite, ce qui ne peut être réalisé dans un processus industriel. On fait aussi plus aisément face aux engagements financiers; bref, c'est une chose que d'engager dans des stocks un capital donné, pour une période de temps limitée, c'en est une autre que de placer ce même capital dans des immobilisations qui peuvent n'être payantes qu'après plusieurs années.

c) *Des liens avec l'étranger.*

Bien qu'on ne constate guère d'absence d'esprit d'initiative chez ceux qui sont déjà dans les affaires, les premières années d'un développement industriel peuvent être rendues plus difficiles si les négociants ne rencontrent que des débouchés étroits. Il existe presque partout un groupe de négociants qui joue souvent un rôle dépassant largement le nombre de personnes qu'il représente : il s'agit de ceux dont les affaires les tournent vers l'étranger ou les mettent en contact avec le commerce international. Un exemple frappant en est donné dans la façon dont se sont affirmés ceux qui, les premiers, ont établi aux Indes de vastes complexes industriels; dans ce pays les chefs d'industries sont venus de quelques milieux d'affaires bien définis, notamment les Parsis, les Gujeratis, et plus récemment les Matwaris. M. Henry Aubrey, qui commentait ce fait (1) et remarquait une prééminence identique de quelques rares milieux industriels au Pakistan, notait que ces milieux étaient originaires du pays compris entre Bombay, Gujerat et Kutch, villes qui séculairement ont été les principales places commerçantes des Indes. Les Parsis et les Gujeratis sont de tout temps intervenus dans la production et l'exportation de coton et l'importation des textiles; on suppose que l'installation d'industries chez les Parsis a été facilitée par les contacts étroits qu'ils ont eus avec des Britanniques, lorsqu'ils leur servaient d'agents commerciaux. Les ressortissants de ces communautés commerçantes sont entrés dans le monde industriel avec un double avantage : non seulement ils connaissaient les possibilités du marché, mais encore ils étaient bien placés pour obtenir tous les renseignements sur les techniques de production. D'une part, ils ont été entraînés à calculer les coûts, à anticiper les mouvements de prix, à apprécier les occasions de gains ou de pertes; ils ont eu à élaborer des plans plus complexes que ceux qui ne se sont occupés que de transactions locales; ils ont déjà accumulé un capital important, ou bien savent où le trouver; ils ont souvent acquis par le négoce une vaste expérience du produit qu'ils se proposent maintenant de travailler. D'autre part, ils savent où aller pour commander les équipements, pour obtenir les conseils techniques et pour engager des experts étrangers. Ce sont ces diverses raisons et non pas les liens de race ou de religion ou quelques dispositions spéciales reçues en partage qui expliquent que l'on trouve des groupes issus d'une seule communauté à la tête de l'industrie ou intéressés aux applications de la découverte technique. Les membres de ces groupes sont devenus des promoteurs d'affaires industrielles, parce qu'ils étaient déjà tournés vers les choses internationales et à l'affût des occasions de faire des affaires.

Pour ces mêmes motifs, on observe souvent que les industries nouvelles ont été fondées par des commerçants étrangers : des Libanais et des Syriens en Amérique latine et dans différents pays d'Afrique;

(1) Henry G. Aubrey : Industrial Investment Decisions : a Comparative Analysis, *Journal of Economic History*, décembre 1955, pp. 345-346.

des Italiens au Brésil, des Chinois dans le Sud-Est asiatique, etc. A travers toute l'histoire, le négociant étranger et l'artisan émigré ont été les principaux canaux d'importation des techniques étrangères. Au début de la Révolution Industrielle, au XVIII[e] siècle, il n'y eut guère d'industrie en Angleterre qui ne dût ses origines à des immigrants étrangers, dont beaucoup de réfugiés. Le même phénomène se rencontre de nos jours dans nombre de pays sous-développés : de nouvelles industries sont créées par des étrangers qui sont à la fois amenés à y chercher des occasions de travail et à découvrir celles-ci en raison des circonstances spéciales de leur émigration. Bien souvent, leur succès les rend impopulaires et l'immigration est alors réglementée, comme en Afrique occidentale. Lorsque les immigrants sont susceptibles d'être assimilés par la communauté où ils entrent, cette réglementation retarde le développement industriel sans aucune justification sociale.

Mais les étrangers peuvent encore introduire des techniques nouvelles sans qu'il y ait réellement immigration. Les succursales et les sociétés patronnées par l'étranger acquièrent de plus en plus d'importance dans la diffusion des techniques; en même temps qu'elles fournissent un apport direct de l'expérience étrangère, elles servent de moyen de transmission, dans le pays, des derniers perfectionnements réalisés dans l'entreprise-mère. On a très peu mis en valeur le rôle de la filiale comme instrument de diffusion des techniques et l'on n'a guère d'indication générale ni sur l'influence que des filiales étrangères peuvent exercer sur l'industrie d'un pays donné, ni s'il s'agit là d'un phénomène récent.

Avant la première guerre mondiale, très peu d'entreprises industrielles avaient créé des succursales dans d'autres pays, sauf pour assurer leur approvisionnement en matières premières. L'échec, souvent rappelé, encouru au XIX[e] siècle par l'industrie britannique dans l'installation aux Indes d'usines textiles n'est qu'une illustration de cette vérité. Par contre, pour prendre un autre exemple frappant, la moitié des investissements réalisés depuis la seconde guerre mondiale par l'industrie manufacturière canadienne l'a été dans des entreprises sous contrôle des Etats-Unis.

Il n'y a pas de doute que la filiale soit un moyen fort actif de diffusion de la technique. Elle fournit habituellement, avec l'expérience technique, le capital qui dans les pays sous-développés ne peut généralement pas être mobilisé dans des spéculations industrielles, et les hommes capables de diriger les entreprises, qui font souvent défaut. Mais la facilité avec laquelle une filiale déjoue tous les obstacles peut cependant constituer, pour elle, une caractéristique très peu appréciée du pays où elle s'établit. Car cette facilité a pour contrepartie inévitable que toute rareté des facteurs n'est surmontée que par une importation, à un prix d'autant plus onéreux que le facteur en question est rare. Si une filiale vit exclusivement du progrès technique de l'étranger et n'entreprend pas ou peu de recherches dans le pays, ou ne fait pas d'effort de développement, elle n'offre aucune garantie que sera mise en route dans cette économie la chaîne de réactions indépendantes qui réduira ultérieurement la nécessité d'importer des techniques d'autres pays. Dans la mesure où elle fait appel à des entreprises étrangères, elle ne permet pas aux entrepreneurs locaux de réaliser des progrès et ne leur donne aucune expérience des vastes réalisations modernes. Et plus la spéculation a été profitable, plus la rémunération du capital est importante (cette rémunération consiste presque autant dans la rétribution de l'expérience technique et de l'habileté à diriger que dans le taux de profit local); par conséquent, plus onéreux sera le coût de l'opération consistant éventuellement à racheter cette filiale étrangère ou à la placer sous contrôle local. Il y a donc un risque à tout le moins, que les succursales deviennent un instrument coûteux et très peu effectif en ce qui concerne l'introduction d'une technique nouvelle dans une économie. Mais en général cependant, les filiales étrangères sont soucieuses d'encourager le développement économique du pays où elles s'établissent; en offrant des possibilités de formation, en associant à la direction des personnalités locales, etc., elles cherchent à ne pas trop prêter le flanc aux critiques.

Les techniques nouvelles peuvent encore être transmises grâce à d'autres facteurs. A côté des négociants tournés vers les choses internationales à qui nous avons fait allusion, il y a les savants à l'esprit universel qui, par leur formation, sont à même de suivre le mouvement technique et qui, plus que d'autres, sont en contact avec les savants et techniciens étrangers.

L'existence d'une usine d'armes de guerre et d'autres fournitures militaires particulièrement bien placée pour répondre aux idées émanant de l'étranger permet également aux méthodes nouvelles de production de pénétrer dans d'autres industries travaillant pour les besoins civils ou l'exportation.

Ensuite, il y a les artisans qui peuvent développer leur petit atelier jusqu'à en faire une installation industrielle, spécialement s'ils ont l'esprit inventif. Il est cependant douteux que les artisans dans leur ensemble jouent un rôle important dans l'introduction des techniques étrangères, car ils ont généralement moins de contact que les autres groupes de la société avec le monde étranger et ses idées. A moins qu'ils n'aient eu l'occasion de voyager ou de recevoir une longue formation technique, ils auront tendance à imiter les techniques déjà implantées dans le pays plutôt qu'à les introduire eux-mêmes.

D'autres groupes, à savoir les fonctionnaires et les propriétaires fonciers, ont eu également quelque importance dans le passé à cet égard. Il va de soi que les propriétaires fonciers sont dans une position particulièrement favorable pour devenir les pionniers des techniques agricoles nouvelles, mais ils ont su

aussi, le cas échéant, marquer un vif intérêt pour l'industrie et d'autres secteurs de l'économie et établir de nouvelles entreprises basées sur les techniques étrangères. L'histoire de la révolution industrielle et agricole en Europe abonde en exemples de ce genre. Ainsi le développement agricole de l'Ecosse date de toute évidence de la fondation par la petite noblesse terrienne, en 1723, de « l'Honourable Society of Improvers ». Au Japon, c'est surtout l'importation délibérée de la technique par les propriétaires terriens au cours du dernier quart du XIX^{e} siècle qui a donné l'impulsion principale à l'industrialisation. Parmi les figures de proue des débuts de l'ère industrielle en Allemagne, on trouve un grand nombre de riches propriétaires terriens. Une fois leur intérêt éveillé, ceux-ci eurent tôt fait d'acquérir eux-mêmes les connaissances nécessaires. Ils furent également bien placés pour recruter le personnel technique et pour prêter des capitaux aux entreprises.

L'étude des tentatives historiques de diffusion des techniques nous apprend donc que plusieurs groupes différents ont pris part à ce mouvement et que pas un seul ne détient un monopole (1). Elle nous permet de conclure également que l'importance des entreprises qui se sont attachées à la diffusion des techniques dépend largement de l'étendue de l'expérience des entrepreneurs, de leurs contacts avec les personnes et les idées étrangères et de la facilité avec laquelle ils ont pu étendre leurs connaissances. Elle dépend aussi de l'intérêt manifesté pour la technique, spécialement parmi les classes qui y trouvent le moyen de satisfaire leur désir de connaissance. Elle dépend enfin de la mesure dans laquelle une société admet des étrangers en son sein, soit comme immigrants, soit comme employés au service de filiales de sociétés étrangères. Tous ces facteurs sont liés dans une certaine mesure à la politique gouvernementale et peuvent être influencés par l'action et l'exemple des gouvernants.

Les gouvernements peuvent aussi agir directement sur l'apport scientifique sans lequel les tentatives périclitent. Ils peuvent coopérer de façon décisive au progrès de l'information technique par l'établissement d'instituts de recherches et leurs diverses extensions. Ils peuvent envoyer des étudiants dans d'autres pays pour s'y former ou obtenir que des techniciens étrangers viennent enseigner chez eux. Ils peuvent aussi envoyer des missions qui leur feront rapport sur les développements techniques dignes d'intérêt à l'étranger, ou encore inviter des missions d'autres pays qui les conseilleront sur la façon dont le développement doit être poursuivi. L'existence d'une presse spécialisée, de publications techniques de haut standing, la diffusion qui leur est donnée, et même une certaine vulgarisation des connaissances techniques dans la presse quotidienne sont autant d'éléments de première importance dans la diffusion des techniques. Ils ne dépendent évidemment des gouvernements que dans la mesure où ceux-ci éditent eux-mêmes certaines publications. Néanmoins, on pourrait entreprendre beaucoup plus dans les pays sous-développés, non seulement pour donner aux problèmes techniques une plus grande publicité mais aussi pour les rendre plus concrets.

3. Les facteurs qui limitent la diffusion de la technique.

a) *Le coût d'acquisition des connaissances techniques.*

Parmi les facteurs qui limitent l'extension de nouvelles techniques, mentionnons le coût d'acquisition des connaissances techniques. L'importance de ce facteur au niveau de la direction a déjà été souligné. La formation d'ouvriers spécialisés soulève des problèmes semblables. On peut importer de la main-d'œuvre étrangère, mais c'est tout aussi coûteux que de rémunérer une direction étrangère. Les ouvriers peuvent quitter leur travail et retourner chez eux ou une fois sur place se laisser attirer par d'autres offres de travail. D'un autre côté, si l'on envoie des ouvriers nationaux à l'étranger, ces derniers peuvent être séduits par le mode de vie et les emplois bien rémunérés, et s'établir à l'étranger au lieu de rentrer dans leur pays. Dans le cas où l'on recrute des étrangers pour la mise au courant du personnel des nouvelles entreprises ou des nouveaux ateliers, il se peut qu'on n'aboutisse à rien d'autre qu'à augmenter la qualification et partant les ambitions des ouvriers régionaux jusqu'au jour où ils ont la possibilité de partir vers des régions plus prospères. C'est une des difficultés rencontrées dans le sud de l'Italie par exemple. De par les coûts élevés qu'exige le déplacement de la main-d'œuvre et eu égard aux charges qui incombent aux entreprises individuelles ou à toute l'économie, l'ensemble du processus de mise en train est très coûteux et s'ajoute pour une part considérable aux investissements nécessaires aux nouvelles entreprises industrielles.

b) *Le capital.*

On considère généralement que le capital constitue un des obstacles principaux si pas le principal à la diffusion des techniques. Il n'est pas douteux que les techniques nouvelles entraînent habituellement des investissements de capitaux et que le seul fait qu'elles soient nouvelles tend à les rendre spéculatives. Le capital requis ne peut être obtenu que dans des conditions relativement onéreuses, d'une part parce que les capitaux sont rares dans les pays sous-développés et, d'autre part, parce qu'il est difficile d'obtenir de l'argent pour un rendement incertain. Cependant, si les techniques nouvelles représentent un grand progrès par rapport aux tech-

(1) Pour approfondir l'étude des expériences historiques tentées spécialement en Allemagne, voir Fritz Redlich « Entrepreneurship in the Initial Stage of Industrialization » réimprimé dans *Weltwirtschaftliches Archiv*, 1955.

niques existantes, ces circonstances n'empêcheront pas la réalisation d'investissements nécessaires, pour autant que le montant des capitaux requis soit relativement faible. Il existe toujours des investissements peu rémunérateurs, spécialement dans le domaine de la construction, qui peuvent être différés et remplacés par des investissements offrant un revenu supérieur. Et même si le capital exigé est important, il est souvent possible d'emprunter à l'étranger à des taux d'intérêt relativement modérés. Le marché international des capitaux (de même que le marché national dans la plupart des pays industrialisés) est beaucoup mieux organisé pour consentir les prêts visant à la réalisation de grands travaux publics que pour financer de petits projets industriels.

Loin de vouloir minimiser l'obstacle financier, il faut cependant reconnaître qu'il n'a souvent qu'une influence indirecte. Le marché des capitaux dans les pays sous-développés est très déficient et les conditions auxquelles le capital peut être emprunté varient énormément. Le paysan est capable de réaliser de lourds investissements par son propre travail, ce qui ne l'entraîne à aucune dépense. Par contre, il ne s'aventurera pas dans des voies qui le contraignent à des dépenses supplémentaires, de sorte qu'il n'utilisera pas beaucoup les techniques nouvelles exigeant certains débours. De même, un pays sous-développé peut rencontrer certaines difficultés à augmenter ses réserves de change et partant être dans l'impossibilité de payer de lourdes importations d'équipement. Dans le même ordre d'idées, une petite entreprise peut n'avoir qu'un accès limité au capital en dehors de l'utilisation de ses propres bénéfices, soit parce que le propriétaire ne désire pas partager le contrôle de l'entreprise, ou encore parce que ses contacts avec les prêteurs éventuels sont très réduits.

c) *Les services annexes.*

L'absence des différents services qui accompagnent normalement toute extension industrielle peut constituer un des principaux obstacles à la diffusion des techniques, car c'est ici que le manque de capitaux joue un rôle déterminant. L'adoption de techniques par une firme se fonde sur les services qu'elle compte obtenir d'autres firmes; dans la mesure où elle doit fournir ces services elle-même, le capital initial devra être plus important et l'absorption des ressources financières sera plus forte. Ainsi, l'installation d'un système de transport et de communications représente une dépense énorme, bien supérieure aux ressources d'une seule firme. Si le réseau de communications est pauvre, le marché est automatiquement réduit et l'emploi de forces mécaniques et d'appareils dérivés est limité d'autant. Il est à peine exagéré de dire qu'un bon réseau de transports est l'atout le plus puissant de la diffusion des techniques modernes.

L'approvisionnement en énergie constitue un autre exemple du genre; bien que les usines puissent produire leur énergie elles-mêmes, elles le font souvent à un coût un peu plus élevé, et les dépenses supplémentaires que ce travail entraîne peuvent décider du sort des méthodes modernes. Il en va de même pour les ateliers de réparation et pour toute la série d'activités extra-économiques mentionnées dans les traités d'économie.

d) *Le manque d'homogénéité technique.*

Il se peut aussi que les innovations techniques ne puissent être réalisées à un moment donné par une seule unité de production sans une action simultanée d'un certain nombre d'autres unités. Un des meilleurs exemples du genre est l'introduction de la cueillette et du sarclage mécaniques du coton aux Etats-Unis. Jusqu'à la génération passée, l'économie des Etats du sud était très analogue à celle des pays sous-développés. On y retrouvait la même dépendance à l'égard d'une faible variété de céréales, un suremploi dans l'agriculture, une certaine étanchéité à la pénétration d'influences extérieures et une absence d'instruments mécanisés. L'introduction de la cueillette mécanique du coton dut attendre que l'atmosphère soit plus favorable à la réduction de l'intervention de la main-d'œuvre. Elle fut entravée par la difficulté de tisser avec les machines existantes le coton récolté mécaniquement. Une fois qu'il devint évident que la cueillette mécanique allait se répandre, cette difficulté fut rapidement surmontée et une adaptation subséquente de la filature, du tissage et de la vente s'opéra.

Un phénomène analogue s'est produit aux Indes il y a un siècle, à propos d'un programme d'assistance technique à la culture du coton. Des efforts furent tentés en vue de persuader les paysans de cultiver du coton américain, mais ces efforts se soldèrent par un échec; les moyens d'écoulement du coton n'étaient pas adaptés au changement survenu dans le produit travaillé, et le paysan ne recevait pas un prix plus élevé pour le coton américain de haute qualité qu'on lui demandait de produire, que pour le coton indien qu'il avait l'habitude de cultiver.

e) *La nécessité d'adaptation.*

Le fait que l'utilisation d'une technique nouvelle requiert un processus d'adaptation s'ajoute au coût de la technique, car ce processus peut durer assez longtemps et entraîner bien des mécomptes et des pertes. Un agriculteur voyageant à l'étranger peut être impressionné par le cheptel et importer quelques têtes de bétail pour les nourrir sur ses propres terres qui sont beaucoup moins riches. Il ne peut pas prévoir si ce bétail lui rapportera plus que la race régionale; il peut être obligé de renouveler son expérience avec différentes races, et encourir de grands frais avant d'être sur la bonne voie. Le résultat sera atteint plus ou moins vite selon le degré de compé-

tence de l'entrepreneur; plus celle-ci sera grande, moins lourds seront les frais à exposer.

C'est une vérité d'application universelle et ordinairement passée sous silence que le manque de capitaux et de capacités de diriger dans les pays sous-développés sont intimement liés. Un bon directeur peut plus facilement économiser du capital et faire fructifier une innovation avec un faible investissement initial. Le capital investi dans les entreprises des pays sous-développés progresse souvent très lentement. Il faut en rechercher en partie la cause dans la déficience de la direction. D'autre part, les contrées où abonde le capital regorgent souvent de directeurs hautement qualifiés, à la fois parce que ces derniers sont habitués à utiliser leur capital intensivement et parce que cette habitude à elle seule aide à former de bons directeurs.

f) *L'étroitesse du marché.*

Parmi les facteurs qui influencent le plus la diffusion des techniques, il faut noter l'étendue et le taux d'accroissement du marché à alimenter.

La technique moderne peut n'avoir eu que très peu d'influence au cours de la dernière génération sur la dimension moyenne des établissements industriels mesurée d'après l'importance du personnel; mais généralement parlant, la moyenne des établissements industriels d'après-guerre est, quel que soit le critère adopté, nettement supérieure à celle des établissements d'avant-guerre. Afin de profiter des techniques modernes et notamment de la concentration des ouvriers dans une entreprise — procédé permettant l'utilisation des machines —, il est nécessaire de produire à un certain rythme minimum qui dépasse souvent les possibilités d'absorption du marché intérieur. Toutefois cette limitation ne s'applique que rarement à l'industrie textile où l'optimum technique est faible et où l'étendue du marché est relativement vaste. Ainsi, ce n'est pas par hasard que les usines textiles sont parmi les premiers établissements industriels à prendre pied dans les pays sous-développés.

L'étendue du marché est un concept beaucoup plus flou qu'il n'apparaît à première vue, puisque le planning de la plupart des affaires comporte en partie la *création* d'un marché. Cet effort est plus nécessaire dans un pays où les communications sont rares et où les consommateurs sont figés dans leurs habitudes que dans d'autres pays, comme les Etats-Unis par exemple. La nécessité de créer un marché peut limiter le transfert technique tout autant que l'existence d'un marché étroit, car il fait appel à la fois aux deux éléments qui font défaut : le capital et la direction. La création d'un marché entraîne en effet une certaine dépense non seulement en capital mais aussi en temps de la part de la direction, alors que ce dernier élément constitue souvent la matière rare des jeunes entreprises.

Un marché en expansion rapide crée une ambiance particulièrement favorable à un progrès technique rapide et aux innovations sous toutes leurs formes, y compris l'importation et l'adaptation des techniques étrangères. Il facilite l'élaboration d'une production plus étendue, qui utilisera des techniques plus avancées que ne le justifie le niveau actuel de la demande. Il permet à la direction de se concentrer sur la production et récompense ceux qui ont misé sur l'expansion. D'une part, en effet, un marché en expansion donne aux entreprises édifiées sur une estimation trop optimiste des débouchés actuels, la possibilité de fructifier et, d'autre part, il procure des bénéfices faciles au moyen desquels on financera les constructions ultérieures. A l'inverse, un marché qui se resserre récompense rarement l'esprit d'entreprise ou l'introduction des techniques modernes. Une installation nouvelle doit affronter une concurrence de longue haleine de la part des techniques existantes, et celles-ci peuvent se maintenir aussi longtemps ou même plus longtemps que l'équipement sur lequel elles s'appuient.

g) *Le climat social.*

Dans la décade qui a suivi la seconde guerre mondiale, bien plus que dans la décade précédente, l'atmosphère a été favorable à une expansion rapide des techniques nouvelles.

On n'a pas beaucoup parlé de « l'atmosphère » dans le sens de l'attitude sociale, des usages et des croyances, comme facteur de la diffusion technique. Néanmoins, personne n'ignore que cet élément peut agir de façon décisive sur le progrès technique. La crainte du chômage, le désintéressement vis-à-vis de la productivité, une certaine méfiance quant aux intérêts que les techniques nouvelles sont censées servir, tous ces éléments peuvent contrecarrer les efforts tendant à introduire des machines ou des formes d'organisation qui ont contribué au développement économique dans d'autres pays. Si, en innovant, on risque de voir sa maison incendiée et si en installant des machines on déclenche une émeute ou à tout le moins une grève, il n'y aura probablement pas beaucoup d'innovateurs. Dans la plupart des pays sous-développés, l'atmosphère n'est guère aussi défavorable; il n'empêche qu'un changement graduel doit s'opérer dans le climat social avant qu'un progrès technique rapide puisse se réaliser.

Le climat social qui doit être créé dépasse de loin les valeurs matérielles qui retiennent généralement l'attention des économistes.

4. Conclusions.

De tout ceci on peut retenir de façon évidente que le grand écart qui existe entre les régions industrialisées et les régions sous-développées ne donne pas lieu à un transfert immédiat de la technique, pas plus que le grand écart entre les salaires n'engendre de mouvement analogue dans l'industrie.

Néanmoins, la poussée industrielle des pays sous-développés s'effectue à un rythme beaucoup plus rapide que celui atteint ailleurs au cours des premières années d'industrialisation du siècle dernier. La technique franchit les frontières et l'attention mondiale se concentre toujours davantage sur les moyens d'accélérer le mouvement.

Des milliers d'experts sont venus des Etats-Unis et d'autres régions industrielles dans le cadre des programmes d'assistance technique, et des milliers d'étudiants, d'hommes d'affaires et de professionnels se sont déplacés en direction opposée aux fins de se former et de s'entraîner aux méthodes nouvelles. Les effets à long terme de ces mouvements seront indéniablement grands et le développement économique en a déjà reçu une impulsion puissante. Cette impulsion a été particulièrement forte dans l'agriculture. Dans ce domaine, où l'on essaie depuis longtemps de combattre le retard technique par des services d'aide à l'agriculture, des moyens très simples peuvent produire des résultats renversants, et rien n'empêche les hommes de suivre les conseils et d'utiliser les méthodes lorsqu'ils le veulent.

La situation est différente dans l'industrie; ici, il n'existe que peu d'entreprises qui collaborent au mouvement; le problème y est de créer de nouvelles unités plutôt que de rendre les usines existantes plus productives. Il y a simplement trop peu d'entreprises, publiques ou privées, pour exploiter toutes les occasions qui existent; il n'est pas facile non plus de déterminer où ces occasions se trouvent. Ici peut-être, plus qu'ailleurs, une assistance technique sera utile.

Les pays sous-développés ont besoin de conseils d'économistes, d'ingénieurs et d'administrateurs pour décider quelles industries sont susceptibles à la fois de répondre à une demande, compte tenu de la pauvreté existante, mais aussi d'y répondre à un coût raisonnable étant donné le manque de presque tous les facteurs de production indispensables, sauf de manœuvres non qualifiés. Ces pays ont besoin d'être guidés dans le choix des techniques à adopter pour éviter le recours exagéré aux capitaux disponibles ou à l'habileté des dirigeants et à une direction expérimentée. Ils doivent aussi être conseillés quant aux façons d'organiser la recherche industrielle et de porter les résultats acquis à la connaissance de ceux qui peuvent en faire application. Il n'est pas aisé de donner de tels conseils. Mais pour autant qu'il y ait une stratégie dans le transfert technique, c'est sur des questions de ce genre qu'elle devrait être concentrée.

L'assistance technique fournit un moyen de diffusion de la connaissance dans le domaine non seulement des idées scientifiques mais encore de leur application. Ceci constitue un avantage, car les idées que l'on trouve dans les livres se répandent beaucoup plus rapidement que la façon d'en tirer profit. Mais ce n'est réellement que l'expérience des techniques modernes et l'occasion de les utiliser qui peuvent contribuer plus puissamment à leur diffusion dans les pays sous-développés; et parmi ces techniques, ce sont celles qui sont liées aux entreprises les plus vastes et à tous les rouages administratifs qui accompagnent la direction de telles entreprises, qui sont les plus vulnérables.

EVOLUTION RECENTE DE LA SITUATION ECONOMIQUE EN BELGIQUE

Comme les articles précédents parus sous ce titre, le présent exposé décrit principalement l'évolution de l'activité industrielle et commerciale en Belgique; un prochain article du *Bulletin* sera consacré à l'analyse des phénomènes monétaires et financiers.

Deux années sont maintenant révolues depuis que la conjoncture ascendante s'est manifestée d'une façon très nette dans l'économie belge et plus particulièrement dans l'industrie lourde. Les indications disponibles au sujet de l'allure récente des affaires semblent démontrer que ce mouvement ascendant n'a pas encore atteint son point culminant, mais qu'il tend à se communiquer de plus en plus à certaines industries produisant des biens de consommation, notamment à plusieurs branches de l'industrie textile. La demande extérieure joue un rôle prépondérant dans cette évolution.

Il s'ensuit que les échanges de biens et services avec l'étranger laissent en 1955 un boni qui persiste en 1956, d'autant plus que l'indice des termes d'échange évolue favorablement; des exportations de capitaux privés, notamment vers la zone dollar, limitent au cours des derniers mois, comme pendant l'année passée, l'expansion monétaire résultant des transactions courantes de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise avec les autres pays. La liquidité du marché monétaire nourrie par le solde favorable des paiements extérieurs et par un flux important de dépenses publiques reste relativement large, au point de rendre peu efficace une intervention éventuelle des autorités monétaires par les moyens qui se trouvent actuellement à leur disposition.

La hausse lente mais régulière des prix suscite des préoccupations, puisqu'on craint la mise en branle de réactions psychologiques dangereuses. Cependant, considérée dans la perspective de l'économie mondiale, cette hausse paraît relativement modérée et non susceptible de compromettre par ses effets immédiats l'équilibre extérieur de l'économie belge. Il importe néanmoins de neutraliser, dans la mesure du possible, certaines causes particulières de hausse, si l'on veut prolonger et accroître la prospérité actuelle.

***

TENDANCES DE LA CONJONCTURE MONDIALE

Les tendances des cours mondiaux des matières premières ont généralement manqué de netteté au cours des douze derniers mois. La plupart des marchés sont devenus extrêmement sensibles aux moindres influences extérieures, ce qui a entraîné des réactions multiples et rapides des prix dans les deux sens. Les fluctuations en dents de scie sont devenues de plus en plus nombreuses et il est fort difficile de déterminer l'orientation fondamentale de chaque marché et à fortiori de l'ensemble des matières premières.

Les mouvements de hausse ont cependant dominé sur les marchés des métaux, des combustibles et des frets, le prolongement de la conjoncture particulièrement favorable dont bénéficient l'industrie lourde et les industries de biens de consommation durables s'étant accompagné de certaines tensions de la demande.

Mais ils se sont affirmés surtout au début de la période sous revue. Depuis le mois de mars, une détente sérieuse s'est produite sur le marché du cuivre, et les prix des autres métaux se sont plus ou moins stabilisés aux environs des maxima qu'ils avaient atteints à ce moment ou n'ont plus subi que des relèvements modérés suite à la grève américaine de l'acier en juillet et aux événements de Suez, lesquels influencent d'ailleurs depuis le début d'août l'ensemble des marchés dans le sens du raffermissement.

D'autre part, abstraction faite du cuivre, les poussées observées depuis le printemps de 1955 sur les marchés des métaux n'ont guère atteint une ampleur comparable à celle qu'elles avaient revêtue en 1951 et elles n'ont pas entraîné dans leur sillage les cours des autres matières premières.

L'évolution de ces dernières peut être plus ou moins résumée comme suit.

Les prix du coton ont été fermes jusqu'en juin 1956, puis ils se sont repliés, grâce notamment aux opérations de liquidation d'une partie des stocks américains, à des prix concurrentiels.

Sur le marché de la laine, la stabilité a prévalu à travers les variations saisonnières, et les cotations du mois d'août 1956 se situent aux alentours des niveaux atteints un an auparavant; elles restent à peine supérieures aux minima enregistrés lors de la régression qui a suivi le boom « coréen ».

Les prix du caoutchouc, après avoir opéré un puissant redressement en juillet-août 1955, sont retombés aux environs de leur étiage du début de juillet 1955.

Ceux des grandes denrées alimentaires de base qui depuis 1954 tendaient à se déprécier, se sont plutôt raffermis dans l'ensemble au cours de la saison 1955-1956, les récoltes européennes ayant souffert succes-

sivement du froid de l'hiver et des pluies de l'été. Cependant, ici aussi, les tendances varient d'un produit à l'autre. Les cours du cacao, par exemple, ont nettement diminué.

Le manque d'homogénéité qui caractérise l'évolution des cours mondiaux des matières premières pendant la période sous revue apparaît clairement lorsqu'on compare les fluctuations respectives des trois grandes séries d'indices globaux : Moody, Reuter et Agefi. Chacun passe par des alternances de redressement et de repli, également modérés, qui ne concordent pas toujours et se soldent finalement, d'août 1955 à août 1956, par une augmentation de 4,8 p.c. en ce qui concerne le premier dans la composition duquel les métaux tiennent une large place, et par une diminution de l'ordre de 2 p.c. en ce qui concerne les deux autres.

Les tendances des prix intérieurs des principaux pays occidentaux ont été beaucoup moins disparates et nettement haussières. Tous les indices globaux ont progressé, encore que dans des proportions relatives différentes.

Cette orientation plus franche et plus uniformisée des prix intérieurs s'explique aisément. La demande globale de produits finis et demi-finis s'est encore accrue dans les secteurs en expansion, en dépit de mesures de freinage adoptées par les autorités responsables de nombreux pays. Or, nombre d'industries utilisent déjà depuis assez longtemps au maximum leur capacité de production. L'approvisionnement en énergie et en main-d'œuvre est devenu de plus en plus difficile. Les augmentations de salaires se sont généralisées, entraînant un accroissement des coûts de production et un renforcement du pouvoir d'achat, qui influence la consommation de l'ensemble des produits et services.

Contrairement à ce qui s'était passé en 1951, les prix de gros belges ont généralement moins augmenté depuis 1954 que ceux des autres pays considérés.

L'accroissement réalisé de juillet 1955 à juillet 1956 par l'indice du Ministère des Affaires Economiques est inférieur à celui des indices de tous les autres pays repris au tableau ci-dessous, l'Allemagne

Tableau I.

Indices des prix de gros

(Ramenés à la base 1953 = 100)

Période	Belgique		France	Pays-Bas	Royaume-Uni [1]	Allemagne	Suisse	Etats-Unis
	Affaires économiques	I.R.E.S.						
1950 : 1er semestre	87,6	86,2	75,2	84,6	—	79,5	91,9	89,2
Maximum coréen	115,4	118,8	110,3	109,0	—	103,4	108,6	106,7
Minimum post-coréen	98,3	96,7	96,8	99,3	—	99,1	99,1	99,3
1955 Juillet	100,7	98,1	96,9	101,5	103,5	103,4	100,8	100,4
1956 Juillet	102,7	100,5	101,4	103,0	108,5	104,7	103,2	103,5
Augmentation de juillet 1955 à juillet 1956 (en p.c.)	*+ 2,0*	*+ 2,4*	*+ 4,6*	*+ 1,5*	*+ 4,8*	*+ 1,3*	*+ 2,4*	*+ 3,1*

[1] Tous produits manufacturés autres que combustibles, produits alimentaires et tabac.

exceptée; celui de l'indice calculé par l'Institut de Recherches Economiques et Sociales de l'Université de Louvain, qui est davantage influencé par les produits alimentaires, est un peu plus important cependant.

Les enchérissements semblent avoir été plus étroitement localisés que dans les autres pays aux secteurs bénéficiant d'une forte demande extérieure. Dans les branches plus ou moins « abritées », c'est-à-dire moins dépendantes des marchés extérieurs pour leur approvisionnement en matières premières ou pour leurs débouchés, la construction par exemple, les prix se sont généralement moins accrus qu'à l'étranger.

Tableau II.

Indices des prix de détail

(Ramenés à la base 1953 = 100)

Période	Belgique	France	Pays-Bas	Royaume-Uni	Allemagne	Suisse	Etats-Unis
1950 1er semestre	89,3	74,6	89,4	81,1	92,9	93,2	88,5
Maximum coréen	102,2	103,3	101,7	hausse jusq. avril 1956	104,2	101,1	100,9
Minimum post coréen	99,1	98,1	99,2		99,4	99,5	—
1955 Juillet	100,9	99,6	105,9	107,1	102,4	101,6	100,3
1956 Juillet	103,7	102,1	105,9	111,4	104,8	103,5	102,3
Augmentation de juillet 1955 à juillet 1956 (en p.c.)	*+ 2,8*	*+ 2,5*	—	*+ 4,0*	*+ 2,3*	*+ 1,9*	*+ 2,0*

L'activité générale ayant par ailleurs été soutenue, on peut en déduire que l'expansion économique actuelle s'est réalisée dans de meilleures conditions d'équilibre en Belgique.

La position relative des prix de détail belges au terme de la période considérée, n'apparaît pas aussi favorable que celle des prix de gros.

Le phénomène s'explique probablement à titre principal par un accroissement antérieur plus rapide de la plupart des prix de détail étrangers et par la liberté plus grande dont a continué à jouir l'économie belge au cours de la période considérée; les interventions gouvernementales susceptibles d'influencer l'évolution des prix sont en effet restées particulièrement modérées jusqu'ici en Belgique.

***

L'évolution de la production industrielle des grands pays permet d'examiner un autre aspect de la conjoncture internationale.

Les indices disponibles font ressortir que, abstraction faite de la tendance saisonnière, la production continue à augmenter dans tous les pays européens.

Par contre, aux Etats-Unis l'activité industrielle plafonne depuis quelques mois, mais une nouvelle reprise semble se dessiner tout récemment. Le maintien de l'expansion industrielle en Europe est le fruit des investissements importants réalisés depuis deux ans et qui donnent lieu à un relèvement constant des capacités de production.

Cette progression de l'activité n'est généralement pas accompagnée d'une expansion monétaire excessive. Si pour différents pays on fait le rapport entre. d'une part, l'indice du stock monétaire divisé par celui des prix de gros et, d'autre part, l'indice de la production industrielle, on constate que depuis 1950 le premier indice a augmenté moins rapidement que le second au Royaume-Uni, en Allemagne, aux Pays-Bas, en Belgique, aux Etats-Unis, en Suisse et en Suède; par contre, en Italie et en France le rapport entre les deux indices est positif. C'est dire que dans la plupart des pays l'adaptation monétaire s'est opérée dans une mesure plus ou moins large par la transformation d'encaisses oisives en encaisses actives. Aussi suffit-il de prendre comme base de la comparaison l'année 1951, pendant laquelle les encaisses oisives s'étaient transformées, pour obtenir en 1956 pour le premier groupe de pays un rapport à peu près inchangé entre, d'une part, l'indice du stock monétaire divisé par celui des prix de gros et, d'autre part, l'indice de la production industrielle.

Si dans de nombreux pays, parmi lesquels la Belgique, la haute conjoncture actuelle ne se trouve pas stimulée jusqu'à présent par une expansion monétaire excessive, il importe néanmoins de suivre de près la situation pour qu'un appel aux institutions monétaires à des fins spéculatives puisse être freiné à chaque moment.

***

DEMANDE EXTERIEURE

En dépit de leur expansion très rapide en 1955, les exportations belgo-luxembourgeoises continuent à se développer par rapport aux chiffres correspondants atteints pendant l'année précédente.

Même le creux saisonnier habituel des mois de juillet et août s'aperçoit à peine dans les montants exportés qui ne tombent plus en dessous de 12 milliards de francs par mois, alors que la moyenne mensuelle pour l'année 1955 dans son ensemble était de 11,6 milliards de francs.

Dans le chapitre consacré aux tendances de la conjoncture mondiale, nous avons fait ressortir qu'en Belgique les hausses des prix de gros ont été en général plus modérées qu'à l'étranger depuis le début de la période actuelle de prospérité.

Tableau III.

Exportations de l'U.E.B.L.

Source : *Institut National de Statistique.*

Moyennes mensuelles	Valeurs *(millions de francs)*	Indices du volume	Indices des prix	Indices des termes d'échange
		Base : 1953 = 100		
1948	6.177	*69*	*95*	*112*
1951	11.056	*97*	*120*	*111*
1955 Année	11.580	*127*	*97*	*100*
1er trimestre .	11.302	*121*	*95*	*99*
2e trimestre .	11.120	*113*	*97*	*101*
3e trimestre .	10.587	*106*	*98*	*102*
4e trimestre .	13.312	*134*	*100*	*103*
1956 1er trimestre .	12.721	*126*	*102*	*103*
2e trimestre .	13.905	*135*	*104*	*105*
Juillet ..... *p*	12.157			
Août ..... *p*	12.105			

Cependant, il serait hasardeux d'attribuer les résultats favorables du commerce extérieur en premier lieu à une amélioration de la position compétitive des industries belgo-luxembourgeoises.

Le caractère de la demande extérieure déterminé notamment par les investissements considérables dans les grands pays, a manifestement joué un rôle bien plus important, en raison de la structure industrielle de l'U.E.B.L. Dans une période de demande intense pour certains produits, les délais de livraison offerts par les fournisseurs confèrent souvent un avantage décisif aux exportateurs belgo-luxembourgeois. Cependant ce phénomène ne peut inciter à un relâchement des efforts en vue d'améliorer les facteurs de la position compétitive qui seront prépondérants en cas de régression de la demande, c'est-à-dire les coûts de production et l'organisation de la vente.

Aux résultats excellents enregistrés par le volume des ventes à l'étranger s'ajoute l'incidence d'une hausse constante de l'indice des prix à l'exportation, qui résulte principalement des produits métallurgiques. Comme les prix à l'importation se sont, en

général, stabilisés, l'indice des termes d'échange devient plus favorable pour l'U.E.B.L., bien qu'il reste nettement en dessous de sa position atteinte en 1948 et en 1951.

Les divers secteurs industriels participent dans une mesure très différente au développement général des exportations. Cependant si l'on groupe les produits exportés en produits métallurgiques, biens de consommation, matériaux de construction et combustibles et divers, il apparaît que les biens de consommation bénéficient de plus en plus d'une demande extérieure accrue. Alors que du dernier trimestre de 1954 à la même période de 1955 l'augmentation des valeurs exportées n'atteint que 11 p.c. pour ce groupe de produits, elle s'élève à 17,5 p.c. lorsqu'on compare le premier semestre de 1955 à la même période de 1956. Le pourcentage correspondant est de 20,7 pour la métallurgie, de 20,2 pour les matériaux de construction et de 14,7 pour les combustibles et produits divers.

Tableau IV.

Composition des exportations de l'U.E.B.L.

(Moyennes mensuelles en millions de francs)

Source : *Institut National de Statistique. Calculs du Département d'Etudes et de Documentation de la Banque Nationale de Belgique.*

Principaux produits	1948	1955				1956	
		1er trimestre	2e trimestre	3e trimestre	4e trimestre	1er trimestre	2e (p) trimestre
Produits sidérurgiques	1.430	2.345	2.385	2.292	2.862	2.768	3.159
Fabrications métalliques	1.196	2.090	2.123	1.910	2.357	2.216	2.501
Métaux non ferreux	550	1.051	984	923	1.313	1.250	1.352
Production et transformation des métaux	*3.176*	*5.486*	*5.492*	*5.125*	*6.532*	*6.234*	*7.012*
Textiles	1.145	2.031	1.812	1.755	2.202	2.093	2.027
Produits alimentaires	83	228	273	238	262	222	298
Produits agricoles	188	223	202	193	401	355	350
Papier et livre	71	150	147	141	180	178	185
Peaux et cuirs	47	104	102	92	118	108	109
Caoutchouc	35	67	73	65	83	90	95
Bois et meubles	25	55	75	81	88	71	97
Tabac	1	11	11	12	12	14	14
Diamants	161	451	447	438	538	676	611
Biens de consommation	*1.756*	*3.320*	*3.142*	*3.015*	*3.884*	*3.807*	*3.786*
Produits des carrières	50	52	69	67	72	54	88
Céramiques	32	26	28	28	35	33	35
Verres et glaces	139	254	266	256	366	332	355
Ciments	84	70	100	96	115	50	93
Matériaux de construction	*305*	*402*	*463*	*447*	*588*	*469*	*571*
Huiles minérales	92	254	274	330	375	373	462
Combustibles	123	584	463	506	551	423	551
Produits chimiques	590	929	833	822	932	972	988
Divers	135	327	453	342	450	443	510
Combustibles et divers	*940*	*2.094*	*2.023*	*2.000*	*2.308*	*2.211*	*2.511*
Total	*6.177*	*11.302*	*11.120*	*10.587*	*13.312*	*12.721*	*13.880*

Le progrès des exportations sidérurgiques se trouve limité depuis plusieurs mois par les capacités de production; toutes les quantités disponibles s'écoulent facilement à des prix en hausse.

Les ventes à l'étranger des industries des fabrications métalliques représentent généralement 37 p.c. environ des exportations totales de la métallurgie; ce rapport a légèrement diminué au premier semestre de 1956 par suite du boom exceptionnel sur le marché de l'acier.

La part accrue que prennent les biens de consommation dans les ventes totales est notablement influencée par l'activité de l'industrie diamantaire et, dans une mesure moindre, par les ventes de produits agricoles et textiles. Pour ces derniers, les perspectives immédiates semblent s'améliorer dans différents pays d'Europe occidentale.

Parmi les matériaux de construction, les verres et glaces poursuivent leur essor remarquable; les ventes de ciment, très affectées au premier trimestre par l'hiver rigoureux, n'atteignent plus leur maxima de l'année passée.

Dans le secteur des combustibles solides, l'exécution de contrats donne lieu à un courant de ventes vers les débouchés traditionnels, en dépit de pénuries sur le marché intérieur.

Les livraisons des raffineries de pétrole se développent de pair avec l'extension des capacités de raffina-

Tableau V. **Orientation géographique des exportations de l'U.E.B.L.**

(Moyennes mensuelles en millions de francs)

Source : *Institut National de Statistique.*

Pays de destination	1948	1955				1956	
		1er	2e	3e	4e	1er	2e
		trimestre				trimestre	
Pays-Bas	954	2.274	2.192	2.369	2.754	2.662	2.965
Allemagne occidentale	272	1.254	1.373	1.335	1.482	1.294	1.451
France	572	1.051	1.109	1.129	1.343	1.323	1.533
Royaume-Uni	555	742	634	662	937	944	871
Total	*2.353*	*5.321*	*5.308*	*5.495*	*6.516*	*6.223*	*6.820*
Autres pays d'Europe	1.677	2.427	2.191	2.013	2.478	2.100	2.505
Total Europe	4.030	7.748	7.499	7.508	8.994	8.323	9.325
Etats-Unis	371	992	959	821	1.289	1.303	1.255
Canada	54	84	115	101	183	124	265
Amérique Latine	577	560	490	470	673	532	553
Afrique	635	944	1.084	839	1.101	1.157	1.203
dont : Congo belge et Ruanda-Urundi	*238*	*488*	*618*	*459*	*640*	*631*	*659*
Autres pays d'Afrique	*397*	*456*	*466*	*380*	*461*	*526*	*544*
Asie	355	739	764	671	829	1.032	1.080
Océanie	75	159	141	129	158	159	129
Divers	71	76	68	48	85	91	95
Total général ...	6.168	11.302	11.120	10.587	13.312	12.721	13.905

ge, tandis que celles des industries chimiques, après une certaine stagnation au premier trimestre de 1956, se relèvent fortement depuis lors.

L'orientation géographique des exportations de l'U.E.B.L. fait apparaître que l'expansion, localisée d'abord au commerce avec les pays industriels, se communique en 1956 aux ventes en Asie, en Afrique et, dans une mesure moindre, à celles en Amérique latine, à l'exception de l'Argentine.

L'essor rapide des exportations vers les Etats-Unis constitue sans doute un des développements les plus frappants de notre commerce extérieur. Il porte sur une large gamme de produits, parmi lesquels spécialement les diamants, les produits métallurgiques, les verres et glaces, mais également les produits textiles. Le conflit social dans la sidérurgie américaine au début de l'été a donné lieu à un accroissement important des commandes en provenance des Etats-Unis.

*
* *

DEMANDE INTERIEURE

En vue de faire ressortir les tendances globales de la demande intérieure, nous nous arrêterons successivement aux dépenses de consommation, aux dépenses d'investissement et aux importations, tout en faisant une mention spéciale concernant les dépenses de l'Etat.

La demande de biens de consommation a été influencée par le relèvement des salaires et des traitements des fonctionnaires, la continuation du mouvement de résorption du chômage et le paiement de dividendes élevés résultant du haut niveau d'activité au cours de l'année 1955. Les dividendes mis en paiement par les sociétés belges et congolaises passent d'un total de 3,2 milliards pendant les quatre premiers mois de 1955 à 3,5 milliards au cours de la même période de 1956.

L'évolution de la consommation sera cependant moins accusée en volume qu'en valeur, en raison de la hausse des prix de nombreux articles.

Tableau VI.

Niveaux de consommation

	1er semestre	
	1955	1956
I. *Consommation de produits alimentaires et de tabac :*		
Indice de la consommation alimentaire (1953 = 100) (a)	103	107 (f)
Viande (poids net prêt à la consommation - milliers de tonnes) (b)	193	201
Bière (tonnes) (c)	79.437	81.618
Cigarettes (millions de pièces) (d)	5.777	5.844
II. *Consommation de biens durables :*		
Vente d'appareils ménagers dans les grands magasins (indice 1953 = 100) (b)	119	148
Indice du volume des ventes des produits textiles (1953 = 100) (e)	106	114

(a) Source : *Institut de Recherches Economiques et Sociales.*
(b) Source : *Institut National de Statistique.*
(c) Source : *Ministère des Finances.* Il s'agit de la consommation de matières premières et de matières farineuses déclarées à l'impôt.
(d) Chiffres relatifs aux 8 premiers mois de 1955 et 1956.
(e) Source : *Fédération de l'Industrie Textile Belge.*
(f) Premier trimestre.

Suivant le tableau ci-avant, l'augmentation de la demande intérieure n'aurait pas fortement influencé la consommation globale de produits alimentaires; toutefois, l'élévation du niveau de vie est confirmée par la consommation accrue de viande.

La majeure partie de l'augmentation de la demande intérieure porte sur les biens durables dont les débouchés se développent plus rapidement que les revenus personnels. Les achats d'appareils ménagers et de produits textiles en bénéficient nettement au cours des derniers mois.

L'accroissement des ventes à tempérament, notamment de voitures automobiles, confirme ces constatations. Le volume des crédits consentis pour l'achat de biens durables ne cesse de s'accroître, ainsi qu'il apparaît dans les chiffres suivants :

Montant total des soldes restant dus sur toutes les ventes à tempérament [1]

(En millions de francs)

1954 Juin	5.472
Décembre	6.013
1955 Juin	6.616
Décembre	6.964
1956 Juin	7.412

[1] Source : *Institut National de Statistique.*

Le développement de la demande intérieure influence favorablement l'activité des grandes entreprises de distribution. Les indices des ventes dans les grands magasins à rayons multiples révèlent une augmentation constante des chiffres d'affaires, tant dans les rayons de l'ameublement et de l'habillement que dans ceux de l'alimentation.

Tableau VII.

Indices des ventes à la consommation

(Ventes mensuelles : base 1953 = 100)

Source : *Institut National de Statistique.*

	Grands magasins à rayons multiples			
	Alimentation	Habillement	Ameublement	Total
1953	100	100	100	100
1954	113	102	105	106
1955	120	111	108	114
1955 1er semestre	117	103	107	105
1956 1er semestre	128	112	114	114

Les dépenses de tourisme se sont encore accrues par rapport à l'année 1955. Pour les cinq premiers mois de 1956, on a enregistré une moyenne mensuelle de 464.946 nuitées dans les hôtels belges, contre 435.643 pendant la période correspondante de l'année antérieure; même le mauvais temps pendant les mois d'été n'a pas empêché l'accroissement de l'activité de l'industrie hôtelière.

D'après les indications partielles dont on dispose déjà, le taux d'accroissement des investissements ne faiblit pas. Dans le secteur de la construction d'habitations, l'activité se situe à un niveau plus élevé qu'en 1955 si on se base sur les statistiques des constructions commencées. Pour les sept premiers mois de 1956, celles-ci s'élèvent à 19.128 unités contre 18.984 pour la période correspondante de l'année antérieure, en dépit de certaines restrictions mises à l'octroi de primes.

De même, la construction de bâtiments à usage industriel se développe encore : le nombre de bâtiments commencés pour les sept premiers mois de 1956 s'élève à 3.210 unités contre 3.002 pendant la même période de 1955.

L'approche de la date d'ouverture de l'Exposition Universelle nécessite l'entreprise de grands travaux publics estimés nécessaires pour 1958. Comme l'effet expansionniste de ces travaux n'est pas neutralisé par la réduction d'autres dépenses publiques, la demande intérieure s'en trouve stimulée à un moment où du point de vue d'une politique économique anti-cyclique, il serait plutôt souhaitable de la freiner.

Tableau VIII.

Dépenses comptabilisées de l'Etat

(Milliards de francs)

Source : *Moniteur belge.*

Moyennes mensuelles	Dépenses ordinaires	Dépenses extraordinaires	Total
1954	6,6	1,5	8,1
1955	6,7	1,3	8,0
1955 1er trimestre	7,1	1,2	8,3
2e trimestre	6,9	1,3	8,2
Juillet	7,5	1,3	8,8
1956 1er trimestre	8,2	1,5	9,7
2e trimestre	6,8	1,0	7,8
Juillet	8,1	1,3	9,4

Les investissements en équipements ne semblent pas rester en retard sur la construction de bâtiments. En effet, de nombreuses entreprises industrielles ayant atteint leur maximum de production s'efforcent de répondre à la demande en procédant à des investissements, rééquipements, ou installations de nouvelles machines; cette politique se trouve stimulée au surplus par la nécessité pour les chefs d'entreprise de maintenir l'équilibre entre le progrès social au profit du personnel occupé et l'accroissement de la productivité. Des indications sur cette catégorie d'investissements sont fournies par les livraisons de fabrications métalliques au marché intérieur.

Tableau IX.

Indice des investissements industriels

Années	Livraisons de fabrications métalliques *(Indice des valeurs)*	Importations de biens d'équipement *(Indice du volume)*
	1er semestre	Année
1951	100	100
1954	147	125
1955	165	130
1956	182	

Sur la base de ces quelques renseignements on peut admettre que les investissements civils dépasseront 80 milliards en 1956 contre 57,5 milliards en 1951, 69,5 milliards en 1954 et 75,2 milliards en 1955.

Tableau X.

Importations de l'U.E.B.L.

Source : *Institut National de Statistique.*

Moyennes mensuelles	Valeurs *(millions de francs)*	Indices du volume	Indices des prix
		Base 1953 = 100	
1948	7.285	*86*	*84*
1951	10.626	*97*	*109*
1955 Année	11.850	*122*	*96*
3e trimestre .	11.571	*114*	*97*
4e trimestre .	12.913	*126*	*97*
1956 1er trimestre .	12.668	*124*	*99*
2e trimestre .	13.584	*130*	*98*

L'accroissement de la demande intérieure se reflète aussi dans les *importations* de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise. Toutefois, celles-ci traduisent également l'évolution de la demande extérieure dans la mesure où elles portent sur des biens de production qui sont exportés plus tard sous la forme de produits belgo-luxembourgeois.

Du premier semestre de 1955 au premier semestre de 1956, les importations exprimées en valeur augmentent de 14,6 p.c. L'élimination de l'influence des prix réduit ce pourcentage à 13,5 environ.

Le changement le plus notable dans la composition des importations concerne la part accrue des biens d'équipement dans les achats totaux; cette évolution a déjà été mise en évidence dans les paragraphes consacrés aux investissements.

Les achats à l'étranger de biens de consommation et de biens de production augmentent de façon à peu près uniforme par rapport au deuxième semestre de l'année passée. Le montant atteint par le premier groupe de produits est très influencé par l'augmentation rapide des importations de véhicules et de pièces d'autos pour les entreprises d'assemblage.

Les importations de biens de production reflètent le degré d'activité élevé dans les industries métallurgiques, les raffineries de pétrole, les industries chimique et diamantaire; elles fournissent également une indication globale favorable quant à l'orientation de la production de textiles et d'articles en cuir.

Tableau XI.

Composition des importations de l'U.E.B.L.

(Moyennes mensuelles en millions de francs)

Source : *Institut National de Statistique — Calculs du Département d'Etudes et de Documentation de la Banque Nationale de Belgique.*

Principaux produits	1948	1953	1954 2e semestre	1955 1er semestre	1955 2e semestre	1956 1er semestre
Total général	*7.285*	*10.094*	*10.772*	*11.458*	*12.242*	*13.126*
Biens de production (à l'exclusion des parties et pièces détachées d'autos, etc.)	*4.305*	*6.254*	*6.959*	*7.204*	*7.947*	*8.289*
servant à l'agriculture et aux industries alimentaires	905	958	1.050	847	977	1.004
dont : céréales	539	504	608	441	513	518
autres	366	454	442	406	464	486
servant aux industries métallurgiques, sauf pièces d'autos	987	1.466	1.542	1.725	2.033	2.246
servant aux industries textiles	674	1.236	1.187	1.255	1.167	1.297
servant aux industries du bois	146	159	253	169	311	138
servant aux industries diamantaires	142	279	300	408	426	485
servant aux industries du cuir	98	114	114	123	109	135
servant aux industries du papier et industries graphiques	73	85	104	120	132	113
servant aux industries du tabac	54	76	76	72	76	76
servant indistinctement aux divers secteurs de production	1.226	1.881	2.333	2.485	2.716	2.795
dont : combustibles	311	340	470	451	498	486
huiles minérales	205	483	554	622	676	811
produits chimiques	125	202	263	291	320	353
divers	585	856	1.046	1.121	1.222	1.145
Biens de consommation (y compris parties et pièces détachées d'autos, etc.)	*2.253*	*2.709*	*2.652*	*2.973*	*2.939*	*3.199*
Biens autres que produits alimentaires prêts à l'usage	1.043	1.710	1.744	1.961	1.940	2.140
dont : textiles	295	385	391	421	427	453
véhicules, automobiles, cycles + parties et pièces d'autos	359	594	594	796	675	921
autres	389	731	759	744	838	766
Produits alimentaires prêts à la consommation ...	1.210	999	908	1.012	999	1.059
Biens d'équipement	*727*	*1.131*	*1.161*	*1.281*	*1.356*	*1.638*

Tableau XII. **Orientation géographique des importations de l'U.E.B.L.**

(Moyennes mensuelles en millions de francs)

Source : *Institut National de Statistique — Calculs du Département d'Etudes et de Documentation de la Banque Nationale de Belgique.*

Pays de provenance	1948	1954				1955				1956	
		1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	1er trim.	2e trim.
Pays-Bas	599	1.392	1.370	1.384	1.543	1.505	1.461	1.530	1.774	1.706	1.676
Allemagne occidentale	407	1.324	1.442	1.457	1.562	1.555	1.629	1.589	1.791	1.821	2.011
France	631	1.162	1.266	1.267	1.392	1.329	1.463	1.390	1.715	1.476	1.586
Royaume-Uni	706	901	941	798	921	979	1.041	923	1.076	1.049	1.120
Total des quatre pays voisins	*2.343*	*4.779*	*5.019*	*4.906*	*5.418*	*5.368*	*5.594*	*5.432*	*6.356*	*6.052*	*6.393*
Autres pays d'Europe	1.581	1.301	1.303	1.416	1.469	1.378	1.378	1.576	1.751	1.530	1.570
Total Europe	3.924	6.080	6.322	6.322	6.887	6.746	6.972	7.012	8.107	7.582	7.963
Etats-Unis	1.304	1.026	1.218	1.133	1.000	1.358	1.284	1.202	1.381	1.550	1.728
Canada	102	177	183	198	273	181	215	220	213	126	210
Amérique latine	792	860	764	723	667	664	580	620	550	668	672
Afrique	687	1.087	1.192	1.196	1.213	1.344	1.210	1.383	1.478	1.459	1.628
dont : *Congo Belge et Ruanda-Urundi*	*534*	*749*	*851*	*845*	*846*	*943*	*843*	*999*	*1.107*	*981*	*1.076*
Autres pays d'Afrique	*153*	*338*	*341*	*351*	*367*	*401*	*367*	*384*	*371*	*478*	*552*
Asie	269	685	668	709	687	833	830	776	919	1.009	962
Océanie	185	362	326	261	262	427	267	362	264	270	419
Divers	22	2	2	7	6	3	3	—	1	4	2
Total général	7.285	10.279	10.675	10.549	10.995	11.556	11.361	11.571	12.913	12.668	13.584

En ce qui concerne la répartition géographique des importations, on relève une diminution relative des achats en Europe, au profit de ceux aux Etats-Unis, en Amérique latine et en Afrique. L'Allemagne occidentale devient plus nettement encore le premier fournisseur du marché intérieur de l'U.E.B.L., devant les Pays-Bas. Cependant, au deuxième trimestre, notre partenaire de Benelux cède la deuxième place aux Etats-Unis auxquels les pays européens ont de plus en plus recours pour suppléer à leurs besoins pressants de charbons et d'autres biens de production.

*
* *

PRODUCTION

L'indice général de l'activité industrielle publié par l'Institut de Recherches Economiques et Sociales de l'Université de Louvain dépasse au deuxième trimestre de 1956 le maximum antérieur atteint au quatrième trimestre de l'année précédente. Par rapport à l'année de base 1953 les niveaux les plus élevés sont atteints par l'industrie des fabrications métalliques et par la sidérurgie; dans ce dernier secteur les capacités de production s'élargissent constamment.

Le progrès est appréciable mais moins accusé dans les industries de la construction, les industries chimiques et l'industrie des métaux non ferreux; cependant, dans les deux premières les capacités existantes sont largement utilisées. Les industries textiles n'ont pu maintenir le degré d'activité atteint au dernier trimestre de 1955, en raison des influences saisonnières. Cependant, la tendance fondamentale s'améliore; de larges possibilités techniques subsistent en vue d'adapter les capacités de production aux variations de la demande. Les industries alimentaires connaissent une activité satisfaisante, bien qu'elles ne participent pas d'une façon très vive à l'essor conjoncturel. L'indice de production des secteurs combustibles et énergie est comprimé par la stagnation relative de la production charbonnière.

*
* *

Tableau XIII. **Indice de la production industrielle**

(Base 1953 = 100)

Source : *Institut de Recherches Economiques et Sociales.*

Moyennes mensuelles	Indice général	Combustibles et énergie	Fer et acier	Métaux non ferreux	Fabrications métalliques	Industries chimiques	Matériaux de construction	Industries textiles	Industries alimentaires	Divers
1954	105	99	109	109	107	122	106	106	104	106
1955 Année	116	103	129	113	125	117	118	110	107	110
3e trimestre	111	95	124	108	120	119	124	100	110	105
4e trimestre	124	111	137	117	134	96	132	122	108	114
1956 1er trimestre	119	108	141	121	128	133	105	115	99	114
2e trimestre	128	109	142	120	148	131	133	115	115	120
Juillet	111	89	119	117	136	127	127	91	108	98

Pendant la période sous revue, le problème de l'approvisionnement en *charbons* s'est aggravé, aussi bien pour les charbons domestiques que pour les qualités industrielles.

Dans les divers stades du commerce les délais de livraison s'allongent et atteignent même deux à trois mois pour les types de charbon les plus rares. Les stocks sont inexistants; même les poussiers manquent, de sorte que les consommateurs dont les installations permettent de brûler des briquettes ou des boulets, n'ont guère la possibilité de se rabattre sur ces produits. Dans diverses branches des industries consommatrices, le manque de combustibles freine déjà une expansion nouvelle de la production.

Il s'ensuit un glissement dans la consommation, certains types de charbons domestiques étant de plus en plus vendus pour des usages industriels. D'autre part, l'exploitation de terrils au profit des centrales thermiques et des cimenteries s'intensifie.

Les ventes de charbons et d'agglomérés belges sur le marché intérieur se caractérisent par des livraisons très élevées aux cokeries, du fait de l'activité intense

Tableau XIV. **Ventes de charbons et d'agglomérés belges sur le marché intérieur**

(Moyennes mensuelles en milliers de tonnes)

Source : *Comptoir belge des charbons — « Cobechar ».*

Consommateurs	1948	1951	1954	1955 (année)	1955		1956			
					3e trimestre	4e trimestre	1er trimestre	2e trimestre	juillet	août
Secteur domestique et administrations publiques .	536	618	469	468	410	523	524	450	335	382
Industrie :										
Cokeries et usines à gaz ...	608	527	490	581	542	566	619	632	549	566
Centrales électriques	262	295	264	294	266	336	290	290	204	241
Chemins de fer	158	151	131	124	124	120	124	117	96	110
Diverses industries	455	487	356	367	340	416	373	386	310	327
Total ...	1.483	1.460	1.241	1.366	1.272	1.438	1.406	1.425	1.159	1.244
Total général ...	2.019	2.078	1.710	1.834	1.682	1.961	1.930	1.875	1.494	1.626

dans la sidérurgie. Les centrales électriques et les chemins de fer ont réduit leur consommation par suite respectivement du progrès de la rationalisation et de l'augmentation du trafic à traction électrique ou diesel.

Tous les pays membres de la C.E.C.A. se trouvant devant les mêmes problèmes d'approvisionnement, la demande extérieure est très vive mais ne peut être satisfaite que partiellement. Aussi les ventes à l'étranger pendant le premier semestre de 1956

Tableau XV. **Importations et exportations belges de charbon**

(Milliers de tonnes)

Source : *Comptoir belge des charbons — « Cobechar ».*

Moyennes mensuelles	Importations [1]			Exportations						
	totales	dont		totales	C.E.C.A. dont					Autres pays
		Allemagne	Etats-Unis		total	Italie	Allemagne	France	Pays-Bas	
1948	213	96	80	56	—	0,2	—	23	8	25
1951	167	27	108	169	130	49	—	46	32	39
1954	308	165	21	492	375	48	13	132	178	117
1955 Année	300	102	65	612	439	15	49	124	246	173
3e trimestre	327	91	81	582	415	2	42	113	254	167
4e trimestre	322	76	107	558	391	5	20	133	228	167
1956 1er trimestre	275	64	119	388	279	9	5	117	142	109
2e trimestre	318	77	115	503	384	8	36	140	196	119
Juillet	372	104	123	385	272	8	28	103	130	113
Août	*p*406	*p*126	*p*124	350	259	10	19	101	125	91

[1] Y compris les importations du Grand-Duché de Luxembourg.

ont-elles diminué par rapport aux chiffres moyens de l'année précédente.

La production s'est constamment accrue sauf tout récemment, mais l'amélioration est trop lente par rapport à l'expansion rapide de l'activité économique en général et aux besoins en énergie qui en résultent.

Pendant les huit premiers mois de 1956, la production s'élève à 19.780 milliers de tonnes contre

Tableau XVI. **Balance commerciale de l'U.E.B.L. en charbon**

Source : *Institut National de Statistique.*

Moyennes mensuelles	Importations		Exportations		Balance commerciale	
	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur
	Quantité en milliers de tonnes Valeur en millions de francs belges					
1948	259	160	65	56	— 194	— 104
1951	205	162	157	147	— 48	— 15
1954	330	238	454	326	+ 124	+ 88
1955 Année	314	235	601	440	+ 287	+ 205
3e trimestre	345	254	544	408	+ 199	+ 154
4e trimestre	334	257	567	447	+ 233	+ 190
1956 1er trimestre	290	235	359	305	+ 69	+ 70
2e trimestre	319	248	474	413	+ 155	+ 165

19.346 milliers de tonnes pour la période correspondante de 1955, soit une progression de 2,2 p.c. Au mois d'août, l'extraction n'atteint que 2.171 milliers de tonnes : elle tombe ainsi en dessous de la production réalisée pendant le mois correspondant de l'année passée (2.469 milliers de tonnes).

Tableau XVII.

Industrie houillère

Source : *Administration des Mines.*

Périodes	Production par jour ouvrable	Production par mois	Rendement journalier (*kg par ouvrier du fond et de la surface réunis*)	Stock (*milliers de tonnes*)
	(*milliers de tonnes*)			
	(*moyennes mensuelles*)			(*fin de période*)
1948	87,7	2.224	606	837
1951	97,9	2.472	739	225
1954	96,3	2.437	784	2.815
1955 Année	98,6	2.498	826	371
3e trimestre .	89,9	2.312	810	721
4e trimestre .	105,8	2.681	840	371
1956 1er trimestre .	100,5	2.616	833	377
2e trimestre .	104,4	2.573	860	275
3e trimestre *p*	85,8	2.144	828[1]	221

[1] Moyenne provisoire de juillet et août 1956.

Cette évolution plutôt défavorable tient essentiellement au manque d'ouvriers de fond : le nombre moyen des présences par jour ouvré diminue de 94.760 en janvier 1956 à 80.385 au mois d'août. Jusqu'à la fin du deuxième trimestre, le rendement par ouvrier s'améliore constamment.

Les importations de charbons au premier semestre de 1956 s'écartent peu de la moyenne mensuelle des deux années antérieures. Mais pendant les mois d'été, les achats à l'étranger augmentent rapidement. Les importations de fines à coke américaines officiellement libérées au mois de juin dernier, sont devenues très importantes depuis la fin de 1955.

Quant aux prix, un relèvement des barèmes atteignant 76 fr. la tonne en moyenne est appliqué à partir du 1er octobre, suite à une hausse importante des salaires à la même date.

*
* *

Bien que les *cokeries* travaillent à pleine capacité, elles suivent à peine la demande très intense émanant de la sidérurgie. Depuis le premier trimestre, plusieurs batteries nouvelles ont été mises en activité.

Tableau XVIII.

Activité des cokeries

(Milliers de tonnes)

Source : *Institut National de Statistique.*

Moyennes mensuelles	Production totale	Livraisons	
		à l'étranger	au marché intérieur
1948	466	74	381
1951	509	41	494
1954	512	74	455
1955 Année	550	64	477
3e trimestre	555	84	465
4e trimestre	540	57	478
1956 1er trimestre	590	71	511
2e trimestre	597	75	501
Juillet ..... *p*	605	88	492
Août ..... *p*	620		

Les besoins en cokes particulièrement élevés conjugués à la nécessité pour les cokeries belges d'avoir de plus en plus recours à des fines à coke américaines provoquent une hausse sensible des prix.

*
* *

La production d'*énergie électrique*, en particulier celle des producteurs privés, continue son mouvement ascendant, tandis que la consommation qui se situe encore à un niveau relativement bas par rapport

à celle d'autres pays, se relève à la suite de la diffusion dans toutes les couches de la population de l'usage d'appareils à courant électrique.

Tableau XIX.

Production d'énergie électrique

(Millions de kWh)

Source : *Administration de l'Industrie — Direction : Energie électrique.*

Moyennes mensuelles	Centrales des producteurs-distributeurs		Centrales des auto-producteurs industriels
	Régies communales	Sociétés privées	
1948	31	337	291
1951	33	429	330
1954	35	442	404
1955 Année	33	464	436
3e trimestre	26	439	410
4e trimestre	33	517	473
1956 1er trimestre	42	529	458 [1]
2e trimestre	32	473	426 [1]
Juillet	23	423	387 [1]

1 Production nette à partir de 1956, alors qu'auparavant les chiffres étaient bruts pour les centrales individuelles.

Dans la ligne d'une politique de rationalisation et de coordination introduite par la Convention de juillet 1955 entre les producteurs-distributeurs privés et les syndicats ouvriers, la tendance à la concentration se précise. Diverses sociétés ont déjà fusionné et il semble que d'autres feront de même.

*
* *

Les besoins accrus d'énergie portent en grande partie sur les produits du pétrole. De là l'expansion rapide de la production des *raffineries*, plus spécialement en ce qui concerne les huiles combustibles.

Tableau XX.

Raffinerie de pétrole

Source : *Ministère des Finances. Service des Accises.*

Moyennes mensuelles	Mise en œuvre pétroles bruts *(milliers de kilolitres)*	Production		
		Huiles légères *(milliers de kilolitres)*	Huiles combustibles	
			Fuel-oil *(milliers de tonnes)*	Autres *(milliers de tonnes)*
1953	308	78	112	66
1954	365	95	126	75
1955 Année	453	118	143	97
3e trimestre .	511	146	148	110
4e trimestre .	486	122	159	109
1956 1er trimestre .	528	140	169	123
2e trimestre .	603	142	201	137
Juillet	552	138	184	138

Le marché extérieur se développe parallèlement au marché belge. Les exportations vers les Pays-Bas, l'Allemagne Fédérale et la Suisse accusent un progrès sensible. Les livraisons de fuel oil à l'étranger pendant les cinq premiers mois de l'année ont progressé de 57 p.c. par rapport à la même période de l'année précédente, passant de 334 millions de francs à 524 millions de francs. L'accroissement correspondant des exportations de gas oil est encore plus important : celles-ci passent de 153 millions à 338 millions de francs, soit une progression de 121 p.c.

Les huiles combustibles ont subi l'effet du renchérissement des frets.

*
* *

La haute conjoncture dans l'*industrie sidérurgique* ne fait que s'intensifier depuis que la grève dans les usines américaines a écarté le danger d'une saturation prochaine du marché américain. Même la production au mois d'août reste à peine inférieure au maximum atteint à la fin du deuxième trimestre. Le rythme de la production ne se trouve pas entravé par l'introduction de la semaine de travail de 45 heures, grâce à la prestation d'heures supplémentaires, à l'embauchement de personnel et à l'extension des capacités. Il est difficile de juger de l'évolution de la productivité pendant les mois récents, mais elle semble s'accroître, d'après des indications globales.

Tableau XXI.

Activité de la sidérurgie

Source : *Institut National de Statistique.*

Périodes	Production			Effectif ouvrier
	Fonte	Acier brut	Acier fini	
	(moyennes mensuelles) (milliers de tonnes)			*(fin de période)*
1951	404	417	324	50.536
1954	385	413	302	50.424
1955 Année	449	492	366	52.955
3e trimestre .	445	483	347	52.442
4e trimestre .	463	514	393	52.955
1956 1er trimestre .	476	532	408	53.747
2e trimestre *p*	481	535	397	55.127
Juillet ..... *p*	451	510	320	
Août ..... *p*		533		

La demande très vive émane non seulement des pays étrangers, mais également du marché intérieur où les travaux en vue de l'Exposition Universelle de 1958 et les besoins pressants des industries transformatrices donnent lieu à des commandes importantes. Parmi les débouchés extérieurs, les Etats-Unis avaient repris une certaine importance dès la fin de 1955 ; mais pendant les mois d'été leurs achats ont pris une ampleur semblable à celle observée au cours de l'été 1953. La demande en provenance du Royaume-Uni s'élargit également, contrairement à celle en provenance de l'Allemagne qui est dépassée par les Pays-Bas comme premier client de la sidérurgie belgo-luxembourgeoise. Signalons d'autre part un nouveau courant d'affaires avec la Russie, tandis que l'Inde, les pays du Moyen-Orient, certains pays

de l'Amérique Latine et le Canada manifestent un intérêt très vif pour les produits sidérurgiques belgo-luxembourgeois.

Tableau XXII.

Exportations de produits sidérurgiques

Source : *Institut National de Statistique.*

Moyennes mensuelles	Valeurs *(millions de francs)*	Quantités *(milliers de tonnes)*	Prix unitaires *(francs par tonne)*
1951	2.420	383	6.319
1954	1.802	363	4.961
1955 Année	2.471	444	5.565
3e trimestre	2.292	406	5.645
4e trimestre	2.862	494	5.794
1956 1er trimestre	2.768	462	5.991
2e trimestre ... *p*	3.159	507	6.231

L'approvisionnement en matières premières n'a pas freiné jusqu'à présent le rythme de la production; on observe néanmoins des tensions sur le marché du coke. Les prix des mitrailles accusent une hausse rapide en 1955; ils passent par une période de stabilité au premier trimestre de 1956 pour fléchir légèrement au début du deuxième. Ces derniers mois ils sont à nouveau orientés à la hausse.

Les prix de barème belges, parité Seraing, restent à 5.250 fr. la tonne pour les aciers marchands et à 5.750 fr. pour les tôles fortes et moyennes depuis le mois de janvier 1956. Rappelons que ces prix s'appliquent aux ventes dans les six pays de la C.E.C.A. Les cotations minima fixées par les entreprises qui ont conclu la Convention de Bruxelles et applicables aux ventes dans les pays ne faisant pas partie de la C.E.C.A., restent également inchangées de janvier à septembre. Au milieu de ce mois ils sont relevés de 5.400 fr. la tonne à 5.500 fr. pour les aciers marchands et de 6.000 fr. la tonne à 6.370 fr. pour les tôles fortes et moyennes; les autres produits semi-finis et la plupart des laminés subissent des majorations équivalentes. Soulignons cependant qu'il s'agit en l'occurrence de cotations minima qui sont de loin dépassées par les cotations réelles. Celles-ci varient d'une affaire à l'autre, souvent en raison des délais de livraison demandés.

La valeur unitaire des exportations passe de 5.794 fr. la tonne au dernier trimestre de 1955 à 6.226 fr. au deuxième trimestre de 1956.

Les exportations de produits sidérurgiques belgo-luxembourgeois poursuivent leurs progrès. Au quatrième trimestre de 1955 l'expansion est attribuable en premier lieu aux livraisons accrues en Allemagne occidentale, aux Pays-Bas, aux Etats-Unis et au Royaume-Uni. Les expéditions vers ces deux derniers pays s'élargissent encore en 1956. En outre, le

Tableau XXIII. **Orientation géographique des exportations de produits sidérurgiques**

(Moyennes mensuelles en milliers de tonnes)

Source : *Institut National de Statistique — Calculs du Département d'Etudes et de Documentation de la Banque Nationale de Belgique.*

Destination	1948	1951	1954	1955			1956
				Année	3e trim.	4e trim.	1er trim.
Etats-Unis	10,6	43,3	21,4	19,4	14,0	29,6	38,1
Amérique centrale et méridionale	37,8	44,9	46,5	36,6	29,2	34,2	30,5
Pays U.E.P.	—	244,8	253,8	341,3	330,1	376,0	347,3
dont : Pays-Bas	44,1	64,8	60,4	67,2	65,6	70,7	64,8
Pays scandinaves	40,7	53,9	40,8	46,3	38,2	37,3	33,1
Allemagne occidentale	0,5	1,4	54,8	86,9	88,0	96,9	76,6
Royaume-Uni	18,3	19,3	5,5	19,2	21,0	34,9	39,4
Reste de la zone sterling	n. d.	44,3	29,8	39,4	33,2	43,7	52,5

Canada, le Congo Belge et l'Australie deviennent des débouchés de plus en plus importants. L'Inde et le Pakistan qui pendant une certaine période avaient réduit leurs achats, reçoivent à nouveau des quantités importantes d'acier belgo-luxembourgeois. En Amérique du Sud, le Venezuela et le Pérou constituent les meilleurs débouchés.

*
* *

L'*industrie des fabrications métalliques* connaît en 1956 un développement d'activité nettement supérieur à celui enregistré en 1955. Cette expansion se traduit par l'embauche de nombreux ouvriers et par des livraisons et des commandes accrues tant pour le marché extérieur qu'intérieur. Comme le montant des nouvelles commandes dépasse celui des expéditions, on peut prévoir un accroissement de la production au cours des mois prochains.

L'expansion de la demande au premier semestre bénéficie à la plupart des secteurs, mais spécialement à la construction navale, à l'industrie automobile et aéronautique, au secteur des ponts, charpentes et grosses chaudronneries ainsi qu'à celui des installations pour diverses industries.

L'effectif ouvrier de l'ensemble de l'industrie des fabrications métalliques augmente de 10.000 unités pendant les 7 premiers mois de l'année. Des pénuries de main-d'œuvre se manifestent dans plusieurs sec-

teurs, spécialement en ce qui concerne les ouvriers qualifiés. L'accroissement des effectifs se retrouve dans toutes les branches de l'activité à l'exception de celle de la robinetterie, des armes et munitions, et du matériel roulant. Les progrès les plus sensibles sont enregistrés dans les secteurs de la construction navale (+ 2.000 unités), des charpentes et chaudières (+ 1.000 unités), de la construction électrique (+ 2.600 unités), des machines-outils, de l'aciérie de moulage et des machines et installations pour industries diverses. Il se peut que cet accroissement des effectifs ait été influencé par l'application généralisé de la semaine de travail de 45 heures.

Quant aux produits de première transformation, le niveau général de la production se relève considérablement en aciéries de moulage, en tréfilerie et clouterie, et surtout en boulonnerie et autres produits de la grosse forge et en laminés ou étirés à froid. En biens métalliques, les progrès de la production sont encore légèrement plus importants, spécialement en ce qui concerne les accessoires du bâtiment, à l'exclusion de la robinetterie sanitaire, et les chaudières. Pour les biens de consommation durables (articles électro-ménagers et en partie les automobiles) l'expansion se poursuit parallèlement aux développements dans les pays voisins. En matériel

Tableau XXIV. **Activité des industries des fabrications métalliques**

Sources : *Institut National de Statistique et Fabrimétal.*

Périodes	Effectif ouvrier *(fin de période)*	Marché intérieur		Marché extérieur	
		Expéditions	Commandes inscrites	Expéditions	Commandes inscrites
		(moyennes mensuelles en millions de francs)			
1951	169.402	2.529	2.514	1.656	1.878
1954	177.261	3.244	3.119	1.613	1.668
1955 Année	187.467	3.611	3.487	1.927	1.960
3e trimestre	185.213	3.598	3.238	1.899	1.916
4e trimestre	187.467	3.686	3.845	2.155	2.076
1956 1er trimestre *p*	193.100	3.661	4.098	2.122	3.160
2e trimestre *p*	197.511	4.235	4.326	2.324	2.490
Juillet *p*	197.988	3.912	4.103	2.462	2.205

lourd de transport, si la construction et la réparation navale connaissent une grande activité, la construction d'équipements ferroviaires, par contre, continue à souffrir de la crise de réadaptation. Les perspectives immédiates s'améliorent grâce à des commandes substantielles pour les Chemins de fer belges et à une commande pour l'Argentine. Le développement de la production de biens mécaniques et électriques d'équipement s'accélère ces derniers mois sous l'effet d'une demande accrue, spécialement d'origine intérieure.

D'après une estimation de la Fédération des entreprises des industries de fabrications métalliques, les expéditions ont augmenté en volume de 10 p.c. environ, aussi bien à l'exportation que sur le marché intérieur. Sur ce dernier, l'accroissement provient essentiellement du développement du marché de biens de consommation durables et de l'équipement de bâtiments, de fournitures de matériel et d'équipements pour les industries extractives, alimentaires, chimiques et diverses. Des progrès sont enregistrés également en ce qui concerne les pièces de fonderie, le matériel électrique industriel et ménager, les produits de la forge, les tubes, les laminés et étirés à froid.

La progression des livraisons au marché extérieur provient principalement du développement des ventes des produits de la construction électrique, d'automobiles et de moteurs d'avion, de tréfilés ainsi que d'étirés et laminés à froid. Les exportations comprennent également plusieurs unités navales, du matériel roulant, des machines-outils, du matériel textile et d'appareillage de levage. De même les ventes de charpentes, de réservoirs et de chaudières sont en augmentation.

Quant à l'orientation géographique des exportations, les Pays-Bas et la France augmentent leurs achats respectivement de 36 et 13 p.c. au cours des quatre premiers mois de l'année; les Pays-Bas prennent déjà 28 p.c. des exportations totales contre 12 p.c. pour le Congo et 7 p.c. pour la France. Les achats de l'Allemagne diminuent au premier trimestre pour reprendre ensuite. Le Royaume-Uni qui est traditionnellement un client moins important pour l'industrie belge des fabrications métalliques, développe ses achats depuis le début de 1956.

Parmi les débouchés d'outre-mer les Etats-Unis occupent la seconde place, après le Congo, avec 5 p.c. des exportations. L'Inde a doublé ses achats par rapport à 1955. Le recul des ventes au Brésil et en Colombie est plus que compensé par des exportations accrues à destination du Venezuela et du Mexique.

***

L'activité de l'*industrie des métaux non ferreux* progresse sensiblement depuis le début de 1955; seul l'étain ne participe pas à l'essor conjoncturel.

L'augmentation est particulièrement frappante pour le plomb et l'aluminium, deux métaux qui bénéficient d'une amélioration structurelle de leur position, l'un en raison de son importance pour l'énergie nucléaire, l'autre en raison de l'extension continue de ses possibilités d'utilisation. Ces dernières sont à l'origine de la constitution du Syndicat belge de l'Aluminium, ayant pour objet l'étude des possibilités d'implantation d'une industrie électrolytique de l'aluminium au Congo belge.

Tableau XXV. **Activité de l'industrie des métaux non ferreux**

Source : *Union des Industries des Métaux non ferreux.*

Périodes	Production (*moyennes mensuelles en tonnes*)						Effectif ouvrier (*fin de période*)
	Produits bruts					Produits demi-finis	
	Cuivre	Plomb	Zinc	Etain	Aluminium		
1951	11.846	5.887	16.741	835	117	16.470	17.102
1954	12.801	5.992	17.758	995	139	14.561	15.827
1955 Année	13.076	6.898	17.661	879	201	16.542	16.079
3e trimestre	11.927	8.194	17.112	835	171	15.777	15.724
4e trimestre	14.790	7.285	18.215	780	241	18.258	16.079
1956 1er trimestre	13.853	8.471	18.788	885	249	17.407	16.151
2e trimestre	14.492	8.601	19.078	832	238	16.175	16.023
Juillet [1]	13.784	9.040	19.078	877	232	11.870	*p*16.018

[1] Pour les produits bruts : moyennes mobiles trimestrielles.

Les prix intérieurs des métaux non ferreux suivent avec un certain retard la baisse des cours sur les marchés mondiaux à partir de mars 1956; toutefois, ceux-ci se sont raffermis à nouveau en août et septembre.

Le prix intérieur du cuivre électrolytique a commencé à fléchir vers le 20 avril pour atteindre, après une baisse de 15 fr., un minimum de 38,50 fr. le kg. le 7 juillet. Le 6 août il est remonté à 42,50 fr., niveau aux environs duquel il se stabilise depuis.

Les prix du zinc et du plomb ont suivi, en général, une courbe similaire à celle du cuivre. De son côté, le cours de l'étain tombe à un minimum de 101,75 fr. le kg pendant les premiers jours de juillet, après une reprise au mois de février. Dès le début de l'affaire de Suez, les prix se raffermissent pour atteindre un maximum de 118 fr. le kg au milieu de septembre. Depuis, la tendance se trouve renversée : à la fin de septembre, l'étain cote 109 fr. le kg.

La position statistique des non-ferreux est caractérisée par une amélioration des approvisionnements et un accroissement des stocks, imputable en partie à la grève dans les aciéries américaines.

Les exportations belges de métaux non ferreux passent de 2,8 milliards de francs au troisième trimestre de 1955 à 3,9 milliards au quatrième trimestre; au premier semestre de 1956 elles atteignent une moyenne trimestrielle de 1,3 milliard. Des ventes accrues sont effectuées en Allemagne occidentale, aux Pays-Bas, au Royaume-Uni et en différents autres pays de la zone sterling.

Les ventes de cuivre se relèvent de 1,6 milliard de francs au troisième trimestre de 1955 à 2,3 milliards au quatrième, niveau qu'elles ne dépassent pas pendant les premiers mois de 1956. Cet accroissement est en grande partie imputable à la hausse de la valeur unitaire du cuivre brut qui passe de 44.570 fr. la tonne en septembre 1955 à 53.030 fr. en mai 1956. Il concerne spécialement les livraisons à l'Allemagne occidentale, au Royaume-Uni, aux Pays-Bas et aux pays scandinaves. Toutefois, la France reste le premier débouché avant l'Allemagne et les Pays-Bas.

Les exportations de zinc marquent également une progression très forte à la fin de 1955, mais ce mouvement s'arrête pendant les premiers mois de 1956. Les Etats-Unis, les Pays-Bas et le Royaume-Uni élargissent leurs achats. L'Allemagne occidentale, les Etats-Unis et la France constituent les principaux débouchés. La valeur unitaire à l'exportation augmente de 13.750 fr. la tonne en septembre 1955 à 14.836 fr. en mai 1956 pour le zinc brut.

Pendant la même période, la valeur unitaire du plomb brut passe de 14.800 fr. la tonne à 16.348 fr. Les exportations évoluent comme celles de zinc. Les livraisons aux Pays-Bas et au Royaume-Uni se développent.

Le progrès des ventes d'étain est moins rapide, mais il se poursuit pendant les premiers mois de 1956, grâce au relèvement de la valeur unitaire. Cependant, celle-ci se réduit de nouveau au deuxième trimestre.

*
* *

L'activité des *industries chimiques* se situe à un niveau sensiblement supérieur à celui de la période correspondante des années antérieures, bien que les chiffres de production très élevés enregistrés au mois de mars n'aient pu être maintenus pendant les mois suivants, par suite du jeu d'influences saisonnières.

Les exportations de l'industrie chimique, qui représentent environ la moitié de la production totale, ne cessent d'augmenter. Au premier semestre elles dépassent de 11,2 p.c. les montants atteints pendant la même période de l'année précédente. Tandis que les livraisons aux Pays-Bas et à l'Allemagne Fédérale accusent un léger recul, les exportations d'engrais azotés vers l'Asie augmentent sensiblement, grâce à l'exécution de contrats à long terme conclus à la fin de l'année dernière.

Tableau XXVI. **Exportations des produits de l'industrie chimique**

(Millions de francs)

Source : *Institut National de Statistique.*

Moyennes mensuelles	Pays-Bas	France	Royaume-Uni	Etats-Unis	Allemagne occidentale	Autres pays	Total
1952	94	51	57	57	72	444	775
1953	102	40	50	72	56	421	741
1954	118	47	48	42	79	492	826
1955 Année	118	61	51	57	82	510	879
3e trimestre	126	70	38	43	88	457	822
4e trimestre	116	65	63	71	80	537	932
1956 1er trimestre	104	67	59	67	64	611	972

Depuis le début du deuxième trimestre, les prix des produits chimiques tendent à augmenter, à l'exception de la naphtaline et ses dérivés qui sont affectés par le recul de la demande américaine. D'autre part, les prix de revient ont été favorablement influencés par une légère baisse des frets maritimes et fluviaux avant la crise politique de Suez. Notons également l'incidence de la baisse du cuivre pendant le deuxième trimestre de 1956 sur le prix de revient des sulfates et autres sels de cuivre; toutefois, à partir du mois d'août, le cuivre renchérit de nouveau.

En ce qui concerne les différents secteurs, celui des engrais reste en général favorablement orienté. Les producteurs d'engrais potassiques souffrent toutefois d'une accentuation de la concurrence mondiale; comme l'équipement nécessaire à la fabrication est plutôt simple, des installations de production se créent partout.

A Anvers, la construction de la nouvelle usine pétrochimique touche à sa fin et on compte entamer la production très prochainement; celle-ci comprendra notamment du phénol, du glycol et de l'acéton, tous produits qui interviennent dans l'industrie des matières plastiques et qui jusqu'à présent devaient faire en grande partie l'objet d'importations.

On annonce d'autre part qu'une des plus importantes sociétés chimiques belges entamera la construction d'une installation pour la fabrication de chlorométanes en quantité suffisante pour couvrir les besoins des trois pays de Benelux en ces produits. Le grisou capté dans les bassins houillers du Centre et de Charleroi sera la principale matière de base travaillée dans ce complexe nouveau.

Dans le secteur des dérivés de la houille, la situation reste dominée par une demande très active de la part de la construction routière et immobilière en général, dont profitent le goudron, le brai et autres sous-produits de l'industrie charbonnière et des cokeries.

Parmi les secteurs qui connaissent une activité plutôt calme, signalons ceux des produits d'entretien et des produits pharmaceutiques.

***

L'industrie de la *construction* accélère son activité dans la mesure où les moyens de production et la main-d'œuvre disponibles le permettent.

Malgré la hausse des prix et la politique gouvernementale visant à éviter tout effet stimulant sur la construction privée, la construction d'habitations ne se ralentit pas, ainsi qu'il apparaît dans les chiffres mentionnés au chapitre relatif à la demande intérieure et dans l'évolution des autorisations de bâtir : au premier semestre celles-ci dépassent légèrement le montant très élevé enregistré pendant les six premiers mois de 1955.

Tableau XXVII.

Production des matériaux de construction

Source : *Institut National de Statistique.*

Moyennes mensuelles	Concassés de porphyre et de grès *(milliers de tonnes)*	Ciment *(milliers de tonnes)*	Briques ordinaires *(millions de pièces)*	Verre plat *(indice : base 1953 = 100)*
1951	361	366	195	108
1954	318	365	174	108
1955 Année	338	391	190	136
1er trimestre .	169	236	103	129
2e trimestre .	390	446	201	124
1956 1er trimestre .	259	232	107	154
2e trimestre .	495	449	192	162
Juillet	481	486	215 *p*	154 *p*
Août		479 *p*		

Du côté des travaux publics, qui comprennent une part importante de travaux de génie civil, un fléchissement de l'activité semble peu probable, en raison de la proximité de la date d'ouverture de l'Exposition Universelle de 1958 et de la nécessité de terminer certains travaux pour cette date.

La production des *briqueteries* se trouve réduite par la grève qui a éclaté en Campine au cours de l'été. Il en résulte une pression sur les prix et des difficultés à satisfaire toute la demande.

Dès à présent, les briques « Rijnvorm » se traitent entre 380 fr. et 400 fr. le mille contre 378 fr. en juillet et 375 fr. au printemps.

Dans les *cimenteries* les exportations marquent une régression sérieuse, heureusement compensée par un accroissement des besoins intérieurs de l'ordre de 20 p.c. Pendant le premier semestre, les ventes à l'étranger se sont élevées à 686.500 tonnes, contre 852.600 tonnes pendant la période correspondante de 1955. Ce recul semble dû essentiellement à l'extension des capacités de production dans les pays importateurs.

Au premier semestre, la production n'a guère varié par rapport aux chiffres correspondants enregistrés en 1955 : les producteurs ont totalement compensé pendant les mois suivants la diminution de l'activité en février à la suite des conditions atmosphériques exceptionnelles.

Aucun signe révélateur d'un ralentissement d'activité n'apparaît dans le secteur *verreries et glaceries*, dont l'indice de production, tant en verre plat qu'en verre creux, poursuit son mouvement ascendant. Comme toutes les entreprises utilisatrices de charbon, les verreries se voient menacées par une pénurie de combustible.

Le rythme de production des *industries céramiques* continue à s'accélérer dans la presque totalité des entreprises; seuls les fabricants de vaisselle de faïence et de grès artistique ne parviennent pas à améliorer leur chiffre d'affaires.

Tableau XXVIII. **Production des industries céramiques**

Source : *Institut National de Statistique.*

Moyennes trimestrielles	Vaisselle de faïence, grès artistique et divers (tonnes)	Vaisselle de porcelaine, isolateurs (tonnes)	Carreaux de revêtement en faïence et en grès (milliers de m2)	Produits co-alumineux, dalles d'usines, produits siliceux et autres (milliers de tonnes)	Tuiles et accessoires (milliers de tonnes)	Céramique architecturale (tonnes)	Poteries en terre cuite (tonnes)
1951	1.763	747	303	42	49	1.841	1.811
1954	1.376	514	350	27	51	1.687	1.932
1955 1er trimestre	1.380	513	375	24	43	1.875	1.870
Année	1.286	559	386	28	50	1.991	2.095
1956 1er trimestre	1.170	607	405	32	40	2.415	2.113

Si le premier trimestre de l'année a été médiocre pour les producteurs de tuiles, il semble que le niveau de production se relève au cours des derniers mois.

Les *carrières de porphyre* qui avaient augmenté leur production et constitué un certain stock en vue des travaux préparatoires à l'Exposition, sont contraintes à un sérieux ralentissement, certains espoirs de conclure des contrats de vente ne s'étant pas réalisés.

***

Pendant le premier semestre de 1956, la production de l'*industrie textile* est de 6 p.c. supérieure à

Tableau XXIX. **Indices des prix de gros des textiles**

(Base 1953 = 100)

Source : *Institut de Recherches Economiques et Sociales.*

Moyennes	Fils de					Tissus de				
	Coton	Laine	Lin	Jute	Rayonne	Coton	Laine	Lin	Jute	Rayonne
1953	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
1954	103,8	94,7	103,2	101,1	100,0	99,7	97,8	98,1	99,7	95,8
1955 Année	102,4	86,2	101,8	98,5	100,0	105,9	94,0	98,3	101,3	94,1
3e trimestre	101,8	85,2	100,8	93,2	100,0	106,2	94,4	97,4	97,0	93,5
4e trimestre	98,1	81,9	98,9	95,7	100,0	103,5	93,0	95,4	97,8	94,4
1956 1er trimestre	99,4	82,4	97,3	99,3	90,2	103,6	92,5	95,1	101,3	94,8
2e trimestre	97,8	82,6	96,2	92,5	90,2	104,4	92,5	95,0	98,9	94,1
3e trimestre ..... p	96,0	87,3	96,8	92,3	90,2	103,8	94,8	95,0	98,2	94,3

celle de la période correspondante de l'année précédente; ce progrès quantitatif résulte, en ordre principal, de l'accélération du rythme d'activité dans l'industrie lainière et la bonneterie.

Cependant, les prix textiles restent orientés à la baisse, surtout pour les produits en coton et en jute; par rapport au dernier trimestre de 1955, le prix des fils de coton a diminué de 3,4 p.c. et celui des fils de jute de 1,5 p.c. La diminution de 10 p.c. du prix des fils de rayonne, qui apparaît au premier trimestre de 1956, provient de l'alignement des prix belges sur les prix néerlandais; cette adaptation est rendue possible par les subsides gouvernementaux à la filature belge. Seuls les produits lainiers font exception à la tendance baissière, mais comme la réorientation de leurs prix est déterminée par le renchérissement de la matière première, on ne peut pas en conclure que la rentabilité de l'industrie s'en est améliorée.

Les exportations de produits textiles continuent à progresser; pendant les six premiers mois de 1956, elles acusent une hausse de 7 p.c. en valeur par rapport au premier semestre de 1955 et de 4 p.c. par rapport au deuxième semestre de la même année.

Les pourcentages d'augmentation des volumes exportés sont très proches de ceux mentionnés ci-dessus, ce qui semble indiquer que la dépréciation des prix à l'exportation n'a pas continué.

L'expansion des exportations de produits textiles n'est pourtant pas proportionnelle à celle des livraisons totales au marché extérieur; en effet, le rapport entre les deux s'affaiblit progressivement de 19,6 p.c. en 1954 à 16,8 p.c. en 1955 et à 15,6 p.c. au premier semestre de 1956.

Tableau XXX.

Exportations de produits textiles

(Millions de francs)

Source : *Institut National de Statistique — Calculs du Département d'Etudes et de Documentation de la Banque Nationale de Belgique.*

Moyennes mensuelles	Total	Pays-Bas	France	Royaume-Uni	Etats-Unis	Allemagne occidentale	Autres pays
1952	1.608	345	136	242	121	174	590
1953	1.810	445	105	172	157	223	708
1954	1.882	499	102	217	139	208	717
1955 Année	1.950	537	119	206	174	248	666
1er trimestre	2.031	545	118	223	172	218	755
2e trimestre	1.812	459	113	164	188	233	655
3e trimestre	1.755	514	109	195	125	251	561
4e trimestre	2.202	628	134	240	211	291	698
1956 1er trimestre	2.093	623	129	213	206	263	659

Les Pays-Bas constituent de loin le principal débouché; au premier trimestre, ils interviennent pour 29,7 p.c. dans les livraisons à l'étranger, ce qui signifie un accroissement relatif de 3 p.c. par rapport à la même période de 1955. Ce pays nous achète, en ordre principal, des demi-produits lainiers, des filés de coton et des articles de bonneterie. Les exportations vers l'Allemagne occidentale, qui achète surtout des produits lainiers, représentent 12 p.c., et celles vers le Royaume-Uni, principal client pour le lin teillé et les tissus de coton, 10 p.c. des expéditions totales au marché extérieur.

Aux Etats-Unis, qui occupent la quatrième place parmi les clients étrangers, l'U.E.B.L. fournit principalement des tapis de laine et des tissus de lin.

L'expansion de la production dans l'*industrie lainière* attire spécialement l'attention; toutefois, cette évolution n'est pas particulière à la Belgique, mais se constate dans tous les grands pays consommateurs. D'après une estimation du Comité économique du Commonwealth, la consommation de laine brute a augmenté de 4 p.c. en 1955 par rapport à 1954, et cette tendance aurait persisté pendant les premiers mois de 1956. Ce revirement de la conjoncture lainière est probablement déterminé par l'amélioration de la position concurrentielle de la laine vis-à-vis d'autres fibres textiles. La hausse récente de la laine brute qui s'est amorcée à la fin de 1955 et qui s'accentue pendant les derniers mois, pourrait de nouveau affecter cette position.

Tableau XXXI.

Production de l'industrie de la laine

(Tonnes)

Source : *Institut National de Statistique.*

Moyennes mensuelles	Lavage et carbonisage	Peignage (rubans peignés)	Filature		Tissage
			Laine peignée	Laine cardée	
1948	n. d.	n. d.	1.537	1.306	1.616
1951	1.295	1.370	1.491	1.350	2.084
1954	1.464	1.405	1.831	1.371	2.091
1955 Année	1.561	1.570 [1]	1.996	1.474	2.371
3e trimestre .	1.428	1.413 [1]	1.816	1.375	2.221
4e trimestre .	1.499	1.687 [1]	2.381	1.618	2.581
1956 1er trimestre .	1.927	1.762 [1]	2.255	1.541	2.551
2e trimestre .	2.111	1.775 [1]	2.123	1.540	2.548
Juillet					2.420

1 Y compris production pour tiers étrangers.

Les premières enchères de la saison 1956-1957 sur les marchés australiens font apparaître des augmentations de prix qui atteignent dans certains cas

7,5 p.c. par rapport aux cotations de clôture de la saison précédente. Au marché d'Anvers, le prix du peigné — type Australie — s'est également sensiblement relevé, passant de 142 fr. le kg. en moyenne en janvier à 181,5 fr. pendant la première quinzaine de septembre, ce qui correspond à une hausse de 28 p.c. Le 19 septembre, le prix s'élève à 188 fr. contre 137 fr. à la date correspondante de l'année précédente.

Depuis le 30 avril 1956, un marché à terme pour la laine peignée, type croisé, fonctionne à Anvers. Les cotations se font en pence par lb et l'unité de contrat est de 5.000 lbs.

En Belgique, l'intervention gouvernementale en faveur des secteurs de préparation de la laine a, sans doute, un effet favorable sur le rythme de l'activité. Au premier semestre, la production des lavages-carbonisages et des peignages est respectivement de 21,7 p.c. et 11,2 p.c. supérieure à celle de la période correspondante de 1955. Ce progrès résulte, en ordre principal, des commandes accrues en provenance du marché extérieur.

Les filatures de laine peignée, dont la production se situe à un niveau élevé, bénéficient principalement de la conjoncture favorable dans la bonneterie belge. Dans les filatures de laine cardée, qui dépendent principalement du marché intérieur, la situation varie suivant qu'il s'agit de fabricants de fils pour tissages ou de fils pour tapis; en effet, malgré un accroissement de leur activité, les tissages de tissus d'habillement connaissent toujours un certain malaise, tandis que les tissages de tapis continuent à exécuter des commandes importantes pour l'Amérique du Nord.

L'*industrie du coton* se ressent profondément de l'incertitude qui persiste au sujet de l'évolution du prix de la matière première. Non seulement la liquidation des stocks américains agit comme élément perturbateur du marché, mais l'estimation de la récolte mondiale pour 1956-1957 fait apparaître que le déséquilibre entre l'offre et la consommation de coton brut subsistera.

Tableau XXXII.

Production de l'industrie du coton

(Tonnes)

Source : *Institut National de Statistique.*

Moyennes mensuelles	Filatures	Tissages
1948	6.703	5.222
1951	8.750	6.591
1954	8.227	6.425
1955 Année	7.889	6.176
3e trimestre	6.950	5.521
4e trimestre	8.387	6.735
1956 1er trimestre	8.442	6.499
2e trimestre	7.846	6.159
Juillet		5.259

La production des filatures n'a guère varié par rapport à celle réalisée pendant les six premiers mois de 1955.

Les exportations de fils de coton sont en recul; pendant le premier trimestre de 1956, elles sont de 7,4 p.c. inférieures à celles de la période correspondante de l'année précédente, par suite de la réduction des livraisons au Royaume-Uni et aux pays asiatiques.

Dans les tissages, l'activité s'est accrue dans les secteurs tapis, habillement et ameublement, mais elle se ralentit dans le secteur des couvertures et torchons.

Pendant le premier semestre de 1956, la production des fils de *rayonne* se situe à peu près au niveau atteint pendant la même période de 1955. Les exportations ont légèrement augmenté.

L'expansion du secteur des fibres de rayonne, dont la production est exportée à raison de 70 p.c., est plutôt d'ordre structurel.

L'activité des tissages de rayonne, bien qu'elle soit en progrès, connaît un malaise de caractère structurel : le grand nombre d'entreprises ainsi que le manque de spécialisation dans leurs fabrications, constitueraient des facteurs de faiblesse importants vis-à-vis de la concurrence étrangère.

Il n'y a pas de données statistiques disponibles sur l'activité de la nouvelle usine qui, en novembre 1955, a commencé la production de fils nylon à Zwijnaarde.

Dans l'industrie *jutière*, la production des filatures atteint un maximum historique pendant le premier trimestre de 1956. Cependant, par suite de la régression des exportations qui, pendant cette même période, étaient inférieures de 7,3 p.c. à celles du trimestre correspondant de 1955, une diminution sensible de l'activité se précise au printemps : la production tombe même en dessous des chiffres correspondants enregistrés en 1955. Les livraisons aux Etats-Unis, très élevées pendant le dernier trimestre de 1955, se réduisent fortement sous l'effet de la concurrence accrue de la part de l'Inde.

Les tissages de jute, qui écoulent 55 p.c. environ de leur production sur les marchés extérieurs, diminuent légèrement leur activité par rapport aux six premiers mois de 1955. Les ventes aux Etats-Unis et aux pays scandinaves se réduisent pendant les premiers mois de l'année.

Pendant la période sous revue, la production des filatures de *lin* est de 4,6 p.c. inférieure à celle du semestre correspondant de l'année précédente. Les exportations, qui s'élevaient à 1.374 tonnes au dernier trimestre de 1955, diminuent de 243 tonnes pendant les trois premiers mois de 1956 par suite d'une régression des livraisons à l'Allemagne occidentale, principal débouché extérieur. Les dernières indications concernant cette industrie donnent toutefois lieu à un certain optimisme; les prix se raffermissent et les ordres inscrits semblent assurer l'activité pour les premiers mois à venir.

Tableau XXXIII **Production des industries du lin, du jute et des textiles artificiels**

(Tonnes)

Source : *Institut National de Statistique.*

Moyennes mensuelles	Lin		Jute		Textiles artificiels	
	Filatures	Tissages	Filatures	Tissages	Filés	Fibres
1948	620	418	3.466	2.453	835	953
1951	1.020	677	5.603	3.823	874	1.406
1954	729	629	6.062	3.284	960	1.637
1955 Année	731	592	6.337	3.513	905	1.749
3e trimestre	582	470	5.929	3.423	837	1.618
4e trimestre	759	641	6.990	3.824	920	1.827
1956 1er trimestre	783	628	7.326	3.371	938	1.817
2e trimestre	726	577	6.204	3.295	912	1.808
Juillet		492		2.634		

Les tissages de lin, dont la situation était déjà peu brillante, se considèrent gravement atteintes par le récent relèvement des droits de douane américains de 10 à 40 p.c. appliqué aux importations de tissus de lin destinés à la fabrication des essuies de cuisine. Bien que ces tissus ne représentent que 10 p.c. de l'ensemble des exportations des tissages de lin vers les Etats-Unis, la mesure risque de compromettre dangereusement la position de cette industrie; rappelons qu'en 1955 elle a écoulé 44 p.c. de sa production sur le marché américain.

La *bonneterie* reste favorisée par une demande élevée; au premier semestre de 1956, la production est de 20 p.c. supérieure à celle du semestre correspondant de 1955. Seul le secteur des bas nylon semble connaître des difficultés. En bonneterie de laine, les commandes de l'étranger sont importantes, particulièrement celles en provenance des Pays-Bas; ce pays intervient pour plus de 85 p.c. dans les ventes d'articles de bonneterie au marché extérieur.

Tableau XXXIV.

Bonneterie et confection

Source : *Institut National de Statistique.*

Indice de l'activité industrielle *Base 1953 = 100*	Bonneterie	Confection
1954	105,1	100,5
1955 Année	118,4	100,5
3e trimestre	124,1	93,0
4e trimestre	141,6	103,8
1956 1er trimestre	124,1	100,2
2e trimestre *p*	125,7	110,9

Dans l'industrie du *vêtement* et de la *confection*, l'activité s'intensifie par suite de commandes accrues en provenance aussi bien du marché extérieur que du marché intérieur.

***

Certains secteurs de l'*industrie du cuir*, principalement les entreprises productrices de cuirs lourds, ne bénéficient nullement de la haute conjoncture. La production mensuelle de cuirs à semelles et de cuirs techniques, qui était encore respectivement de 560 et 145 tonnes en 1948, est tombée au deuxième trimestre de 1956 à 276 tonnes pour les premiers et à 100 tonnes pour les seconds.

La dépression dans le secteur des cuirs lourds semble être de nature structurelle. La multiplication des moteurs électriques dans les entreprises a considérablement réduit les besoins de courroies industrielles. De même, la généralisation de l'utilisation des tracteurs en agriculture, se substituant à la traction chevaline, exerce une influence déprimante sur la demande des cuirs pour sellerie. La même constatation est valable pour l'équipement militaire, où le cuir a été remplacé par des produits textiles.

Au cours du mois d'août, cependant, les carnets de commandes des producteurs de cuir à semelles se sont regarnis, sans doute en prévision de la mise en fabrication des collections de chaussures d'hiver.

Tableau XXXV.

Production de cuirs finis et de chaussures

Source : *Institut National de Statistique.*

Moyennes mensuelles	Cuirs lourds *(tonnes)*		Cuirs légers *(milliers de pieds carrés)*	Chaussures tout cuir *(milliers de paires)*
	Cuirs à semelles	Cuirs techniques		
1951	558	124	3.084	611
1954	389	102	2.846	665
1955	345	108	3.202	693
1er trimestre	387	104	3.001	768
2e trimestre	355	105	3.024	738
1956 1er trimestre	319	94	3.708	816
2e trimestre	276	100	3.543	783

Dans la branche des cuirs légers, on constate que l'activité s'améliore de façon quasi continue, mais à un rythme plus rapide à partir de juillet, suite à des inscriptions accrues de commandes au mois de juin.

Les prix restent stables, mais l'introduction de la semaine de travail de 45 heures pourrait constituer un facteur de hausse.

***

La production de *papier* et de carton, en progrès rapide au premier trimestre de l'année, s'affaiblit au deuxième, bien qu'elle reste supérieure à celle de la période correspondante de 1955. Ce renversement de la tendance tient, semble-t-il, à un certain ralentissement de la demande intérieure.

Tableau XXXVI.

Production et commerce extérieur du papier et du carton

(Tonnes)

Source : *Institut National de Statistique.*

Moyennes mensuelles	Production	Importations	Exportations
1948	20.827	6.982	2.644
1951	27.159	11.636	7.701
1954	25.427	16.642	7.430
1955 Année	26.823	18.870	8.380
3e trimestre .	24.744	17.348	7.537
4e trimestre .	27.798	20.302	9.704
1956 1er trimestre .	29.965	18.740	9.337
2e trimestre .	27.257	18.174	9.938
Juillet ..... *p*	23.501		

Les exportations, au contraire, évoluent très favorablement, mais les achats à l'étranger restent également très élevés. Dans le cadre du G.A.T.T. la taxe compensatoire de 3 p.c. qui frappait les papiers importés, a été suspendue et certains droits d'entrée ont été diminués.

En général les prix du papier et du carton sont très stables; on note cependant une légère réduction des prix de gros pour quelques spécialités.

***

Au cours de la période sous revue, la consommation intérieure de produits *agricoles et alimentaires* s'accroît pour quelques catégories de produits : la viande bovine, les produits laitiers et, dans une certaine mesure, le tabac. Aussi plusieurs secteurs évoluent-ils très favorablement, tandis que d'autres voient s'accumuler les stocks.

Le marché de la *viande* connaît des tendances fondamentalement opposées selon les produits. La production trop importante de porcs de qualité inférieure a pesé sur les prix et a obligé le Fonds Agricole à intervenir sur le marché. Les prix du porc n'ont pas été suffisamment faibles au cours de la période descendante, de sorte que les éleveurs ont maintenu un élevage trop considérable qui a eu comme conséquence de contrecarrer le jeu du cycle. La hausse de courte durée s'est produite normalement du début juillet à mi-août 1956, mais s'est vite résorbée devant la pléthore de porcs de qualité inférieure.

Par contre, sur le marché des bovidés, la pénurie relative engendre un mouvement de hausse pendant les sept premiers mois de 1956. Pour remédier à cette situation, le Ministère des Affaires Economiques a subventionné, par l'entremise de l'Office Central du Ravitaillement Agricole, l'importation de quantités déterminées de viande bovine en provenance de l'Angleterre et des Pays-Bas.

Tableau XXXVII.

Industrie alimentaire

Source : *Institut National de Statistique — Calculs du Département d'Etudes et de Documentation de la Banque Nationale de Belgique.*

Moyennes mensuelles	Milliers d'heures ouvriers	Indice de la production industrielle I.R.E.S. base 1953 = 100	Exportations de produits alimentaires *(millions de francs)*
1951		93	404
1954	11.017	104	207
1955 Année	10.941	107	250
3e trimestre	10.826	110	238
4e trimestre	12.001	108	262
1956 1er trimestre	10.358	99	222
2e trimestre ... *p*	10.432	115	298
Juillet		108	

Une consommation accrue et des conditions climatiques qui ont retardé quelque peu l'accroissement saisonnier de la production, ont maintenu les prix du *beurre* très fermes jusqu'au mois de juin 1956. Par la suite, une production importante, constamment supérieure à celle de la période correspondante de 1955, provoque un léger fléchissement des prix qui n'atteignent que très rarement les prix de direction pendant les mois d'août et de septembre.

La situation des *meuneries* reste inchangée. La production de céréales panifiables en 1956 est inférieure à celle de l'an dernier; la production de froment est estimée à 600.000 tonnes environ contre quelque 700.000 tonnes en 1955. D'autre part, le Gouvernement a fait connaître son intention de maintenir le prix du pain à 7,50 fr. le kg. En conséquence, les boulangeries recevront une subvention pour leur permettre de faire face à l'augmentation conventionnelle du taux des salaires horaires payés aux ouvriers boulangers depuis le 1er juillet 1956.

La production de *bière* augmente quelque peu, tandis que le nombre de brasseries se réduit encore légèrement. Afin de s'adapter aux variations qualitatives de la demande, divers accords d'association sont conclus entre brasseries en vue de procéder à des livraisons réciproques et de compléter ainsi les gammes des produits vendus.

En l'espace de cinq ans, la production de *conserves de légumes* a progressé de 50 p.c. par augmentations successives et continues. La consommation, par contre, n'a augmenté que de 15 p.c. pendant la même période. Puisque les importations et les exportations se compensent approximativement, on se trouve à l'heure actuelle en face d'un stock important de conserves de légumes pour lesquelles il importe d'ouvrir de nouveaux débouchés.

***

L'activité favorable dans l'*industrie diamantaire* en 1955 s'est traduite pour la Belgique par d'importantes ventes à l'étranger.

Au premier semestre de 1956, les exportations passent à une moyenne mensuelle de 579 millions de francs, en augmentation de 31,7 p.c. par rapport à la même période de l'année passée.

Tableau XXXVIII.

Industrie diamantaire

Source : *Institut National de Statistique.*

Moyennes mensuelles	Emploi [1]	Chômage total
1951	7.214	3.197
1954	6.033	3.087
1955	6.351	1.773
1956 1er trimestre	6.399	1.691
Avril	6.258	1.925
Mai	*p* 6.242	1.736
Juin		1.581
Juillet		1.702

[1] Nombre d'ouvriers occupés dans les établissements industriels occupant 10 ouvriers et plus.

La demande reste très ferme, surtout en pierres de joaillerie. Le prix moyen à l'exportation du diamant taillé s'établit en juillet 1956 à £ 37-08/ par carat, contre £ 34-16/ pour l'année 1955. Les Etats-Unis absorbent, ces derniers mois, environ 60 p.c. des exportations totales de diamants.

L'approvisionnement en pierres brutes par le marché de Londres reste inférieur aux possibilités de travail du centre diamantaire anversois. On affirme que les stocks détenus par la Diamond Trading Corporation ne représentent qu'un mois de la consommation courante. Cependant, quelques importateurs belges supplémentaires ont été admis récemment aux ventes de la D.T.C. : cette tendance à l'élargissement des parts réservées au marché anversois pourrait, si elle s'avérait durable, bénéficier à l'ensemble de l'industrie diamantaire belge.

Le stockpiling américain a pris fin au mois de juillet dernier, ce qui fait craindre une certaine saturation du marché des diamants industriels. Cependant, cette décision pourrait renforcer la position des entreprises belges dans la mesure où elle permettrait de disposer de quantités supplémentaires de pierres brutes.

La réduction des heures de travail est appliquée progressivement à toutes les tailleries.

*
* *

TRANSPORTS

L'expansion industrielle se répercute favorablement sur l'activité des transports en général et sur celle des chemins de fer et de la batellerie en particulier, ces deux moyens de transport restant les plus appropriés au trafic des matières premières.

Le tonnage des marchandises expédiées par *voie ferrée* ne cesse d'augmenter, aussi bien en trafic intérieur qu'en trafic international : par rapport au deuxième trimestre de 1955, la progression est de 5 p.c. environ. L'amélioration concerne principalement les combustibles, les produits métallurgiques et les produits chimiques.

Tableau XXXIX.

Mouvement des marchandises en trafic intérieur

(Milliers de tonnes)

Sources : *Société Nationale des Chemins de fer belges* et *Institut National de Statistique.*

Moyennes mensuelles	Chemins de fer	Batellerie	Total	Pourcentage de la batellerie par rapport au total
1948	3.375	1.152	4.527	*25*
1951	3.772	1.570	5.342	*29*
1954	2.867	1.745	4.612	*38*
1955 Année	3.028	1.881	4.909	*38*
3e trimestre .	2.929	1.926	4.855	*40*
4e trimestre .	3.326	2.034	5.360	*38*
1956 1er trimestre .	2.798	1.527	4.325	*35*
2e trimestre	3.200	2.042 [1]	5.242 [1]	*39* [1]

[1] Avril-mai.

D'autre part, l'essor du tourisme social, l'électrification de plusieurs lignes et le plein emploi des travailleurs donnent lieu à un accroissement du nombre des voyageurs.

Suivant des renseignements partiels, la haute activité se répercute sur la *batellerie*, au point de créer une certaine pénurie en bateaux.

Le Gouvernement a déposé en juillet dernier un projet de loi relatif à la modernisation des voies d'eau. Le projet prévoit la mise au gabarit de 1.350 tonnes d'une importante partie du réseau fluvial. Les crédits prévus pour l'exécution de ces travaux, répartis sur une période de dix années, s'élèvent à 11 milliards de francs.

Quant aux frets fluviaux, signalons que la C.E.C.A. étudie la discrimination qui résulte des disparités des frets fluviaux en régime intérieur et en régime international.

Le *trafic maritime* au port d'Anvers dépasse tous les maxima précédents.

Parmi les différents pavillons, celui de l'Allemagne Fédérale se distingue de plus en plus : en ce qui concerne le nombre de navires entrés, l'Allemagne et les Pays-Bas suivent la Grande-Bretagne qui occupe la première place.

Le Parlement a voté en juin dernier un projet de loi qui vise à une extension considérable des installations portuaires. Les frais d'exécution du programme sont estimés à 4,2 milliards de francs, dont l'Etat prendrait à sa charge 3,5 milliards, somme qui représente les dépenses d'infrastructure et une partie

considérable des dépenses de superstructure. L'ensemble des travaux s'étendra sur une période de dix ans au maximum. Le plan prévoit le creusement et l'équipement de deux darses et de trois bassins, ainsi que l'aménagement de terrains industriels.

Tableau XL.

Trafic maritime de marchandises au Port d'Anvers

(Milliers de tonnes)

Source : *Institut National de Statistique.*

Moyennes mensuelles	Importations et entrepôt	Transit d'entrée	Exportations	Transit à la sortie
1948	889	260	492	105
1951	921	340	774	395
1954	1.010	266	756	336
1955 Année	1.143	296	844	390
3e trimestre .	1.199	251	633	292
4e trimestre .	1.288	304	974	441
1956 1er trimestre .	1.254	427	862	475
Avril	1.273	378	897	408
Mai	1.330	348	945	339

Le port de Gand connaît une activité très satisfaisante. Le total du tonnage entré au cours des sept premiers mois de cette année représente 1.200 milliers de tonnes de jauge, ce qui constitue une augmentation de 11,6 p.c. par rapport à la période correspondante de 1955.

*
* *

PRIX ET SALAIRES

Depuis le second semestre de 1955, les prix belges sont en progression lente mais continue. L'évolution ascendante des prix mondiaux conjuguée à une demande extérieure et intérieure accrue entraîne des hausses parfois considérables dans quelques secteurs dits « sensibles ». Cependant, à l'exception de quelques produits, les maxima coréens ne sont pas atteints.

L'indice global des prix de gros calculé par l'I.R.E.S. augmente de 2 p.c. et l'indice des prix de détail de 2,4 p.c. d'août 1955 à août 1956. L'arrêt marqué au printemps par l'indice des prix de gros ne se retrouve pas dans celui des prix de détail qui poursuit sa progression.

En ce qui concerne plus particulièrement les *prix industriels*, la hausse d'ensemble est de 2,6 p.c. d'août 1955 à août 1956, mais elle n'est encore que faiblement incorporée dans les produits finis. Par contre, les matières brutes industrielles, directement influencées par les cours sur les marchés mondiaux, réagissent plus fortement à la hausse. La demande importante d'acier et le ralentissement de la production en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis, à la suite des grèves qui se sont produites respectivement pendant les mois de mai-juin et de juillet, accentuent la tendance ascendante des prix sur le marché européen. En l'espace d'un an, les minerais, mitrailles et cokes accusent une hausse de quelque 15 p.c. et les fontes et acier brut une hausse de 10 p.c.

Tableau XLI.

Indice des prix de gros

(Base 1953 = 100)

Source : *Institut de Recherches Economiques et Sociales de l'Université de Louvain.*

Périodes	Indice général	Produits industriels	Produits alimentaires	Produits agricoles
1954	97,7	97,5	99,0	96,4
1955	98,7	100,7	93,8	92,2
1956 1er trimestre .	101,4	103,6	97,2	95,7
2e trimestre .	100,5	103,5	94,6	90,7
Juillet ..... *p*	100,5	103,2	95,8	93,2
Août ..... *p*	101,0	103,6	95,7	94,8

Si le prix du cuivre a subi un certain recul, il n'en va pas de même pour les autres métaux non ferreux. Les prix du zinc, du plomb et surtout de l'aluminium qui jouit d'une faveur croissante, se sont raffermis. Au cours des derniers mois, la nationalisation du Canal de Suez a exercé une pression supplémentaire sur les cours des matières premières, spécialement de celles qui passent par le canal.

A l'inverse du mouvement général, les produits textiles recensés dans l'indice des prix de gros, à l'exception de la laine et du jute, sont orientés à la baisse, mais le phénomène reste essentiellement localisé dans les matières brutes.

Dans l'ensemble, les prix des *produits agricoles* restent relativement stables. La perspective de récoltes moins importantes en Europe et la politique de soutien des prix aux Etats-Unis répondent de la fermeté des prix au cours des derniers mois. Parmi les productions indigènes, les prix des produits d'élevage se sont accrus le plus fortement, à l'exception toutefois des produits de laiterie et des œufs. La hausse affecte principalement la viande bovine de bonne qualité en raison de l'accroissement de la consommation face à une diminution des quantités offertes.

La progression des prix de détail se poursuit depuis le mois de juin 1955, les effets des régressions saisonnières étant annihilés par une tendance générale à la hausse des autres produits. Si celle-ci affecte presque tous les produits repris dans l'index du Ministère des Affaires Economiques, elle revêt des proportions infimes pour la plupart d'entre eux. Elle est cependant quelque peu prononcée en ce qui concerne les produits suivants : viande bovine, huile de table et services, le renchérissement de ces derniers étant la conséquence directe de l'augmentation des salaires et rémunérations. Les œufs, de même que certains

aliments à base de matières premières exotiques, comme le chocolat, sont orientés à la baisse.

Dans l'ensemble, la demande intérieure et le déficit des productions agricoles européennes constituent un facteur de soutien des prix de détail. La hausse de ces derniers a déjà entraîné plusieurs adaptations subséquentes de salaires.

Tableau XLII.

Indice général des prix de détail

(Base 1953 = 100)

Source : *Ministère des Affaires Economiques.*

Périodes	Indice général	Produits alimentaires	Produits non alimentaires	Services
1954	101,3	102,7	99,2	100,0
1955	100,8	101,6	99,2	101,0
1956 1er trimestre .	102,5	103,4	100,3	103,2
2e trimestre .	103,3	103,9	101,1	104,2
Juin	103,6	104,2	101,5	104,6
Juillet	103,7	103,9	101,9	105,9
Août	103,8	104,0	102,0	106,6

*
* *

L'accroissement du *salaire* horaire moyen de juin 1955 à décembre 1955 est dû principalement au relèvement du salaire minimum, aux heures supplémentaires et aux primes de fin d'année. Depuis lors, d'autres facteurs jouent un rôle prépondérant, notamment l'introduction de la semaine de travail écourtée avec maintien des salaires et l'adaptation de ces derniers à l'augmentation de l'indice des prix de détail. Les ajustements de salaires des secteurs principaux — industries de base et secteur public — ont été déclenchés lorsque l'index des prix de détail a atteint le point critique de 102,7. Les hausses subséquentes de salaires — en général de 2,5 p.c. — ont été appliquées dans l'ensemble à partir des mois de mai et juin, les modalités pratiques d'adaptation variant selon les industries. D'autres ajustements de salaires ou appointements ont eu lieu, spécialement lorsque l'indice a atteint le niveau de 103,2, de sorte que la plupart des secteurs économiques ont connu des augmentations de salaires depuis le début de l'année.

L'accroissement du salaire horaire moyen qui touche toutes les branches d'activité pendant la période sous revue, est le plus important dans les secteurs spécialement favorisés par la conjoncture économique, comme les métaux et la construction, en raison à la fois de l'augmentation des salaires nominaux et des primes de production. Il faut toutefois tenir compte d'un léger relèvement des contributions à la sécurité sociale.

D'autre part, l'activité intense et la pénurie de travailleurs dans certains secteurs ont donné lieu, lors de la conclusion de nouvelles conventions de salaires, à un redressement des barèmes. L'indice des salaires conventionnels calculé par l'I.N.S. accuse un relèvement dans tous les secteurs pris en considération et particulièrement dans celui du métal.

Tableau XLIII.

Indice trimestriel des salaires

(Base 1953 = 100)

Source : *Banque Nationale de Belgique.*

Périodes	Indice	Pourcentage de hausse ou de baisse par rapport au chiffre précédent du tableau
1948	78,9	
1953 Juin	99,8	+26,5
1954 Juin	103,1	+ 3,3
Décembre	104,0	+ 0,9
1955 Mars	104,1	+ 0,1
Juin	105,3	+ 1,2
Septembre	105,1	— 0,2
Décembre	107,0	+ 1,9

La réduction de la durée hebdomadaire du travail est en vigueur dans de nombreuses entreprises; elle est en cours d'application graduelle dans d'autres; elle est enfin prévue presque partout. Il est actuellement trop tôt encore pour mesurer ses incidences.

*
* *

EMPLOI ET CHOMAGE

Après la régression saisonnière pendant l'hiver dernier, le total des offres d'emploi s'accroît constamment. Les tensions s'accentuent au cours des derniers mois dans certains secteurs qui souffrent d'une pénurie chronique de main-d'œuvre. C'est le cas des mines, de la métallurgie et, dans une certaine mesure, de la construction. La demande porte sur toutes les catégories de travailleurs : ouvriers qualifiés, manœuvres lourds et autres manœuvres. Pour pallier ces difficultés, des travailleurs étrangers ont été embauchés à plusieurs reprises. D'autre part, on observe un transfert d'ouvriers vers les branches d'industrie qui offrent certains avantages relatifs : emploi plus table ou salaires plus élevés. C'est ainsi qu'un glissement est en train de s'opérer vers la métallurgie et les chantiers de l'Exposition Universelle à Bruxelles. Ces déplacements, parfois importants, dégarnissent d'autres secteurs qui viennent à manquer de main-d'œuvre à leur tour; c'est le cas des entreprises du grès, du porphyre et du calcaire.

La régression du chômage qui se poursuit depuis deux ans et demi n'a été interrompue pendant la période sous revue que par des facteurs saisonniers. En juillet 1956, la moyenne journalière des chômeurs recensés descend à 97.800 unités, soit le chiffre le plus bas depuis mai 1948.

Le chômage complet surtout bénéficie des recrutements nombreux de main-d'œuvre dans les sec-

teurs de la construction, des métaux, et accessoirement de l'industrie alimentaire. Sa régression saisonnière est cependant relativement plus faible que l'année dernière, mais la réserve de main-d'œuvre effectivement disponible s'est réduite.

Le nombre de chômeurs mis au travail par les pouvoirs publics se situe entre 10.000 et 12.000 unités durant l'été 1956 au lieu de 27.000 à 30.000 l'année dernière à la même époque. La réduction relativement plus importante du chômage féminin

Tableau XLIV. **Moyennes journalières des chômeurs contrôlés**

(Milliers d'unités)

Moyennes journalières	Total	Chômeurs complets			Chômeurs partiels		
		Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes
1950 Juin	208,3	157,5	117,2	40,3	50,8	35,5	15,3
1955	172,4	116,5	75,1	41,4	55,9	39,1	16,8
1956 1er trimestre	247,1	130,0	91,3	38,7	117,1	97,5	19,6
2e trimestre	121,9	88,6	57,8	30,8	33,3	19,3	14,0
Juillet	97,8	72,5	47,4	25,1	25,3	13,8	11,5
Août	99,7	66,9	43,2	23,7	32,8	22,9	9,9

est en grande partie imputable à des exclusions de chômeuses du bénéfice des allocations de chômage au nombre de 13.000 environ, dont la majorité ont été prononcées à titre définitif de juin 1955 à juillet 1956.

Du côté du chômage partiel, la régression saisonnière est plus importante que l'an dernier puisque le chiffre diminue de 9.000 unités d'avril à juillet 1956 contre 5.000 pendant la même période de 1955. L'accroissement du nombre de chômeurs partiels masculins pendant les mois de juin et août est dû aux événements dans les charbonnages.

Pendant la période sous revue, la résorption du chômage se répartit à peu près sur toutes les activités. En chiffres absolus, elle est la plus forte dans les industries textiles — en raison notamment d'un certain déplacement de la main-d'œuvre vers d'autres branches d'activité — et dans le secteur du métal qui est particulièrement favorisé par la présente conjoncture.

BIBLIOGRAPHIE SUR LA SITUATION MONETAIRE ET FINANCIERE DE LA BELGIQUE

Le lecteur trouvera ci-dessous une bibliographie qui fait suite à celle qui a été publiée dans notre *Bulletin* de septembre 1956. Il y a lieu de remarquer que cette bibliographie ne reprend pas les rapports des différentes institutions, ni les sources statistiques.

1. MONNAIE — BANQUE

BAZYN J., Le crédit aux classes moyennes. *(Commerce et Industrie, revue officielle de la Fédération nationale des Chambres de Commerce et d'Industrie, Bruxelles, X, n° 3, juillet-août 1956, pp. 19-21.)*

ISRALSON M., Les banques congolaises et le crédit aux indigènes. *(La Revue de la Banque, Bruxelles, XX, nos 7-8, 1956, pp. 568-582.)*

L'assurance-crédit. *(Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank, Bruxelles, XI, n° 39, 30 septembre 1956, pp. 305-306; 312.)*

2. BOURSE — EPARGNE

Les bénéfices des sociétés en Belgique. *(Banque de Bruxelles, bulletin économique, Bruxelles, septembre 1956, pp. 1-5.)*

3. PRIX — SALAIRES

De Belgische loonpositie. *(Tijdschrift voor Economie, Louvain, I, n° 3, 1956, pp. 344-346.)*

LEEMAN A., De woningmarkt in België. *(Tijdschrift voor Economie, Louvain, I, n° 3, 1956, pp. 273-283.)*

LIBERT J., Het nationaal inkomen in België. *(Economisch-Statistische Berichten, Rotterdam, XLI, n° 2048, 19 septembre 1956, pp. 831-833.)*

4. BUDGET — FINANCES PUBLIQUES

De Belgische overheidsfinanciën medio 1956. *(Tijdschrift voor Economie, Louvain, I, n° 3, 1956, pp. 333-343.)*

Encouragement fiscal aux investissements productifs : Résultats de la loi du 1er juillet 1954. *(Bulletin de la Fédération des Industries belges, Bruxelles, XI, n° 23, 20 septembre 1956, pp. 1577-1582.)*

5. ORGANISMES FINANCIERS REGIS PAR DES DISPOSITIONS LEGALES PARTICULIERES OU PLACES SOUS LA GARANTIE OU LE CONTROLE DE L'ETAT

MUTTON J., Structurele evolutie van de landbouwkredietmarkt. *(Tijdschrift voor Economie, Louvain, I, n° 3, 1956, pp. 309-321.)*

6. REEQUIPEMENT — LUTTE CONTRE LE CHOMAGE

Encouragement fiscal aux investissements productifs : Résultats de la loi du 1er juillet 1954. *(Bulletin de la Fédération des Industries belges, Bruxelles, XI, n° 23, 20 septembre 1956, pp. 1577-1582.)*

7. TRANSACTIONS FINANCIERES INTERNATIONALES

Bretton Woods triplets. *(The Economist, Londres, n° 5901, 29 septembre 1956, pp. 1067-1069.)*

Et après le retour à la convertibilité ? *(Perspectives, Paris, XII, n° 30, 8 septembre 1956, pp. 1-7.)*

HARROD R., Progress Towards Convertibility. *(Optima, Johannesbourg, VI, n° 3, septembre 1956, pp. 71-76.)*

La Société Financière Internationale. *(International Finance Corporation, Washington, 1956, 19 p.)*

MARGET, A., Der Weg zur Konvertibilität. *(Zeitschrift für Nationalökonomie, Vienne, nos 1-2, 31 mars 1956, pp. 194-211.)*

PRICE H., The Marshall Plan and its meaning. *(Cornell University Press, Ithaca, 1955, 424 p.)*

9. PLAN SCHUMAN

DUVIEUSART J., Le problème charbonnier. *(Revue Générale Belge, Bruxelles, XCII, 15 septembre 1956, pp. 1797-1811.)*

Probleme der belgischen Kohlenwirtschaft. *(Der Volkswirt, Francfort, n° 37, 15 septembre 1956, pp. 17-18.)*

The european steel market in 1955. *(Economic Commission for Europe, United Nations, Genève, 1956, div. pp.)*

10. GENERALITES

BERTIEAUX R., Bilan de l'économie congolaise en 1955. *(Industrie, Bruxelles, X, n° 9, septembre 1956, pp. 605-609.)*

VLOEBERGHS M., De economische toestand van Belgisch Kongo in 1955. *(Economisch-Statistische Berichten, Rotterdam, XLI, n° 2047, 12 septembre 1956, pp. 812-815.)*

WITTMANN E., L'économie belge est-elle en retard ? *(Industrie, Bruxelles, X, n° 9, septembre 1956, pp. 540-546.)*

LEGISLATION ECONOMIQUE

Ces informations rappellent les lois et arrêtés ainsi que les avis officiels qui revêtent un intérêt particulier au point de vue de l'économie générale du pays et qui ont fait l'objet d'une publication au Moniteur belge, *au cours du mois précédant celui de la parution du Bulletin.*

Seuls les lois et arrêtés les plus importants sont repris in extenso. *Une simple mention, accompagnée éventuellement d'une notice explicative, est consacrée aux autres textes législatifs.*

Afin de faciliter la consultation de ces informations, les textes ont été groupés sous les rubriques suivantes :

I. — *Législation économique générale*
II. — *Législation relative aux finances publiques (y compris les lois budgétaires), législation monétaire, bancaire et financière*
III. — *Législation agricole*
IV. — *Législation industrielle*
V. — *Législation du travail*
VI. — *Législation relative au commerce intérieur*
VII. — *Législation relative au commerce extérieur*
VIII. — *Législation des transports*
IX. — *Législation relative aux prix et aux salaires*
X. — *Législation sociale (pensions, assurances sociales et avantages sociaux divers)*
XI. — *Législation en matière de dommages de guerre*

I — LEGISLATION ECONOMIQUE GENERALE

Arrêté royal du 30 juillet 1956

complétant l'arrêté royal du 18 décembre 1929 déterminant les attributions, l'organisation et le mode de fonctionnement de l'Institut national des Mines (Moniteur *des 3-4 septembre 1956, p. 5.840).*

Arrêté royal du 12 septembre 1956

complétant l'arrêté royal du 23 juillet 1954 déterminant les conditions et modalités d'application de la loi du 1er juillet 1954 apportant des aménagements fiscaux destinés à favoriser les investissements productifs (Moniteur *du 21 septembre 1956, p. 6.252).*

Article 1er. — L'article 5, § 2, de l'arrêté royal du 23 juillet 1954 est complété par les alinéas suivants :

« Lorsque l'imputation se fait sur les bénéfices distribués, le directeur des contributions accorde d'office le dégrèvement de la partie de la taxe mobilière et de la contribution nationale de crise, qui correspond à la partie immunisée de ces bénéfices.

» Pour l'application de l'article 61, § 3, des lois coordonnées relatives aux impôts sur les revenus, la notification du dégrèvement par le directeur des contributions vaut avis de cotisation. »

II — LEGISLATION RELATIVE AUX FINANCES PUBLIQUES (Y COMPRIS LES LOIS BUDGETAIRES), LEGISLATION MONETAIRE, BANCAIRE ET FINANCIERE

Arrêté royal du 12 septembre 1956

complétant l'arrêté royal du 23 juillet 1954 déterminant les conditions et modalités d'application de la loi du 1er juillet 1954 apportant des aménagements fiscaux destinés à favoriser les investissements productifs (Moniteur *du 21 septembre 1956, p. 6.252). (Voir texte, rubrique I.)*

Arrêté royal du 19 septembre 1956

relatif à l'émission par la Société Nationale des Chemins de fer belges d'un emprunt au capital nominal de 184.119.943 francs, dont l'Etat supporte la charge d'intérêts et d'amortissement (Moniteur *du 26 septembre 1956, p. 6.371).*

Vu les lois du 28 juin 1955 et du 21 février 1956, autorisant respectivement la Société nationale des Chemins de fer belges à émettre en une ou plusieurs tranches des emprunts d'un montant effectif de 1.681 millions de francs et de 677.200.000 francs pour couvrir des dépenses afférentes à la réparation des dommages de guerre occasionnés au matériel roulant et à l'outillage nécessaire à l'exploitation du réseau ferré;

Vu les arrêtés royaux du 1er juillet 1955 et du 5 mars 1956 relatifs à l'émission par la dite Société de l'emprunt 4 p.c. 1955-1975 2e série, au capital nominal de 1.500 millions de francs et de l'emprunt 4 ¼ p.c. 1956-1971, au capital nominal de 800 millions de francs;

Considérant que le produit net de ces deux emprunts laisse, sur les autorisations d'emprunt faisant l'objet des deux lois précitées du 28 juin 1955 et du 21 février 1956, un disponible de 184.119.943 francs permettant l'émission par la Société nationale des Chemins de fer belges d'un emprunt de même montant;

.....

Article 1er. — La Société nationale des Chemins de fer belges est autorisée à contracter auprès de la Caisse générale d'Epargne et de Retraite, un emprunt à 4 ¾ p.c., à quinze ans, au capital nominal de cent quatre-vingt-quatre millions cent dix-neuf mille neuf cent quarante-trois francs, représentant le solde des autorisations d'emprunt accordées par les lois du 28 juin 1955 et du 21 février 1956.

Art. 2. — L'emprunt sera émis au pair de la valeur nominale et portera intérêt au taux de 4 ¾ p.c. l'an à partir du 1er octobre 1956. Les intérêts sont payables annuellement le 1er octobre des années 1957 à 1971.

Art. 3. — L'emprunt sera représenté par quinze certificats d'obligations nominatives dont le montant respectif correspondra à l'amortissement à effectuer le 1er octobre de chacune des années 1957 à 1971.

Art. 4. — L'emprunt est amortissable en quinze ans, au pair de la valeur nominale, suivant les indications du tableau d'amortissement annexé au présent arrêté.

Toutefois, la Société nationale des Chemins de fer belges se réserve la faculté de rembourser anticipativement, à toute échéance d'intérêt annuelle, la totalité ou une partie des obligations en circulation, moyennant un préavis de trois mois.

Art. 5. — Les charges d'intérêt et d'amortissement des obligations de cet emprunt seront supportées par l'Etat et seront inscrites chaque année au budget de la Dette publique.

Art. 6. — Les intérêts de l'emprunt sont exempts de tous impôts et taxes réels quelconques, présents et futurs, au profit de l'Etat, des provinces et des communes.

.....

Arrêté royal du 28 septembre 1956

modifiant l'arrêté royal du 11 mars 1953 majorant le taux de la taxe de transmission à l'importation (Moniteur *du 30 septembre 1956, p. 6.543).*

Cet arrêté royal suspend, jusqu'au 31 décembre 1956 et pour un grand nombre de produits, les majorations du taux de la taxe de transmission à l'importation prévues par l'arrêté royal du 11 mars 1953.

III — LEGISLATION AGRICOLE

Arrêté royal du 20 septembre 1956

relatif à la répartition équitable des charges de l'incorporation du froment indigène de la récolte 1955, entre tous les meuniers industriels (Moniteur *du 22 septembre 1956, p. 6.270).*

Arrêté royal du 20 septembre 1956

relatif à l'incorporation du froment indigène (Moniteur *du 27 septembre 1956, p. 6.419). Erratum* (Moniteur *du 28 septembre 1956, p. 6.464.)*

IV — LEGISLATION INDUSTRIELLE

Arrêté ministériel du 16 août 1956

prescrivant l'établissement d'une statistique mensuelle de l'activité et des stocks de certaines industries alimentaires (Moniteur *des 3-4 septembre 1956, p. 5.843).*

Arrêté royal du 20 août 1956

accueillant une requête relative à la fabrication et au montage des compteurs d'eau et déposée par application de l'arrêté royal n° 62 du 13 janvier 1935, permettant l'institution d'une réglementation économique de la production et de la distribution (Moniteur *des 3-4 septembre 1956, p. 5.841).*

Arrêté royal du 20 septembre 1956

relatif à la répartition équitable des charges de l'incorporation du froment indigène de la récolte 1955, entre tous les meuniers industriels (Moniteur du *22 septembre 1956, p. 6.270).*

Arrêté royal du 20 septembre 1956

relatif à l'incorporation du froment indigène (Moniteur *du 27 septembre 1956, p. 6.419). Erratum* (Moniteur *du 29 septembre 1956, p. 6.464.)*

VII — LEGISLATION RELATIVE AU COMMERCE EXTERIEUR

Protocole entre la Belgique, le Luxembourg et les Pays-Bas, relatif à la politique commerciale, signé à Luxembourg, le 9 décembre 1953 — Erratum (Moniteur *du 2 septembre 1956, p. 5.808).*

VIII — LEGISLATION DES TRANSPORTS

Arrêté royal du 20 août 1956

concédant au Port autonome de Liège l'exploitation d"un port public à Chokier (Moniteur *du 5 septembre 1956, p. 5.880).*

Arrêté ministériel du 13 septembre 1956

Chemins de fer vicinaux. Tarifs spéciaux pour le transport des marchandises (Moniteur *du 20 septembre 1956, p. 6.239).*

Est approuvé le tarif spécial n° 8 applicable au transport des marchandises soumises au Traité de la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier, et exclues du bénéfice du tarif mixte S.N.C.B.-S.N.C.V.

IX — LEGISLATION RELATIVE AUX PRIX ET AUX SALAIRES

Arrêté royal du 26 juin 1956

rendant obligatoire la décision du 25 mai 1955 de la Commission paritaire nationale pour les entreprises horticoles et cultures spéciales concernant la classification des travailleurs et la fixation des salaires minimums de base des travailleurs et travailleuses occupés dans la floriculture et le rattachement de ces salaires à l'index-number des prix de détail du Royaume (Moniteur *du 6 septembre 1956, p. 5.890).*

Arrêté royal du 30 juin 1956

rendant obligatoire la décision du 15 mars 1956 de la Commission paritaire nationale de l'industrie des pâtes, papiers et cartons, relative à la fixation des salaires minimums dans l'industrie du papier et du carton et au rattachement de ces salaires à l'index des prix de détail (Moniteur *du 13 septembre 1956, p. 6.062).*

Arrêté royal du 30 juin 1956

rendant obligatoire la décision en date du 10 novembre 1955 de la Commission paritaire nationale pour le commerce et l'industrie des sacs en jute relative à la fixation des salaires des ouvriers et ouvrières occupés dans le commerce et l'industrie des sacs en jute ainsi qu'au rattachement de ces salaires à l'index-number des prix de détail du Royaume (Moniteur *du 23 septembre 1956, p. 6.310).*

Arrêté royal du 13 septembre 1956

rendant obligatoires les décisions du 16 mars 1956 de la Commission paritaire régionale pour le commerce de charbon de la province d'Anvers, relatives à la fixation des conditions de travail et des salaires minimums dans le commerce de charbon de la province d'Anvers, ainsi qu'au rattachement des salaires minimums à l'index-number des prix de détail (Moniteur *du 28 septembre 1956, p. 6.442).*

Arrêté royal du 13 septembre 1956

rendant obligatoire la décision du 30 mars 1956 de la Commission paritaire nationale de l'industrie alimentaire concernant le rattachement des salaires à l'indice des prix de détail du Royaume (Moniteur *du 28 septembre 1956, p. 6.448).*

Arrêté royal du 13 septembre 1956

rendant obligatoire la décision du 3 mai 1956 de la Commission paritaire nationale pour les entreprises de battage concernant la fixation des salaires minimums des travailleurs batteurs ainsi que le rattachement de ces salaires à l'indice des prix de détail du Royaume (Moniteur *du 28 septembre 1956, p. 6.449).*

Arrêté royal du 13 septembre 1956

rendant obligatoire la décision du 19 juin 1956 de la Commission paritaire nationale de l'industrie de la construction métallique, concernant la fixation des salaires minimums applicables aux ouvriers occupés dans les garages (Moniteur *du 30 septembre 1956, p. 6.537).*

X — LEGISLATION SOCIALE (PENSIONS, ASSURANCES SOCIALES ET AVANTAGES SOCIAUX DIVERS)

Arrêté royal du 1er août 1956

modifiant l'arrêté du Régent du 19 juillet 1949, relatif aux vacances annuelles des travailleurs salariés (Moniteur *du 2 septembre 1956, p. 5.806).*

Arrêté royal du 1er août 1956

relatif à la mise en liquidation de l'Office national du placement et du chômage institué par l'arrêté royal n° 190 du 27 juillet 1935 (Moniteur *du 27 septembre 1956, p. 6.403).*

Arrêté royal du 4 août 1956

modifiant l'arrêté du Régent du 26 mai 1945 organique de l'Office national du placement et du chômage (Moniteur *du 5 septembre 1956, p. 5.868).*

.....

L'article 79 de l'arrêté du Régent du 26 mai 1945 organique de l'Office national du placement et du chômage, modifié par les arrêtés royaux des 26 septembre 1953 et 21 novembre 1955, est remplacé par les dispositions suivantes :

« *Art. 79.* § 1er. — Le taux de l'allocation de chômage est majoré du montant des allocations familiales, et, éventuellement, de l'allocation de la mère au foyer, à l'octroi desquelles le chômeur pourrait prétendre, du chef de ses prestations de travail, s'il était attributaire en vertu des lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés.

Les allocations familiales et les allocations de la mère au foyer octroyées aux travailleurs visés à l'article 78, alinéa 8, sont majorées de 20 p.c. si ces travailleurs ne bénéficient d'aucune allocation de l'espèce pour le sixième jour de la semaine par application des lois coordonnées relatives aux allocations pour travailleurs salariés.

.....

Arrêté royal du 18 août 1956

modifiant l'arrêté royal du 15 février 1951, déterminant les modalités spéciales d'application aux ouvriers mineurs et assimilés de la législation relative aux vacances annuelles des travailleurs salariés (Moniteur *du 7 septembre 1956, p. 5.914).*

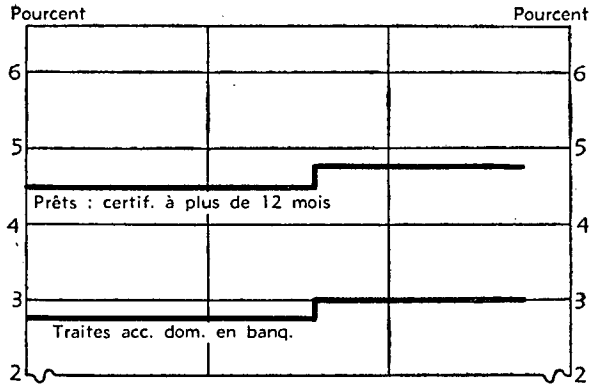
XI — LEGISLATION EN MATIERE DE DOMMAGES DE GUERRE

Arrêté ministériel du 23 août 1956

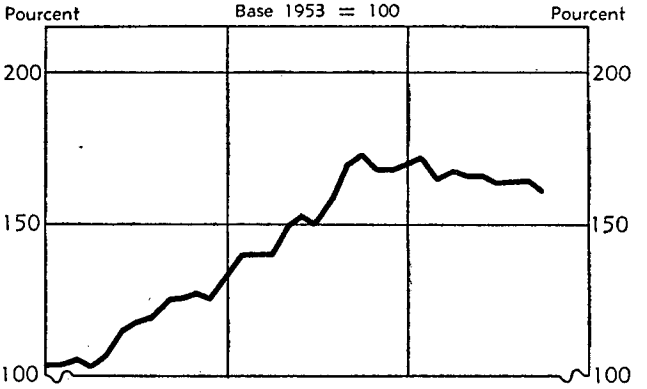
relatif à l'émission d'une quatrième série d'obligations au porteur par la Caisse autonome des Dommages de Guerre (Moniteur *du 7 septembre 1956, p. 5.918).*

GRAPHIQUES DE LA SITUATION ECONOMIQUE DE LA BELGIQUE

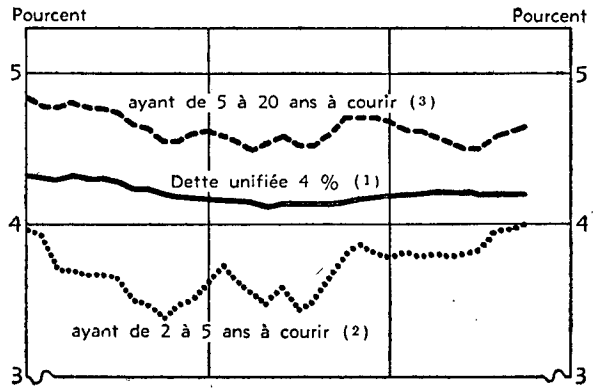
B.N.B. - TAUX D'ESCOMPTE ET DE PRETS



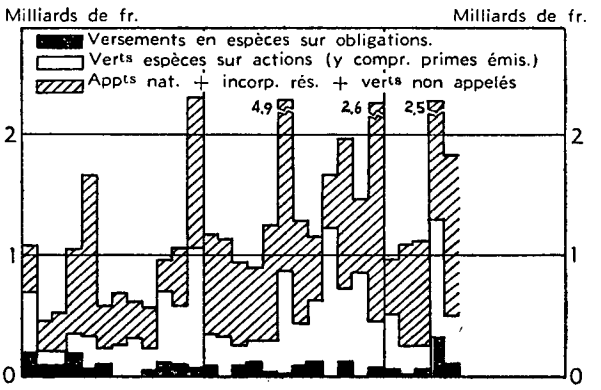
INDICE GENERAL DES ACTIONS



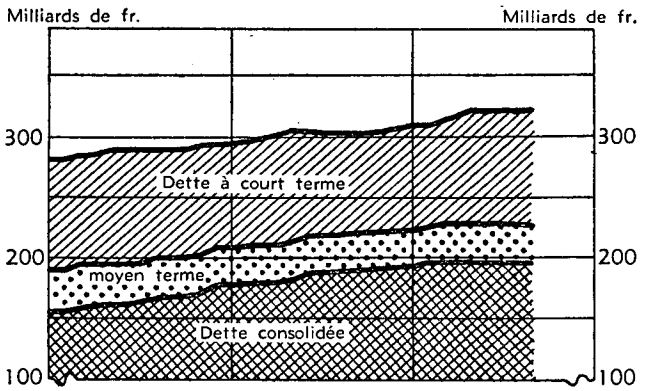
RENDEMENTS D'EMPRUNTS D'ETAT



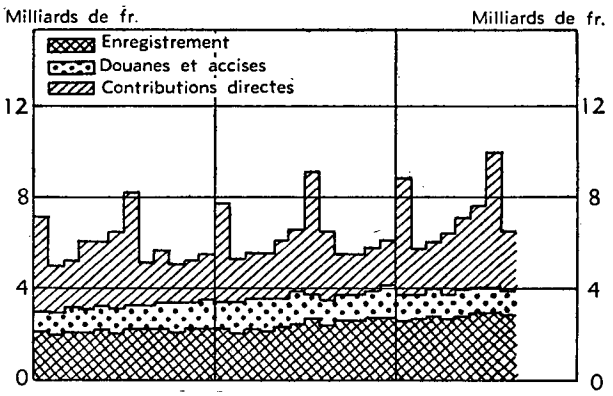
EMISSIONS DE CAPITAUX (4)



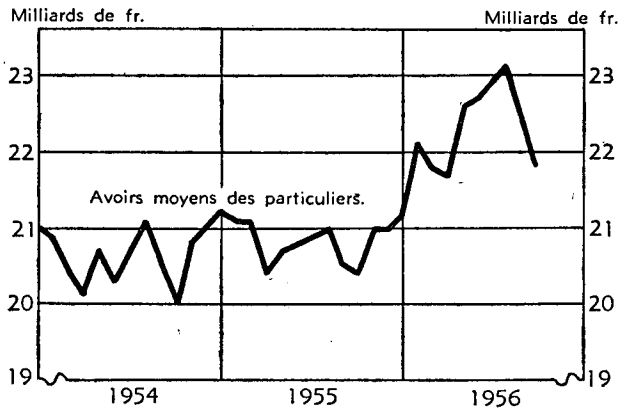
DETTE PUBLIQUE (5)



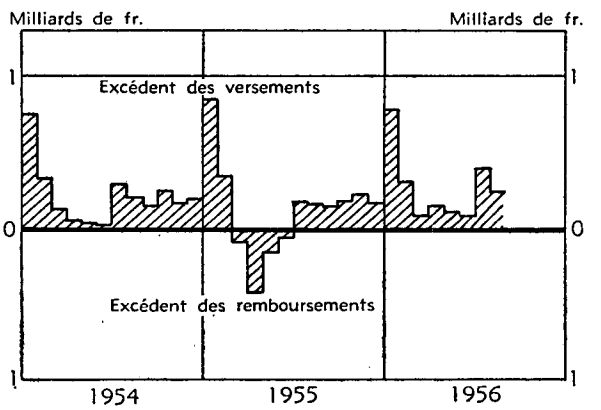
RECETTES FISCALES



AVOIRS A L'OFFICE DES CHEQUES POSTAUX



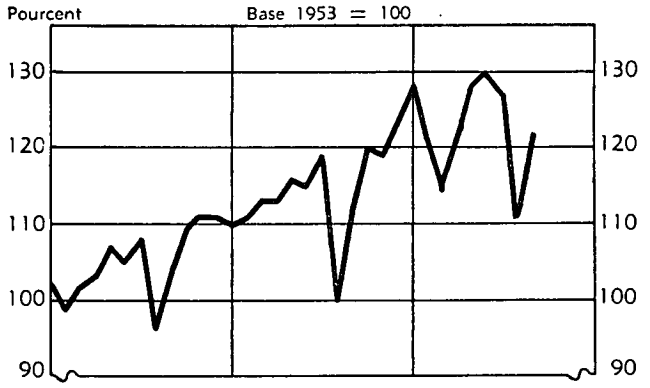
CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE



(1) Rendement eu égard au cours seulement.
(2) Remboursables à date fixe (3,5 à 4 % nominal).
(3) Remboursables par annuités variables (4,25 et 4,5 % nominal).
(4) Sociétés anonymes, commandites par actions, S.P.R.L. belges et sociétés congolaises.
(5) Non compris les dettes intergouvernementales résultant de la guerre 1914-1918.

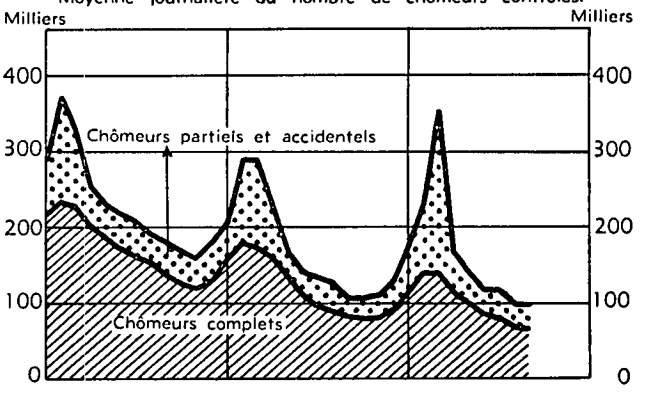
GRAPHIQUES DE LA SITUATION ECONOMIQUE DE LA BELGIQUE

INDICE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE

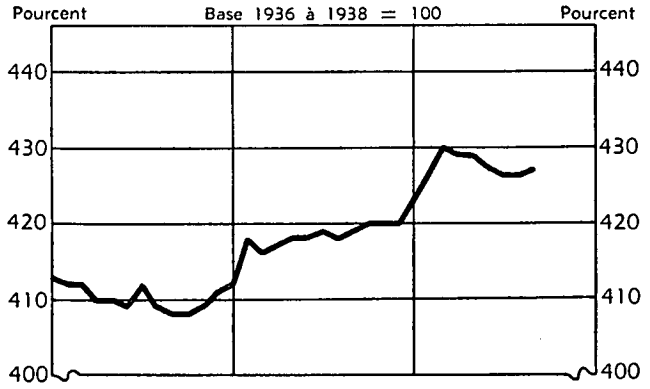


CHOMAGE

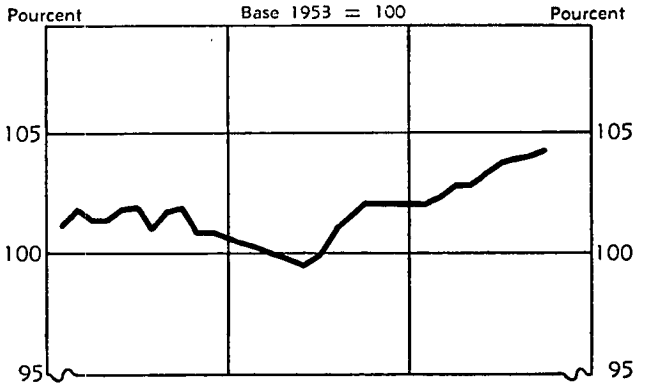
Moyenne journalière du nombre de chômeurs contrôlés.



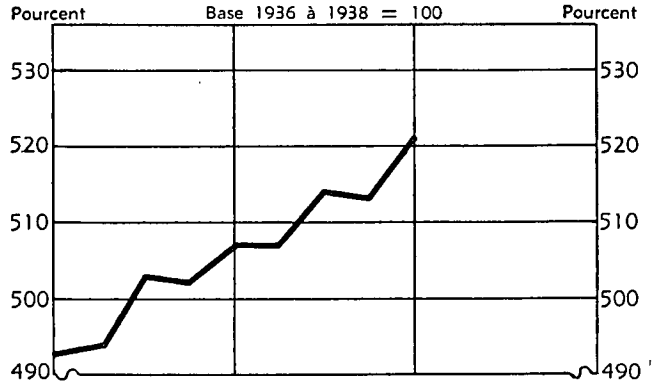
INDICE GENERAL DES PRIX DE GROS



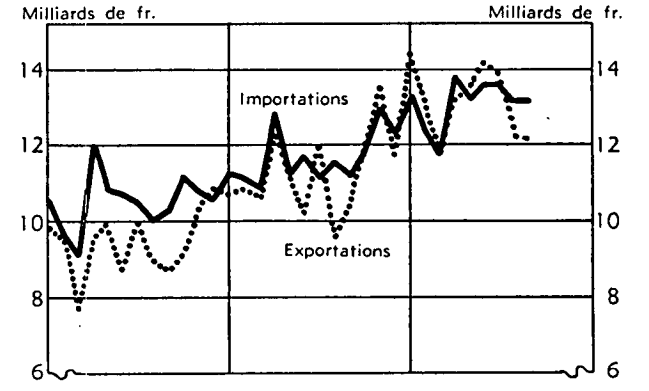
INDICE GENERAL DES PRIX DE DETAIL



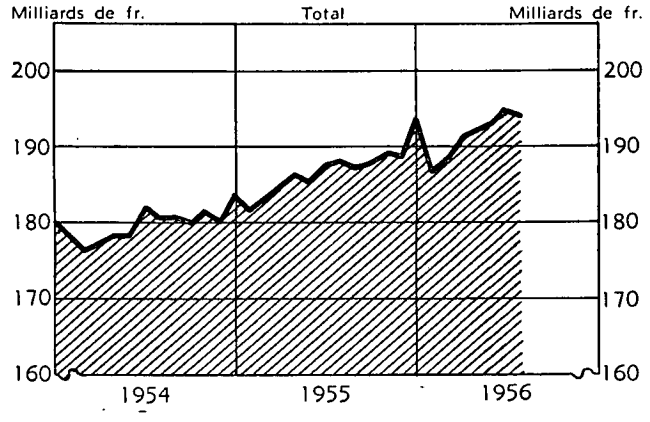
INDICE DES SALAIRES HORAIRES MOYENS



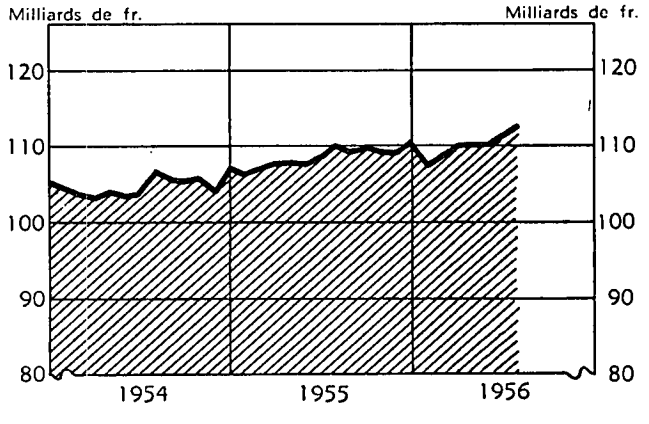
COMMERCE EXTERIEUR



STOCK MONETAIRE EN FRANCS BELGES



STOCK DE MONNAIE FIDUCIAIRE



STATISTIQUES MENSUELLES COURANTES

(Table des matières, voir dernière page du Bulletin)

MARCHE DE L'ARGENT

Ia. — TAUX OFFICIELS D'ESCOMTPE ET DE PRETS (en %) 2

Epoques	Taux officiels de la Banque Nationale de Belgique — Escompte: Traites acceptées domiciliées en banque Warrants et acceptations de banque préalablement visées par la B.N.B.	Escompte: Traites acceptées non domiciliées en banque	Escompte: Traites non acceptées domiciliées en banque	Escompte: Traites non acceptées non domiciliées en banque	Escompte: Promesses	Prêts et avances sur * : Certificats ayant maximum 120 jours à courir	Prêts et avances sur * : Certificats ayant maximum 12 mois à courir	Prêts et avances sur * : Certificats à plus de 12 mois et emprunts à moyen terme	Prêts et avances sur * : Autres effets publics
1954 Moyenne	2,75	3,25	4,25	4,25	4,50	2,—	2,375	4,50	4,50
1955 Moyenne	2,85	3,46	4,35	4,46	4,60	2,0781	2,2969	4,60	4,60
1955 Juillet	2,75	3,25	4,25	4,25	4,50	2,—	2,375	4,50	4,50
Août (dep. le 4)	3,—	3,75	4,50	4,75	4,75	2,1875	2,1875	4,75	4,75
Septembre ...	3,—	3,75	4,50	4,75	4,75	2,1875	2,1875	4,75	4,75
Octobre	3,—	3,75	4,50	4,75	4,75	2,1875	2,1875	4,75	4,75
Novembre	3,—	3,75	4,50	4,75	4,75	2,1875	2,1875	4,75	4,75
Décembre	3,—	3,75	4,50	4,75	4,75	2,1875	2,1875	4,75	4,75
1956 Janvier	3,—	3,75	4,50	4,75	4,75	2,1875	2,1875	4,75	4,75
Février	3,—	3,75	4,50	4,75	4,75	2,1875	2,1875	4,75	4,75
Mars	3,—	3,75	4,50	4,75	4,75	2,1875	2,1875	4,75	4,75
Avril	3,—	3,75	4,50	4,75	4,75	2,1875	2,1875	4,75	4,75
Mai	3,—	3,75	4,50	4,75	4,75	2,1875	2,1875	4,75	4,75
Juin	3,—	3,75	4,50	4,75	4,75	2,1875	2,1875	4,75	4,75
Juillet	3,—	3,75	4,50	4,75	4,75	2,1875	2,1875	4,75	4,75
Août	3,—	3,75	4,50	4,75	4,75	2,1875	2,1875	4,75	4,75
Septembre ...	3,—	3,75	4,50	4,75	4,75	2.1875	2,1875	4,75	4,75

* *Quotité de l'avance au 30 septembre 1956 :*

Certificats de trésorerie émis à court terme	max.	95	%
Certificats de trésorerie émis à 2 ou 3 ans	»	90	%
Obligations Emprunt 4 ½ %, 1951 à 10 ou 15 ans	»	90	%
Obligations Emprunt 4 ½ %, 1952-1962, à 10 ans	»	90	%
Obligations Emprunt 4 ½ %, 1952-1964, à 12 ans	»	90	%
Certificats de trésorerie 3 ½ % à 15 ans au plus 1942	»	90	%
Certificats de trésorerie 4 % à 5, 10 ou 20 ans 1948	»	90	%
Certificats de trésorerie 4 % à 5 ou 10 ans 1947	»	90	%
Certificats de trésorerie 4 % à 5 ou 10 ans 1948	max.	90	%
Certificats de trésorerie 4 % à 5 ou 10 ans 1949	»	90	%
Certificats de trésorerie 4 % à 5 ans 1954	»	90	%
Certificats de trésorerie 3,75 % à 5 ans 1954	»	90	%
Certificats de trésorerie 4 % 1950 Congo belge	»	90	%
Obligations 4 % 1950-1960 Congo belge	»	90	%
Obligations 3 ½ % de l'Assain. Monét. 3e, 4e et 5e séries ...	»	90	%
Autres effets publics	»	80	%

Ib. — TAUX DU CALL ET DES CERTIFICATS DE TRESORERIE A TRES COURT TERME

Moyennes	Call [1] 1 jour	Call [1] 5 jours	Call [1] 10 jours	Certificats de Trésorerie à très court terme 5 jours	10 jours	15 jours
1954	1,25	—	—	—	—	—
1955	1,35	—	—	—	—	—
1955 Juillet	1,25	—	—	—	—	—
Août	1,48	—	—	—	—	—
Septembre .	1,50	—	—	—	—	—
Octobre ...	1,50	—	—	—	—	—
Novembre .	1,50	—	—	—	—	—
Décembre .	1,50	—	—	—	—	—
1956 Janvier ...	1,50	—	—	—	—	—
Février ...	1,50	1,60 [2]	1,70 [2]	—	—	—
Mars	1,50	1,60	1,70	—	—	—
Avril	1,50	1,60	1,70	—	—	—
Mai	1,47	1,61	1,71	1,60 [3]	1,70 [3]	1,80 [3]
Juin	1,46	1,63	1,72	1,60	1,71	1,78
Juillet	1,58	1,68	1,78	1,65	1,75	1,85
Août	1,64	1,74	1,84	1,65	1,75	1,85
Septembre .	1,65	1,75	1,85	1,65	1,75	1,85

1 Taux en compensation et hors compensation.
2 Depuis le 27 février 1956.
3 Depuis le 7 mai 1956.

II. — TAUX DES DEPOTS EN BANQUE ET A LA CAISSE GENERALE D'EPARGNE 4

Epoques	Banques — Comptes de dépôts à * vue	15 jours de préavis	1 mois	3 mois	6 mois	Csse Gén. d'Epargne (dépôts sur livrets) jusqu'à 100.000 fr [1]	100.001 à 150.000 fr. [1]	au delà de 150.000 fr.
1954 Moyenne .	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50
1955 Moyenne .	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50
1955 Juillet	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50
Août	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50
Septembre .	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50
Octobre ...	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50
Novembre .	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50
Décembre .	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50
1956 Janvier ...	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50
Février ...	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50
Mars	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50
Avril	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50
Mai	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50
Juin	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50
Juillet	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50
Août	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50
Septembre .	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50

* Moyenne de quatre banques.
1 Jusqu'au 31 décembre 1954 : 3 % jusqu'à 75.000 fr. — 1,50 % de 75.001 à 150.000 fr.; 0,50 % au delà de 150.000 fr.

MARCHE DE L'ARGENT (suite) 8

III. — Marché du call [1]

(millions de francs)

Moyennes journalières	Capitaux prêtés				Capitaux empruntés	
	par des organismes compensateurs			par des organismes non compensateurs 3	en compensation 4	hors compensation 5
	Banques de dépôts	Autres organismes 2	Total			
1954	2.330	422	2.752	2.584	2.731	2.605
1955	2.325	338	2.663	2.976	2.663	2.976
1956 Février ...	1.971	340	2.311	2.908	2.311	2.908
Mars	2.464	309	2.773	2.288	2.770	2.291
Avril	2.508	299	2.807	2.186	2.780	2.213
Mai	2.286	399	2.685	2.384	2.685	2.384
Juin	2.353	268	2.621	2.040	2.538	2.123
Juillet	2.201	300	2.501	1.405	2.501	1.405
Août	2.154	247	2.401	2.401	2.356	2.446
Septembre :	2.356	224	2.580	2.233	2.567	2.246
31/8 au 6 .	2.289	124	2.413	1.632	2.413	1.632
7 au 13 .	2.581	167	2.748	2.347	2.702	2.393
14 au 20 .	2.487	209	2.696	2.454	2.687	2.463
21 au 27 .	2.111	402	2.513	2.472	2.513	2.472
Octobre :						
28/9 au 4 .	2.433	106	2.539	1.911	2.539	1.911
5 au 11 .	2.693	132	2.825	1.894	2.825	1.894

1 Depuis le 27 février 1956 les chiffres comprennent l'encours du call à 5 et 10 jours, s'il y a lieu.

2 Notamment le Crédit Communal de Belgique et la Banque Centrale du Congo Belge et du Ruanda-Urundi.

3 Notamment la Caisse Générale d'Epargne et de Retraite et l'Office National de Sécurité Sociale.

4 Notamment l'Institut de Réescompte et de Garantie et l'Office National du Ducroire.

5 Notamment le Fonds des Rentes et l'Office Central de Crédit hypothécaire.

METAUX PRECIEUX 9

Cours des métaux précieux [1]

Moyennes journalières	Londres 1	Bombay 2	
	Or en sh. et d. par oz. fin	Or Conversion en sh. et d. par oz. fin	Argent Conversion en pence par oz. fin
1954	249/9½ 3	350/11	76
1955	250/11	376/5	79
1955 Juillet	251/8	377/3	77
Août	251/4¼	380/0	79
Septembre .	251/1½	379/6	80
Octobre ...	250/6¾	379/3	81
Novembre .	249/8¾	385/6	82
Décembre .	249/6¾	376/3	83
1956 Janvier ...	249/4¼	382/4	85
Février :	249/3¾	391/0	84
Mars	249/5	412/0	85
Avril	249/2	421/4½	87
Mai	249/2½	415/8½	85
Juin	249/7½	409/9½	82
Juillet	250/6½	404/10¼	83
Août	251/7¼	414/2½	83
Septembre .	251/6¾	412/4	83

1 Prix de l'oz d'or fin : 1o) à New-York : 35 $ depuis le 1er février 1934; 2o à Londres : 248 sh. du 18 sept. 1949 au 19 mars 1954. — Réouverture du marché libre de l'or le 22 mars 1954.

2 Cotations originales en roupies et annas respectivement par fine tola et par 100 fine tolas.

3 Moyenne des 9 derniers mois.

MARCHE DES CHANGES

I. — Cours officiels arrêtés par les banquiers réunis en Chambre de Compensation à Bruxelles 10[1]

(francs belges)

Moyennes	1 franc suisse	1 $ U.S.A.	100 francs français	1 $ canadien	1 Livre Sterling	100 Escudos	1 fl. P.B.	1 Cr. suéd.	1 Cr. dan.	1 D. M.	1 Cr. norv.	$ Accord Argentine U.E.B.L.	Lire italienne
1954	11,46	50,05	14,27	51,44	140,05	174,04	13,18	9,64	7,21	11,94	7,00	—	—
1955	11,41	50,23	14,27	50,94	139,56	174,04	13,15	9,64	7,21	11,89	6,98	49,29 1	7,97 2
1955 Juillet ...	11,47	50,33	14,33	51,11	139,59	174,03	13,13	9,68	7,22	11,94	6,98	49,74	—
Août	11,44	50,31	14,29	51,08	139,07	174,02	13,11	9,67	7,19	11,89	6,96	48,69	—
Septembre .	11,43	50,31	14,27	50,94	139,10	174,04	13,14	9,66	7.19	11,90	6,96	48,63	7,99 3
Octobre ...	11,42	50,22	14,19	50,48	139,40	174,04	13,14	9,66	7,21	11,89	6,97	48,58	7,95
Novembre .	11,41	50,10	14,22	50,12	139,67	174,05	13,14	9,63	7,23	11,89	6,98	48,51	7,94
Décembre .	11.41	50,03	14,22	50,05	139,77	174,05	13,15	9,63	7,23	11,91	6,98	49,19	7,95
1956 Janvier ...	11,40	49,99	14,18	50,05	139,69	174,05	13,15	9,61	7,23	11,91	6,98	49,75	7,96
Février ...	11,40	50,00	14,19	50,03	139,50	174,06	13,13	9,60	7,22	11,90	6,97	50,00	7,96
Mars	11,40	49,94	14,18	50,00	139,53	174,05	13,11	9,60	7,21	11,91	6,97	50,00	7,96
Avril	11,39	49,91	14,18	50,07	139,69	174,04	13,11	9,60	7,21	11,90	6,98	50,00	7,96
Mai	11,39	49,92	14,18	50,34	139,64	174,02	13,08	9,60	7,20	11,91	6,98	50,00	7,95
Juin	11,40	49,92	14,18	50,66	139,18	174,02	13,06	9,61	7,19	11,91	6,96	50,00	7,95
Juillet	11,41	49,81	14,18	50,74	139,00	174,02	13,06	9,64	7,19	11,91	6,95	— 4	7,96
Août	11,42	49,87	14,18	50,82	139,11	174,01	13,07	9,66	7,19	11,90	6,96	—	7,97
Septembre .	11,41	49,83	14,18	50,96	139,20	174,01	13,10	9,66	7,20	11,90	6,97	—	7,99

1 Moyenne du 1er mars au 31 décembre 1955. — 2 Moyenne du 22 août au 31 décembre 1955. — 3 A partir du 22 août 1955. — 4 Compte clôturé le 30 juin 1956; plus de cotations à Bruxelles.

II. — Cours officiels, au 30 septembre 1956, fixés par la Banque Nationale de Belgique en vertu de l'arrêté n° 6 pris à Londres le 1er mai 1944 par les Ministres réunis en Conseil 10[2]

(« Moniteur belge » du 5 septembre 1944, n° 22)

(francs belges)

Devises	Cours contractuel	Transferts	
		Cours acheteur	Cours vendeur
100 francs congolais	—	100,—	100,—
100 francs luxembourgeois	—	100,—	100,—
100 couronnes tchécoslovaques	694,44225	692,50	696,50
100 schillings autrichiens	192,30769	191,72	192,90

MARCHE DES CAPITAUX

I. — COURS COMPARES DE QUELQUES FONDS PUBLICS

Désignation des titres	Cotation pour	Cours au 1 juin 1956	2 juillet 1956	1 août 1956	3 septembre 1956	1 octobre 1956
I. — Dette intér. dir. de l'Etat Belge *(Intérêts à bonif.)*						
Dette 3 ½ %, 1937 [1] [2]	100,—	88,90	89,—	89,15	89,20	89,10
Dette 3 ½ %, 1943 [1] [2]	100,—	90,20	90,15	90,30	90,35	89,10
Dette unifiée 4 % 1re s. [1] [2]	100,—	95,60	95,70	95,70	95,65	95,—
Emprunt de la Libération, 4 %, 1945 [2]	100,—	94,—	94,05	94,40	94,30	93,95
Emprunt 4 ½ %, 1952-1962, à 10 ans [2]	100,—	102,40	102,10	101,55	101,25	101,25
Emprunt 4 ½ %, 1952-1964, à 12 ans [2]	100,—	101,95	101,25	101,—	100,60	100,15
Emprunt 4 ½ %, 1953-1973, à 20 ans [2]	100,—	100,45	100,10	100,—	99,80	98,—
Emprunt 4 ½ %, 1953-1968, à 15 ans [2]	100,—	100,40	99,95	99,85	99,55	98,10
Emprunt 4 ½ %, 1954-1972, à 18 ans [2]	100,—	99,90	99,80	99,75	99,50	97,85
Emprunt 4 ¼ %, 1954-1974, à 20 ans, 1re série [2]	100,—	97,20	97,05	97,05	96,70	95,—
Emprunt 4 ¼ %, 1954-1974, à 20 ans, 2e série [2]	100,—	96,50	96,50	96,70	95,90	94,10
Emprunt 4 %, 1955-1975, à 20 ans [2]	100,—	93,55	93,55	93,55	93,10	91,30
Emprunt 4 ¼ %, 1956-1971, à 15 ans [2]	100,—	97,50	97,25	97,20	96,40	95,—
Certif. de Trés. à 15 ans au plus, 3 ½ %, 1942, 1re série [1] [2]	100,—	115,05	115,—	115,05	115,—	115,—
Certif. de Trés. à 20 ans au plus, 3 ½ %, 1943, [1] [2] [3]	100,—	108,05	108,05	108,25	108,20	107,85
Certif. de Trés. à 5 ou 10 ans, 4 %, 1947 [2]	100,—	105,75	105,50	105,55	105,50	105,60
Certif. de Trés. à 5 ou 10 ans, 4 %, 1948 [2]	100,—	108,15	107,90	107,75	107,60	107,80
Certif. de Trés. à 5 ou 10 ans, 4 %, 1949 [2]	100,—	103,80	103,50	103,55	103,45	103,15
Certif. de Trés. à 5 ans, 4 %, 1954 [2]	100,—	100,10	100,10	100,10	100,05	100,—
Certif. de Trés. à 5 ans, 3 ¾ % 1954 [2]	100,—	99,35	99,30	99,20	99,10	98,95
Emprunts à lots 1941 (4 % depuis 1951)	1.000,—	1.002,—	1.000,—	1.001,—	1.003,—	997,—
Emprunts à lots 1953 (2 %, 5 % dès 1967) [2]	1.000,—	1.046,—	1.046,—	1.045,—	1.049,—	1.044,—
Emprunt de l'Exposition à Lots 1958, 2 % [2]	1.000,—	—	1.032,—	1.036,—	1.034,—	1.020,—
II. — Dette indir. et dette gar. par l'Etat *(Int. à bonif.)*						
Dommages de guerre à lots 1923, 4 %	525,— [4]	526,—	1.057,— [4]	1.061,—	1.055,—	1.063,—
Empr. de la Reconstr. 1re tr. 1947 (2 %, 5 % dès 1957) [2]	1.000,—	1.035,—	1.035,—	1.035,—	1.036,—	1.027,—
Empr. de la Reconstr. 2e tr. 1949 (2 %, 5 % dès 1958) [2]	1.000,—	1.050,—	1.049,—	1.049,—	1.048,—	1.044,—
Empr. de la Reconstr. 3e tr. 1950 (2 %, 5 % dès 1960) [2]	1.000,—	1.054,—	1.056,—	1.057,—	1.056,—	1.048,—
Emprunt du Fonds des Routes 4 ¼ % (à 10 ans) 1955-1965 [2]	100,—	98,55	98,05	98,—	98,—	96,10
Soc. Nat. Ch. de fer belges (tr. belge), act. priv. 4 % [1] [2]	500,—	504,—	498,—	498,—	500,—	485,—
Caisse autonome des Domm. de Guerre 1re tr. 5 % 1953 [2]	100,—	102,70	102,65	102,70	102,70	101,60
Régie des Télégr. et Téléph. à 15 ans, 4 ½ %, 1953, 1re s. [2]	100,—	101,20	100,90	100,85	100,85	99,30
Régie des Télégr. et Téléph. à 15 ans, 4 ½ %, 1953, 2e s. [2]	100,—	101,15	100,85	100,80	100,65	99,15
Régie des Télégr. et Téléph. à 20 ans, 4 ¼ %, 1954, 1re s. [2]	100,—	97,65	97,10	97,10	96,95	94,60
Soc. Nat. Ch. de fer belges, 4 ¼ %, 1954-1974 [2]	100,—	97,15	97,10	96,70	96,40	94,10
Soc. Nat. Ch. de fer belges, 4 %, 1955-1975 1re s. [2]	100,—	93,65	93,70	93,70	93,60	91,20
Soc. Nat. Créd. à l'Ind. à 10 ans, 4 ½ %, 1951 [2]	100,—	102,15	102,10	102,05	102,—	101,50
Soc. Nat. Créd. à l'Ind. à 10 ans, 4 ½ %, 1952 2e s. [2]	100,—	102,70	102,60	102,70	102,75	102,45
III. — Dette directe de la Colonie.						
Sans coupons d'intérêt : Congo belge, emprunt à lots 1888	100,—	252,—	252,—	256,—	253,—	245,—
Intérêts à bonifier :						
Dette coloniale 1936, 4 %	100,—	94,85	94,85	94,85	94,90	93,—
Dette coloniale 1954-1974, 4 ¼ % [2]	100,—	97,50	97,35	97,20	96,90	94,20
Certificats de Trésorerie à 5 ou 10 ans, 4 %, 1950 [2]	100,—	102,75	103,—	103,10	103,45	103,35

[1] Titres pour lesquels une opération est en cours en vertu des arrêtés du 6 octobre 1944. — [2] Titres créés après le 6 octobre 1944. — [3] Le taux de l'intérêt a été porté à 4 % le 14 octobre 1948. — [4] Depuis le 18-6-56 échange de deux titres anciens contre un nouveau, et cotation pour fr. 1.050.

II. — INDICES MENSUELS DES ACTIONS COTEES AUX BOURSES DE BRUXELLES ET D'ANVERS 15[1]

MARCHE AU COMPTANT : VALEURS BELGES ET COLONIALES

Source : *Institut National de Statistique.*

Dates	Indice général	Secteur financier et immobilier	Sociétés à portefeuille (non spécialisées)	Holdings (Transports & électricité)	Transports	Entreprises d'électricité et de gaz	Distribution d'eau	Industries de la métallurgie	Industries des fabrications métalliques	Métaux non ferreux	Industries chimiques	Charbonnages	Glaceries et verreries	Industries de la construction	Industries textiles	Industries de l'alimentation	Industries diverses	Commerce et services	Sociétés coloniales	Plantations
Indices par rapport aux cours du mois précédent																				
1956 3 sept. ...	**98**	100	99	96	98	99	99	99	102	97	98	88	99	101	101	98	93	100	97	98
1er octobre .	**102**	101	104	103	103	100	99	109	102	105	102	107	96	105	105	100	102	105	101	101
Indices par rapport à la moyenne de l'année 1953																				
1955 3 octobre .	**168**	143	178	189	131	140	184	147	123	222	138	122	243	155	91	168	195	150	189	142
2 novembre	**167**	141	175	185	132	138	173	145	122	220	136	124	249	168	89	169	196	149	185	134
1er décemb.	**170**	143	179	180	136	138	173	144	123	222	136	123	259	175	88	173	200	150	193	137
1956 3 janvier .	**172**	146	180	180	134	136	169	147	121	222	136	127	269	173	92	177	195	151	198	144
1er février .	**166**	146	175	175	135	137	166	145	117	209	132	125	238	174	90	174	189	154	187	143
1er mars ...	**168**	147	178	178	138	138	173	150	119	215	136	128	240	176	88	170	189	155	189	138
3 avril ...	**166**	143	173	179	139	139	168	149	117	213	137	132	235	180	84	170	192	159	183	141
2 mai	**166**	142	179	176	143	145	173	160	119	223	139	140	249	181	84	172	204	162	176	143
1er juin ...	**162**	139	174	174	143	145	167	155	117	219	138	143	244	180	84	173	201	171	168	141
2 juillet ...	**163**	136	176	174	144	145	170	159	120	220	140	150	237	190	84	167	217	173	166	142
1er août ...	**164**	138	175	175	149	146	165	170	121	229	144	154	259	188	84	172	212	190	164	148
3 sept. ...	**160**	138	173	168	146	144	164	169	124	221	141	135	256	190	85	169	197	190	159	145
1 octobre .	**163**	139	180	173	150	144	163	185	126	232	144	144	246	200	89	169	201	200	160	146

III. — MOUVEMENT DES OPERATIONS A LA BOURSE DE BRUXELLES 15²

Source : *Bulletin mensuel des statistiques publié par la Commission de la Bourse de Bruxelles.*

Périodes	Nombre de séances	Obligations de sociétés		Actions [1]		Total [1]	
		Milliers de titres	Capitaux traités (*millions de francs*)	Milliers de titres	Capitaux traités (*millions de francs*)	Milliers de titres	Capitaux traités (*millions de francs*)
1954	249	129	127	20.654	27.191	20.783	27.318
1955	246	126	126	23.523	37.187	23.649	37.313
1955 Juillet	19	9	9	1.818	3.199	1.827	3.208
Août	22	13	13	2.233	3.976	2.246	3.989
Septembre ...	22	15	15	2.575	3.982	2.589	3.997
Octobre	20	10	10	1.801	3.029	1.810	3.039
Novembre	19	9	9	1.588	2.618	1.597	2.627
Décembre	21	9	9	1.269	2.090	1.278	2.099
1956 Janvier	21	9	9	1.540	2.590	1.549	2.599
Février	21	7	8	1.206	1.938	1.213	1.946
Mars	21	8	9	1.362	2.483	1.370	2.491
Avril	19	8	8	1.240	2.303	1.248	2.311
Mai	19	8	9	1.325	2.607	1.333	2.616
Juin	21	8	8	1.276	2.169	1.284	2.177
Juillet	21	9	9	1.334	2.591	1.343	2.600
Août	22	11	12	1.208	2.188	1.219	2.200
Septembre ...	20	8	9	1.086	2.122	1.094	2.131

[1] Marchés au comptant et à terme.

IV. — RENDEMENT DE TITRES A REVENU FIXE COTES A LA BOURSE DE BRUXELLES 16

(en pourcentages)

Début de mois	Dette unifiée (rendement eu égard au cours seulement)	Echéance de 2 à 5 ans		Echéance de 5 à 10 ans			Echéance de 5 à 20 ans		Echéance à plus de 20 ans		Taux médian (non compris la Dette unifiée)
		Etat	Paraétat. et Villes	Paraétat. et Villes (remboursement à date fixe et par ann. const.)	Emprunts de sociétés émis		Etat	Paraét. et Villes [1]	Etat Emprunts à lots		
		(remboursement à date fixe)			de 1936 à 1938	de 1948 à 1948	(remboursements par annuités variables)		Dette directe	Dette indirecte	
					(remboursement par ann. const.)						
	4 % 1re s.	3,5 à 4 %	4 à 4,5 %	4 à 4,5 %	4,5 et 5 %	4 et 4,5 %	4 à 4,5 %	3 à 4,5 %	4 %	4 %	
1955 Juillet	4,14	3,52	3,82	4,29	4,30	4,95	4,54	4,47	4,41	4,83	4,3
Août	4,15	3,65	3,88	4,32	4,30	5,01	4,60	4,49	4,44	4,86	4,4
Septembre	4,15	3,78	4,08	4,42	4,46	5,09	4,72	4,62	4,46	4,98	4,5
Octobre	4,15	3,83	4,05	4,43	4,34	5,12	4,73	4,61	4,48	5,—	4,5
Novembre	4,17	3,78	3,99	4,43	4,41	5,18	4,73	4,62	4,45	4,98	4,5
Décembre	4,17	3,75	3,98	4,42	4,44	5,08	4,68	4,62	4,44	5,01	4,5
1956 Janvier	4,18	3,80	3,99	4,41	4,57	5,17	4,63	4,71	4,38	4,94	4,6
Février	4,18	3,79	3,97	4,41	4,37	5,07	4,63	4,70	4,36	4,89	4,5
Mars	4,19	3,82	4,01	4,42	4,49	5,10	4,60	4,69	4,37	4,86	4,5
Avril	4,18	3,81	4,01	4,43	4,41	5,10	4,56	4,66	4,35	4,90	4,5
Mai	4,18	3,82	4,04	4,44	4,37	4,98	4,54	4,65	4,35	4,91	4,5
Juin	4,18	3,84	4,03	4,40	4,55	5,11	4,54	4,65	4,36	4,89	4,5
Juillet	4,18	3,94	4,10	4,40	4,48	5,08	4,58	4,65	4,37	4,88	4,6
Août	4,18	3,95	4,09	4,43	4,43	4,99	4,60	4,65	4,37	4,88	4,6
Septembre	4,18	3,98	4,14	4,42	4,34	5,03	4,66	4,67	4,35	4,88	4,6

[1] Depuis le 1er janvier 1956, l'échantillon de cette rubrique a été élargi. Au 1er septembre 1956, le rendement obtenu représente la moyenne de 26 emprunts d'une valeur nominale de 25 milliards de francs.

N.B. Méthode d'établissement : voir *Bulletin d'Information et de Documentation* de février 1956 p. 84.

Tableau rétrospectif

(millions de francs)

Source : *Institut National de Statistique.*

Périodes	Constitutions de sociétés			Augmentations de capital				Emissions d'obligations		Ensemble des émissions	Primes d'émission	Libération sans espèces		Emissions nettes
	Nombre	Montant nominal	Montant libéré sur val. nominale	Nombre	Capital ancien	Augmentation nominale	Montant libéré sur val. nominale	Nombre	Montant nominal	Montant nominal	1	Apports en nature 2	Incorporations de réserves 3	4
A. — Sociétés belges (sociétés anonymes et en commandite par actions, sociétés de personnes à responsabilité limitée)														
1954	2.181	1.835	1.628	756	12.113	5.711	5.083	82	1.794[5]	**9.340**	537,7	1.672	2.456	**4.861**
1955	2.304	4.772	4.421	839	12.351	10.582	9.897	77	1.509	**16.863**	731,1	4.955	5.315	**5.946**
1955 6 prem. mois .	1.234	3.939	3.661	385	6.309	4.236	3.872	14	266	**8.441**	75,2	3.921	2.322	**1.631**
1956 6 prem. mois .	1.300	1.490	1.354	382	10.012	4.158	3.692	17	617	**6.265**	43,2	1.535	1.698	**2.473**
1955 Juin	201	3.006[6]	2.973[6]	83	2.084	1.551	1.511	1	20	**4.577**[6]	31,0	3.009	823	**703**
Juillet	183	155	142	53	278	301	283	3	60	**516**	24,6	121	119	**270**
Août	133	87	74	33	707	599	598	3	95	**781**	63,0	301	12	**517**
Septembre ...	148	74	69	62	1.328	1.034	1.022	—	—	**1.108**	443,2	60	302	**1.172**
Octobre	184	167	162	80	1.217	1.431	1.238	2	110	**1.708**	76,8	128	844	**615**
Novembre	141	148	126	73	3.283	1.155	1.083	—	—	**1.303**	48,4	82	362	**815**
Décembre	281	202	188	154	1.225	1.828	1.803	3	57	**2.087**	—	345	1.355	**348**
1956 Janvier	261	280	250	48	919	335	324	2	35	**650**	29,4	242	17	**379**
Février	222	331	309	43	345	279	197	1	10	**620**	—	351	18	**147**
Mars	244	195	183	75	2.062	733	650	2	56	**984**	—	162	522	**291**
Avril	199	227	203	68	2.447	1.400	1.329	8	311	**1.938**	10,4	186	515	**1.152**
Mai	168	239	225	86	3.999	1.186	985	2	95	**1.520**	0,4	444	526	**335**
Juin	206	217	184	62	239	224	207	2	110	**551**	3,0	151	99	**254**
Juillet ..... *p*		101	96			2.737	2.728		6	**2.844**	—	2.706	14	**110**
Août ..... *p*		67	62			173	99		71	**311**	7,3	35	67	**137**
B. — Sociétés congolaises (sociétés par actions et sociétés de personnes)														
1954	301	1.354	879	87	1.604	1.218	1.121	5	260	**2.832**	9,0	706	182	**1.381**
1955	314	1.104	790	108	2.918	2.445	1.928	3	225	**3.774**	32,0	690	737	**1.405**
1955 5 prem. mois .	120	461	346	47	1.172	953	552	1	25	**1.439**	30,3	232	63	**658**
1956 5 prem. mois .	113	1.164	553	45	878	512	473	1	20	**1.696**	0,5	409	38	**599**
1955 Mars	32	89	59	7	33	38	21	—	—	**127**	0,3	35	—	**45**
Avril	25	102	80	11	192	121	104	—	—	**223**	—	65	13	**106**
Mai	21	52	49	13	239	145	112	—	—	**197**	12,1	45	24	**104**
Juin	29	57	40	9	313	216	204	—	—	**273**	—	17	79	**148**
Juillet	32	168	84	12	508	560	551	—	—	**728**	0,1	40	425	**170**
Août	25	132	66	6	270	164	164	—	—	**296**	—	25	94	**111**
Septembre ...	24	90	85	5	10	10	10	—	—	**100**	—	53	—	**42**
Octobre	20	41	35	14	179	146	98	—	—	**187**	—	73	5	**55**
Novembre	22	37	30	4	19	27	27	—	—	**64**	—	11	2	**44**
Décembre	28	105	96	11	455	368	322	—	—	**473**	1,0	247	64	**108**
1956 Janvier	21	63	59	10	278	229	221	1	20	**312**	—	138	5	**157**
Février	30	376	182	9	50	52	51	—	—	**428**	—	113	17	**103**
Mars	17	46	44	7	112	46	40	—	—	**92**	—	40	—	**44**
Avril	17	540	148	8	36	35	35	—	—	**575**	—	35	16	**132**
Mai	28	138	120	11	402	151	126	—	—	**289**	0,5	82	—	**164**

1 Non comprises dans les montants libérés.
2 Compris dans les constitutions et augmentations de capital.
3 Comprises dans les augmentations de capital.
4 Comprennent les montants libérés sur souscriptions d'actions, les émissions d'obligations, les primes d'émission, moins les libérations sans espèces, ainsi que les émissions destinées au remboursement d'anciens emprunts.
5 Dont emprunts de conversion pour un montant total de 54 millions de francs.
6 Y compris la constitution de la Société Cockerill-Ougrée pour un montant de 2.760 millions de francs.

V. — EMISSIONS DES SOCIETES INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES CONGOLAISES

(millions de francs)

MAI 1956

Source : *Institut National de Statistique.*

Rubriques	Constitutions de sociétés						Augmentations de capital Sociétés par actions et sociétés de personnes				Emissions d'obligations			Primes d'émission (non comprises dans les montants libérés)	Libérations sans espèces				Dissolutions Sociétés par actions et sociétés de personnes				Réductions de capital soc. par act. et soc. de personnes	
	par actions			de personnes											Apports en nature				Liquidations		Fusions			
															Constitutions de sociétés		Augmentations de capital	Incorporations de réserves (comprises dans les augmentations de capital)						
	Nombre	Montant nominal	Montant libéré sur valeur nominale	Nombre	Montant nominal	Montant libéré sur valeur nominale	Nombre	Capital ancien	Augmentation nominale	Montant libéré sur valeur nominale	Nombre	Montant nominal	dont emprunts de conversion		par actions	de personnes			Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
Détail des émissions																								
Banques, soc. financières ...	—	—	—	—	—	—	2	268,0	67,0	67,0	—	—	—	0,5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Sociétés commerciales	—	—	—	10	8,3	8,2	3	13,5	21,0	21,0	—	—	—	—	—	1,7	—	—	5	44,0	—	—	1	0,4
Sociétés industrielles	1	50,0	50,0	5	43,0	26,7	4	19,0	10,0	10,0	—	—	—	—	27,5	20,4	5,0	—	3	7,0	—	—	—	—
Mines	—	—	—	1	0,8	0,8	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0,8	—	—	—	—	—	—	—	—
Construction, bâtiments ...	—	—	—	2	12,1	12,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	10,5	—	—	—	—	—	—	—	—
Sociétés agricoles	1	4,9	4,9	6	14,6	13,4	2	101,0	53,0	28,0	—	—	—	—	4,2	5,4	3,0	—	2	5,2	—	—	—	—
Transports	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Divers	—	—	—	2	3,9	3,9	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3,9	—	—	—	—	—	—	—	—
Totaux ...	**2**	**54,9**	**54,9**	**26**	**82,7**	**65,2**	**11**	**401,5**	**151,0**	**126,0**	—	—	—	**0,5**	**31,7**	**42,7**	**8,0**	—	**10**	**56,2**	—	—	**1**	**0,4**
Groupement des sociétés selon l'importance du capital nominal émis ou annulé																								
1 million et moins	—	—	—	14	9,5	9,2	1	—	0,9	0,9	—	—	—	—	—	2,7	—	—	2	0,8	—	—	1	0,4
de 1 à 5 millions	1	4,9	4,9	10	21,7	20,5	6	35,5	19,1	19,1	—	—	—	—	4,2	9,5	8,0	—	7	19,0	—	—	—	—
de 5 à 10 millions	—	—	—	—	—	—	2	6,0	16,0	16,0	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
de 10 à 20 millions	—	—	—	1	11,5	11,5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	10,5	—	—	—	—	—	—	—	—
de 20 à 50 millions	1	50,0	50,0	1	40,0	24,0	1	100,0	50,0	25,0	—	—	—	—	27,5	20,0	—	—	1	36,4	—	—	—	—
de 50 à 100 millions	—	—	—	—	—	—	1	260,0	65,0	65,0	—	—	—	0,5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
plus de 100 millions	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Totaux ...	**2**	**54,9**	**54,9**	**26**	**82,7**	**65,2**	**11**	**401,5**	**151,0**	**126,0**	—	—	—	**0,5**	**31,7**	**42,7**	**8,0**	—	**10**	**56,2**	—	—	**1**	**0,4**
Répartition des sociétés suivant la nature du droit qui les régit																								
Sociétés de droit belge	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Sociétés de droit congolais	2	54,9	54,9	26	82,7	65,2	11	401,5	151,0	126,0	—	—	—	0,5	31,7	42,7	8,0	—	10	56,2	—	—	1	0,4
Totaux ...	**2**	**54,9**	**54,9**	**26**	**82,7**	**65,2**	**11**	**401,5**	**151,0**	**126,0**	—	—	—	**0,5**	**31,7**	**42,7**	**8,0**	—	**10**	**56,2**	—	—	**1**	**0,4**

V. — EMISSIONS DES SOCIETES INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES BELGES

Détail des émissions

(millions de francs)

Source : *Institut National de Statistique.*

Rubriques	Constitutions de sociétés [1] : anonymes et en commandite par actions — Nombre	Constitutions de sociétés [1] : anonymes et en commandite par actions — Montant nominal	Constitutions de sociétés [1] : anonymes et en commandite par actions — Montant libéré sur valeur nominale	Constitutions de sociétés [1] : de personnes à responsabilité limitée — Nombre	Constitutions de sociétés [1] : de personnes à responsabilité limitée — Montant nominal	Constitutions de sociétés [1] : de personnes à responsabilité limitée — Montant libéré sur valeur nominale	Augmentations de capital (sociétés anonymes) (sociétés en commandite par actions) (sociétés de personnes à responsabilité limitée) — Nombre	Augmentations de capital — Capital ancien	Augmentations de capital — Augmentation nominale	Augmentations de capital — Montant libéré sur valeur nominale	Emissions d'obligations — Nombre	Emissions d'obligations — Montant nominal	Emissions d'obligations — dont emprunts de conversion	Primes d'émission (non comprises dans les montants libérés)	Libérations sans espèces — Apports en nature — Constitutions de sociétés — anonymes et en commandite par actions	Libérations sans espèces — Apports en nature — Constitutions de sociétés — de personnes à responsabilité limitée	Libérations sans espèces — Apports en nature — Augmentations de capital	Libérations sans espèces — Incorporations de réserves (comprises dans les augmentations de capital)	Dissolutions de sociétés [1] (sociétés anonymes) (sociétés en commandite par actions) (sociétés de personnes à responsabilité limitée) — Liquidations — Nombre	Dissolutions — Liquidations — Montant	Dissolutions — Fusions — Nombre	Dissolutions — Fusions — Montant	Réductions de capital (sociétés anonymes) (sociétés en command. par actions) (sociétés de personnes à responsab. limitée) — Nombre	Réductions de capital — Montant
Banques	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Assurances	2	1,2	1,0	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0,7	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Opérat. financières et immobilières	7	25,4	14,6	3	1,2	1,2	9	17,8	19,5	15,5	—	—	—	—	5,0	0,9	1,6	5,4	4	7,9	1	1,0	1	1,0
Commerce de détail	3	3,3	3,2	22	6,6	6,6	8	112,3	32,3	32,3	—	—	—	3,0	0,2	5,0	0,3	0,7	14	3,0	—	—	—	—
Comm. de gros et comm. extérieur	22	34,6	28,8	34	8,1	7,8	10	16,4	23,8	23,8	—	—	—	—	4,3	5,1	2,4	11,3	11	3,0	—	—	2	6,0
Fabrications métalliques	1	8,0	8,0	8	16,4	9,4	4	2,6	6,8	6,8	—	—	—	—	5,1	8,3	1,5	5,1	5	4,5	—	—	—	—
Métallurgie du fer	1	1,0	1,0	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Métaux non ferreux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Industries textiles	2	0,9	0,9	8	18,9	18,9	3	1,3	9,3	6,7	—	—	—	—	—	17,1	0,1	5,3	4	3,9	—	—	1	1,3
Industries alimentaires	1	3,0	3,0	3	2,3	2,2	4	12,8	9,0	9,0	—	—	—	—	2,8	1,9	3,3	—	1	2,0	—	—	3	22,0
Industrie du bois	2	4,7	4,7	4	4,5	4,5	—	—	—	—	—	—	—	—	3,6	4,4	—	—	5	1,8	—	—	1	1,5
Industries chimiques	1	1,0	1,0	1	0,2	0,2	4	60,3	50,3	50,3	—	—	—	—	—	—	20,0	30,3	1	0,1	—	—	—	—
Industrie du verre	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	0,8	—	—	—	—
Electricité	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Gaz	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	90,0	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Eau	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Cuir	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	0,2	—	—	—	—
Papier et imprimerie	2	2,5	2,1	5	1,7	1,7	1	1,1	3,9	3,9	—	—	—	—	1,7	1,1	—	3,9	1	0,1	—	—	—	—
Transport	4	7,3	7,3	5	1,2	0,8	6	2,4	16,0	5,6	—	—	—	—	6,7	0,6	0,6	0,2	4	1,7	1	0,1	—	—
Tourisme	—	—	—	4	2,6	1,6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1,2	—	—	1	0,5	—	—	—	—
Intermédiaires	2	10,1	5,1	11	1,2	0,7	4	0,7	17,5	17,5	—	—	—	—	—	—	2,0	8,0	3	0,4	—	—	—	—
Déchets et matières de récupérat.	—	—	—	1	0,7	0,7	—	—	—	—	1	20,0	—	—	—	0,7	—	—	—	—	—	—	—	—
Construction	1	0,1	0,1	11	6,3	5,9	2	3,0	29,0	29,0	—	—	—	—	—	4,4	0,4	28,6	4	0,5	—	—	1	13,5
Charbon	—	—	—	—	—	—	2	6,0	4,0	4,0	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Terre cuite	1	22,0	22,0	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	21,5	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Ciment et industries connexes	1	0,5	0,5	1	3,0	3,0	—	—	—	—	—	—	—	—	0,4	3,0	—	—	1	0,4	—	—	—	—
Carrières	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	2,4
Chaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Industries céramiques	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	2,5	—	—	—	—
Industrie du tabac	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	4,2	—	—	—	—
Industrie du diamant	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Editions, librairies, presse	—	—	—	2	0,5	0,5	1	0,4	0,4	0,4	—	—	—	—	—	0,2	—	—	1	0,1	—	—	—	—
Films, théâtres, attractions	2	0,8	0,8	2	0,4	0,4	1	0,4	0,3	0,3	—	—	—	—	0,6	—	0,3	—	2	0,8	—	—	—	—
Artisanat	1	1,3	1,0	19	10,5	10,5	—	—	—	—	—	—	—	—	0,3	9,4	—	—	5	2,0	1	1,1	—	—
Agric., hortic., élev., pêche	—	—	—	2	0,2	0,2	1	0,3	0,1	0,1	—	—	—	—	—	0,0	—	—	—	—	—	—	—	—
Divers non dénommés	1	1,0	0,4	3	2,3	2,3	2	1,1	1,4	1,4	—	—	—	—	—	2,3	—	—	1	0,1	—	—	—	—
Totaux ...	**57**	**128,7**	**105,5**	**149**	**88,8**	**79,1**	**62**	**238,9**	**223,6**	**206,6**	**2**	**110,0**	**—**	**3,0**	**52,9**	**65,6**	**32,5**	**98,8**	**72**	**40,5**	**3**	**2,2**	**10**	**47,7**

1 Coopératives : 17 sociétés constituées au capital minimum de 2.242.200 francs; 11 sociétés dissoutes au capital minimum de 575.500 francs.

V. — EMISSIONS DES SOCIETES INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES BELGES 17[4]

Groupement des sociétés selon le lieu où s'exerce leur activité et selon l'importance du capital nominal émis ou annulé

(millions de francs)

Source : *Institut National de Statistique.*

Classification	Constitutions de sociétés : anonymes et en command. par actions — Nombre	Constitutions de sociétés : anonymes et en command. par actions — Montant nominal	Constitutions de sociétés : anonymes et en command. par actions — Montant libéré sur valeur nominale	Constitutions de sociétés : de personnes à responsabilité limitée — Nombre	Constitutions de sociétés : de personnes à responsabilité limitée — Montant nominal	Constitutions de sociétés : de personnes à responsabilité limitée — Montant libéré sur valeur nominale	Augmentations de capital (sociétés anonymes) (sociétés en commandite par actions) (soc. de pers. à resp. lim.) — Nombre	Capital ancien	Augmentation nominale	Montant libéré sur valeur nominale	Emissions d'obligations — Nombre	Emissions d'obligations — Montant nominal	Emissions d'obligations — dont emprunts de conversion	Primes d'émission (non comprises dans les montants libérés)	Libérations sans espèces — Apports en nature	Libérations sans espèces — Incorporations de réserves	Dissolutions — Montant : Liquidations	Dissolutions — Montant : Fusions	Réductions de capital — Montant
1. — Selon le lieu où s'exerce leur activité — JUIN 1956																				
Belgique	57	128,7	105,5	149	88,8	79,1	62	238,9	223,6	206,6	2	110,0	—	3,0	151,0	98,8	40,5	2,2	46,6
Etranger	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1,1
Totaux ...	57	128,7	105,5	149	88,8	79,1	62	238,9	223,6	206,6	2	110,0	—	3,0	151,0	98,8	40,5	2,2	47,7
2. — Selon l'importance du capital nominal émis ou annulé																				
1 million et moins ...	32	13,0	11,9	136	32,6	31,0	28	11,0	11,0	10,5	—	—	—	—	25,9	2,7	19,4	1,1	12,0
de 1 à 5 millions	20	52,5	44,8	10	21,2	20,1	24	45,2	67,6	58,3	—	—	—	—	51,3	17,5	21,1	1,1	12,2
de 5 à 10 millions	3	28,0	23,0	1	7,0	7,0	6	11,2	46,5	39,3	—	—	—	—	12,0	30,1	—	—	10,0
de 10 à 20 millions	1	13,2	3,8	2	28,0	21,0	2	60,0	40,0	40,0	1	20,0	—	—	40,3	20,0	—	—	13,5
de 20 à 50 millions	1	22,0	22,0	—	—	—	2	111,5	58,5	58,5	—	—	—	3,0	21,5	28,5	—	—	—
de 50 à 100 millions	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	90,0	—	—	—	—	—	—	—
plus de 100 millions	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Totaux ...	57	128,7	105,5	149	88,8	79,1	62	238,9	223,6	206,6	2	110,0	—	3,0	151,0	98,8	40,5	2,2	47,7

VI. — EMPRUNTS DES POUVOIRS PUBLICS ET DES ORGANISMES D'UTILITE PUBLIQUE [1] 18

(long et moyen terme)

Périodes	Emissions publiques en Belgique (millions de francs)	Emprunts à l'étranger (millions)
1954	38.221	fr. s. 129 fl. P.-B. 132,5
1955	14.765	$ 50 fl. P.-B. 100
1955 Septembre .	—	—
Octobre ...	2.500	—
Novembre .	—	—
Décembre .	2.100	—
1956 Janvier ...	5.436	—
Février ...	—	—
Mars	2.000	—
Avril	1.200	—
Mai	2.850	—
Juin	5.250	fr. s. 60
Juillet	—	—
Août	—	—
Septembre .	600	—

VII. - OPERATIONS BANCAIRES DU CREDIT COMMUNAL 19

(Avances et remboursements opérés sur emprunts consentis aux pouvoirs publics et aux organismes d'utilité publique pour le paiement des dépenses.)

Périodes	Dépenses extraordinaires — Prélèvements sur comptes [2]	Dépenses extraordinaires — Remboursements nets	Dépenses ordinaires — Avances nettes
	(millions de francs)		
1954 Moyenne ...	474	86	209
1955 Moyenne ...	503	87	217
1955 Août	584	45	192
Septembre .	608	22	187
Octobre ...	700	71	191
Novembre .	557	38	123
Décembre .	651	92	137
1956 Janvier ...	606	644	113
Février ...	603	40	305
Mars	500	38	397
Avril	446	90	189
Mai	525	18	282
Juin	488	36	351
Juillet	520	64	392
Août	575	22	400

20

VIII. — INSCRIPTIONS HYPOTHECAIRES [3]

Périodes	Montant selon droits d'inscription perçus (millions de francs)
1954 Moyenne ...	1.652
1955 Moyenne ...	1.670
1955 Août	1.531
Septembre .	1.718
Octobre ...	1.705
Novembre .	1.634
Décembre .	2.018
1956 Janvier ...	1.504
Février ...	1.542
Mars	1.885
Avril	1.570
Mai	1.602
Juin	2.123
Juillet	1.735
Août	2.057

1 Emprunts de l'Etat, de la Colonie, des provinces et des communes, des organismes d'utilité publique, tels que la Société Nationale des Chemins de fer belges, la Société Nationale des Chemins de fer vicinaux, la Société Nationale de Distribution d'Eau, le Crédit Communal, etc. *(à l'exception des émissions continues et des emprunts de la Société Nationale de Crédit à l'Industrie).* — 2 Y compris les retraits sur subsides accordés par la province et l'Etat. — 3 Y compris les renouvellements au bout de quinze ans qui se montent à environ 1 p. c. du total, mais non compris les hypothèques légales.

FINANCES PUBLIQUES

I. — SITUATION DE LA DETTE PUBLIQUE 25[1]

(millions de francs)

Fin de mois	Dette consolidée				Dette à moyen terme [3]			Dette à court terme [4]			Avoirs des partic. en C.C.P.	Dette totale [1] [5]
	intérieure			extérieure [1] [2]	intérieure	extérieure [2]	totale	intérieure [5]	extérieure [2]	totale		
	directe	indirecte	totale									
1955 Juin	159.107	10.304	169.411	17.520	26.057	2.809	28.866	64.518	3.197	67.715	20.710	304.222
Juillet	158.843	11.702	170.545	17.477	26.061	2.557	28.618	64.083	3.514	67.597	20.140	304.377
Août	158.745	11.717	170.462	17.508	26.064	2.555	28.619	63.574	3.854	67.428	20.045	304.062
Septembre	158.655	11.791	170.446	17.456	26.064	2.552	28.616	63.937	3.870	67.807	20.254	304.579
Octobre	158.285	14.243	172.528	17.455	26.046	2.060	28.106	63.849	5.049	68.898	20.956	307.943
Novembre	157.650	14.237	171.887	17.426	25.944	2.057	28.001	66.482	5.044	71.526	20.630	309.470
Décembre	157.235	14.231	171.466	17.372	25.850	2.056	27.906	66.800	4.870	71.670	22.849	311.263
1956 Janvier	161.415	14.205	175.620	17.417	25.465	2.055	27.520	63.002	5.213	68.215	21.610	310.382
Février	161.033	14.193	175.226	17.441	25.404	1.565	26.969	66.572	5.718	72.290	21.331	313.257
Mars	161.249	14.977	176.226	17.364	25.005	1.318	26.323	69.294	5.968	72.262	21.637	316.812
Avril	161.727	14.960	176.687	17.412	24.732	1.318	26.050	70.798	5.969	76.767	22.010	318.926
Mai	161.612	14.946	176.558	17.370	24.629	1.318	25.947	71.274	5.236	76.510	22.372	318.757
Juin	162.577	14.897	177.474	17.189	24.535	1.317	25.852	69.443	5.740	75.183	22.931	318.629
Juillet	164.251	14.835	179.086	17.209	24.447	1.318	25.765	65.673	5.007	70.680	22.555	315.295
Août	164.127	14.816	178.943	17.258	24.079	1.319	25.398	68.872	5.515	74.387	21.931	317.917

[1] Non compris les dettes intergouvernementales résultant de la guerre 1914-1918. — [2] Le montant des dettes extérieures est établi d'après le cours des changes à la date indiquée. — [3] Certificats de trésorerie à échéance de plus d'un an. — [4] Certificats à un an d'échéance au plus. — [5] Non compris la Dotation des Combattants.

II. — AVOIRS EN EFFETS PUBLICS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE 25[2]

(millions de francs)

Fin de mois	A 120 jours au maximum	A plus de cinq ans		Total
	Certificats de trésorerie [1]	Créance consolidée sur l'Etat [2]	Effets publics nationaux [3]	
1952 Décembre	6.260	34.763	1.478	42.501
1953 Mars	7.819	34.660	1.565	44.044
Juin	6.009	34.660	1.653	42.322
Septembre	8.965	34.660	1.678	45.303
Décembre	8.040	34.660	1.678	44.378
1954 Mars	5.449	34.660	1.781	41.890
Juin	7.983	34.660	1.790	44.433
Septembre	8.681	34.660	1.792	45.133
Décembre	7.939	34.660	1.792	44.391
1955 Mars	7.882	34.660	1.902	44.444
Juin	7.664	34.660	1.901	44.225
Septembre	8.047	34.660	1.913	44.620
Décembre	8.918	34.660	1.914	45.492
1956 Mars	7.517	34.660	2.069	44.246
Juin	7.283	34.660	2.066	44.009

[1] Convention du 14 septembre 1948, conclue en vertu de l'art. 13 de la loi organique de la B.N.B. — [2] Art. 3 § b), de la loi du 28 juillet 1948 relative à l'assainissement du bilan de la B.N.B. — [3] Art. 14 de la loi organique de la B.N.B.

III. — APERÇU DE L'EXECUTION DES BUDGETS *(millions de francs)* 25[3]

Source : *Moniteur belge.*

Recettes	Du 1/I au 31/VIII/1956		Dépenses	Du 1/I au 31/VIII/1956	
	Pour compte exerc. 1955	Pour compte exerc. 1956		Pour compte exerc. 1955	Pour compte exerc. 1956
Voies et moyens :			*Dépenses ordinaires :*		
Impôts	5.446	51.583	Dette publique	1.876	7.191
Taxes, péages et redevances	57	1.653	Pensions	853	8.440
Revenus patrimoniaux	511	444	Dotations	13	217
Remboursements	156	357	Non-valeurs et remboursements	95	257
Produits divers	— *171*	815	Administration générale { rémunérations	150	12.924
Impôts d'assainissement monétaire	112	209	matériel	1.122	3.077
Recettes résultant de la guerre	213	393	Subventions	2.989	17.504
			Travaux	157	340
			Autres dépenses	776	2.099
Total ...	6.324	55.454	Total ...	8.031	52.049
Recettes extraordinaires :			*Dépenses extraordinaires :*		
Produits d'emprunts consolidés	266	9.984	Service de la dette publique	—	—
Diverses	47	266	Crédits relatifs aux avances	55	1.206
			Crédits relatifs aux participations	—	70
			Crédits relatifs aux immobilis. { immob. nouv.	2.552	4.901
			rest. du dom. pub.	364	381
			Autres dépenses	—	—
			Résorption du chômage	194	320
			Contrepartie de l'aide E.R.P. 1950/1951	22	11
Total ...	313	10.250	Total ...	3.187	6.889
TOTAL GENERAL ...	**6.637**	**65.704**	TOTAL GENERAL ...	**11.218**	**58.938**
Mali ...	4.581		Boni ...		6.766

a) Recettes fiscales sans distinction d'exercice

(non compris les additionnels provinciaux et communaux)

(millions de francs)

Source : *Moniteur belge.*

Périodes	Contributions directes [1]	Douanes et Accises	Enregistrement	Recettes globales [1]	Recettes globales cumulatives depuis janvier [1]
1954 Moyenne mensuelle	2.711	1.122	2.057	5.890	—
1955 Moyenne mensuelle	2.678	1.301	2.335	6.314	—
1955 Juin	2.707	1.489	2.377	6.573	37.119
Juillet	5.549	1.290	2.472	9.311	46.430
Août	2.767	1.307	2.280	6.354	52.784
Septembre	1.726	1.373	2.492	5.591	58.375
Octobre	1.677	1.327	2.530	5.534	63.909
Novembre	1.888	1.308	2.596	5.792	69.701
Décembre	1.964	1.485	2.621	6.070	75.771
1956 Janvier	5.047	1.249	2.391	8.687	8.687
Février	1.980	1.147	2.526	5.653	14.340
Mars	2.012	1.437	2.565	6.014	20.354
Avril	2.539	1.281	2.458	6.278	26.632
Mai	2.985	1.437	2.577	6.999	33.631
Juin	3.306	1.419	2.713	7.438	41.069
Juillet	5.946	1.389	2.736	10.071	51.140
Août	1.910	1.404	2.575	5.889	57.029

b) Recettes totales effectuées jusqu'au 31 août 1956 pour les exercices 1955 et 1956

(non compris les additionnels provinciaux et communaux)

(millions de francs)

Source : *Moniteur belge.*

	Exercice 1955 [2]		Exercice 1956		Août 1956
	Recettes effectuées	Evaluations budgétaires	Recettes effectuées	Evaluations budgétaires	Recettes effectuées pour l'exerc. 1956
I. Contributions directes [1]	**32.243**	**33.862**	**20.578**	**19.266**	**1.910**
II. Douanes et accises	**15.656**	**15.033**	**10.466**	**9.951**	**1.404**
dont douanes	4.990	4.595	3.596	3.294	413
accises	9.703	10.193	6.310	6.471	938
taxes spéciales de consommat.	672		415		43
III. Enregistrement	**28.011**	**25.374**	**20.539**	**19.487**	**2.576**
dont enregistrement	2.752	2.600	1.941	1.692	213
successions	1.404	1.150	910	782	147
timbres et taxes assimilées	23.561	21.265	17.473	16.816	2.194
Total [1]	**75.910**	**74.269**	**51.583**	**48.704**	**5.889**
Différence par rapport aux éval. budgét.	**+ 1.641**		**+ 2.879**		**+ 225**

1 Y compris le produit des versements anticipatifs à valoir sur la taxe professionnelle.
2 L'exercice 1955 commencé le 1er janvier 1955 a été clôturé le 31 mars 1956.

NOTE. — Pour les impôts directs, la période de perception dépasse l'année civile. Les chiffres pour cette catégorie d'impôts ne sont donc définitifs qu'à la clôture de l'exercice.

REVENUS ET EPARGNE

I. — RENDEMENT DES SOCIETES PAR ACTIONS BELGES ET CONGOLAISES

Dividendes et coupons d'obligations mis en paiement en mars 1956

Source : *Institut National de Statistique.*

Rubriques	Nombre de sociétés			Capital versé	Réserves	Résultats nets		Dividende brut mis en paiement	Dette obligataire 1	Coupons d'obligations bruts 2
	recensées	en bénéfice	en perte			Bénéfice	Perte			
				(millions de francs)						
A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique										
Banques	17	17	—	867,2	1.009,0	532,8	—	291,9	303,3	9,9
Assurances	3	3	—	5,9	11,8	3,9	—	4,3	—	—
Opérations financières et immobilières	270	242	28	2.872,2	2.893,2	804,4	4,5	562,0	1.766,6	66,0
Commerce de détail	36	31	5	77,1	39,4	8,8	0,7	1,8	—	—
Commerce de gros et commerce extérieur	229	174	55	415,9	428,9	75,7	10,8	17,7	21,5	1,3
Fabrications métalliques	93	70	23	326,8	268,6	62,3	29,4	14,2	80,6	4,7
Métallurgie du fer	9	6	3	19,3	37,0	3,9	0,5	0,8	225,9	11,8
Métaux non ferreux	11	9	2	356,7	98,0	63,1	4,3	27,6	—	—
Industries textiles	133	84	49	1.164,6	1.285,8	85,7	66,0	28,8	17,2	1,0
Industries alimentaires	94	71	23	864,1	606,0	106,4	6,9	38,4	154,6	9,1
Industrie du bois	42	32	10	103,5	60,8	14,5	1,2	2,0	6,0	0,4
Industries chimiques	53	41	12	425,4	120,7	31,4	4,2	14,4	3,9	0,3
Industrie du verre	8	5	3	48,5	100,3	1,7	10,6	0,5	—	—
Electricité	1	1	—	515,0	47,7	62,6	—	56,6	361,6	21,5
Gaz	2	2	—	313,9	157,7	41,5	—	27,8	38,0	1,3
Eau	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Cuir	13	6	7	62,7	1,9	1,6	1,8	0,7	—	—
Papier et imprimerie	32	28	4	121,4	109,9	24,8	3,0	2,7	17,4	1,0
Transport	54	47	7	108,0	102,3	34,1	0,4	16,1	—	—
Tourisme	53	38	15	86,0	92,3	16,0	1,1	8,2	5,1	0,2
Intermédiaires	62	48	14	143,0	71,9	12,5	1,8	6,2	—	—
Déchets et matières de récupération	7	6	1	9,9	24,9	4,2	0,1	0,1	—	—
Construction	46	35	11	338,8	162,8	76,7	3,1	39,0	16,0	0,7
Charbon	9	6	3	624,0	666,3	56,6	44,9	38,6	159,6	9,2
Terre cuite	12	12	—	33,0	23,5	4,5	—	1,4	0,2	0,0
Ciment et industries connexes	20	17	3	178,5	149,0	48,0	1,5	15,6	—	—
Carrières	14	10	4	110,8	25,7	14,4	0,5	10,5	—	—
Chaux	9	9	—	118,0	76,1	20,0	—	6,2	—	—
Industries céramiques	6	3	3	14,7	4,9	0,1	0,4	0,1	—	—
Industrie du tabac	4	2	2	16,4	10,9	2,7	0,1	1,6	—	—
Industrie du diamant	3	3	—	1,5	1,4	0,8	—	0,2	—	—
Editions, librairies, presse	22	17	5	74,5	30,0	5,7	1,4	0,8	—	—
Films, théâtres, attractions	16	7	9	21,4	16,7	2,8	0,5	4,3	—	—
Artisanat	58	39	19	75,2	80,0	20,7	0,5	2,4	—	—
Agriculture, horticulture, élevage, pêche	5	3	2	33,0	20,9	3,6	0,1	—	2,0	0,1
Divers non dénommés	67	47	20	73,8	46,3	10,9	2,1	4,2	2,0	0,1
TOTAL ...	1.513	1.171	342	10.620,7	8.882,6	2.259,4	202,4	1.247,7	3.181,5	138,6
B. — Sociétés ayant leur principale exploitation au Congo belge										
Banques, sociétés financières	6	6	—	406,5	21,7	14,5	—	2,9	1,7	0,0
Sociétés commerciales	1	1	—	24,0	8,0	0,2	—	—	—	—
Sociétés industrielles	3	2	1	172,0	78,7	44,2	0,8	0,7	—	—
Sociétés agricoles	4	3	1	77,3	19,8	23,6	—	10,1	27,3	1,7
Mines	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Construction	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Transport	—	—	—	—	—	—	—	—	39,2	2,1
Sociétés diverses	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
TOTAL ...	14	12	2	679,8	128,2	82,5	0,8	13,7	68,2	3,8
C. — Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger										
Electricité	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Chemins de fer	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Tramways	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Plantations, sociétés coloniales	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Sociétés diverses	2	1	1	8,1	26,1	1,1	0,6	0,2	0,1	0,0
TOTAL ...	2	1	1	8,1	26,1	1,1	0,6	0,2	0,1	0,0
TOTAL GENERAL ...	**1.529**	**1.184**	**345**	**11.308,6**	**9.036,9**	**2.343,0**	**203,8**	**1.261,6**	**3.249,8**	**142,4**

1 Les emprunts recensés se rapportent à des sociétés différentes de celles faisant l'objet des colonnes précédentes.
2 En outre, il a été mis en paiement pendant le mois de mars 1956 :

	(millions de francs)
Coupons d'emprunts de l'Etat	176,7
Coupons d'emprunts de la Colonie	42,1
Coupons d'emprunts des Provinces et Communes	13,3
Coupons d'emprunts d'organismes divers	190,4
	422,5
Coupons d'emprunts extérieurs	25,2

I. — RENDEMENT DES SOCIETES PAR ACTIONS BELGES ET CONGOLAISES
Dividendes et coupons d'obligations mis en paiement en avril 1956

Source : *Institut National de Statistique.*

Rubriques	Nombre de sociétés			Capital versé	Réserves	Résultats nets		Dividende brut mis en paiement	Dette obligataire 1	Coupons d'obligations bruts 2
	recensées	en bénéfice	en perte			Bénéfice	Perte			
				(millions de francs)						
A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique										
Banques	15	15	—	1.250,4	1.159,5	319,9	—	166,3	305,8	10,0
Assurances	23	23	—	149,7	161,8	68,2	—	25,5	—	—
Opérations financières et immobilières	285	227	58	1.398,3	465,3	154,6	24,6	71,4	1.808,0	68,1
Commerce de détail	91	69	22	133,5	74,9	24,9	1,7	8,7	101,7	6,1
Commerce de gros et commerce extérieur	507	382	125	849,6	654,8	196,2	30,0	35,6	12,1	0,8
Fabrications métalliques	260	203	57	2.494,4	1.533,2	528,6	31,4	276,6	39,7	2,2
Métallurgie du fer	17	11	6	226,4	48,6	7,8	6,6	2,4	220,6	11,6
Métaux non ferreux	11	8	3	422,1	153,7	56,7	0,0	42,7	13,0	0,7
Industries textiles	224	143	81	2.568,1	2.463,7	114,6	94,2	34,5	33,7	1,8
Industries alimentaires	163	120	43	1.855,1	883,8	323,1	35,9	194,0	124,3	7,5
Industrie du bois	70	56	14	244,5	104,2	21,2	9,4	0,3	19,3	1,4
Industries chimiques	90	68	22	1.517,0	867,4	155,3	16,8	69,1	140,6	8,2
Industrie du verre	19	14	5	123,8	140,5	37,3	6,7	37,3	—	—
Electricité	11	11	—	1.725,5	288,2	147,9	—	129,0	585,2	33,0
Gaz	8	8	—	1.001,0	355,6	103,8	—	68,4	—	—
Eau	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Cuir	39	24	15	256,3	186,6	10,9	10,9	0,2	0,8	0,1
Papier et imprimerie	60	49	11	398,6	323,7	75,4	7,3	34,7	57,6	3,3
Transport	137	110	27	494,9	504,4	131,1	14,8	43,8	6,4	0,4
Tourisme	63	36	27	176,4	51,3	14,7	2,3	9,1	1,0	0,1
Intermédiaires	83	69	14	139,9	62,7	45,3	1,2	13,0	—	—
Déchets et matières de récupération	12	7	5	16,4	7,1	2,2	0,3	0,2	—	—
Construction	98	79	19	725,3	226,6	83,6	8,5	31,1	2,7	0,2
Charbon	21	16	5	2.984,3	848,9	388,6	104,2	255,5	242,3	13,8
Terre cuite	17	15	2	104,9	61,0	12,8	0,8	4,3	—	—
Ciment et industries connexes	31	25	6	1.522,0	593,3	223,8	2,5	160,6	120,0	6,8
Carrières	29	20	9	223,4	71,1	38,5	2,3	26,9	0,7	0,0
Chaux	13	8	5	92,1	63,0	20,5	1,6	9,7	8,5	0,5
Industries céramiques	11	5	6	46,8	23,7	4,6	1,7	1,9	—	—
Industrie du tabac	6	4	2	58,6	43,3	4,6	0,1	1,3	—	—
Industrie du diamant	4	4	—	3,0	4,6	0,3	—	—	—	—
Editions, librairies, presse	24	20	4	56,7	6,4	7,9	1,6	3,5	—	—
Films, théâtres, attractions	41	28	13	38,5	7,0	4,8	1,3	0,2	—	—
Artisanat	100	75	25	206,9	130,5	22,7	3,3	3,9	1,7	0,1
Agriculture, horticulture, élevage, pêche	9	2	7	20,5	1,1	0,1	1,7	—	—	—
Divers non dénommés	95	76	19	200,0	115,2	32,3	6,4	7,2	0,4	0,0
TOTAL ...	2.687	2.030	657	23.724,8	12.686,7	3.384,8	430,1	1.768,9	3.846,1	176,7
B. — Sociétés ayant leur principale exploitation au Congo belge										
Banques, sociétés financières	5	5	—	512,0	318,4	148,0	—	70,6	6,6	0,3
Sociétés commerciales	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Sociétés industrielles	6	5	1	30,0	— 3,8	1,8	1,7	0,1	—	—
Sociétés agricoles	4	4	—	62,2	3,8	6,4	—	3,6	2,5	0,1
Mines	1	1	—	1,0	0,0	0,1	—	0,1	99,9	4,6
Construction	3	3	—	21,0	0,1	4,8	—	3,0	—	—
Transport	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Sociétés diverses	1	1	—	1,0	2,0	1,0	—	0,3	—	—
TOTAL ...	20	19	1	627,2	320,5	162,1	1,7	77,7	109,0	5,0
C. — Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger										
Electricité	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Chemins de fer	2	—	2	13,0	— 5,8	—	1,3	—	—	—
Tramways	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Plantations, sociétés coloniales	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Sociétés diverses	5	3	2	135,4	10,1	19,3	0,8	11,2	—	—
TOTAL ...	7	3	4	148,4	4,3	19,3	2,1	11,2	—	—
TOTAL GENERAL ...	**2.714**	**2.052**	**662**	**24.500,4**	**13.011,5**	**3.566,2**	**433,9**	**1.857,8**	**3.955,1**	**181,7**

1 Les emprunts recensés se rapportent à des sociétés différentes de celles faisant l'objet des colonnes précédentes.
2 En outre, il a été mis en paiement pendant le mois d'avril 1956 :

	(millions de francs)
Coupons d'emprunts de l'Etat	712,8
Coupons d'emprunts de la Colonie	86,4
Coupons d'emprunts des Provinces et Communes	65,5
Coupons d'emprunts d'organismes divers	168,8
	983,0
Coupons d'emprunts extérieurs	49,1

I. — RENDEMENT DES SOCIETES PAR ACTIONS BELGES ET CONGOLAISES 30[2]

Tableau rétrospectif

Source : *Institut National de Statistique.*

Périodes	Nombre de sociétés			Capital versé	Réserves	Résultats nets		Dividende brut mis en paiement	Dette obligataire [1]	Coupons d'obligations bruts
	recensées	en bénéfice	en perte			bénéfice	perte			
				(millions de francs)					*(millions de francs)*	
1954 [2]	13.661	9.607	4.054	142.385	92.998	23.734	1.957	13.367	37.584 [3]	1.627
1955 [2]	13.798	10.054	3.744	147.912	98.267	26.831	1.809	15.492	42.395 [3]	1.884
1955 Février	171	126	45	678	1.617	232	6	167	3.017	132
Mars	1.592	1.214	378	12.785	10.857	2.187	150	1.199	2.850	125
Avril	2.622	1.918	704	22.906	11.715	2.927	338	1.653	3.530	163
Mai	2.785	2.090	695	34.174	27.382	6.255	362	3.684	2.672	116
Juin	1.491	1.109	382	22.410	12.653	3.938	194	2.099	2.967	132
Juillet	574	435	139	15.819	11.551	5.627	136	3.612	3.698	167
Août	176	125	51	1.762	1.727	359	47	228	2.518	102
Septembre ...	310	228	82	1.783	1.556	287	45	121	2.828	123
Octobre	560	411	149	9.787	4.956	1.369	111	793	3.063	138
Novembre	389	278	111	9.791	6.014	1.573	95	954	2.824	126
Décembre	376	266	110	7.115	4.074	752	83	337	3.982	190
1956 Janvier	113	82	31	2.482	855	291	12	165	4.018	183
Février	200	156	44	719	1.728	402	14	198	3.287	142
Mars	1.529	1.184	345	11.309	9.037	2.343	204	1.262	3.250	142
Avril	2.714	2.052	662	24.500	13.012	3.566	434	1.858	3.955	182

[1] En ce qui concerne les résultats mensuels, les emprunts recensés se rapportent à des sociétés différentes de celles faisant l'objet des colonnes précédentes.
[2] Déduction faite des doubles emplois.
[3] Au 31 décembre.

II. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE 31

a) Dépôts sur livrets particuliers à la Caisse d'Epargne [1] (épargne pure)

(millions de francs)

Périodes	Versements	Remboursements	Excédents	Solde des dépôts à fin de période
1954 Moy. mens.	1.115	897	218	49.459 [2]
1955 Moy. mens.	1.135	1.015	120	52.354 [2]
1955 Juillet	1.219	1.019	200	50.099
Août	1.117	917	200	50.299
Septembre .	1.082	899	183	50.482
Octobre ...	1.131	941	190	50.672
Novembre .	1.040	809	231	50.903
Décembre .	1.301	1.296	5	52.354 [2]
1956 Janvier ...	1.641	839	802	53.156
Février ...	1.033	724	309	53.465
Mars ... *p*	1.118	1.032	86	53.551
Avril ... *p*	1.169	1.009	160	53.711
Mai ..... *p*	1.178	1.072	106	53.817
Juin ... *p*	1.269	1.192	77	53.894
Juillet ... *p*	1.442	1.040	402	54.296
Août ... *p*	1.208	971	237	54.533
Sept. ... *p*	1.102	985	117	54.650

b) Versements inscrits aux comptes des affiliés à la Caisse de Retraite *

(millions de francs)

Périodes	Loi de 1865	Lois coordonnées de 1946		Employés (Lois des 10-3-1925 et 18-6-1930)	Totaux
		Versemts obligat. (travailleurs manuels)	Versemts facultatifs		
1954 Moy. mens.	4,7		12,3	26,3	
1955 Moy. mens.	4,9	1,5	11,0	26,2	43,6
1954 Octobre ...	4,8	1,7	11,1	27,1	44,7
Novembre .	4,6	1,7	11,0	25,1	42,4
Décembre .	6,6	1,9	12,0	27,7	48,2
1955 Janvier ...	5,3	1,9	12,7	25,6	45,5
Février ...	4,9	1,6	10,8	25,3	42,6
Mars	6,5	1,6	11,9	26,4	46,4
Avril	5,0	1,7	11,0	26,8	44,5
Mai	5,6	1,6	11,4	25,1	43,7
Juin	6,0	1,3	10,6	26,0	43,9
Juillet ...	5,2	1,4	10,4	26,0	43,0
Août	3,6	1,6	10,4	25,8	41,4
Septembre .	3,0	1,7	11,2	26,3	42,2
Octobre ...	4,6	1,3	10,2	27,3	43,4
Novembre .	4,5	1,0	9,9	25,9	41,3
Décembre .	4,8	0,9	11,1	28,5	45,3

* Les versements inscrits aux comptes des affiliés « Ouvriers mineurs » (lois coordonnées par arrêté royal du 25 août 1937 et arrêté du 25 février 1947) au Fonds National de Retraite des Ouvriers Mineurs ont été respectivement de 219,3 millions de francs en 1954 et 221,3 millions de francs en 1955. (Source : *Fonds National de Retraite des Ouvriers Mineurs.)*

Le montant des versements effectués auprès des organismes d'assurance agréés pour l'exécution de la loi du 18 juin 1930 relative à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré des employés, à l'exclusion des versements effectués à la Caisse Générale d'Epargne et de Retraite, s'élève pour les années 1952, 1953 et 1954 respectivement à 1.225 millions, 1.236 millions et 1.239 millions de francs.

[1] Y compris les livrets des prisonniers de guerre. Nombre de livrets au 31 décembre 1954 : 6.541.547 et au 31 décembre 1955 : 6.557.757.
[2] Y compris les intérêts capitalisés de l'exercice.

III. — INDICE TRIMESTRIEL DES SALAIRES (Période 1936 à 1938 = 100)

Conditions d'utilisation et méthode d'établissement : voir notre Bulletin de mai 1949, p. 233

Périodes	Indice général *	Indices par industries																							
		Cokeries	Carrières, cimenteries, marbreries	Métallurgie				Industries céramiques briqueteries	Industries verrières	Industries alimentaires	Industries textiles			Construction et travaux publics	Bois et ameublement	Peaux et cuirs	Tabacs	Papier		Art et précision	Transports			Gaz et électricité
				Sidérurgie	Métaux non ferreux	Fonderies, constructions mécaniques et métalliques	Ensemble				Lin, coton chanvre et jute	Laine, tapis, bonneterie	Ensemble					Fabriques	Imprimerie et transformation		Travail des ports, camionneurs	Chemins de fer [1]	Ensemble [1]	
a) Indice des salaires horaires moyens																									
1940 Mars	**113**	117	110	123	115	114	118	107	114	110	112	113	112	113	109	118	110	119	106	106	112	104	106	114
1953 Juin	**487**	505	475	493	491	497	495	440	459	467	513	493	503	459	488	458	414	464	463	496	445	453	452	528
Septembre	**487**	499	480	485	497	497	492	444	464	469	512	489	501	458	488	457	414	481	461	491	449	455	454	530
Décembre	**493**	507	491	493	522	496	498	447	469	478	525	501	513	459	487	458	413	494	463	484	455	459	458	538
1954 Mars	**494**	501	485	494	513	498	498	445	478	479	524	506	515	462	485	466	428	511	495	479	450	458	457	533
Juin	**503**	523	495	509	533	499	507	468	486	486	530	513	521	480	494	472	440	514	497	496	459	460	460	556
Septembre	**502**	516	505	499	519	507	507	465	477	480	531	508	519	496	487	473	429	516	499	493	461	461	461	554
Décembre	**507**	531	507	509	529	510	512	468	497	489	536	516	526	499	485	475	428	516	503	493	472	463	465	558
1955 Mars	**508**	518	496	510	522	512	512	468	491	491	532	513	523	504	486	468	432	535	508	487	467	465	465	556
Juin	**514**	528	494	518	535	520	521	471	495	499	541	519	530	511	491	469	431	535	505	494	498	461	468	566
Septembre [2]	**513**																							
Décembre	**522**																							
b) Indice des salaires des ouvriers qualifiés ou spécialisés																									
1940 Mars	**115**	113	112	126	117	114	119	107	111	110	112	111	111	114	109	120	112	118	107	126	113	—	—	115
1953 Juin	**470**	448	448	445	471	472	462	413	449	449	496	499	498	458	446	466	419	472	493	470	410	—	—	529
Septembre	**470**	445	448	440	478	472	461	411	457	453	490	506	498	458	442	459	419	472	491	458	410	—	—	531
Décembre	**475**	446	454	447	483	472	464	406	458	458	511	518	515	458	446	461	419	489	493	462	410	—	—	531
1954 Mars	**478**	458	454	452	481	474	466	408	468	463	507	524	515	462	440	465	431	499	516	459	410	—	—	539
Juin	**483**	465	457	462	485	477	472	428	469	467	512	523	518	476	448	472	431	502	520	468	410	—	—	553
Septembre	**484**	465	464	455	483	484	473	428	469	467	513	520	516	493	447	473	432	503	510	452	410	—	—	555
Décembre	**488**	467	463	464	492	488	479	426	469	474	516	530	523	493	438	472	431	503	519	465	410	—	—	555
1955 Mars	**490**	469	464	464	488	488	479	423	469	474	509	546	528	497	441	467	431	527	528	448	410	—	—	560
Juin	**496**	470	465	468	489	492	483	424	474	482	516	557	537	505	442	465	432	527	522	458	431	—	—	562
Septembre [2]	**496**																							
Décembre	**504**																							
c) Indice des salaires des ouvriers non qualifiés ni spécialisés																									
1940 Mars	**113**	112	112	125	117	109	116	106	113	111	112	112	112	113	106	116	113	118	106	119	108	—	—	116
1953 Juin	**470**	451	464	465	507	473	474	475	427	432	486	501	494	456	488	423	431	430	444	501	457	—	—	485
Septembre	**469**	448	464	457	505	477	473	475	432	435	483	498	490	456	481	418	431	430	443	499	457	—	—	486
Décembre	**475**	449	476	466	514	476	477	475	432	442	495	516	506	456	486	424	431	452	444	495	457	—	—	486
1954 Mars	**475**	452	473	470	515	479	480	475	444	446	493	513	503	456	485	429	442	462	467	487	457	—	—	495
Juin	**479**	457	473	477	524	481	485	495	444	448	492	514	503	475	471	433	442	465	476	495	457	—	—	510
Septembre	**483**	457	479	476	512	494	490	495	444	449	491	514	503	496	477	435	442	466	480	509	457	—	—	510
Décembre	**489**	460	481	483	523	496	495	500	466	449	515	527	521	497	482	433	442	466	505	520	457	—	—	511
1955 Mars	**493**	462	484	483	518	498	495	500	469	452	521	527	524	501	483	436	442	472	508	511	457	—	—	505
Juin	**497**	462	487	483	516	501	496	500	471	459	518	540	529	507	478	435	441	472	504	517	479	—	—	505
Septembre [2]	**498**																							
Décembre	**507**																							

* L'indice général comprend les salaires dans les charbonnages et les industries chimiques.

1 Nous ne possédons pas d'éléments pour le calcul des indices des ouvriers qualifiés et non qualifiés des chemins de fer. Seul le salaire moyen nous est connu.

2 Etant donné que l'Institut National de Statistique élabore un indice des salaires pour certains secteurs, la présente publication est dorénavant limitée à la communication des indices généraux.

MOUVEMENT DES AFFAIRES

I. — ACTIVITE DES CHAMBRES DE COMPENSATION 35

Mouvement du débit

Périodes	Nombre de chambres à fin de période	Bruxelles										Province		Bruxelles et province	
		Call money [1]		Titres effets publics et coupons		Virem. chèques prom., quitt., etc.		Opérations sur l'étranger		Totaux					
		milliers de pièces	milliards de francs	milliers de pièces	milliards de francs	milliers de pièces	milliards de francs	milliers de pièces	milliards de francs	milliers de pièces	milliards de francs	milliers de pièces	milliards de francs	milliers de pièces	milliards de francs
1954 Moyenne	38	2,4	138,1	1,6	8,5	169,8	79,8	2,6	3,3	176,5	229,7	199,6	55,2	376,1	285,0
1955 Moyenne	38	2,4	133,2	1,5	7,6	182,9	83,9	2,9	3,9	189,7	228,6	210,2	56,0	399,9	284,5
1955 Juillet	38	2,5	134,5	2,0	7,7	175,0	90,3	2,9	4,2	182,3	236,7	195,4	56,2	377,8	292,9
Août	38	2,5	141,2	1,4	4,5	183,1	82,7	2,9	3,7	189,9	232,2	210,4	56,9	400,3	289,1
Septembre	38	2,3	128,5	1,3	4,8	178,3	78,8	3,1	4,2	185,1	216,3	209,1	56,8	394,2	273,0
Octobre	38	2,3	144,3	1,5	9,3	190,9	85,0	3,2	4,1	198,0	242,7	217,7	58,9	415,7	301,6
Novembre	38	2,1	121,2	1,2	6,7	179,8	84,8	2,8	3,6	186,0	216,4	208,4	53,9	394,3	270,2
Décembre	38	2,4	146,3	1,7	7,9	206,6	96,5	3,1	4,2	213,8	254,9	234,9	65,5	448,7	320,5
1956 Janvier	38	2,3	142,3	1,7	4,7	197,9	93,2	3,0	4,4	204,8	254,7	215,5	62,3	420,3	317,0
Février	38	2,3	114,6	1,3	5,7	184,1	80,7	2,9	3,7	190,6	204,7	204,3	54,4	395,0	259,0
Mars	38	2,3	130,2	1,5	8,6	190,8	84,5	3,3	4,5	197,9	227,8	211,8	60,9	409,7	288,7
Avril	38	2,3	112,2	1,5	8,7	209,5	92,7	3,0	4,9	216,3	218,5	225,6	62,1	441,9	280,6
Mai	38	2,1	116,1	1,6	6,2	208,0	88,9	2,9	4,6	214,6	215,8	220,4	64,6	435,0	280,3
Juin	38	2,3	117,7	1,9	11,5	221,0	101,4	3,4	6,3	228,6	236,9	227,5	60,1	456,1	297.0
Juillet	38	2,2	115,5	2,0	9,2	211,2	103,4	3,1	6,9	218,5	235,0	219,2	57,7	437,8	292,7
Août	38	2,3	112,0	1,6	8,1	200,1	93,7	3,1	5,2	207,1	219,0	215,4	60,3	422,4	279,3
Septembre	38	2,4	119,8	1,5	9,1	190,6	90,4	3,7	9,0	198,2	228,3	207,0	58,0	405,2	286,3

[1] Y compris les remboursements des capitaux prêtés la veille en *call money*.

II. — MOUVEMENT DES CHEQUES POSTAUX 36

(milliards de francs)

Périodes	Milliers de comptes à fin de période	Avoir global *	Avoirs des particuliers *	Crédit		Débit		Mouvement général	Opérations sans emploi de numéraire %	Vitesse de circulation [2]
		(moyenne journalière)		Versements	Virements	Chèques et divers	Virements			
1954 Moyenne ...	678 [1]	27,8	20,6	29,7	74,1	29,5	74,1	207,4	91	3,86
1955 Moyenne ...	703 [1]	28,3	20,8	30,5	76,2	30,3	76,2	213,3	91	3,84
1955 Juillet	684	30,1	21,0	34,2	84,0	35,8	84,0	238,1	91	4,13
Août	685	28,0	20,5	30,0	74,8	30,7	74,8	210,4	91	3,78
Septembre ...	684	27,5	20,4	29,2	72,5	27,9	72,5	202,2	91	3,64
Octobre	690	27,9	21,0	30,5	77,8	31,4	77,8	217,4	91	3,90
Novembre ...	696	27,5	21,0	30,2	76,8	30,4	76,8	214,2	92	4,21
Décembre ...	703	28,0	21,2	34,6	82,6	29,5	82,6	229,4	92	3,84
1956 Janvier	711	32,0	22,1	34,5	90,9	38,2	90,9	254,5	92	4,00
Février	717	28,9	21,8	29,5	75,7	30,0	75,7	210,8	92	3,78
Mars	718	28,5	21,7	31,9	79,3	30,7	79,3	221,2	91	3,69
Avril	720	29,5	22,6	31,3	77,8	31,9	77,8	218,8	91	4,00
Mai	723	30,2	22,7	31,1	77,3	30,3	77,3	215,9	92	3,83
Juin	725	30,7	22,9	33,4	83,2	32,0	83,2	231,8	91	3,73
Juillet	727	32,8	23,1	36,8	89,9	38,2	89,9	254,9	91	4,02
Août	730	29,6	22,4	32,5	80,6	33,2	80,6	226,9	91	3,81
Septembre ...	734	28,8	21,8	30,0	76,2	29,4	76,2	211,8	92	3,77

[1] Au 31 décembre.

[2] Rapport par mois-type de 25 jours, du mouvement du débit à l'avoir journalier moyen.

* Ces avoirs comprennent : les avoirs libres et les titres de l'Emprunt d'Assainissement monétaire remis en représentation des avoirs définitivement bloqués.

PRIX

a) INDICES DES PRIX DE GROS EN BELGIQUE 45[1]

Base : période 1936 à 1938 = 100

Source : *Ministère des Affaires économiques — Service de l'Index.*

Périodes	Indice général	Produits agricoles du règne animal	Produits agricoles du règne végétal	Matières grasses	Produits minéraux						Produits chimiques			Peaux et cuirs
					Indice général du groupe	Charbon	Sous-produits du charbon	Produits pétroliers	Minerais et métaux bruts	Produits des carrières	Indice général du groupe	Produits chimiques	Engrais chimiques	
Nombre de produits ...	135	13	14	2	19	*4*	*4*	*3*	*5*	*3*	11	*8*	*3*	*5*
1954 Moyenne	**410**	384	458	334	422	*550*	*433*	*278*	*410*	*450*	304	*317*	*271*	341
1955 Moyenne	**419**	378	429	343	433	*551*	*453*	*283*	*432*	*446*	317	*337*	*270*	324
1955 Juin	**419**	366	450	348	432	*551*	*456*	*279*	*434*	*446*	315	*339*	*257*	324
Juillet	**418**	366	429	349	432	*551*	*456*	*279*	*432*	*447*	316	*339*	*260*	321
Août	**419**	388	417	339	433	*551*	*458*	*285*	*430*	*447*	316	*340*	*260*	321
Septembre	**420**	390	423	344	432	*552*	*458*	*285*	*427*	*447*	317	*340*	*261*	321
Octobre	**420**	392	434	345	433	*552*	*458*	*285*	*428*	*448*	319	*340*	*269*	320
Novembre	**420**	382	429	349	434	*552*	*459*	*285*	*434*	*447*	320	*340*	*270*	328
Décembre	**423**	374	440	364	439	*552*	*459*	*285*	*452*	*447*	321	*342*	*271*	330
1956 Janvier	**426**	379	442	374	445	*552*	*459*	*295*	*464*	*448*	321	*342*	*272*	328
Février	**430**	402	446	386	447	*552*	*459*	*299*	*470*	*448*	324	*343*	*278*	329
Mars	**429**	386	449	392	446	*552*	*467*	*294*	*465*	*448*	324	*343*	*278*	331
Avril	**429**	388	454	401	443	*552*	*467*	*288*	*459*	*448*	323	*342*	*275*	332
Mai	**427**	380	452	403	447	*556*	*485*	*288*	*454*	*450*	322	*340*	*277*	327
Juin	**426**	378	447	384	448	*556*	*485*	*288*	*455*	*455*	318	*340*	*265*	323
Juillet	**426**	400	423	381	450	*556*	*485*	*292*	*461*	*457*	316	*340*	*259*	322
Août	**427**	403	424	371	451	*556*	*485*	*288*	*466*	*457*	316	*340*	*259*	323

a) INDICES DES PRIX DE GROS EN BELGIQUE (suite) 45[1]

Base : période 1936 à 1938 = 100

Source : *Ministère des Affaires économiques — Service de l'index.*

Périodes	Caoutchouc	Bois	Papiers et cartons	Produits textiles					Matériaux de construction	Métaux et produits métalliques			
				Indice général du groupe	Laine	Lin	Coton	Jute	Fibres artificielles		Indice général du groupe	Sidérurgie	Fabr. métalliques	Non ferreux
Nombre de produits ...	1	6	4	21	*5*	*5*	*6*	*2*	*3*	13	26	*9*	*13*	*4*
1954 Moyenne	233	629	465	379	*436*	*325*	*483*	*347*	*252*	464	427	*471*	*392*	*450*
1955 Moyenne	386	677	489	375	*405*	*317*	*485*	*421*	*244*	471	460	*524*	*408*	*505*
1955 Juin	380	682	486	378	*416*	*314*	*487*	*432*	*242*	470	456	*517*	*409*	*491*
Juillet	450	682	487	380	*410*	*331*	*489*	*405*	*244*	470	459	*521*	*410*	*502*
Août	469	680	487	373	*402*	*320*	*486*	*395*	*242*	470	464	*528*	*411*	*514*
Septembre	489	678	488	368	*391*	*315*	*484*	*378*	*243*	473	467	*530*	*411*	*530*
Octobre	421	669	497	363	*385*	*313*	*479*	*361*	*242*	473	467	*530*	*415*	*521*
Novembre	430	668	500	362	*384*	*310*	*472*	*381*	*240*	473	472	*536*	*417*	*533*
Décembre	433	668	500	359	*390*	*299*	*472*	*384*	*236*	473	481	*551*	*417*	*563*
1956 Janvier	380	668	508	363	*393*	*302*	*482*	*387*	*236*	476	484	*560*	*419*	*556*
Février	341	669	509	368	*394*	*302*	*483*	*428*	*239*	477	486	*561*	*419*	*567*
Mars	323	679	507	366	*391*	*304*	*476*	*430*	*236*	477	487	*561*	*422*	*561*
Avril	309	685	507	366	*392*	*304*	*476*	*426*	*236*	478	487	*562*	*426*	*550*
Mai	273	678	496	365	*401*	*301*	*468*	*423*	*235*	478	486	*564*	*427*	*527*
Juin	300	678	496	366	*419*	*303*	*452*	*423*	*235*	478	484	*563*	*428*	*516*
Juillet	323	678	496	364	*422*	*294*	*457*	*414*	*236*	478	484	*564*	*427*	*513*
Août	333	678	496	364	*422*	*298*	*443*	*437*	*236*	478	489	*564*	*433*	*525*

b) INDICES DES PRIX DE GROS EN BELGIQUE ET A L'ETRANGER 45[2]

Base : moyenne 1953 = 100

Périodes	Belgique (Ministère des Affaires économiques)	Etats-Unis (Department of Labor. Bureau Labor Statistics)	France (Statistique générale de la France)	Pays-Bas (Central Bureau voor de Statistiek)	Royaume-Uni (Board of Trade) Matières de base [1]	Royaume-Uni (Board of Trade) Produits manufacturés [2]	Suède (Administration du Commerce)	Suisse (Office fédéral de l'industrie, des Arts et Métiers et du Travail)	Allemagne occidentale (Statistisches Bundesamt)
1954 Moyenne .	99	100	98	101	98	100	100	101	100
1955 Moyenne .	101	101	98	102	105	104	104	101	103
1955 Juin	101	100	96	102	103	103	103	101	102
Juillet	101	100	97	102	106	104	105	101	103
Août	101	105	98	102	107	104	104	101	103
Septembre .	101	101	99	102	107	105	105	101	103
Octobre ...	101	101	99	102	105	105	105	101	104
Novembre .	101	101	99	102	105	105	107	101	105
Décembre .	102	101	100	102	107	106	107	101	105
1956 Janvier ...	103	102	100	103	106	106	108	101	104
Février ...	104	102	103	104	106	107	109	102	106
Mars	103	102	101	104	107	108	109	102	106
Avril	103	103	102	106	106	*p*108	110	102	106
Mai	103	104	103	104	107	*p*108	109	104	106
Juin	103	104	102	104	106	*p*108		104	*p*106
Juillet	103	104	*p*101	103	106	*p*108		103	*p*105
Août	103		*p*103		*p*107	*p*109		104	

1 Matières de base (à l'exclusion de combustibles) utilisées dans les industries manufacturières non alimentaires.
2 Tous produits manufacturés autres que combustibles, produits alimentaires et tabac.

c) INDICES DES PRIX DE DETAIL EN BELGIQUE 46

Base : moyenne 1953 = 100

Source : *Ministère des Aff. économ. (Service de l'Index).*

Périodes	Indice général	Produits alimentaires	Produits non alimentaires	Services
Nombre de prod.	65	35	25	5
1954 Moyenne .	**100,3**	102,7	99,2	100,0
1955 Moyenne .	**100,8**	101,6	99,2	101,0
1955 Juillet	**100,9**	101,6	99,4	101,0
Août	**101,4**	102,3	99,6	101,1
Septembre .	**101,8**	102,8	99,9	101,2
Octobre ...	**101,8**	102,8	99,8	101,3
Novembre .	**102,1**	103,0	99,9	102,6
Décembre .	**102,2**	103,1	100,0	102,7
1956 Janvier ...	**102,2**	103,0	100,1	103,0
Février ...	**102,4**	103,2	100,3	103,2
Mars	**102,9**	104,0	100,5	103,4
Avril	**102,9**	103,6	100,8	103,8
Mai	**103,3**	104,0	101,1	104,3
Juin	**103,58**	104,2	101,5	104,6
Juillet	**103,72**	103,9	101,9	105,9
Août	**103,84**	104,0	102,0	106,6
Septembre .	**104,13**	104,4	102,2	107,1

PRODUCTION

I. — COMBUSTIBLES ET PRODUITS METALLURGIQUES 55[1]

Source : *Ministère des Affaires économiques (Direction générale des Mines).*

Périodes	Mines de houille — Nombre moyen d'ouvriers présents (*milliers*) du fond	fond. et surf.	Production par bassin (*milliers de tonnes*) Mons	Centre	Charleroi	Liège	Campine	Total	Nombre moyen de jours d'extraction	Stock à fin de période (*milliers de tonnes*)
1936-1938 Moyenne	87	125	408	353	640	451	541	2.425 [1]	24,0	1.502
1954 Moyenne	91	126	356	300	596	414	771	2.437	24,0	2.815
1955 Moyenne	87	120	344	306	602	401	845	2.498	24,6	371
1955 Juillet	81	113	247	210	449	298	672	1.876	19,9	1.031
Août	85	117	354	308	598	372	837	2.469	25,4	860
Septembre	86	119	360	325	626	417	861	2.590	25,7	721
Octobre	89	121	373	346	649	426	897	2.691	25,8	593
Novembre	93	126	351	321	625	410	857	2.564	23,8	497
Décembre	94	127	383	351	703	435	914	2.786	25,5	371
1956 Janvier	95	127	358	320	632	418	880	2.608	23,9	281
Février	92	123	319	282	554	372	863	2.390	23,0	449
Mars	94	126	383	351	668	450	998	2.850	26,1	377
Avril	92	125	344	324	620	391	864	2.543	23,1	316
Mai	91	124	345	329	636	403	872	2.585	23,7	301
Juin	90	123	380	310	594	404	901	2.589	23,7	275
Juillet	84	116	252	224	452	286	828	2.042	20,1	240
Août ..... *p*	80	112	265	249	507	313	837	2.171		229
Septembre ..... *p*			305	275	520	340	778	2.218		221

1 Y compris 32.000 tonnes provenant du bassin de Namur. Les charbonnages de ce bassin ont été répartis en 1942 entre les bassins de Liège et de Charleroi.

Sources : *Ministère des Affaires économiques (Direction générale des Mines et Institut National de Statistique) — Ministère des Finances (Accises).*

Périodes	Cokes		Agglomérés		Pétroles bruts	Hauts fourneaux en activité (à la fin de la période)	Production métallurgique *(milliers de tonnes)*		
	Production *(milliers de tonnes)*	Nombre moyen d'ouvriers	Production *(milliers de tonnes)*	Nombre moyen d'ouvriers	mise en œuvre *(milliers de kilolitres)*		Fonte	Acier brut	Acier et fer finis
1936-1938 Moyenne	435	3.831	142	855	—	37	261	253	202
1954 Moyenne	512	4.592	115	560	365	47	385	413	302
1955 Moyenne	550	4.328	129	571	453	50	449	492	366
1955 Juin	540	4.334	109	519	446	51	440	497	368
Juillet	556	4.347	80	542	480	51	434	455	287
Août	570	4.336	116	538	520	50	440	481	359
Septembre	541	4.364	135	574	533	51	460	512	395
Octobre	457	4.110	152	590	473	48	441	501	393
Novembre	562	4.383	150	608	498	51	459	500	371
Décembre	600	4.409	166	579	487	51	490	542	416
1956 Janvier	600	4.444	156	609	536	51	489	542	416
Février	561	4.451	119	600	502	51	442	493	379
Mars	609	4.528	164	592	547	51	498	560	429
Avril	590	4.542	155	604	594	51	474	524	390
Mai	608	4.628	157	595	622	50	476	519	380
Juin	594	4.642	155	580	593	*p* 51	493	561	422
Juillet	605	4.667	120	584	552		*p* 451	*p* 463	*p* 320
Août	*p* 620		*p* 142		562			*p* 533	

II. — PRODUITS TEXTILES 56¹

Source : *Institut National de Statistique.*

Périodes	Production de fils *(tonnes)*							Production de rayonne *(tonnes)*	Production de tissus écrus tombés de métiers (pour compte propre, services publics et ordres à façon) *(tonnes)*				
	Fil de lin	Fil de jute	Fil de chanvre	Fil de coton		Fil de laine			Lin	Jute 1	Coton	Laine 2	Rayonne
				fin	cardé	peignée	cardée						
1954 Moyenne .	729	6.062	181	7.662	565	1.831	1.371	2.597	629	3.284	6.425	2.091	604
1955 Moyenne .	731	6.337	193	7.378	511	1.996	1.474	2.655	592	3.513	6.176	2.371	586
1955 Mai	709	6.324	174	6.552	455	1.683	*r* 1.421	2.817	534	3.128	5.605	2.273	491
Juin	694	6.927	197	7.876	480	2.003	*r* 1.578	2.645	615	3.881	6.319	2.469	617
Juillet	514	5.179	192	4.077	341	1.078	*r* 1.147	1.988	482	3.187	4.798	1.891	402
Août	555	5.847	205	6.896	423	2.155	1.418	2.723	423	3.192	5.396	2.217	520
Septembre .	676	6.762	159	8.602	512	2.216	1.561	2.653	504	3.889	6.370	2.555	631
Octobre ...	788	6.855	181	7.444	571	2.304	1.657	2.721	600	3.570	6.695	2.619	659
Novembre .	733	6.681	155	7.334	534	2.382	1.566	2.738	645	3.882	6.557	2.561	659
Décembre .	757	7.435	182	8.668	610	2.456	1.632	2.782	679	4.021	6.953	2.563	722
1956 Janvier ...	844	7.002	220	7.702	566	2.246	1.521	2.753	618	3.496	6.570	2.530	662
Février ...	721	6.884	205	7.478	483	2.253	1.449	2.617	609	3.316	6.036	2.468	615
Mars	784	8.091	193	8.630	467	2.265	1.653	2.896	656	3.301	6.890	2.654	762
Avril	742	6.506	200	7.023	450	2.056	1.421	2.708	582	3.150	5.997	2.441	670
Mai	648	6.093	158	7.476	472	2.130	1.517	2.807	548	3.349	5.985	2.454	615
Juin	787	6.102	227	7.632	485	2.184	1.683	2.645	602	3.386	6.496	2.749	693
Juillet	585	4.837	121	4.480	363	1.659	1.257		492	2.634	5.259	2.420	528

1 Y compris les tapis en jute.
2 Y compris couvertures et tapis en laine.
r Chiffres rectifiés.

III. — PRODUITS DIVERS

Source : *Institut National de Statistique et Administration des Douanes et Accises.*

Périodes	Ciment	Chaux	Calcaires	Ammoniaque de synthèse et dérivés		Engrais composés	Papier		Briques		Sucres				Brasseries [4]	Distilleries	Allumettes	Pêche Vente de poisson [5]	
				Azote primaire	Azote dans les engrais finis		Papier	Cartons	Briques ordinaires	Briques de parement	Production sucres bruts	Production sucres raffinés	Stocks (sucres bruts et raf.) [3]	Déclarations en consomm.				Quantités	Valeurs
	(milliers de tonnes)								(millions de pièces)		(milliers de tonnes)					(milliers d'hectolitres)	(millions de tiges)	(milliers de tonnes)	(millions de francs)
1936-1938 Moy .	250 [1]	117 [2]	154 [2]				15,5 [1]				17,5	17,2	159	20,7	16,4	35,0	4.421	2,3	7,2
1954 Moyenne .	365	130	146	18,6	17,2	10,8	21,6	3,8	174	12,5	26,6	14,5	254	20,8	12,6	19,7	4.757	3,4	34,0
1955 Moyenne .	391	151	148	17,4	16,3	10,9	22,8	4,0	190	12,7	30,2	15,2	267	21,3	13,2	21,5	4.473	3,8	35,9
1955 Juin	477	161	136	18,4	17,3	3,4	23,7	4,4	257	14,7	—	12,4	106	23,4	15,1	24,1	5.057	3,4	34,6
Juillet ...	457	137	156	19,3	18,1	3,0	18,7	2,9	248	13,7	—	13,4	80	24,1	15,5	18,4	3.709	3,0	28,1
Août	449	149	203	19,6	18,3	7,6	20,8	3,7	245	14,5	—	12,7	46	23,7	14,6	14,7	3.575	3,7	30,2
Septembre .	493	163	185	16,6	15,4	13,1	23,9	4,3	257	14,6	0,2	13,2	18	21,9	14,2	28,1	3.525	3,6	32,4
Octobre ...	466	153	190	—	—	7,9	23,9	4,2	244	15,6	123,9	24,1	106	20,4	11,9	20,1	4.927	3,7	40,0
Novembre .	403	150	126	17,0	15,8	17,5	21,9	4,1	204	12,6	181,1	28,4	234	24,6	12,2	20,8	4.750	3,8	38,0
Décembre .	373	163	125	20,9	19,3	22,1	24,8	4,4	170	11,3	50,0	14,8	267	22,7	13,2	31,4	5.071	2,9	36,2
1956 Janvier ...	283	149	97	20,8	19,8	19,5	24,8	4,2	128	10,6	—	12,4	243	18,7	10,9	15,6	5.142	3,3	40,0
Février ...	92	143	50	17,2	17,0	7,6	25,8	4,1	88	9,1	2,7	13,2	225	17,1	9,3	18,7	4.726	4,5	34,9
Mars	322	158	141	21,0	20,4	21,8	26,2	4,8	105	10,3	1,0	16,2	200	21,5	14,2	34,4	5.460	5,2	45,9
Avril	427	149	160	20,4	19,8	18,6	21,3	4,3	142	10,9	2,7	13,2	174	17,0	14,3	13,1	4.932	4,0	36,3
Mai	442	152	203	20 8	20,0	12,4	22,8	4,0	218	12,1	1,8	12,7	151	20,2	15,0	14,7	4.944	3,7	36,6
Juin	480	162	203	19,7	19,1	4,5	24,6	4,8	217	8,0	0,1	11,2	120	22,1	15,7	29,4	4.977	2,7	32,2
Juillet	486	*p*135	*p*229	19,9	19,1	2,2	19,2	2,9	*p*215	*p* 8,0	—	12,0	90	23,2	13,9	23,5	4.127	3,3	30,4
Août	*p*479			19,9	18,3	9,7	*p*21,7	*p*3,9			—	13,2	57	23,8	14,6	13,2	4.343		

1 Moyenne 1938.

2 Moyenne 1937-1938-1939.

3 Fin de période.

4 Quantités de matières premières déclarées (substances farineuses et substances sucrées). Y compris le Grand-Duché de Luxembourg.

5 Vente aux minques d'Ostende, Nieuport, Zeebrugge et Blankenberghe; en 1936-1937-1938 : vente à la minque d'Ostende uniquement. Non compris les harengs, esprots et crevettes.

IV. — ENERGIE ELECTRIQUE *

(millions de kWh)

Source : *Ministère des Affaires économiques — Direction Energie Electrique.*

Périodes	Production [1]				Importations	Exportations	Total énergie absorbée par les réseaux
	Centrales des producteurs-distributeurs		Centrales des auto-producteurs industriels 2	Total pour la Belgique			
	Régies communales (1)	Sociétés privées (2)	(3)	(4) = (1) + (2) + (3)	(5)	(6)	(7) = (4) + (5) — (6)
1936-1938 Moyenne	20,4	190	228	438	5,5	2,2	441
1954 Moyenne	35,0	442	404	881	16,6	16,3	881
1955 Moyenne	33,1	464	436	933	21,7	10,7	944
1955 Mai	30,6	415	426	871	27,5	2,3	896
Juin	30,8	423	421	875	30,9	1,8	904
Juillet	20,9	391	386	798	22,0	10,0	810
Août	28,3	450	420	899	22,7	13,0	908
Septembre	29,8	476	425	931	18,1	6,0	943
Octobre	29,7	480	453	962	12,3	26,6	948
Novembre	29,9	513	471	1.014	12,6	25,8	1.001
Décembre	39,5	559	494	1.093	17,0	24,9	1.085
1956 Janvier	45,5	537	458	1.041	24,4	20,6	1.044
Février	40,9	521	442	1.003	20,7	22,8	1.001
Mars	38,8	529	474	1.041	20,5	33,4	1.028
Avril	33,3	489	435	957	20,0	28,2	949
Mai	29,6	467	425	922	29,3	9,8	941
Juin	33,2	462	417	912	41,4	5,2	948
Juillet	23,0	423	387	833	32,5	6,1	859

* Nombre de centrales en activité au début de l'année 1954 et 1955 : 213.

1 Production nette des centrales d'une puissance installée totale de plus de 100 kW.

2 Jusqu'en décembre 1955 : production brute.

V. — GAZ
(Production, Importation et Exportation) [1]

(millions de mètres cubes)

Source : *Ministère des Affaires économiques (Administration de l'Industrie).*

	Production					Importations	Exportations	Solde importation exportation	Total de gaz disponible en Belgique
	des usines à gaz	des cokeries: total	des cokeries: dont production destinée aux fournitures industrielles directes	des charbonnages	total				
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (1) + (2) + (4)	(6)	(7)	(8) = (6) — (7)	(9) = (5) + (8)
1954 Moyenne	1,10	152,45	83,74	8,94	162	0,07	3,62	—3,55	159
1955 Moyenne	0,62	158,71	91,74	12,77	172	0,31	3,94	—3,63	168
1955 Mai	0,88	159,01	92,58	11,71	171	0,23	4,45	—4,22	167
Juin	0,90	156,69	92,56	12,25	170	0,33	4,10	—3,77	166
Juillet	0,55	150,63	88,39	9,73	161	0,19	3,99	—3,80	157
Août	0,43	158,15	95,36	10,48	169	0,43	2,51	—2,08	167
Septembre	0,40	155,69	90,85	12,60	169	0,38	4,31	—3,93	165
Octobre	0,36	125,83	65,74	17,64	144	0,75	4,15	—3,40	141
Novembre	0,32	158,41	93,17	15,49	174	0,41	4,62	—4,21	170
Décembre	0,26	172,86	101,88	16,43	190	0,43	5,19	—4,76	185
1956 Janvier	0,27	178,09	103,73	18,28	197	0,44	5,70	—5,26	191
Février	1,37	176,70	92,01	19,65	198	0,62	6,53	—5.91	192
Mars	0,29	177,32	101,52	16,69	194	0,41	6,47	—6,06	188
Avril	0,27	165,79	97,96	16,69	183	0,39	5,70	—5,31	177
Mai	0,31	169,66	99,78	14,38	184	0,41	5,85	—5,44	179
Juin	0,30	168,10	99,45	13,16	182	0,39	5,79	—5,40	176
Juillet	0,32	157,11	92,09	13,25	171	0,19	5,59	—5,40	165

[1] La présente statistique se rapporte à la production de gaz par distillation pyrogénée de la houille dans les usines à gaz et dans les cokeries, gaz auquel sont éventuellement ajoutés du gaz à l'eau, du gaz à l'air, du restgaz des synthèses chimiques, du gaz des hauts fourneaux et du méthane. Elle comprend également la production de méthane en provenance directe des charbonnages ainsi que le gaz de pétrole liquéfié transporté par canalisation, tous ces gaz étant destinés à la distribution publique.

La présente statistique ne comprend pas les volumes de gaz à l'eau, gaz à l'air, restgaz, gaz des hauts fourneaux, gaz méthane ou gaz liquéfié qui sont mélangés en dehors de l'usine de production au gaz provenant de la distillation pyrogénée de la houille, à l'exception de ceux qui sont fournis directement à la distribution publique. Elle ne comprend pas le gaz produit ou reçu par les cokeries, gaz de houille ou autres et utilisés pour leurs besoins propres, chauffage des fours etc.

N. B. — *a)* La production de gaz indiquée dans les colonnes (1) (2) (3) (4) est destinée à la distribution publique.
b) La production de gaz indiquée à la colonne (3) est destinée aux fournitures directes faites par les cokeries aux autres divisions de la société auxquelles appartiennent les cokeries envisagées ou à d'autres sociétés industrielles juridiquement indépendantes.
c) La production de gaz renseignée à la colonne (4) comprend le gaz de charbonnage livré tel quel et le gaz de charbonnage réformé auxquels sont mélangés éventuellement des gaz de pétrole liquéfiés, réformés ou non.
d) Les volumes de gaz produit par les cokeries et les charbonnages sont ramenés à 4.250 kcal, 0o C., 760 mm. Hg.
e) Le nombre total de cokeries (sociétés privées produisant du gaz en 1955 et 1956) s'élève à 18.

CONSOMMATION *

I. — INDICES DES VENTES A LA CONSOMMATION

A. — Indices des ventes mensuelles : base moyenne 1936 à 1938 = 100

Source : *Banque Nationale de Belgique.*

Mois	Grands magasins						Magasins à succursales		Coopératives et magasins patronaux					
	Vêtements [1]		Ameublement [1]		Art. de ménage et divers [1]		Alimentation		Boulangerie		Alimentation		Vêtements	
	1954	*1955*	*1954*	*1955*	*1954*	*1955*	*1954*	*1955*	*1954*	*1955*	*1954*	*1955*	*1954*	*1955*
Août	379	572	536	514	699	753	419	422	227	231	616	662	413	425
Septembre	499	491	620	667	695	771	408	446	235	235	637	672	541	591
Octobre	602	639	574	629	701	794	427	445	244	244	650	696	595	674
Novembre	572	566	544	583	995	1.124	433	429	226	224	638	670	515	564
Décembre	629	662	605	637	1.160	1.290	505	525	256	256	781	828	533	603
	1955	*1956*	*1955*	*1956*	*1955*	*1956*	*1955*	*1956*	*1955*	*1956*	*1955*	*1956*	*1955*	*1956*
Janvier	421	593	543	581	616	688	431	446	223	225	674	706	716	707
Février	366	377	550	520	604	609	423	456	220	235	647	744	527	589
Mars	460	601	626	700	661	837	446	488	247	258	698	755	574	686
Avril	565	528	636	643	742	765	445	425	241	230	664	665	582	567
Mai	518	608	624	668	718	835	424	465	234	233	659	703	521	587
Juin	551	583	575	689	716	882	430	464	241	248	658	720	475	529
Juillet	586	647	572	605	813	912	444	459	231		671		440	
Août	572		514	587	753	883	422	474	231		662		425	

* Pour la consommation de sucre, voir tableau no 562.
[1] Indices rectifiés.

B. — Indices des ventes mensuelles : base moyenne mensuelle 1953 = 100 65²

Source : *Institut National de Statistique.*

Mois	Grands magasins à rayons multiples																					
		Alimentation				Habillement					Ameublement			Ménage			Tabacs	Librairie-Papeterie			Parf.	
	Indice général	Périssable	Non périssable	Restaurant	Total	Aunages	Dessus hommes	Dessus femmes	Bonneterie, lingerie, chemiserie, chapell.	Total 1	Textiles	Meubles, lustrerie	Total	Articles de ménage	Appareils ménagers, électricité	Total	Articles pour fumeurs	Librairie	Papeterie	Total	Toilette	Jeux, jouets sports, voyage
1955 Août	97	99	96	113	99	65	75	78	98	85	89	104	96	112	112	112	107	89	158	148	113	71
Septembre .	111	119	107	114	114	98	106	100	105	103	116	139	127	112	155	119	105	93	178	166	107	48
Octobre ...	120	126	113	123	121	108	168	147	126	131	106	108	107	114	182	125	109	111	103	105	107	84
Novembre .	131	120	129	126	123	99	131	106	126	119	102	100	101	99	160	109	120	256	139	156	106	378
Décembre .	158	158	186	147	166	91	139	119	165	146	108	115	111	140	206	151	248	264	219	225	161	226
1956 Janvier ...	107	123	111	119	119	98	90	85	135	107	133	89	113	99	140	106	114	97	105	104	99	38
Février ...	96	138	127	97	130	79	61	55	89	77	87	93	90	91	136	99	100	90	85	85	89	31
Mars	132	158	157	136	155	139	148	131	131	128	132	126	129	127	144	130	126	122	108	110	123	66
Avril	110	124	114	128	121	114	136	107	108	108	113	110	112	112	143	117	101	95	97	97	107	60
Mai	119	119	116	118	118	119	158	134	139	129	111	130	120	117	161	125	105	86	92	91	113	84
Juin	120	128	118	123	124	101	145	105	145	120	114	125	119	122	163	129	126	97	89	90	120	95
Juillet	121	103	104	129	106	101	160	130	172	135	115	120	117	119	160	126	121	111	88	92	129	122
Août	111	115	118	125	117	73	102	88	109	95	106	110	108	124	149	128	121	106	180	169	121	77

1 Le total comprend, en outre, les rubriques : mercerie, rubans, patrons; chaussures, pantoufles; articles divers de parure.

65³

Mois	Grandes entreprises spécialisées dans l'habillement			Coopératives										Magasins à succursales		Grossistes
	Hommes	Dames	Sous-vêtements, accessoires, articles de parure	Indice général	Boulangerie	Alimentation sauf boulangerie	Habillement	Ameublement	Articles de ménage	Tabacs	Librairie papeterie	Parfumerie, articles de luxe	Restaurant, tea-room	Divers	Sous-vêtements et mercerie, articles de parure	Chaussures	Alimentation générale
1955 Août	69	52	44	109	102	114	80	113	97	101	180	102	112	128	90	70	119
Septembre	93	89	57	116	104	118	111	179	98	96	136	80	108	124	87	95	117
Octobre	140	144	87	121	108	122	131	139	106	100	126	77	109	119	102	100	108
Novembre	110	83	66	112	99	115	117	151	100	97	119	102	105	103	101	*p* 78	108
Décembre	114	86	110	133	115	143	127	103	112	132	133	156	123	114	126	*p*104	125
1956 Janvier	107	78	98	120	99	129	111	131	93	101	68	108	92	118	92	*p* 75	*p*106
Février	64	39	48	122	103	127	115	92	94	92	53	111	78	151	74	*p* 70	*p*117
Mars	164	122	107	126	114	131	136	146	122	106	78	141	105	102	109	*p* 85	*p*122
Avril	151	120	96	111	101	116	114	160	98	102	77	116	110	89	84	*p* 98	*p*110
Mai	144	116	100	117	102	122	119	123	109	90	89	138	117	108	110	*p*134	*p*128
Juin	124	88	103	125	109	126	103	108	105	99	123	116	107	191	104	*p* 99	*p*121
Juillet	120	94	126	*p*113	99	*p*118	*p* 88	198	97	105	153	139	122	112	*p*132	*p*119	*p*117
Août	80	58	58														

II. — CONSOMMATION DE TABAC 66
(Fabrication et importation)

Source : *Administration des Douanes et Accises.*

Périodes	Cigares	Cigarillos	Cigarettes	Tabacs à fumer priser et mâcher
	(millions de pièces)			*(tonnes)*
1936-1938 Moy. .	16,2	49,4	430	1.097
1954 Moyenne .	12,3	42,4	688	819
1955 Moyenne .	13,1	44,7	720	788
1955 Septembre .	15,9	51,4	735	800
Octobre ...	19,4	47,4	716	814
Novembre .	16,4	52,8	702	746
Décembre .	13,9	50,0	712	798
1956 Janvier ...	12,2	55,5	947	980
Février ...	10,2	31,4	348	471
Mars	9,6	31,2	626	678
Avril	12,7	48,2	851	781
Mai	12,4	41.5	748	796
Juin	14,4	53,6	722	800
Juillet	12,4	46,4	830	798
Août	15,3	50,2	773	756
Septembre .	17,1	56,1	772	766

III. — ABATTAGES DANS LES 12 PRINCIPAUX ABATTOIRS DU PAYS 67

Périodes	Gros bétail (Bœufs, taureaux, vaches, génisses)	Chevaux	Veaux	Porcs, porcelets	Moutons, agneaux, chèvres
	(milliers de têtes)				
1936-1938 Moy. .	16,5	0,7	12,2	26,7	6,5
1954 Moyenne .	20,1	4,1	11,1	31,6	6,1
1955 Moyenne .	21,0	3,7	10,9	31,3	5,6
1955 Juillet	18,4	3,1	10,1	28,0	1,3
Août	21,8	3,6	11,5	34,0	1,8
Septembre .	21,7	3,6	9,5	29,6	3,8
Octobre ...	21,7	3,9	9,3	32,9	9,5
Novembre .	23,2	4,3	9,5	34,0	13,1
Décembre .	19,5	4,2	8,2	31,1	9,5
1956 Janvier ...	20,5	4,2	8,5	33,7	9,1
Février ...	20,2	3,8	10,1	34,7	8,6
Mars	18,3	3,8	10,9	31,1	3,5
Avril	19,4	3,6	10,9	33,0	2,4
Mai	20,0	3,5	12,1	36,0	2,4
Juin	16,7	3,2	9,3	32,0	1,8
Juillet	16,6	3,4	8,6	31,0	1,5

TRANSPORTS

I. — ACTIVITE DE LA SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER BELGES 70[1]

a) Recettes et dépenses d'exploitation

(millions de francs)

Périodes	Recettes				Dépenses	Excédent des recettes totales sur les dépenses	Coefficient d'exploitation
	Voyageurs et bagages	Marchandises	Diverses [2]	Total			
1938 Moyenne [1]	74	147	5	226	239	— 13	106
1954 Moyenne	291	557	107	955	956	— 1	100
1955 Moyenne	319	604	111	1.034	996	38	96
1955 Mars	296	632	107	1.035	1.021	14	99
Avril	315	611	109	1.035	999	36	97
Mai	315	591	109	1.015	971	44	96
Juin	321	611	108	1.040	985	55	95
Juillet	400	527	124	1.051	997	54	95
Août	369	597	109	1.075	1.011	64	94
Septembre	331	625	108	1.064	1.006	58	94
Octobre	307	648	113	1.068	1.009	59	94
Novembre	284	657	109	1.050	986	64	94
Décembre	313	629	118	1.060	978	82	92
1956 Janvier *p*	325	584	140	1.049	1.015	34	97
Février *p*	271	566	126	963	1.022	— 59	106
Mars *p*	308	706	137	1.151	1.035	116	90
Avril *p*	328	624	129	1.081	982	99	91
Mai *p*	326	624	128	1.078	1.017	61	94

[1] Y compris le Nord-Belge.

[2] Y compris les subventions de l'Etat pour compenser l'insuffisance des tarifs et la hausse des prix des combustibles.

b) Nombre de wagons fournis à l'industrie [1]

c) Statistique du trafic 70[2]

1° Trafic général

Périodes	A	B	C	A + C	Voyageurs		Wagons complets [2]				
					Nombre	Voyageurs km.	Tonnes transp.	Tonnes-km.			
								Service interne belge	Service international	Transit	Total
	(milliers)				(millions)		(milliers)	(millions)			
1938 Moyenne [3]	389	115	91	480	16,8	535	6.169	186	154	88	428
1954 Moyenne	264	97	58	322	18,9	630	5.104	162	218	90	470
1955 Moyenne	279	100	67	346	19,4	654	5.745	175	261	111	547
1955 Mai	260	90	67	327	19,7	641	5.486	166	254	107	527
Juin	283	96	68	351	19,1	657	5.857	181	257	111	549
Juillet	242	78	64	306	17,3	701	4.953	149	241	94	484
Août	288	97	65	353	17,9	681	5.814	183	257	108	548
Septembre	300	98	68	368	19,8	659	5.935	193	262	101	555
Octobre	302	95	69	371	19,8	647	6.210	197	268	106	571
Novembre	297	97	71	368	20,6	670	6.224	197	268	129	594
Décembre	298	106	76	374	21,0	683	6.276	184	286	146	617
1956 Janvier	263	99	64	327	20,4	660	5.592	162	261	118	541
Février	225	81	63	288	19,2	596	4.799	143	235	138	516
Mars	305	108	78	383	21,2	685	6.463	201	295	153	649
Avril	277	96	64	341	21,0	692	5.851	185	257	109	551
Mai	284	96	63	347	20,6	721	5.772	186	244	117	547
Juin	301	96	71	372	19,5	697	6.267	203	277	127	607
Juillet	258	80	63	321			5.331				546

A. — Nombre de wagons fournis pour transports taxés au départ des stations de la Société, y compris ceux pour transports de houille, coke et briquettes.

B. — Nombre de wagons fournis spécialement pour le transport de houille, coke et briquettes.

C. — Nombre de wagons chargés en provenance de réseaux étrangers et destinés, soit à des stations du réseau de la Société, soit à des stations d'autres réseaux situés au delà.

[1] Wagons chemins de fer et particuliers.

[2] Depuis janvier 1956, *y compris* les transports militaires.

[3] Y compris le Nord-Belge, sauf en ce qui concerne les tonnes-km.

c) Statistique du trafic

2° Transport des principales grosses marchandises

A. — Ensemble du trafic [1]

Périodes	Tonnes-km.	Total	Produits agricoles et aliment.	Combustibles, huiles et graisses	Minerais	Produits métallurgiques	Matériaux de constructions, produits des carrières	Textiles	Produits chimiques	Divers
	(millions)	(milliers de tonnes)								
1954 Moyenne	470	5.103	194	2.239	794	681	894	27	254	20
1955 Moyenne	547	5.745	185	2.504	946	792	1.011	27	259	21
1955 Avril	543	5.760	117	2.507	983	800	1.088	19	225	21
Mai	527	5.486	110	2.346	956	753	1.048	18	236	19
Juin	549	5.857	106	2.521	962	779	1.206	18	245	20
Juillet	484	4.953	88	2.084	924	601	1.004	15	218	19
Août	548	5.814	83	2.509	976	767	1.154	43	264	18
Septembre ...	555	5.935	94	2.499	961	767	1.232	81	281	20
Octobre	571	6.210	450	2.412	983	833	1.267	19	224	22
Novembre	594	6.224	569	2.405	957	861	1.070	22	316	24
Décembre	617	6.276	257	2.650	1.034	951	1.009	23	330	22
1956 Janvier	541	5.592	108	2.474	961	861	796	19	304	69
Février	516	4.799	114	2.056	798	897	488	23	348	75
Mars	649	6.463	180	2.741	1.063	1.040	1.004	27	338	70
Avril	551	5.851	122	2.418	1.007	878	1.092	24	242	68
Mai	547	5.772	114	2.402	898	880	1.131	26	256	65
Juin	607	6.267	92	2.445	1.036	1.012	1.247	22	342	71

1 Depuis janvier 1956, *y compris* les transports militaires.

B. — Service interne belge [1] 70[4]

Périodes	Total	Produits agricoles et aliment.	Combustibles, huiles et graisses	Minerais	Produits métallurgiques	Matériaux de constructions, produits des carrières	Textiles	Produits chimiques	Divers	II *Soc. Nat. des Chemins de fer vicinaux* T.-km. transportées (milliers)
	(milliers de tonnes)									
1954 Moyenne	2.867	100	1.546	171	268	636	8	135	3	1.423
1955 Moyenne	3.028	95	1.625	180	307	688	8	122	3	1.201
1955 Avril	3.124	28	1.692	182	318	773	2	126	3	898
Mai	2.889	25	1.504	190	304	749	1	114	2	884
Juin	3.135	26	1.587	197	312	871	2	137	3	929
Juillet	2.515	29	1.264	180	238	696	1	105	2	781
Août	3.078	27	1.580	190	311	827	23	117	3	957
Septembre ...	3.194	33	1.621	183	327	844	52	131	3	1.021
Octobre	3.399	330	1.594	191	325	867	3	87	2	2.744
Novembre	3.371	419	1.629	190	299	710	1	120	3	2.453
Décembre	3.206	131	1.771	198	341	629	2	133	1	1.552
1956 Janvier	2.866	28	1.669	156	338	530	1	128	16	690
Février	2.229	31	1.405	111	297	256	1	115	13	368
Mars	3.300	39	1.864	170	369	676	2	164	16	795
Avril	3.140	30	1.671	193	324	771	1	131	19	818
Mai	3.142	24	1.656	181	322	807	1	134	17	790
Juin	3.319	28	1.671	186	383	872	1	162	16	906 *

1 Depuis janvier 1956, *y compris* les transports militaires.

* Le montant pour juillet s'élève à 778.

III. — MOUVEMENT DES PORTS

71[1]

a) Port d'Anvers

Sources : *Administration du Port d'Anvers et Institut National de Statistique.*

Périodes	Navigation maritime						Navigation fluviale					
	Entrées			Sorties			Entrées			Sorties		
	Nombre de navires	Tonnage net belge (*milliers de tonnes de jauge*)	Marchandises (*milliers de tonnes métriques*) [1]	Nombre de navires chargés	Nombre de navires sur lest	Marchandises (*milliers de tonnes métriques*) [1]	Nombre de bateaux	Capacité (*milliers de m³*)	Marchandises (*milliers de tonnes métriques*) [2]	Nombre de bateaux	Capacité (*milliers de m³*)	Marchandises (*milliers de tonnes métriques*) [2]
1954 Moyenne	1.075	2.634	1.276	924	150	1.091	3.563	1.561	679	3.575	1.570	853
1955 Moyenne	1.144	2.830	1.439	979	163	1.234	3.632	1.636	697	3.640	1.643	934
1955 Août	1.236	3.048	1.604	1.083	172	934	3.583	1.607	682	3.887	1.766	1.063
Septembre	1.224	3.120	1.660	999	201	1.167	3.802	1.727	722	3.691	1.686	986
Octobre	1.183	2.895	1.540	984	189	1.425	3.967	1.797	741	3.833	1.717	1.009
Novembre	1.263	3.144	1.593	1.091	185	1.036	3.749	1.688	654	3.775	1.703	993
Décembre	1.257	3.165	1.644	1.081	187	1.782	3.744	1.676	617	3.941	1.786	1.109
1956 Janvier	1.243	2.983	1.414	1.057	171	1.321	3.845	1.775	759	3.771	1.696	1.049
Février	1.169	2.943	1.671	967	169	1.426	1.809	822	244	1.723	800	541
Mars	1.392	3.192	1.958	1.209	240	1.262	4.000	1.804	695	4.254	1.941	1.270
Avril	1.309	3.150	1.651	1.100	182	1.305	4.043	1.909	790	3.975	1.879	1.163
Mai	1.281	3.091	1.678	1.117	180	1.284	4.202	1.923	781	3.998	1.816	1.123
Juin	1.343	3.245	1.912	1.149	197	1.504	4.253	1.920	734	4.078	1.856	1.166
Juillet	1.331	3.302		1.010	353		4.324	1.990	781	4.238	1.943	1.319
Août	1.308	3.402		1.076	231		4.371	2.044	744	4.384	2.076	1.424

[1] Trafic international. — [2] Trafic international et intérieur.

b) Port de Gand

71[2]

Sources : *Administration du Port de Gand et Institut National de Statistique.*

Périodes	Navigation maritime						Navigation fluviale	
	Entrées			Sorties			Marchandises [1]	
	Nombre de navires	Tonnage (*milliers de tonnes de jauge*)	Marchandises (*milliers de tonnes métriques*) [1]	Nombre de navires	Tonnage (*milliers de tonnes de jauge*)	Marchandises (*milliers de tonnes métriques*) [1]	Entrées	Sorties
							(*milliers de tonnes métriques*)	
1954 Moyenne	146	119	113	144	115	85	133	62
1955 Moyenne	184	154	155	182	152	118	144	155
1955 Août	186	151	228	199	162	137	184	218
Septembre	179	164	150	171	157	103	152	196
Octobre	166	144	189	165	151	88	185	212
Novembre	153	129	175	149	127	64	129	131
Décembre	216	180	162	203	166	106	112	97
1956 Janvier	208	183	175	203	170	91	101	87
Février	177	154	134	184	166	103	53	65
Mars	205	182	221	198	189	89	103	63
Avril	183	146	186	188	134	72	159	119
Mai	200	178	180	203	183	102	157	95
Juin	191	183	201	186	178	97	163	108
Juillet	201	175		197	187			
Août	197	193		191	178			

[1] Trafic international.

IV. — MOUVEMENT GENERAL DE LA NAVIGATION INTERIEURE

72

Source : *Institut National de Statistique.*

Périodes	Bateaux chargés														
	Trafic intérieur	Importations	Exportations	Transit	Ensemble des trafics	Trafic intérieur	Importations	Exportations	Transit	Ensemble des trafics	Trafic intérieur	Importations	Exportations	Transit	Ensemble des trafics
	Nombre					*Milliers de tonnes métriques*					*Millions de tonnes-km.*				
1954 Moyenne	6.838	3.672	2.914	580	14.004	1.745	1.317	1.062	134	4.258	169,7	86,2	69,3	17,8	343,0
1955 Moyenne	7.161	3.845	3.379	698	15.083	1.881	1.370	1.319	167	4.737	184.8	92,1	84,8	23,1	384.8
1955 Mai	7.584	4.205	3.710	699	16.198	1.938	1.478	1.369	163	4.948	196,1	102,2	90,5	22,6	411,4
Juin	7.200	4.534	3.928	768	16.430	1.869	1.629	1.524	182	5.204	186,4	111,4	93,3	25,3	416,4
Juillet	6.870	4.224	3.672	824	15.590	1.738	1.459	1.428	197	4.822	171,3	104,6	91,1	27,3	394,3
Août	7.583	4.285	3.811	732	16.411	1.929	1.434	1.496	180	5.039	191,6	94,4	94,9	24,4	405,3
Septembre	8.024	4.013	3.723	738	16.498	2.111	1.377	1.409	177	5.074	197,5	93,4	89,8	24,9	405,6
Octobre	8.187	4.216	3.583	742	16.728	2.129	1.507	1.398	182	5.216	206,3	100,6	89,9	26,0	422,8
Novembre	7.394	3.728	3.118	747	14.987	1.934	1.322	1.130	180	4.566	180,5	91,8	70,9	25,7	368,9
Décembre	7.661	3.484	3.078	875	15.098	2.038	1.261	1.167	204	4.670	193,9	83,9	79,0	28,4	385,2
1956 Janvier	6.839	3.120	3.054	626	13.639	1.886	1.145	1.157	150	4.338	186,8	71,6	74,8	22,0	355,2
Février	2.701	1.140	1.069	217	5.127	716	457	442	51	1.666	51,8	22,0	24,8	7,7	106,3
Mars	7.186	3.448	3.055	702	14.391	1.978	1.251	1.191	167	4.587	197,5	77,4	76,3	23,1	374,3
Avril	7.585	3.934	3.628	728	15.875	1.976	1.389	1.371	171	4.907	196,2	98,7	90,7	24,0	409,6
Mai						2.107	1.572	1.345	170	5.195					

COMMERCE EXTERIEUR

DE L'UNION ECONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE

NOMENCLATURE DES SECTIONS DU COMMERCE SPECIAL D'APRES LA CLASSIFICATION TYPE DU COMMERCE INTERNATIONAL (C.T.C.I.)

Source : *Institut National de Statistique.*

Périodes	(0) Produits alimentaires	(1) Boissons et tabacs	(2) Mat. brutes non comest. à l'exception des carburants	(3) Combustibles minéraux, lubrifiants et produits connexes	(4) Huiles et graisses d'origine animale ou végétale	(5) Produits chimiques	(6) Art. manuf., classés principalement d'après la mat. première	(7) Machines et matériel de transport	(8) Articles manufacturés divers	(9) Marchandises non dénommées ailleurs	Totaux	Prix moyen par tonne *(francs)*	Excédent (+) ou déficit (—) de la balance commerciale *(millions de francs)*	Rapport des exportations aux importations en p.c.
	Valeurs *(millions de francs)*													
Importations.														
1955 Août	1.473	148	2.959	1.183	143	608	2.510	1.608	523	97	11.252	2.560		
Septembre ...	1.619	182	2.667	1.278	140	606	2.791	1.778	620	109	11.790	2.655		
Octobre	1.919	181	2.805	1.257	150	715	3.524	1.782	624	97	13.054	2.858		
Novembre	1.764	198	2.974	1.262	110	746	2.834	1.772	548	107	12.315	2.847		
Décembre	1.708	227	3.057	1.362	114	744	3.021	2.336	537	127	13.233	3.091		
1956 Janvier	1.594	157	3.133	1.259	143	676	2.967	1.950	433	35	12.347	3.074		
Février	1.398	139	2.540	1.204	129	640	3.017	2.074	494	40	11.675	3.549		
Mars	1.877	184	2.946	1.537	240	770	3.014	2.635	671	63	13.937	3.155		
Avril	1.562	184	2.886	1.359	125	701	3.479	2.341	556	48	13.241	2.956		
Mai	1.799	194	2.966	1.441	142	710	3.456	2.374	578	39	13.699	3.024		
Juin	1.672	216	3.275	1.346	97	702	2.905	2.869	572	33	13.687	2.934		
Juillet ..... *p*											13.147	2.750		
Août ..... *p*											13.128	2.639		
Exportations.														
1955 Août	336	29	825	716	63	730	5.828	1.232	441	119	10.319	4.166	— 933	91,7
Septembre ...	341	22	797	914	71	848	6.853	1.198	538	132	11.714	4.324	— 76	99,4
Octobre	513	19	905	922	75	818	8.103	1.457	567	160	13.539	4.746	+ 485	103,7
Novembre	548	18	846	751	66	570	6.922	1.439	533	120	11.813	5.087	— 502	95,9
Décembre	634	20	1.014	892	87	1.124	8.525	1.333	605	190	14.424	4.671	+1.191	109,0
1956 Janvier	493	18	928	913	85	893	7.791	1.334	471	149	13.075	5.064	+ 728	105,9
Février	439	17	844	521	103	885	6.994	1.288	478	156	11.725	6.263	+ 50	100,5
Mars	524	30	882	730	119	863	7.883	1.587	557	155	13.330	6.098	— 607	95,6
Avril	600	21	850	927	130	818	7.845	1.687	553	152	13.593	4.988	+ 352	102,7
Mai	637	27	970	933	123	900	8.064	1.825	529	167	14.175	4.869	+ 476	103,5
Juin	511	30	949	949	65	911	8.253	1.478	556	171	13.873	4.717	+ 186	101,4
Juillet	399	29	793	786	71	802	7.059	1.558	516	135	12.148	4.773	*p*— 999	*p* 92,4
Août ..... *p*											12.105	4.505	—1.023	92,2
	Quantités *(milliers de tonnes)*													
Importations.														
1955 Août	231	8,7	2.562	1.275	11,9	106	152	42,1	5,1	1,8	4.396			
Septembre ...	257	9,9	2.499	1.358	11,2	108	163	26,9	6,1	1,7	4.441			
Octobre	364	9,9	2.550	1.272	12,4	143	165	42,8	5,9	2,2	4.567			
Novembre	355	10,3	2.324	1.294	9,4	147	149	27,4	5,6	3,0	4.325			
Décembre	260	11,5	2.248	1.389	9,5	148	170	36,5	5,5	3,1	4.281			
1956 Janvier	245	9,3	2.103	1.296	11,5	141	165	33,8	4,5	1,8	4.016			
Février	206	6,9	1.634	1.149	10,8	122	123	31,4	4,6	2,1	3.290			
Mars	280	10,9	2.239	1.465	19,3	175	165	52,6	5,9	3,7	4.417			
Avril	228	10,6	2.462	1.370	9,9	169	170	51,2	5,4	2,7	4.479			
Mai	280	11,4	2.449	1.417	11,0	149	162	42,3	6,0	2,2	4.530			
Juin	249	12,2	2.708	1.333	7,2	139	159	50,0	6,2	1,6	4.665			
Juillet ..... *p*											4.781			
Août ..... *p*											4.975			
Exportations.														
1955 Août	53	3,0	464	759	4,6	346	777	26,3	4,8	39,9	2.477			
Septembre ...	51	2,1	489	904	5,3	356	814	27,0	5,1	55,3	2.709			
Octobre	85	1,0	459	957	5,4	303	941	29,4	6,0	66,4	2.853			
Novembre	100	5,8	402	746	4,9	208	772	28,3	5,0	49,9	2.322			
Décembre	111	1,7	453	894	6,2	448	1.054	26,3	6,5	87,6	3.088			
1956 Janvier	83	1,4	380	857	5,9	341	815	24,7	5,3	68,8	2.582			
Février	64	2,5	230	466	7,1	336	661	26,7	5,1	74,0	1.872			
Mars	56	1,3	289	648	7,9	286	789	31,7	6,4	71,0	2.186			
Avril	89	1,8	531	827	8,4	317	848	36,7	6,3	59,9	2.725			
Mai	98	2,3	602	865	7,4	351	862	39,0	6,0	78,4	2.911			
Juin	63	2,7	580	823	4,6	398	952	30,9	5,9	81,2	2.941			
Juillet	45	2,2	572	666	4,7	334	829	35,8	4,7	51,9	2.545			
Août ..... *p*											2.687			

CHOMAGE

I. — CHOMAGE COMPLET ET PARTIEL 81[1]

Source : *Office National du Placement et du Chômage.*

Périodes	Nombre de chômeurs contrôlés						Nombre de journées perdues		
	Chômeurs inscrits au cours du mois			Moyenne journalière			Chômeurs		
	Chômeurs		Totaux	Chômeurs		Totaux	complets	partiels et accidentels	Totaux
	complets	partiels et accidentels		complets	partiels et accidentels				
	(milliers)						*(milliers)*		
1955 Septembre	109	105	214	81	29	110	1.878	658	2.536
Octobre	116	125	241	82	31	113	2.383	894	3.277
Novembre	124	116	240	97	33	130	2.228	764	2.992
Décembre	141	172	313	115	57	172	2.761	1.378	4.139
1956 Janvier	166	298	464	136	100	236	4.081	3.007	7.088
Février	151	324	475	136	206	342	3.268	4.931	8.199
Mars	148	161	309	116	50	166	2.789	1.181	3.970
Avril	129	118	247	101	34	135	2.817	958	3.775
Mai	109	98	207	85	30	115	1.880	652	2.532
Juin	97	127	225	78	35	113	1.868	852	2.720
Juillet	96	91	187	73	25	98	2.101	734	2.835
Août				67	33	100			
Septembre				66	21	87			

II. — REPARTITION DES CHOMEURS CONTROLES PAR PROVINCE 81[2]

Source : *Office National du Placement et du Chômage.*

Périodes	Semaine		Nombre de jours ouvrables	Royaume	Anvers	Brabant	Flandre occidentale	Flandre orientale	Hainaut	Liège	Limbourg	Luxembourg	Namur
	du	au		*(milliers)*									
Moyenne journalière par mois													
1955 Septembre ...	—	—	23	**109,9**	23,1	17,0	19,2	29,4	9,5	7,4	2,3	0,3	1,7
Octobre	—	—	29	**113,0**	24,0	16,5	21,5	28,7	9,6	7,9	2,6	0,4	1,8
Novembre	—	—	23	**129,9**	27,5	19,4	25,7	32,6	10,3	8,4	3,4	0,6	2,0
Décembre	—	—	24	**172,5**	34,8	25,4	33,5	43,6	13,7	10,8	5,7	2,1	2,9
1956 Janvier	—	—	30	**236,2**	45,0	35,6	44,2	55,7	20,6	15,5	10,4	3,9	5,3
Février	—	—	24	**341,6**	60,5	51,4	62,5	78,5	34,8	22,3	15,7	6,5	9,4
Mars	—	—	24	**166,0**	32,7	26,3	30,4	40,7	13,1	10,5	7,2	1,9	3,2
Avril	—	—	28	**134,7**	27,6	21,6	25,0	34,8	10,9	7,8	4,4	0,5	2,1
Mai	—	—	22	**115,2**	22,1	18,8	21,1	30,7	9,9	7,0	3,6	0,2	1,8
Juin	—	—	24	**113,1**	21,9	18,5	18,6	29,5	13,0	6,5	3,1	0,2	1,8
Juillet	—	—	29	**97,7**	18,5	17,4	15,8	26,9	8,6	6,0	2,7	0,2	1,6
Août	—	—	23	**99,7**	16,3	16,4	13,2	24,0	15,9	7,7	4,4	0,2	1,6
Septembre ...	—	—	30	**87,3**	17,3	15,6	13,7	22,3	7,8	6,0	2,7	0,3	1,6
Moyenne journalière par semaine													
1956 Septembre ...	2	8	6	**88,4**	16,4	16,4	13,5	23,1	8,3	6,0	2,9	0,2	1,6
	9	15	6	**86,5**	17,1	15,3	13,0	22,7	7,9	6,0	2,7	0,2	1,6
	16	22	6	**87,0**	17,9	15,3	13,6	22,1	8,0	5,8	2,6	0,2	1,5
	23	29	6	**86,2**	16,9	15,3	14,1	22,0	7,4	6,1	2,6	0,3	1,5
	30	6/10	6	**88,6**	18,2	15,5	14,6	21,9	7,6	6,2	2,7	0,3	1,6
Octobre	7	13	6	**87,3**	18,3	15,1	14,2	21,2	7,4	6,4	2,8	0,3	1,6

III. — MOYENNE JOURNALIERE DES CHOMEURS CONTROLES 81[3]

Source : *Office National du Placement et du Chômage.*

Périodes	Total			Chômeurs complets			Chômeurs partiels		
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
	(milliers)								
1954 Moyenne	147,7	77,1	224,8	107,4	59,5	166,9	40,3	17,6	57,9
1955 Moyenne	114,2	58,2	172,4	75,1	41,4	116,5	39,1	16,8	55,9
1955 Septembre	63,9	46,0	109,9	47,2	34,2	81,4	16,7	11,8	28,5
Octobre	66,4	46,6	113,0	48,1	34,0	82,1	18,3	12,6	30,9
Novembre	79,8	50,1	129,9	60,5	36,1	96,6	19,3	14,0	33,3
Décembre	114,0	58,5	172,5	76,9	38,1	115,0	37,1	20,4	57,5
1956 Janvier	174,8	61,4	236,2	95,6	40,4	136,0	79,2	21,0	100,2
Février	279,4	62,2	341,6	96,7	39,5	136,2	182,7	22,7	205,4
Mars	115,6	50,4	166,0	80,5	35,7	116,2	35,1	14,7	49,8
Avril	86,9	47,8	134,7	67,2	33,3	100,5	19,7	14,5	34,2
Mai	71,3	43,9	115,2	54,8	30,6	85,4	16,5	13,3	29,8
Juin	70,9	42,2	113,1	49,6	28,2	77,8	21,3	14,0	35,3
Juillet	61,1	36,6	97,7	47,3	25,1	72,4	13,8	11,5	25,3
Août	66,1	33,6	99,7	43,2	23,7	66,9	22,9	9,9	32,8
Septembre	55,2	32,1	87,3	42,6	23,4	66,0	12,6	8,7	21,3

IV. — REPARTITION DES CHOMEURS CONTROLES PAR GROUPE DE PROFESSIONS

(Moyenne journalière du nombre de chômeurs contrôlés) *(milliers)*

Source : *Office National du Placement et du Chômage.*

Périodes	Agriculture	Forêt chasse, pêche	Mines	Pierre	Céramique, verre	Diamant	Construction	Bois, ameublement	Métal	Chimie	Papier	Livre	Textile	Vêtement	Cuir, peaux, chaussure	Alimentation Tabac	Transport	Dockers	Réparateurs de navires	Hôtels-restaurants	Gens de maison	Services personnels et biens	Employés	Artistes	Total
Chômeurs complets																									
1955 Juillet	4,8	0,4	0,9	0,7	1,8	1,2	9,8	3,6	10,1	1,2	0,9	0,7	17,2	6,6	2,4	5,1	8,1	—	—	2,1	3,3	0,2	8,3	0,9	**90,3**
Août	4,0	0,4	0,7	0,6	1,6	1,0	8,8	3,3	9,2	1,2	0,8	0,7	15,3	7,1	2,1	4,5	7,4	—	—	2,1	3,2	0,2	7,8	0,8	**82,8**
Septembre ...	4,1	0,4	0,7	0,6	1,9	1,1	8,5	3,1	8,7	1,1	0,7	0,7	14,7	6,1	1,8	4,5	7,0	—	—	3,4	3,3	0,2	7,9	0,9	**81,4**
Octobre	3,1	0,4	0,7	0,6	2,7	1,1	9,5	3,2	8,8	1,1	0,7	0,7	14,1	5,5	1,9	4,3	7,0	—	—	4,5	3,3	0,3	8,0	0,7	**82,2**
Novembre	7,4	0,4	0,8	0,7	3,7	1,2	13,3	3,9	9,6	1,2	0,7	0,7	15,0	6,3	2,1	4,8	7,4	—	—	4,9	3,4	0,3	8,0	0,8	**96,6**
Décembre	10,3	0,5	0,8	0,9	4,6	1,3	19,9	5,0	10,9	1,3	0,8	0,7	16,2	8,0	2,4	5,7	8,2	—	—	4,8	3,4	0,3	8,2	0,8	**115,0**
1956 Janvier	12,2	0,6	0,9	1,2	5,6	1,4	28,8	5,9	12,2	1,5	0,8	0,8	17,7	9,0	2,6	6,8	9,7	—	—	5,0	3,5	0,3	8,6	0,9	**136,0**
Février	12,3	0,6	0,9	1,4	5,9	1,4	30,1	6,3	11,9	1,5	0,8	0,8	16,9	8,7	2,5	6,6	9,3	—	—	5,1	3,5	0,3	8,5	0,9	**136,2**
Mars	10,2	0,5	0,9	1,0	4,1	1,4	22,0	5,0	10,9	1,4	0,9	0,8	16,0	6,6	2,3	6,6	8,8	—	—	4,4	3,2	0,3	8,1	0,8	**116,2**
Avril	8,5	0,4	0,9	0,8	2,1	1,4	16,8	4,1	9,8	1,3	0,8	0,7	14,7	5,5	2,1	6,2	8,1	—	—	4,0	3,2	0,3	7,9	0,9	**100,5**
Mai	5,0	0,4	0,8	0,7	1,5	1,3	13,0	3,3	8,8	1,3	0,7	0,6	13,6	5,0	2,0	5,2	7,2	—	—	3,4	3,0	0,2	7,4	1,0	**85,4**
Juin	4,7	0,4	0,7	0,6	1,4	1,2	11,3	2,9	8,0	1,1	0,7	0,5	12,4	4,9	1,9	4,4	6,5	—	—	3,0	2,9	0,2	7,1	1,0	**77,8**
Juillet	5,5	0,4	0,7	0,5	1,2	1,2	10,6	2,6	7,3	1,0	0,6	0,5	11,5	5,1	1,8	3,5	6,0	—	—	1,9	2,8	0,2	6,7	0,8	**72,4**
Chômeurs partiels et accidentels																									
1955 Juillet	1,0	0,2	0,1	0,1	0,4	0,3	1,3	0,8	2,2	0,4	0,3	0,2	12,7	5,2	4,0	1,6	1,7	2,0	0,0	0,3	0,3	0,0	0,4	0,0	**35,5**
Août	0,7	0,2	0,1	0,1	0,3	0,3	1,3	0,8	1,8	0,4	0,2	0,2	10,3	4,3	1,8	1,3	1,4	1,8	0,0	0,2	0,3	0,0	0,3	0,0	**28,1**
Septembre ...	0,8	0,3	0,1	0,1	0,4	0,3	1,9	0,7	1,9	0,3	0,2	0,1	9,0	3,8	1,4	1,3	1,4	3,3	0,2	0,3	0,3	0,0	0,4	0,0	**28,5**
Octobre	0,7	0,4	0,1	0,1	0,4	0,2	2,2	0,8	2,4	0,4	0,2	0,1	8,4	4,2	2,3	1,5	1,5	3,8	0,1	0,3	0,3	0,1	0,4	0,0	**30,9**
Novembre	0,8	0,3	0,1	0,1	0,3	0,2	2,9	1,2	2,1	0,3	0,2	0,1	8,4	5,6	3,0	1,6	1,6	3,5	0,0	0,3	0,3	0,0	0,4	0,0	**33,3**
Décembre	1,3	0,9	0,1	0,4	0,4	0,2	14,8	2,3	3,0	0,5	0,3	0,1	10,7	9,4	4,3	2,2	2,5	2,8	0,1	0,4	0,4	0,0	0,4	0,0	**57,5**
1956 Janvier	2,3	1,8	0,1	2,2	0,9	0,2	45,2	5,1	4,7	0,7	0,3	0,2	12,4	9,8	2,7	2,6	4,4	3,3	0,0	0,3	0,4	0,1	0,5	0,0	**100,2**
Février	4,0	3,2	0,2	5,4	1,9	0,2	127,3	8,8	8,2	0,8	0,4	0,2	14,9	10,7	3,9	3,3	6,1	4,4	0,1	0,4	0,4	0,1	0,5	0,0	**205,4**
Mars	1,0	0,5	0,1	0,5	0,5	0,4	13,6	2,0	3,0	0,4	0,3	0,2	11,0	4,8	2,2	1,8	2,7	3,8	0,0	0,3	0,3	0,0	0,4	0,0	**49,8**
Avril	0,5	0,3	0,0	0,1	0,3	0,5	1,9	0,8	1,8	0,4	0,2	0,2	10,9	4,1	2,6	1,7	1,9	5,0	0,0	0,3	0,3	0,0	0,4	0,0	**34,2**
Mai	0,5	0,2	0,1	0,0	0,2	0,4	1,2	0,7	1,5	0,4	0,2	0,1	10,1	3,5	2,7	1,4	1,6	4,0	0,0	0,3	0,3	0,0	0,4	0,0	**29,8**
Juin	1,7	0,2	3,9	0,0	0,4	0,4	1,5	0,6	1,4	0,3	0,1	0,1	8,2	4,4	3,9	1,7	1,7	4,0	0,0	0,3	0,3	0,0	0,3	0,0	**35,4**
Juillet	0,8	0,2	0,0	0,0	0,4	0,5	1,3	0,6	1,3	0,2	0,2	0,1	7,0	4,3	2,5	1,1	1,4	2,7	0,0	0,2	0,3	0,0	0,2	0,0	**25,3**
Total des chômeurs contrôlés																									
1955 Juillet	5,9	0,6	1,0	0,8	2,0	1,5	11,1	4,4	12,3	1,6	1,2	0,9	29,8	11,8	6,4	6,7	9,8	2,0	0,0	2,4	3,6	0,3	8,7	1,0	**125,8**
Août	4,7	0,6	0,8	0,8	1,9	1,2	10,0	4,1	11,1	1,6	1,0	0,8	25,6	11,3	3,9	5,8	8,8	1,8	0,0	2,3	3,6	0,2	8,2	0,8	**110,9**
Septembre ...	4,9	0,7	0,9	0,7	2,3	1,4	10,4	3,8	10,6	1,4	0,9	0,8	23,6	9,9	3,2	5,8	8,4	3,3	0,2	3,7	3,5	0,3	8,3	0,9	**109,9**
Octobre	3,8	0,7	0,8	0,7	3,1	1,3	11,7	4,1	11,2	1,5	0,9	0,8	22,6	9,8	4,2	5,7	8,5	3,8	0,1	4,8	3,6	0,3	8,4	0,7	**113,1**
Novembre	8,2	0,7	0,8	0,8	4,0	1,4	16,2	5,0	11,7	1,5	0,9	0,8	23,4	12,0	5,1	6,3	9,1	3,5	0,0	5,3	3,7	0,3	8,4	0,8	**129,9**
Décembre	11,6	1,4	0,9	1,3	5,0	1,5	34,7	7,3	13,8	1,8	1,1	0,9	26,9	17,3	6,7	8,0	10,7	2,8	0,1	5,2	3,8	0,3	8,6	0,8	**172,5**
1956 Janvier	14,6	2,3	1,1	3,4	6,5	1,6	73,9	11,0	17,0	2,1	1,1	1,0	30,1	18,8	5,3	9,4	14,1	3,3	0,0	5,4	3,8	0,4	9,1	0,9	**236,2**
Février	16,3	3,8	1,1	6,7	7,8	1,6	157,4	15,1	20,2	2,3	1,2	1,0	31,8	19,4	6,4	9,9	15,5	4,4	0,1	5,4	3,9	0,4	9,0	0,9	**341,6**
Mars	11,2	0,9	1,0	1,6	4,7	1,8	35,6	7,0	14,0	1,8	1,1	1,0	27,0	11,4	4,5	8,3	11,4	3,8	0,0	4,7	3,6	0,3	8,5	0,8	**166,0**
Avril	9,0	0,7	0,9	0,9	2,3	1,9	18,7	4,9	11,6	1,7	1,0	0,9	25,6	9,6	4,7	7,9	10,1	5,0	0,0	4,3	3,5	0,3	8,2	1,0	**134,7**
Mai	5,5	0,6	0,9	0,7	1,7	1,7	14,2	4,0	10,2	1,6	0,9	0,7	23,7	8,6	4,7	6,6	8,8	4,0	0,0	3,7	3,3	0,3	7,8	1,0	**115,2**
Juin	6,4	0,6	4,6	0,6	1,7	1,6	12,7	3,6	9,4	1,4	0,8	0,7	20,6	9,3	5,7	6,1	8,2	4,0	0,0	3,3	3,2	0,2	7,4	1,0	**113,1**
Juillet	6,2	0,6	0,7	0,6	1,6	1,7	11,9	3,2	8,6	1,3	0,7	0,6	18,4	9,3	4,3	4,6	7,5	2,7	0,0	2,1	3,1	0,2	6,9	0,9	**97,7**

STATISTIQUES BANCAIRES ET MONETAIRES

I. — BELGIQUE ET CONGO BELGE

SITUATIONS GLOBALES DES BANQUES [1]

(millions de francs)

Rubriques	1955 31 décembre	1956 31 janvier	1956 29 février	1956 31 mars	1956 30 avril	1956 31 mai	1956 30 juin	1956 31 juillet
ACTIF								
A. *Opér. d'épargne* (art. 15, arr. royal 42)	—	—	—	—	—	—	—	—
B. *Disponible et réalisable :*								
Caisse, Banque Nation., Chèques post.	5.739	2.734	2.656	4.521	2.693	2.987	2.990	2.884
Prêts au jour le jour	1.297	1.290	1.966	1.208	2.634	1.884	1.864	1.369
Banquiers	4.119	3.972	4.413	4.669	4.417	4.285	4.626	4.533
Maison-mère, succursales et filiales	626	882	667	735	671	765	671	575
Autres valeurs à recevoir à court terme	4.023	3.916	4.099	4.171	4.301	4.830	4.918	4.510
Portefeuille-effets	45.029	45.421	46.697	49.004	49.190	48.356	47.298	46.186
a) Portfeuille commercial [2]	*15.696*	*14.586*	*16.108*	*17.933*	*17.694*	*16.667*	*15.431*	*14.542*
b) Eff. publ. réesc. à la B.N.B.	*9.560*	*9.651*	*9.891*	*9.540*	*9.465*	*10.151*	*9.613*	*8.975*
c) Effets publ. mob. à la B.N.B. à concurrence de 95 %	*19.773*	*21.184*	*20.698*	*21.531*	*22.031*	*21.538*	*22.254*	*22.669*
Reports et avances sur titres	1.290	1.292	1.261	1.291	1.289	1.251	1.278	1.332
Débiteurs par acceptations	9.628	9.486	9.571	9.790	9.391	9.772	9.564	10.094
Débiteurs divers	19.080	19.325	18.947	18.304	19.521	20.129	20.054	19.482
Portefeuille-titres	22.810	23.493	23.408	24.090	23.949	23.696	24.214	23.763
a) Valeurs de la réserve légale	*280*	*280*	*280*	*284*	*285*	*283*	*286*	*286*
b) Fonds publics belges	*20.090*	*20.721*	*20.713*	*21.169*	*21.202*	*21.039*	*21.479*	*21.056*
c) Fonds publics étrangers	*82*	*82*	*102*	*102*	*154*	*131*	*136*	*125*
d) Actions de banques	*1.077*	*1.078*	*1.077*	*1.076*	*1.079*	*1.079*	*1.080*	*1.080*
e) Autres titres	*1.281*	*1.332*	*1.231*	*1.459*	*1.229*	*1.164*	*1.233*	*1.216*
Divers	874	1.027	783	1.019	793	788	1.343	1.055
Capital non versé	5	5	5	5	5	5	5	5
Total disponible et réalisable	114.520	112.843	114.473	118.807	118.854	120.491	118.825	115.788
C. Immobilisé :								
Frais de constitut. et de premier établ.	7	7	7	7	7	8	8	8
Immeubles	969	938	939	959	958	961	961	962
Participation dans les filiales immobil.	270	270	270	270	270	270	270	270
Créances sur filiales immobilières	304	298	301	305	302	304	306	313
Matériel et mobilier	124	118	119	119	121	123	121	123
Total de l'immobilisé	1.674	1.631	1.636	1.660	1.658	1.666	1.666	1.676
Total général actif	116.194	114.474	116.109	120.467	120.512	120.414	120.491	117.464
PASSIF								
A. *Opér. d'épargne* (art. 15, arr. royal 42)	—	—	—	—	—	—	—	—
B. *Exigible :*								
Créanciers privilégiés ou garantis	343	384	403	1.048	1.186	677	1.271	392
Emprunts au jour le jour	33	19	57	47	55	26	42	62
Banquiers	7.859	8.332	8.351	9.315	8.530	7.758	7.180	7.501
Maison-mère, succursales et filiales	2.254	2.250	2.028	2.060	2.180	1.852	1.522	1.481
Acceptations	9.628	9.486	9.571	9.790	9.391	9.772	9.564	10.094
Autres valeurs à payer à court terme	1.710	2.303	1.984	2.272	2.394	2.800	2.598	2.386
Créditeurs pour effets à l'encaissement	825	787	804	756	784	802	817	835
Dépôts et comptes courants	79.028	76.087	78.164	80.567	80.685	81.467	82.059	78.942
a) A vue et à un mois au plus [3]	*67.260*	*65.079*	*66.590*	*67.971*	*67.978*	*68.674*	*69.456*	*68.199*
b) A plus d'un mois	*11.768*	*11.008*	*11.574*	*12.596*	*12.707*	*12.793*	*12.602*	*10.743*
Obligations et bons de caisse	3.816	3.870	3.938	4.006	4.058	4.092	4.130	4.179
Montants à libérer sur titres et partic.	633	658	658	650	626	627	679	680
Divers	3.017	3.118	2.961	2.724	3.292	3.197	3.199	3.842
Total de l'exigible	109.146	107.294	108.919	113.235	113.181	113.070	113.061	110.034
C. *Non exigible :*								
Capital	4.073	4.214	4.215	4.223	4.223	4.250	4.250	4.250
Fonds indisp. par prime d'émission	173	173	173	173	173	174	175	175
Réserve légale (art. 13, A. R. 185)	283	283	283	288	289	287	290	290
Réserve disponible	2.449	2.432	2.442	2.465	2.562	2.549	2.642	2.642
Provisions	70	78	77	83	84	84	73	73
Total du non exigible	7.048	7.180	7.190	7.232	7.331	7.344	7.430	7.430
Total général passif	116.194	114.474	116.109	120.467	120.512	120.414	120.491	117.464

1 La situation globale ne contient, en ce qui concerne les banques exerçant partiellement leur activité à l'étranger ou dans la colonie, que des éléments d'actif et de passif des sièges belges. Les soldes des comptes ouverts par ceux-ci au nom des sièges situés à l'étranger ou dans la colonie apparaissent sous la rubrique « Maison-mère, Succursales et Filiales ».

2 L'encours des effets réescomptés par les banques à la Banque Nationale de Belgique et aux instituts parastatiques s'élevait aux 31 décembre 1955, 31 janvier, 29 février, 31 mars, 30 avril, 31 mai, 30 juin et 31 juillet 1956 respectivement à 6.254, 6.570, 6.315, 5.936, 5.803, 5.948, 6.040 et 7.322 millions de francs, montants qui ne sont pas compris dans le portefeuille commercial.

3 Y compris les dépôts inscrits en carnets ou livrets sur lesquels il peut être disposé à concurrence de 5.000 francs par période de quatorze jours, et, à concurrence de 50.000 francs maximum, par période de quatorze jours, moyennant un préavis de quatorze jours au moins. Pour les mois de décembre 1955, janvier, février, mars, avril, mai, juin et juillet 1956, ces dépôts s'élèvent respectivement à 10.258, 10.490, 10.566, 10.617, 10.588, 10.589, 10.567 et 10.583 millions de francs.

(millions de francs)

Rubriques	1956 9 août	1956 16 août	1956 23 août	1956 30 août	1956 6 septembre	1956 13 septembre	1956 20 septembre	1956 27 septembre
ACTIF								
Encaisse en or	47.431	48.398	48.223	48.223	48.715	48.591	48.586	48.586
Avoirs sur l'étranger	435	461	653	630	488	1.442	1.363	1.003
Devises étrangères et or à recevoir	1.404	1.404	1.399	1.399	1.399	1.224	1.224	1.224
Créances sur l'étranger dans le cadre d'accords de paiement :								
a) U.E.P.	9.547	9.818	9.818	9.818	9.770	10.035	10.035	10.035
b) pays membres de l'U.E.P.	3.272	1.326	1.539	1.863	2.570	1.288	1.594	1.949
c) autres pays	690	696	696	694	710	708	713	634
Débiteurs pour change et or, à terme	—	—	—	—	499	499	499	499
Effets commerciaux sur la Belgique	6.314	5.073	4.309	3.984	4.497	3.983	4.408	5.229
Avances sur nantissement	772	788	377	331	405	409	561	310
Effets publics (art. 20 des statuts. Conventions des 14 septembre 1948 et 15 avril 1952) :								
a) certificats du Trésor	7.940	8.145	8.195	8.755	8.005	8.365	7.460	7.895
b) effets émis par des organismes dont les engagements sont garantis par l'Etat	480	408	571	885	1.446	562	967	722
c) autres effets publics belges	196	199	184	184	191	161	136	118
Monnaies divisionnaires et d'appoint	656	673	688	701	690	718	730	737
Avoirs à l'Office des Chèques Postaux	2	2	2	1	2	2	2	2
Créance consolidée sur l'Etat (article 3, § *b* de la loi du 28 juillet 1948)	34.660	34.660	34.660	34.660	34.660	34.660	34.660	34.660
Fonds publics (art. 18 et 21 des statuts)	2.071	2.071	2.071	2.071	2.071	2.071	2.071	2.071
Immeubles, matériel et mobilier	1.179	1.179	1.179	1.179	1.179	1.179	1.179	1.179
Valeurs de la Caisse de Pensions du Personnel	849	849	849	849	848	848	848	848
Divers	718	694	847	934	1.516	1.213	1.149	919
	118.616	116.844	116.260	117.161	119.661	117.958	118.185	118.620
PASSIF								
Billets en circulation	110.125	109.300	108.501	108.676	110.094	108. 917	108.252	108.238
Comptes courants :								
Trésor public { Compte ordinaire	2	4	3	5	6	4	4	2
Trésor public { Comptes Accord de Coop. Economique	40	40	40	40	40	40	40	40
Banques à l'étranger : comptes ordin.	237	258	263	256	256	257	255	281
Comptes courants divers	1.193	1.044	1.036	1.652	1.236	1.229	1.295	1.336
Engagements envers l'étranger dans le cadre d'accords de paiement :								
Pays membres de l'U.E.P.	1.379	519	614	825	1.822	1.413	2.075	2.522
Autres pays	367	353	354	367	366	419	403	440
Total des engagements à vue	113.343	111.518	110.811	111.821	113.820	112.279	112.324	112.859
Provisions spéciales :								
Convention du 14-9-54 : S.N.C.I.	200	250	250	250	250	250	325	325
Convention du 11-5-55 : S.N.C.I.	—	—	—	—	—	—	—	—
Devises étrangères et or à livrer	1.420	1.420	1.537	1.416	1.907	1.740	1.842	1.734
Caisse de Pensions du Personnel	849	849	849	849	848	848	848	848
Divers	730	733	739	751	762	767	772	780
Capital	400	400	400	400	400	400	400	400
Réserves et comptes d'amortissement	1.674	1.674	1.674	1.674	1.674	1.674	1.674	1.674
	118.616	116.844	116.260	117.161	119.661	117.958	118.185	118.620

SITUATIONS MENSUELLES

DE LA BANQUE CENTRALE DU CONGO BELGE ET DU RUANDA-URUNDI

(millions de francs)

Rubriques	1956 31 janvier	1956 29 février	1956 31 mars	1956 30 avril	1956 31 mai	1956 30 juin	1956 31 juillet	1956 31 août
ACTIF								
Encaisse or	5.799	5.804	5.808	5.812	5.831	5.834	5.948	6.063
Avoirs en monnaies convertibles	3.784	3.734	3.873	3.922	3.867	3.896	3.863	4.231
Avoirs en francs belges :								
Banques et divers organismes	152	90	40	127	119	106	23	35
Certificats du Trésor belge	1.783	1.783	1.600	1.550	1.145	1.395	1.420	1.322
Autres avoirs	1.309	1.252	1.114	746	627	1.662	2.160	2.285
Avoirs en autres monnaies	29	59	37	29	27	30	20	24
Monnaies étrangères et or à recevoir	37	—	—	—	—	—	—	—
Débiteurs pour change et or à terme	—	—	—	—	—	—	—	—
Effets commerc. sur le Congo Belge et le Ruanda-Urundi	110	106	117	114	114	160	164	119
Avances sur fonds publ. et subs. précieuses	75	77	97	136	146	128	158	92
Avoirs aux Offices des Chèques postaux	10	8	2	6	14	12	9	6
Effets publics belges émis en francs cong.	3.993	3.993	3.993	3.993	3.993	3.993	3.993	3.993
Fonds publics (art. 6, § 1, litt. 12 et 13 des Statuts)	783	779	792	800	807	987	994	1.000
Immeubles, matériel et mobilier	181	184	190	193	186	193	198	202
Divers	67	66	81	92	100	105	137	141
	18.112	17.935	17.744	17.520	16.976	18.501	19.087	19.513
PASSIF								
Billets et monnaies métalliques en circul.	4.965	4.969	4.943	4.891	4.942	5.305	5.506	5.474
Comptes courants et créditeurs divers :								
Congo Belge	5.294	6.053	5.942	6.055	6.174	6.033	6.003	5.730
Ruanda-Urundi	820	1.011	1.052	1.031	1.029	1.022	1.040	1.063
Comptes courants divers	3.004	2.341	2.516	2.435	2.190	1.811	1.594	1.704
Valeurs à payer	207	161	167	210	158	194	132	196
Total des engagements à vue	14.290	14.535	14.620	14.622	14.493	14.365	14.275	14.167
Créditeurs pour change et or à terme	7	—	—	—	—	—	—	—
Engagements en francs belges :								
A vue	1.756	929	571	634	529	481	911	535
A terme	1.423	1.823	1.868	1.512	1.142	2.812	3.061	3.595
Engagements en monnaies étrangères :								
En monnaies convertibles	10	10	9	8	8	32	33	411
En autres devises	7	6	12	7	9	8	13	6
Monnaies étrangères et or à livrer	25	18	30	79	115	65	33	16
Divers	325	345	365	389	340	398	421	443
Capital	150	150	150	150	150	150	150	150
Fonds de réserve et d'amortissement	119	119	119	119	190	190	190	190
	18.112	17.935	17.744	17.520	16.976	18.501	19.087	19.513

VITESSE DE CIRCULATION DE LA MONNAIE SCRIPTURALE EN BELGIQUE 85⁵

Mois	Comptes Chèques postaux [1]	Mois	Dépôts à vue dans les banques [2] [3]
1955 Juin	3,64	1955 Juin	1,93
Juillet	4,13	Juillet	2,02
Août	3,78	Août	1,83
Septembre	3,64	Septembre	1,83
Octobre	3,90	Octobre	1,89
Novembre	4,21	Novembre	2,02
Décembre	3,84	Décembre	2,13
1956 Janvier	4,00	1956 Janvier	1,93
Février	3,78	Février	1,82
Mars	3,69	Mars	1,82
Avril	4,00	Avril	2,15
Mai	3,83	Mai	2,20
Juin	3,73	Juin	2,09
Juillet	4,02	Juillet	2,09
Août	3,81	Août	1,83

[1] Voir tableau nº 86.

[2] Méthode d'établissement : voir notre *Bulletin d'Information et de Documentation* d'octobre 1950, p. 222.

[3] Nouvelle série : chiffres réduits en mois-type de 25 jours.

Note. — Les coefficients de rotation des comptes chèques postaux et des dépôts à vue dans les banques ne sont pas comparables, parce qu'ils ne sont pas calculés sur des bases identiques. Les coefficients relatifs aux comptes bancaires sont plus précis.

STOCK MONETAIRE INTERIEUR 85⁴

(en milliards de francs)

Dates	Monnaie fiduciaire			Monnaie scripturale détenue par						Total du stock monétaire	Pourcentage de monnaie fiduciaire	Mouvements du stock monétaire total
					les entreprises et particuliers **							
	Billets et monnaies du Trésor	Billets de la Banque Nationale de Belgique	**Stock de monnaie fiduciaire** *	le Trésor et les pouvoirs publics subordonnés	Comptes courants à la Banque Nationale de Belgique *	Avoirs en comptes chèques postaux *	Dépôts à vue et à un mois au plus dans les banques et établissements paraétatiques *	Total	**Stock de monnaie scripturale**			
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9) = (4) + (8)	(10) = (3) + (9)	(11) = (3)/(10)	(12)
1951 31-3	5,2	86,0	**89,6**	6,9	0,5	17,0	40,3	57,8	**64,7**	**154,3**	*58,1*	— 1,8
30-6	5,4	88,2	**92,2**	6,6	0,5	17,4	40,4	58,3	**64,9**	**157,1**	*58,7*	+ 2,8
30-9	5,7	91,6	**96,0**	6,9	0,6	17,4	41,7	59,7	**66,6**	**162,6**	*59,0*	+ 5,5
31-12	5,6	95,0	**99,1**	7,4	0,7	18,2	43,1	62,0	**69,4**	**168,5**	*58,8*	+ 5,9
1952 31-3	5,7	94,8	**99,0**	7,3	0,5	18,3	44,8	63,6	**70,9**	**169,9**	*58,3*	+ 1,4
30-6	5,8	96,3	**100,6**	6,8	0,5	18,8	44,9	64,2	**71,0**	**171,6**	*58,6*	+ 1,7
30-9	5,9	96,0	**100,3**	7,0	0,5	19,1	45,4	65,0	**72,0**	**172,3**	*58,2*	+ 0,7
31-12	5,9	97,8	**102,0**	7,4	0,7	18,0	46,4	65,1	**72,5**	**174,5**	*58,5*	+ 2,2
1953 31-3	5,9	97,3	**101,4**	6,9	0,5	18,7	45,8	65,0	**71,9**	**173,3**	*58,5*	— 1,2
30-6	5,8	98,4	**102,6**	6,9	0,6	19,6	46,1	66,3	**73,2**	**175,8**	*58,4*	+ 2,5
30-9	5,9	100,1	**104,4**	7,3	0,5	19,7	46,3	66,5	**73,8**	**178,2**	*58,6*	+ 2,4
31-12	5,9	101,6	**105,9**	7,1	0,6	19,9	46,8	67,3	**74,4**	**180,3**	*58,7*	+ 2,1
1954 31-3	5,9	98,8	**102,9**	7,5	0,5	19,6	46,4	66,5	**74,0**	**176,9**	*58,2*	— 3,4
30-6	5,9	100,2	**104,3**	8,1	0,7	20,2	49,0	69,9	**78,0**	**182,3**	*57,2*	+ 5,4
30-9	5,9	101,2	**105,2**	7,9	0,5	19,1	47,5	67,1	**75,0**	**180,2**	*58,4*	— 2,1
31-12	5,9	102,7	**106,7**	7,4	0,5	20,6	48,4	69,5	**76,9**	**183,6**	*58,1*	+ 3,4
1955 31-3	5,9	104,0	**107,5**	7,1	0,4	19,0	50,7	70,1	**77,2**	**184,7**	*58,2*	+ 1,1
30-6	5,8	105,3	**108,6**	7,3	0,6	20,4	50,7	71,7	**79,0**	**187,6**	*57,9*	+ 2,9
30-9	5,7	106,4	**109,7**	7,4	0,3	20,0	50,0	70,3	**77,7**	**187,4**	*58,5*	— 0,2
31-12	5,6	107,6	**110,7**	7,9	0,6	21,0	52,5	74,1	**82,0**	**192,7**	*57,5*	+ 4,1
1956 31-1	5,6	104,7	**107,8**	7,3	0,4	21,3	50,1	71,8	**79,1**	**186,9**	*57,7*	— 5,8
29-2	5,5	106,1	**109,2**	6,4	0,4	21,0	51,4	72,8	**79,2**	**188,4**	*58,0*	+ 1,5
31-3	5,4	106,4	**109,5**	7,5	0,4	21,0	52,6	74,0	**81,5**	**191,0**	*57,3*	+ 2,6
30-4	5,4	107,0	**110,0**	6,9	0,4	21,7	52,8	74,9	**81,8**	**191,8**	*57,4*	+ 0,8
31-5	5,4	107,2	**110,1**	6,9	0,4	22,0	53,5	75,9	**82,8**	**192,9**	*57,1*	+ 1,1
30-6	5,4	108,4	**111,4**	6,7	0,3	22,6	54,1	77,0	**83,7**	**195,1**	*57,1*	+ 2,2
31-7	5,4	110,1	**113,1**	6,0	0,4	22,3	52,6	75,3	**81,3**	**194,4**	*58,2*	— 0,7

* Déduction faite des encaisses des organismes émetteurs de monnaie.

** Y compris des organismes paraétatiques administratifs.

BILANS INTEGRES DES ORGANISMES MONETAIRES

(en milliards de francs)

Dates	Stock monétaire					Avoirs extérieurs nets				Créances sur le Trésor et créances obligataires sur d'autres emprunteurs publics				Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation aux entreprises et particuliers résidant en Belgique		Divers			Comptes pour balance	Total	Sous déduction de					Différence (20) — (21) à (25)
	Monnaie fiduciaire	Monnaie scripturale			Total	Avoirs et engagements à vue (montants nets)		Autres avoirs et engagements nets (montants nets)	Total	Dettes de l'Etat	Dette obligataire d'autres emprunteurs publics	Avances au Fonds des Rentes	Total	Logés dans les organismes monétaires	*Pour mémoire* Logés dans et hors des organismes monétaires	Solde des opérations du Crédit Communal de Belgique, de la Caisse Nationale de Crédit professionnel et du Fonds Monétaire autres qu'à court terme	Opérations spécifiques de prêts et emprunts avec des organismes financiers non monétaires	Solde des créances et engagements non rangés ailleurs sur et envers des nationaux			Engagements quasi monétaires des organismes émetteurs de monnaie envers l'économie nationale			Ecart entre les fonds propres et immobilisations et participations (Banque Nationale, Institut de Réescompte et banques de dépôts)	Emprunts obligataires (banques de dépôts)	
		détenue par les entreprises et particuliers *	détenue par les pouvoirs publics	Total		B.N.B.	Banques privées														Détenus par les entreprises et particuliers	Dépôts en devises détenus par les entreprises et particuliers	Détenus par le Trésor			
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)	(15)	(16)	(17)	(18)	(19)	(20)	(21)	(22)	(23)	(24)	(25)	(26)
1951 31 décembre	99,1	62,0	7,4	69,4	**168,5**	+50,2	—13,4	+1,7	**38,5**	113,1	1,0	1,6	**115,7**	**36,2**	42,1	+1,4	+0,7	—2,0	+2,1	**192,6**	—14,6	—2,4	—1,1	—5,4	—0,6	**168,5**
En p.c. de (20)	*51,5*	*32,2*	*3,8*	*36,0*	*87,5*	*26,1*	*— 7,0*	*0,9*	*20,0*	*58,7*	*0,5*	*0,8*	*60,0*	*18,8*		*0,7*	*0,4*	*—1,0*	*1,1*	*100,0*	*— 7,6*	*—1,2*	*—0,6*	*—2,8*	*—0,3*	*87,5*
1952 31 décembre	102,0	65,1	7,4	72,5	**174,5**	+51,0	— 4,3	+3,7	**50,4**	115,2	1,0	0,3	**116,5**	**36,5**	43,3	+0,4	—0,1	—1,6	+0,2	**202,3**	—18,6	—1,6	—1,4	—5,2	—1,0	**174,5**
En p.c. de (20)	*50,4*	*32,2*	*3,7*	*35,9*	*86,3*	*25,2*	*— 2,1*	*1,8*	*24,9*	*56,9*	*0,5*	*0,2*	*57,6*	*18,0*		*0,2*	—	*—0,8*	*0,1*	*100,0*	*— 9,2*	*—0,8*	*—0,7*	*—2,5*	*—0,5*	*86,3*
1953 30 juin	102,6	66,3	6,9	73,2	**175,8**	+48,8	— 4,0	+2,7	**47,5**	118,5	1,0	0,7	**120,2**	**36,1**	43,7	—0,9	+0,6	—1,4	+1,5	**203,6**	—19,3	—1,6	—0,5	—5,2	—1,2	**175,8**
En p.c. de (20)	*50,4*	*32,5*	*3,4*	*35,9*	*86,3*	*24,0*	*— 2,0*	*1,3*	*23,3*	*58,2*	*0,5*	*0,3*	*59,0*	*17,7*		*—0,4*	*0,3*	*—0,7*	*0,8*	*100,0*	*— 9,5*	*—0,8*	*—0,2*	*—2,6*	*—0,6*	*86,3*
31 décembre	105,9	67,3	7,1	74,4	**180,3**	+52,4	— 4,8	+2,7	**50,3**	120,4	1,1	—	**121,5**	**38,7**	45,4	+0,1	+0,1	—1,9	+1,0	**209,8**	—20,6	—1,5	—0,2	—5,3	—1,9	**180,3**
En p.c. de (20)	*50,5*	*32,0*	*3,4*	*35,4*	*85,9*	*25,0*	*— 2,3*	*1,3*	*24,0*	*57,4*	*0,5*	—	*57,9*	*18,5*		—	—	*—0,9*	*0,5*	*100,0*	*— 9,8*	*—0,7*	*—0,1*	*—2,6*	*—0,9*	*85,9*
1954 30 juin	104,3	69,9	8,1	78,0	**182,3**	+49,7	— 4,8	+2,9	**47,8**	121,9	1,2	0,2	**123,3**	**38,2**	46,2	+0,6	+1,0	—1,9	+2,6	**211,6**	—19,6	—1,6	—0,1	—5,5	—2,5	**182,3**
En p.c. de (20)	*49,3*	*33,1*	*3,8*	*36,9*	*86,2*	*23,5*	*— 2,3*	*1,4*	*22,6*	*57,6*	*0,6*	*0,1*	*58,3*	*18,0*		*0,3*	*0,5*	*—0,9*	*1,2*	*100,0*	*— 9,3*	*—0,7*	—	*—2,6*	*—1,2*	*86,2*
31 décembre	106,7	69,5	7,4	76,9	**183,6**	+50,5	— 3,7	+1,5	**48,3**	119,9	1,4	1,2	**122,5**	**41,7**	49,8	+2,0	+1,0	—1,2	+1,6	**215,9**	—21,3	—2,0	—0,1	—6,0	—2,9	**183,6**
En p.c. de (20)	*49,4*	*32,2*	*3,4*	*35,6*	*85,0*	*23,4*	*— 1,7*	*0,7*	*22,4*	*55,5*	*0,6*	*0,6*	*56,7*	*19,3*		*0,9*	*0,5*	*—0,5*	*0,7*	*100,0*	*— 9,9*	*—0,9*	—	*—2,8*	*—1,4*	*85,0*
1955 31 mars	107,5	70,1	7,1	77,2	**184,7**	+53,7	— 4,6	+2,3	**51,4**	120,5	1,7	0,1	**122,3**	**41,3**	49,6	+1,5	+1,3	—1,4	+1,3	**217,7**	—22,3	—1,7	—0,1	—5,7	—3,2	**184,7**
En p.c. de (20)	*49,4*	*32,2*	*3,3*	*35,5*	*84,9*	*24,7*	*— 2,1*	*1,0*	*23,6*	*55,3*	*0,8*	—	*56,1*	*19,0*		*0,7*	*0,6*	*—0,6*	*0,6*	*100,0*	*—10,2*	*—0,8*	—	*—2,6*	*—1,5*	*84,9*
30 juin	108,6	71,7	7,3	79,0	**187,6**	+52,9	— 4,8	+2,7	**50,8**	121,1	1,9	0,9	**123,9**	**43,0**	50,1	+2,1	+1,3	—2,0	+2,2	**221,3**	—22,4	—1,7	—0,1	—6,1	—3,4	**187,6**
En p.c. de (20)	*49,0*	*32,4*	*3,3*	*35,7*	*84,7*	*23,9*	*— 2,1*	*1,2*	*23,0*	*54,7*	*0,9*	*0,4*	*56,0*	*19,4*		*0,9*	*0,6*	*—0,9*	*1,0*	*100,0*	*—10,2*	*—0,8*	—	*—2,8*	*—1,5*	*84,7*
30 septembre	109,7	70,3	7,4	77,7	**187,4**	+54,3	— 4,8	+2,9	**52,4**	120,9	1,9	1,4	**124,2**	**41,5**	49,5	+2,9	+1,3	—1,9	+1,0	**221,4**	—22,2	—2,0	—0,1	—6,2	—3,5	**187,4**
En p.c. de (20)	*49,5*	*31,8*	*3,3*	*35,1*	*84,6*	*24,5*	*— 2,1*	*1,3*	*23,7*	*54,6*	*0,9*	*0,6*	*56,1*	*18,7*		*1,3*	*0,6*	*—0,8*	*0,4*	*100,0*	*—10,1*	*—0,9*	—	*—2,8*	*—1,6*	*84,6*
31 décembre	110,7	74,1	7,9	82,0	**192,7**	+56,1	— 4,8	+3,4	**54,7**	122,4	2,1	0,7	**125,2**	**44,4**	52,0	+3,7	+1,3	—1,8	+0,9	**228,4**	—23,4	—2,4	—0,1	—6,0	—3,8	**192,7**
En p.c. de (20)	*48,5*	*32,4*	*3,5*	*35,9*	*84,4*	*24,6*	*— 2,1*	*1,4*	*23,9*	*53,6*	*0,9*	*0,3*	*54,8*	*19,4*		*1,6*	*0,6*	*—0,8*	*0,5*	*100,0*	*—10,2*	*—1,1*	—	*—2,6*	*—1,7*	*84,4*
1956 31 mars	109,5	74,0	7,5	81,5	**191,0**	+58,8	— 4,9	+3,6	**57,5**	121,8	2,2	0,7	**124,7**	**43,4**	52,0	+2,7	+1,1	—1,6	+0,5	**228,2**	—24,5	—2,4	—0,1	—6,2	—4,0	**191,0**
En p.c. de (20)	*48,0*	*32,4*	*3,3*	*35,7*	*83,7*	*25,8*	*— 2,1*	*1,5*	*25,2*	*53,4*	*1,0*	*0,3*	*54,7*	*19,0*		*1,2*	*0,4*	*—0,7*	*0,2*	*100,0*	*—10,7*	*—1,1*	—	*—2,7*	*—1,8*	*83,7*
30 juin	111,4	77,0	6,7	83,7	**195,1**	+59,2	— 3,8	+3,1	**58,5**	124,2	2,6	1,4	**128,2**	**42,1**	52,6	+2,5	+1,4	—1,4	+1,9	**233,2**	—24,5	—2,8	—0,1	—6,6	—4,1	**195,1**
En p.c. de (20)	*47,8*	*33,0*	*2,9*	*35,9*	*83,7*	*25,4*	*— 1,6*	*1,3*	*25,1*	*53,3*	*1,1*	*0,6*	*55,0*	*18,1*		*1,0*	*0,6*	*—0,6*	*0,8*	*100,0*	*—10,5*	*—1,2*	—	*—2,8*	*—1,8*	*83,7*

* Y compris les comptes d'organismes parastatiques administratifs.

ORIGINES DES VARIATIONS DU STOCK MONETAIRE

(mouvements en milliards de francs)

Périodes	Variations du stock monétaire (1)	Variations des liquidités quasi monétaires: Dépôts à terme et comptes spéciaux des exportateurs vers l'U.E.P. (2)	Dépôts en devises de nationaux (3)	Avoirs du Trésor (4)	Total (5)	Total du stock monétaire et des liquidités quasi monétaires (6) = (1) + (5)	Solde des opérations avec l'étranger (à l'exclusion des opérations en capital des pouvoirs publics et des donations officielles) (7)	Financement monétaire des pouvoirs publics * (8)	Monétisation de la dette de l'Etat et autres fonds publics (9)	Mouvements des crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation aux entreprises et particuliers nationaux, logés dans les organismes monétaires (10)	Variations de l'écart entre fonds propres et immobilisations + participations des organismes monétaires (11)	Emprunts obligataires des banques de dépôts (12)	Soldes des opérations autres qu'à court terme du Fonds Monétaire, du Crédit Communal et de la Caisse Nationale de Crédit professionnel (13)	Divers: Opérations spécifiques de prêts et d'emprunts avec des organismes financiers non monétaires (14)	Divers: Soldes des créances et engagements non rangés ailleurs sur et envers des nationaux (15)	Comptes pour balance (16)	Total (17) = de (7) à (16)
1951 Année	+12,4	+ 0,9	+ 0,5	+ 1,1	+ 2,5	+14,9	+10,5	+ 4,5	— 1,6	+ 3,0	— 0,7	— 0,3	+ 0,2	— 0,2	+ 0,2	— 0,7	+14,9
1952 Année	+ 6,0	+ 4,0	— 0,8	+ 0,3	+ 3,5	+ 9,5	+ 6,4	+ 5,3	+ 0,3	+ 0,3	+ 0,2	— 0,4	— 1,0	— 0,8	+ 0,4	— 1,2	+ 9,5
1953 1er semestre	+ 1,3	+ 0,7	—	— 0,9	— 0,2	+ 1,1	— 1,1	+ 1,6	+ 1,1	— 0,4	—	— 0,2	— 1,3	+ 0,6	+ 0,2	+ 0,6	+ 1,1
2e semestre	+ 4,5	+ 1,3	— 0,1	— 0,3	+ 0,9	+ 5,4	+ 0,1	+ 4,2	—	+ 2,6	— 0,1	— 0,7	+ 1,0	— 0,5	— 0,5	— 0,7	+ 5,4
Total ...	+ 5,8	+ 2,0	— 0,1	— 1,2	+ 0,7	+ 6,5	— 1,0	+ 5,8	+ 1,1	+ 2,2	— 0,1	— 0,9	— 0,3	+ 0,1	— 0,3	— 0,1	+ 6,5
1954 1er semestre	+ 2,0	— 1,0	+ 0,1	— 0,1	— 1,0	+ 1,0	— 3,8	+ 1,6	+ 1,2	— 0,5	— 0,2	— 0,6	+ 0,5	+ 0,9	—	+ 1,9	+ 1,0
2e semestre	+ 1,3	+ 1,7	+ 0,4	—	+ 2,1	+ 3,4	— 0,9	— 1,2	+ 2,0	+ 3,5	— 0,5	— 0,4	+ 1,4	—	+ 0,7	— 1,2	+ 3,4
Total ...	+ 3,3	+ 0,7	+ 0,5	— 0,1	+ 1,1	+ 4,4	— 4,7	+ 0,4	+ 3,2	+ 3,0	— 0,7	— 1,0	+ 1,9	+ 0,9	+ 0,7	+ 0,7	+ 4,4
1955 1er trimestre	+ 1,1	+ 1,0	— 0,3	—	+ 0,7	+ 1,8	+ 1,4	+ 2,2	— 0,6	— 0,4	+ 0,3	— 0,3	— 0,5	+ 0,2	— 0,1	— 0,4	+ 1,8
2e trimestre	+ 2,9	+ 0,1	+ 0,1	—	+ 0,2	+ 3,1	+ 0,5	— 1,0	+ 1,6	+ 1,7	— 0,4	— 0,2	+ 0,6	+ 0,1	— 0,6	+ 0,8	+ 3,1
3e trimestre	— 0,2	— 0,2	+ 0,2	—	—	— 0,2	+ 1,7	— 0,3	+ 0,6	— 1,5	— 0,1	— 0,2	+ 0,8	—	—	— 1,2	— 0,2
4e trimestre	+ 5,3	+ 1,2	+ 0,4	—	+ 1,6	+ 6,9	+ 0,5	+ 2,3	+ 0,4	+ 2,9	+ 0,2	— 0,2	+ 0,8	— 0,1	+ 0,2	— 0,1	+ 6,9
Total ...	+ 9,1	+ 2,1	+ 0,4	—	+ 2,5	+11,6	+ 4,1	+ 3,2	+ 2,0	+ 2,7	—	— 0,9	+ 1,7	+ 0,2	— 0,5	— 0,9	+11,6
1956 1er trimestre	— 1,7	+ 1,1	—	—	+ 1,1	— 0,6	+ 3,2	— 1,4	+ 0,2	— 1,0	— 0,2	— 0,2	— 1,0	— 0,2	+ 0,2	— 0,2	— 0,6
2e trimestre	+ 4,1	—	+ 0,4	—	+ 0,4	+ 4,5	+ 1,9	+ 1,2	+ 1,3	— 1,3	— 0,4	— 0,1	— 0,2	+ 0,4	+ 0,2	+ 1,5	+ 4,5

* Mouvement des crédits directs au Trésor + solde des opérations en capital des pouvoirs publics avec l'étranger.

II. — BANQUES D'EMISSION ETRANGERES

BANQUE DE FRANCE

(milliards de francs français)

Rubriques	1956 5 janvier	1956 9 février	1956 5 avril	1956 9 mai	1956 7 juin	1956 5 juillet	1956 9 août	1956 6 septembre
ACTIF								
Encaisse or	301	301	301	301	301	301	301	301
Disponibilités à vue à l'étranger	200	198	178	162	152	144	128	113
Monnaies divisionnaires	17	18	18	18	17	16	17	17
Comptes courants postaux	41	32	45	48	34	42	33	36
Av. au Fonds de Stabilisat. des changes [1]	191	191	182	183	183	157	135	131
Bon du Trésor négociable : Engagement de l'Etat relatif au dépôt d'or de la Banque Nationale de Belgique	4	4	4	4	4	4	4	4
Prêts sans intérêts à l'Etat [2]	50	50	50	50	50	50	50	50
Av. provisoires extraordinaires à l'Etat du 25 août 1940 au 20 juillet 1944 [3]	426	426	426	426	426	426	426	426
Avances provisoires à l'Etat [4]	190	183	183	183	183	183	179	179
Avances spéciales à l'Etat [5]	60	59	23	13	31	20	3	20
Portefeuille d'escompte	1.260	1.278	1.381	1.348	1.396	1.444	1.585	1.588
Effets escomptés sur la France	*614*	*632*	*625*	*648*	*621*	*637*	*679*	*657*
Effets escomptés sur l'étranger	*0,2*	*0,2*	*0,3*	*0,3*	*1*	*0,5*	*0,5*	*0,5*
Effets garant. par l'Office des céréales [6]	*45*	*33*	*20*	*17*	*9*	*4*	*2*	*3*
Effets de mobilisation de crédits à moyen terme	*601*	*613*	*736*	*683*	*765*	*803*	*904*	*928*
Effets négociables achetés en France [7]	196	186	194	265	210	300	282	275
Avances à 30 jours sur effets publics	8	8	16	18	11	16	16	6
Avances sur titres	8	8	9	9	9	10	8	9
Avances sur or	—	—	—	—	—	—	—	—
Hôtel et mobilier de la Banque	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Rentes pourvues d'affectations spéciales [8]	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Effets en cours de recouvrement	43	15	46	31	16	21	15	20
Divers	49	49	49	50	50	51	52	52
Total	3.044	3.006	3.105	3.109	3.073	3.185	3.234	3.227
PASSIF								
Engagements à vue :								
Billets au porteur en circulation	2.837	2.802	2.879	2.882	2.866	2.961	2.978	3.001
Comptes courants créditeurs	128	136	150	149	138	146	174	143
Compte courant du Trésor public	*0,0*	*0,0*	*0,1*	*0,1*	*0,1*	*0,0*	*0,0*	*0,1*
Comptes courants des accords de coopération économique	*0,2*	*0,3*	*0,1*	*0,1*	*0,3*	*0,2*	*0,2*	*0,2*
Comptes courants des banques et institutions financières françaises et étrangères	*57*	*67*	*83*	*76*	*70*	*75*	*99*	*73*
Autres comptes courants et de dépôts de fonds; dispositions et autres engagements à vue	*71*	*69*	*67*	*73*	*68*	*71*	*75*	*70*
Capital de la Banque	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
Bénéfices en addition au capital [9]	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
Réserves mobilières légales [8]	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Réserve immobilière	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Divers	79	68	76	78	69	78	82	82
Total	3.044	3.006	3.105	3.109	3.073	3.185	3.234	3.227

1 Convention du 27 juin 1949.

2 Loi du 9 juin 1857, convention du 29 mars 1878, loi du 13 juin 1878 prorogée, lois des 17 novembre 1897, 29 décembre 1911, 20 décembre 1918 et 25 juin 1928, convention du 12 novembre 1938, décret du 12 novembre 1938, convention du 27 mars 1947, loi du 29 mars 1947.

3 Conventions des 25 août, 29 octobre, 12 décembre, 30 décembre 1940, 20 février, 30 avril, 10 mai, 11 juin, 11 septembre, 27 novembre, 26 décembre 1941, 5 mars, 30 avril, 11 juin, 17 septembre, 19 novembre 1942, 21 janvier, 31 mars, 8 juillet, 30 septembre, 16 décembre 1943, 23 mars, 17 mai et 20 juillet 1944.

4 Convention du 29 septembre 1938 approuvée par le décret du 1er septembre 1939, convention du 29 février 1940 approuvée par le décret du 29 février 1940, convention du 9 juin 1940 approuvée par le décret du 9 juin 1940, convention du 8 juin 1944 approuvée par la loi du 15 juillet 1944, convention du 24 juin 1947 approuvée par la loi du 26 juin 1947, convention du 25 septembre 1947 approuvée par le décret du 1er octobre 1947, convention du 22 janvier 1953 approuvée par la loi du 23 janvier 1953.

5 Convention du 11 juillet 1953 approuvée par la loi du même jour.

6 Loi du 15 août 1936, décret du 29 juillet 1939, loi du 19 mai 1941.

7 Décret du 17 juin 1938.

8 Loi du 17 mai 1834, décrets des 27 avril et 2 mai 1848, loi du 9 juin 1857.

9 Lois des 9 juin 1857 et 17 novembre 1897.

BANK OF ENGLAND

(millions de £)

Rubriques	1956 8 février	1956 7 mars	1956 4 avril	1956 9 mai	1956 6 juin	1956 4 juillet	1956 8 août	1956 5 septembre
Département d'émission								
ACTIF								
Dette de l'Etat	11	11	11	11	11	11	11	11
Autres fonds publics	1.810	1.810	1.860	1.860	1.885	1.935	1.985	1.910
Autres titres	1	1	1	1	1	1	1	1
Monnaies autres que monnaies d'or	3	3	3	3	3	3	3	3
Montant de l'émission fiduciaire	1.825	1.825	1.875	1.875	1.900	1.950	2.000	1.925
Monnaies d'or et lingots	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
	1.825	1.825	1.875	1.875	1.900	1.950	2.000	1.925
PASSIF								
Billets émis :								
En circulation	1.777	1.801	1.852	1.855	1.871	1.906	1.977	1.900
Au Département bancaire	48	24	23	20	29	44	23	25
	1.825	1.825	1.875	1.875	1.900	1.950	2.000	1.925
Département bancaire								
ACTIF								
Fonds publics	237	257	277	278	273	215	216	256
Autres titres :								
Escomptes et avances	32	29	23	25	9	56	36	14
Titres	17	17	17	15	17	17	17	17
Billets	48	24	23	20	29	44	23	25
Monnaies	2	2	2	2	2	2	2	2
	336	329	342	340	330	334	294	314
PASSIF								
Capital	15	15	15	14	14	14	14	14
Réserves	4	4	4	3	3	4	4	4
Dépôts publics :	—	—	—	—	—	—	17[1]	18[1]
Comptes publics (y compris Trésor, Banques d'épargne, commissaires de la Dette publique et comptes de dividendes)	9	11	16	17	11	9	—	—
Trésor, compte spécial	3	3	3	3	1	—	—	—
Autres dépôts :								
Banquiers	234	227	225	228	225	234	189	209
Autres comptes	71	69	79	75	76	73	70	69
	336	329	342	340	330	334	294	314

[1] Y compris Trésor, Banques d'épargne, commissaires de la Dette publique et comptes de dividendes.

FEDERAL RESERVE BANKS [1]

(millions de $)

Rubriques	1956 8 février	1956 7 mars	1956 4 avril	1956 9 mai	1956 6 juin	1956 4 juillet	1956 8 août	1956 5 septembre
ACTIF								
Certificats-or	20.156	20.166	20.191	20.241	20.274	20.290	20.321	20.356
Fonds de rachat des billets des F.R.	857	848	845	841	831	843	853	846
Total des réserves de certificats-or	21.013	21.014	21.036	21.082	21.105	21.133	21.174	21.202
Billets F.R. d'autres banques	361	311	293	271	254	213	310	291
Autres encaisses	444	422	382	363	343	342	386	356
Escompte et avances	827	650	644	1.003	494	570	717	688
Prêts à l'économie privée	1	1	1	1	1	1	1	1
Acceptations achetées directement	16	16	15	15	16	17	17	19
Acceptations détenues en vertu d'une convention de rachat	—	—	—	—	—	—	—	—
Fonds publics :								
Achetés directement								
Effets	555	538	699	363	603	951	529	940
Certificats	5.921	5.920	10.932	10.933	10.933	10.932	10.933	10.933
Billets	14.166	14.166	9.154	9.154	9.154	9.154	9.154	9.154
Obligations	2.802	2.802	2.802	2.802	2.802	2.802	2.802	2.802
Total achetés directement	23.444	23.426	23.587	23.252	23.492	23.839	23.418	23.829
Détenus en vertu d'une convention de rachat	—	91	21	20	20	24	—	35
Total des fonds publics	23.444	23.517	23.608	23.272	23.512	23.863	23.418	23.864
Total des prêts et des fonds publics	24.288	24.184	24.268	24.291	24.023	24.451	24.153	24.572
Avoirs sur banques étrangères	—	—	—	—	—	—	—	—
Moyens de trésorerie non encaissés	3.936	4.113	4.205	4.214	4.151	4.703	4.090	4.101
Immeubles	62	63	65	65	67	68	70	70
Autres avoirs	211	140	115	174	207	224	214	262
Total actif	50.315	50.247	50.364	50.460	50.150	51.134	50.397	50.854
EXIGIBLE								
Billets de la Federal Reserve	26.122	26.044	26.046	26.032	26.165	26.486	26.401	26.595
Dépôts :								
Banques affiliées — compte de réserve	18.675	18.518	18.586	18.617	18.469	18.930	18.243	18.641
Trésor américain — compte général	305	452	503	498	435	446	561	409
Etrangers	369	357	327	336	317	291	277	444
Autres	315	347	302	322	297	287	273	240
Total dépôts	19.664	19.674	19.718	19.773	19.518	19.954	19.354	19.734
Moyens de trésor. avec disponib. différée	3.338	3.305	3.339	3.436	3.211	3.412	3.411	3.249
Autres engagements et dividendes courus	14	16	18	19	22	15	14	20
Total exigible	49.138	49.039	49.121	49.260	48.916	49.867	49.180	49.598
COMPTES DE CAPITAL								
Capital libéré	306	309	310	314	315	316	317	318
Surplus (section 7)	694	694	694	694	694	694	694	694
Surplus (section 13b)	28	27	27	27	28	27	28	28
Autres comptes de capital	149	178	212	165	197	230	178	216
Total passif	50.315	50.247	50.364	50.460	50.150	51.134	50.397	50.854
Engagements éventuels sur acceptations achetées pr correspondants étrangers	32	39	42	45	45	45	50	52
Engagem. d'emprunts à l'économie privée	3	2	2	2	3	3	2	2
Coefficient des réserves de certificats-or par rapport aux dépôts et billets F.R.	45,9 %	46,0 %	46,0 %	46,0 %	46,2 %	46,0 %	46,3 %	45,8 %

1 Situation globale des douze banques de réserve fédérales.

NEDERLANDSCHE BANK

(millions de florins)

Rubriques	1956 6 février	1956 5 mars	1956 9 avril	1956 7 mai	1956 4 juin	1956 9 juillet	1956 6 août	1956 10 septembre
ACTIF								
Effets, promesses et obligat. escomptés [1]	—	—	—	—	—	22	12	11
Effets, certificats du Trésor et obligations achetés par la Banque (art. 15, 4°, de la loi bancaire de 1948)	—	—	—	—	—	—	—	—
Certif. du Trésor repris par la Banque à l'Etat en vertu de la conv. du 26-2-1947	242	217	240	240	240	460	460	460
Avances en comptes courants nantis (y compris les prêts) [2]	81	27	173	63	49	68	73	119
sur titres, etc. [2]	*79*	*25*	*172*	*62*	*48*	*67*	*72*	*118*
sur produits et cédules	*2*	*2*	*1*	*1*	*1*	*1*	*1*	*1*
Avances à l'Etat (art. 20 de la loi bancaire de 1948)	—	—	—	—	—	—	—	—
Créance comptable sur l'Etat en vertu de la convention du 26-2-47	200	200	200	200	200	200	200	200
Lingots et monnaies	3.314	3.345	3.334	3.331	3.276	3.230	3.230	3.231
Monnaies et lingots d'or	*3.275*	*3.315*	*3.315*	*3.322*	*3.271*	*3.226*	*3.227*	*3.227*
Monnaies d'argent, etc.	*39*	*30*	*19*	*9*	*5*	*4*	*3*	*4*
Créances et titres libellés en monnaies étrangères [3]	1.511	1.458	1.414	1.444	1.357	1.213	1.231[4]	1.078[4]
Moyens de paiement étrangers [3]	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3	0,5	0,5
Créances en florins résultant d'accords de paiement [4]	168	193	192	170	180	173	180[4]	188[4]
Placement du capital, des réserves, du fonds des pensions et du fonds de prévision	151	151	150	154	153	153	154	154
Immeubles et inventaires	1	1	1	1	1	1	1	1
Comptes divers	59	71	73	53	55	35	31	39
	5.727	5.663	5.777	5.656	5.511	5.555	5.572	5.481
PASSIF								
Capital	20	20	20	20	20	20	20	20
Fonds de réserve	26	26	26	25	25	25	25	25
Réserves spéciales	103	103	103	108	108	107	108	108
Fonds de prévis. du personnel temporaire	2	2	2	1	1	1	1	1
Billets en circulation	3.838	3.879	3.857	4.026	4.025	3.995	4.045	3.961
Accréditifs en circulation	—	1	—	—	—	—	4	—
Comptes courants	1.624	1.530	1.665	1.405	1.253	1.339	1.293	1.285
Trésor public	*421*	*251*	*400*	*251*	*73*	*131*	*86*	*240*
Trésor public, compte spécial	*490*	*490*	*490*	*466*	*466*	*419*	*419*	*419*
Avoirs des banques aux Pays-Bas	*510*	*576*	*549*	*465*	*451*	*482*	*533*	*432*
Engagements résultant d'accords de paiement	*113*	*110*	*127*	*126*	*134*	*233*	*184*	*138*
Autres avoirs de non-résidents	*20*	*16*	*15*	*15*	*18*	*18*	*17*	*18*
Autres engagements	*70*	*87*	*84*	*82*	*111*	*56*	*54*	*38*
Engagements libellés en monnaies étrang.	45	30	39	31	36	23	20	22
Comptes divers	69	72	65	40	43	45	56	59
	5.727	5.663	5.777	5.656	5.511	5.555	5.572	5.481
1 Dont Certificats du Trésor (escomptés directement par la Banque)	—	—	—	—	—	—	—	—
2 Dont à l'Indonésie (Loi du 15 mars 1933 — *Staatsblad*, nr 99)	18	18	18	18	18	18	18	18
3 Conformément aux dispositions de l'article 1 (e) et 8 (b) de l'arrêté royal du 27 juin 1956 (Stb. 357) le montant convertible de ces deux postes réunis s'élève à	—	—	—	—	—	537	620	483
4 Dans ces postes sont comprises des créances consolidées pour un montant de	26	24	23	22	21	19	95	96
N. B. — Soldes en florins résultant d'accords de paiement et placés en bons du Trésor néerlandais	42	43	65	161	136	62	52	36
Billets mis en circulation par la Banque pour compte de l'Etat	160	152	146	144	145	143	146	141

SVERIGES RIKSBANK

(millions de kr.)

Rubriques	1956 29 février	1956 29 mars	1956 30 avril	1956 31 mai	1956 30 juin	1956 31 juillet	1956 31 août	1956 29 septembre
ACTIF								
Monnaies et lingots d'or	599	601	593	585	566	574	579	579
Surplus de valeur d'or	806	810	798	788	762	773	779	780
Fonds publics étrangers *	590	624	618	627	615	643	660	678
Effets sur l'étranger *	78	65	72	69	70	74	75	64
Créances nettes sur banques et banquiers étrangers *	292	245	234	156	237	204	156	214
Autres avoirs sur l'étranger	1	1	1	1	1	1	1	1
Effets et obligations du Trésor suédois *	3.627	3.603	3.791	3.591	3.787	3.971	3.944	3.759
Effets payables en Suède *	14	15	14	15	14	13	12	12
Prêts nantis *	9	29	9	162	193	8	8	95
Avances en comptes courants *	—	—	—	—	—	—	—	—
Prêts sur ventes à tempérament	53	53	53	53	53	52	52	53
Fonds de pensions déposés à l'administration de la Dette publique	7	7	7	7	7	7	7	7
Monnaies (autres qu'en or)	28	28	28	28	28	28	29	29
Chèques et effets bancaires	10	13	9	6	8	10	3	6
Autres valeurs actives intérieures	55	31	21	18	16	16	16	18
Quota de la Suède au F.M.I.	517	517	517	517	517	517	517	517
Participation de la Suède au capital de la B.I.R.D.	103	103	103	103	103	103	103	103
Total ...	6.789	6.745	6.868	6.726	6.977	6.994	6.941	6.915
PASSIF								
Billets en circulation [1]	5.014	5.073	5.129	4.968	5.108	4.949	5.047	5.129
Effets bancaires	4	2	2	1	4	6	2	4
Dépôts en comptes courants :	514	325	370	312	323	499	356	234
Institutions officielles	*333*	*213*	*202*	*231*	*207*	*210*	*105*	*164*
Banques commerciales	*172*	*108*	*165*	*79*	*112*	*287*	*245*	*67*
Autres déposants	*9*	*4*	*3*	*2*	*4*	*2*	*6*	*3*
Dépôts	266	345	372	435	516	515	509	509
Comptes d'ajustements de change	341	341	354	354	354	354	354	354
Autres engagements	14	23	32	47	63	64	66	79
Capital	50	50	50	50	50	50	50	50
Fonds de prêts sur ventes à tempérament	65	65	65	65	65	65	65	65
Fonds de réserve	20	20	20	20	20	20	20	20
Fonds de pensions	7	7	7	7	7	7	7	7
Bénéfices reportés	0,3	0,3	1	1	1	1	1	1
Bénéfice pour 1955	28	28	—	—	—	—	—	—
Fonds Monétaire International	388	388	388	388	388	388	388	388
Banque Internationale de Reconstruction et de Développement	78	78	78	78	78	76	76	75
Total ...	6.789	6.745	6.868	6.726	6.977	6.994	6.941	6.915

N. B. La couverture supplémentaire des billets (art. 10 de la loi sur la Riksbank) comprend les rubriques actives marquées d'un astérisque.

[1] Le montant maximum de l'émission fiduciaire autorisée est de 6.000 millions de Kr. en vertu de la loi n° 240 du 1er juin 1956.

BANCA D'ITALIA

(milliards de lires)

Rubriques	1956 31 janvier	1956 29 février	1956 31 mars	1956 30 avril	1956 31 mai	1956 30 juin	1956 31 juillet	1956 31 août
ACTIF								
Encaisse en or	4	4	4	4	4	4	4	4
Or à l'étranger dû par l'Etat	2	2	2	2	2	2	2	2
Caisse [1]	8	11	12	12	12	12	10	14
Portefeuille d'escompte	329	330	327	322	325	327	344	388
Effets reçus à l'encaissement	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Avances sur titres et sur marchandises et comptes courants	74	94	94	114	94	109	100	86
Disponibilités en devises à l'étranger	70	70	70	73	70	72	70	71
Titres émis ou garantis par l'Etat	58	58	58	58	60	60	57	57
Immeubles	—	—	—	—	—	—	—	—
Débiteurs divers	774	775	786	779	794	805	843	874
Créances diverses	4	4	3	3	3	3	3	3
Avances provisoires à l'Etat	77	77	77	77	77	77	77	77
Avances extraordinaires à l'Etat	343	343	343	343	343	343	343	343
Emissions des autorités militaires alliées ou pour leur compte	145	145	145	145	145	145	145	145
Compte courant du Trésor [2]	175	79	75	29	36	—	31	—
Placements en titres pour le compte du Trésor	360	350	360	350	350	327	327	320
Services divers pour le compte de l'Etat	13	16	14	13	13	6	10	13
Dépenses diverses	1	2	4	6	7	18	20	22
Total de l'actif	2.437	2.360	2.374	2.330	2.335	2.310	2.386	2.419
PASSIF								
Billets en circulation	1.547	1.529	1.564	1.531	1.544	1.554	1.609	1.600
Chèques et autres dettes à vue [3]	13	13	14	13	14	13	15	14
Comptes courants à vue	71	68	69	66	69	85	78	79
Comptes courants à terme et réserves obligatoires des banques	645	586	566	551	545	476	511	519
Créditeurs divers	134	135	131	136	132	127	134	133
Comptes courants du Trésor public :								
ordinaire	—	—	—	—	—	10	—	30
spécial	—	—	—	—	—	3	—	3
Comptes courants des Accords de coopération économique	23	25	23	25	22	21	16	16
Capital	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
Fonds de réserve ordinaire	1	1	1	1	1	1	2	2
Fonds de réserve extraordinaire	1	1	1	1	1	1	1	1
Bénéfices de l'exercice en cours	2	2	5	6	7	19	20	22
Total du passif et du patrimoine	2.437	2.360	2.374	2.330	2.335	2.310	2.386	2.419
Déposants de titres et valeurs (compte d'ordre)	3.478	3.330	3.076	2.945	3.037	4.286	4.155	3.993
Escomptes effectués	41	40	116	135	47	44	133	197
Avances effectuées	287	350	367	380	325	426	395	446
Opérations au comptant liquidées par les Chambres de compensation	5.928	5.080	5.050	5.174	4.735	5.570	5.226	5.568
[1] Comprend les billets et monnaies pour compte du Trésor	6	10	10	10	10	9	8	12
[2] Solde du fonds spécial	2	2	2	2	2	—	2	—
[3] Comprend valeurs et assignations	11	11	10	11	11	11	13	13

BANK DEUTSCHER LÄNDER

(millions de D.M.)

Rubriques	1956 7 février	1956 7 mars	1956 7 avril	1956 7 mai	1956 7 juin	1956 7 juillet	1956 7 août	1956 7 septembre
ACTIF								
Or	3.992	4.155	4.202	4.337	4.426	4.626	4.983	5.341
Avoirs auprès de banques étrangères	8.641	8.623	8.878	9.076	9.477	9.874	10.231	10.369
Monnaies étrangères, lettres de change et chèques sur l'étranger	651	695	703	700	722	783	785	693
Avoirs en comptes chèques postaux	83	77	94	89	96	75	89	75
Effets sur l'intérieur	2.337	2.885	2.708	2.496	2.113	1.693	1.272	1.169
Effets du Trésor et bons du Trésor sans intérêt des administrations de l'Etat	89	292	170	296	266	184	94	124
Monnaies divisionnaires allemandes	60	62	55	51	51	50	48	54
Prêts sur créances de compensation	—	—	—	18	—	4	—	—
Avances et crédits à court terme	129	115	122	107	91	69	97	79
Titres	18	19	21	20	37	36	52	51
Créances sur les pouvoirs publics	1.534	1.534	1.534	1.534	1.535	1.535	1.535	1.536
a) *créances de compensation*	*912*	*912*	*912*	*912*	*913*	*913*	*913*	*914*
b) *titres d'obligations*	*622*	*622*	*622*	*622*	*622*	*622*	*622*	*622*
Crédit à l'Etat pour participation au Fonds Monétaire et à la Banque Mondiale	391	391	391	391	391	391	391	391
Autres valeurs actives	64	60	78	91	95	80	81	84
	17.989	18.908	18.956	19.206	19.300	19.400	19.658	19.966
PASSIF								
Billets en circulation	12.630	12.866	13.039	13.220	13.395	13.541	13.350	13.592
Dépôts :								
a) des banques centrales des Länder	713	765	879	703	746	615	1.027	996
b) des Administrations de l'Etat :	3.466	4.061	3.835	4.119	4.115	4.223	4.115	4.197
comptes de contre-valeur de l'Etat	*255*	*213*	*222*	*235*	*231*	*234*	*223*	*189*
autres avoirs	*3.211*	*3.848*	*3.613*	*3.884*	*3.884*	*3.989*	*3.892*	*4.008*
c) administrations alliées	234	238	226	221	172	149	125	159
d) autres	44	43	44	107	52	31	130	94
Engagements résultant des transactions avec l'étranger	198	227	228	214	200	184	201	205
Autres valeurs passives	362	366	363	242	240	277	330	343
a) *provisions*	*180*	*180*	*180*	*212*	*213*	*185*	*185*	*185*
b) *autres*	*182*	*186*	*183*	*30*	*27*	*92*	*145*	*158*
Capital social	100	100	100	100	100	100	100	100
Réserves légales et autres	242	242	242	280	280	280	280	280
	17.989	18.908	18.956	19.206	19.300	19.400	19.658	19.966

BANQUE NATIONALE SUISSE

86[8]

(millions de francs suisses)

Rubriques	1956 7 février	1956 7 mars	1956 7 avril	1956 7 mai	1956 7 juin	1956 7 juillet	1956 7 août	1956 7 septembre
ACTIF								
Encaisse or	6.667	6.729	6.753	6.755	6.684	6.649	6.825	6.891
Disponibilités à l'étranger	580	603	580	586	554	600	573	602
pouvant servir de couverture	*580*	*603*	*580*	*586*	*554*	*600*	*573*	*602*
autres	—	—	—	—	—	—	—	—
Portefeuille effets sur la Suisse	114	98	91	94	99	108	108	99
Effets de change	*114*	*98*	*91*	*93*	*98*	*105*	*105*	*99*
Rescriptions de la Confédération Suisse	—	—	—	*1*	*1*	*3*	*3*	—
Avances sur nantissement	24	27	34	42	49	45	41	40
Titres	46	46	45	45	45	45	45	45
pouvant servir de couverture	*1*	*1*	—	—	—	—	—	—
autres	*45*	*45*	*45*	*45*	*45*	*45*	*45*	*45*
Correspondants en Suisse	9	12	11	12	11	14	11	9
Autres postes de l'actif	27	31	27	29	29	30	36	34
Total ...	7.467	7.546	7.541	7.563	7.471	7.491	7.639	7.720
PASSIF								
Fonds propres	47	47	48	48	48	48	48	48
Billets en circulation	5.028	5.060	5.120	5.108	5.081	5.163	5.167	5.224
Engagements à vue	2.230	2.275	2.214	2.242	2.177	2.110	2.253	2.277
Comptes de virements des banques du commerce et de l'industrie	*1.859*	*1.896*	*1.749*	*1.552*	*1.481*	*1.510*	*1.620*	*1.580*
Autres engagements à vue	*371*	*379*	*465*	*690*	*696*	*600*	*633*	*697*
Autres postes du passif	162	164	159	165	165	170	171	171
Total ...	7.467	7.546	7.541	7.563	7.471	7.491	7.639	7.720

TAUX D'ESCOMPTE DES PRINCIPALES BANQUES D'EMISSION

86[9]

(au 30 septembre 1956)

(en % depuis la date indiquée)

Allemagne	6 septemb. 1956	5,—	Grande-Bretagne	16 février 1956	5,50
Autriche	17 novemb. 1955	5,—	Grèce	1 mai 1956	10,—
Belgique	4 août 1955	3,—[1]	Irlande	26 mai 1956	5,—
Canada	10 août 1956	3,25[2]	Italie	6 avril 1950	4,—
Congo belge et Ruanda-Urundi	6 avril 1953	3,50[3]	Norvège	14 février 1955	3,50
Danemark	25 mai 1955	5,50	Pays-Bas	25 août 1956	3,25[4]
Espagne	10 septemb. 1956	4,25	Portugal	12 janvier 1944	2,50
Etats-Unis (Federal Reserve Bank of New-York)	24 août 1956	3,—	Suède	19 avril 1955	3,75
Finlande	19 avril 1956	6,50	Suisse	26 novemb. 1936	1,50
France	2 décemb. 1954	3,—	Turquie	6 juin 1956	6,—

1 Taux de traites acceptées domiciliées en banque et warrants. Autres taux, voir tableau 2.
2 A partir du 18 octobre 1956 : 3,50 %.
3 Taux de traites acceptées domiciliées en banque.
4 A partir du 22 octobre 1956 : 3,75 %.

III. — BANQUE DES REGLEMENTS INTERNATIONAUX, A BALE [1]

Situations en milliers de francs suisses or

[unités de 0,29032258... gramme d'or fin (art. 5 des statuts)]

ACTIF	30 juin 1956	%	31 juillet 1956	%	31 août 1956	%
I. Or en lingots et monnayé	609.789	32,4	633.418	32,2	647.781	31,4
II. Espèces en caisse et avoirs bancaires à vue	60.463	3,2	56.973	2,9	46.331	2,2
III. Portefeuille réescomptable :	549.400		555.688		606.110	
1. Effets de commerce et acceptations de banque	*29.657*	1,6	*41.158*	2,1	*47.794*	2,3
2. Bons du Trésor	*519.743*	27,6	*514.530*	26,2	*558.316*	27,1
IV. Effets divers remobilisabl. sur dem.	166.710	8,9	166.457	8,5	171.240	8,3
V. Dépôts à terme :	115.468		119.801		102.019	
1. Or :						
a) à 3 mois au maximum	*3.415*	0,2	*3.415*	0,2	*7.659*	0,4
b) de 3 à 6 mois	*25.968*	1,4	*26.000*	1,3	*21.759*	1,1
c) de 9 à 12 mois	*12.867*	0,7	*12.867*	0,6	*12.867*	0,6
d) à plus d'un an	*12.849*	0,7	*12.850*	0,6	*12.850*	0,6
2. Monnaies :						
a) à 3 mois au maximum	*38.967*	2,1	*28.980*	1,5	*32.552*	1,6
b) de 3 à 6 mois	—	—	*14.290*	0,7	*14.332*	0,7
c) à plus d'un an	*21.402*	1,1	*21.399*	1,1	—	—
VI. Autres effets et titres :	310.778		362.394		416.829	
1. Or :						
a) à 3 mois au maximum	*89.342*	4,7	*74.184*	3,8	*104.964*	5,1
b) de 3 à 6 mois	*89.208*	4,7	*74.109*	3,8	*45.623*	2,2
c) de 6 à 12 mois	*15.322*	0,8	*15.361*	0,8	*43.692*	2,1
d) à plus d'un an	*15.359*	0,8	*15.398*	0,8	*15.437*	0,8
2. Monnaies :						
a) à 3 mois au maximum	*84.399*	4,5	*84.383*	4,3	*84.765*	4,1
b) de 3 à 6 mois	—	—	*81.684*	4,1	*83.580*	4,1
c) à plus d'un an	*17.148*	0,9	*17.275*	0,9	*38.768*	1,9
VII. Actifs divers	1.976	0,1	1.390	0,1	1.818	0,1
VIII. Fonds propres utilisés en exécution des accords de La Haye de 1930 pour placem. en Allemagne	68.291	3,6	68.291	3,5	68.291	3,3
Total actif ...	1.882.875	100,0	1.964.412	100,0	2.060.419	100,0

PASSIF	30 juin 1956	%	31 juillet 1956	%	31 août 1956	%
I. Capital :						
Actions libérées de 25 %	125.000	6,6	125.000	6,4	125.000	6,1
II. Réserves :	21.252	1,1	21.252	1,1	21.252	1,0
1. Fonds de Réserve légale	*7.909*		*7.909*		*7.909*	
2. Fonds de Réserve générale	*13.343*		*13.343*		*13.343*	
III. Dépôts (or) :	665.797		692.491		761.321	
Banques centrales :						
a) de 3 à 9 mois	*70.684*	3,8	*126.553*	6,4	*111.031*	5,4
b) à 3 mois au maximum	*174.430*	9,3	*154.296*	7,8	*169.849*	8,2
c) à vue	*295.079*	15,7	*286.012*	14,6	*341.353*	16,6
2. Autres déposants :						
a) de 3 à 6 mois	*61.222*	3,2	*92.240*	4,7	*61.249*	3,0
b) à 3 mois au maximum	*61.629*	3,3	*30.617*	1,6	*75.109*	3,6
c) à vue	*2.753*	0,1	*2.773*	0,1	*2.730*	0,1
IV. Dépôts (monnaies) :	918.626		976.732		1.001.411	
1. Banques centrales :						
a) à plus d'un an	*70.396*	3,7	*70.547*	3,6	*70.698*	3,4
b) de 9 à 12 mois	*13.248*	0,7	*13.273*	0,7	*13.298*	0,7
c) de 6 à 9 mois	*1.433*	0,1	*1.434*	0,1	*1.436*	0,1
d) de 3 à 6 mois	*71.196*	3,8	*61.568*	3,1	*30.936*	1,5
e) à 3 mois au maximum	*662.430*	35,2	*741.664*	37,8	*754.259*	36,6
f) à vue	*54.375*	2,9	*44.394*	2,3	*66.793*	3,2
2. Autres déposants :						
a) de 9 à 12 mois	*1.069*	0,0	*1.071*	0,0	*1.073*	0,1
b) de 3 à 6 mois	*143*	0,0	*143*	0,0	*143*	0,0
c) à 3 mois au maximum	*35.362*	1,9	*34.706*	1,8	*42.357*	2,1
d) à vue	*8.974*	0,5	*7.932*	0,4	*20.418*	1,0
V. Divers	15.913	0,8	17.636	0,9	20.134	1,0
VI. Dividende payable le 1er juillet 1956	4.986	0,3	—	—	—	—
VII. Compte de profits et pertes :	4.852	0,3	4.852	0,2	4.852	0,2
Report à nouveau	*4.852*		*4.852*		*4.852*	
VIII. Provision pour charges éventuelles	126.449	6,7	126.449	6,4	126.449	6,1
Total passif ...	1.882.875	100,0	1.964.412	100,0	2.060.419	100,0

Exécution des accords de La Haye de 1930 :

Fonds placés en Allemagne : (voir note 2)		**Dépôts à long terme :**	228.909	228.909	228.909
1. Créances sur la Reichsbank et la Golddiskontbank, effets de la Golddiskontbank, et de l'adm. des chemins de fer et bons de l'adm. des postes (échus)	221.019	1. Dépôts des Gouvernements créanciers au Compte de Trust des Annuités (voir note 3)	*152.606*	*152.606*	*152.606*
2. Effets et bons du Trésor du Gouvernement allemand (échus)	76.181	2. Dépôt du Gouvernem. allemand	*76.303*	*76.303*	*76.303*
		Fonds propres utilisés en exécution des accords (voir ci-dessus)	68.291	68.291	68.291
Total ...	297.200	297.200	297.200	*Total* ...	297.200	297.200	297.200

Note 1. — Ne sont pas inclus dans la présente situation l'or sous dossier et les valeurs détenus en garde pour le compte de Banques Centrales et d'autres déposants. N'y sont pas compris non plus les fonds et les valeurs détenus par la Banque en sa qualité d'Agent de l'Organisation Européenne de Coopération Economique (Union Européenne de Paiements), de Tiers Convenu aux termes du contrat de nantissement conclu avec la Haute Autorité de la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier, ainsi que de Mandataire-trustee ou d'Agent financier d'emprunts internationaux.

Note 2. — Aux termes d'une Convention en date du 9 janvier 1953 conclue entre le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne et la Banque et qui fait partie de l'Accord sur les dettes extérieures allemandes du 27 février 1953, il a été convenu que la Banque ne réclamerait pas avant le 1er avril 1966 le remboursement en principal de ses placements en Allemagne qui sont indiqués ci-dessus, y compris les intérêts arriérés y afférents à la date du 31 décembre 1952.

Note 3. — La Banque a reçu de Gouvernements dont les dépôts s'élèvent à l'équivalent de francs suisses or 149.920.880,—, confirmation qu'ils ne pourront lui demander, au titre de tels dépôts, le transfert de montants supérieurs à ceux dont elle pourra elle-même obtenir le remboursement et le transfert par l'Allemagne dans les monnaies agréées par la Banque.

IV. — UNION EUROPEENNE DE PAIEMENTS

Tableau résumant la situation financière au début des opérations et à la fin de chaque période comptable

en millions d'unités de compte — chaque unité équivalant à 0,88867088 gramme d'or fin

ACTIF	Début des opérat. 1-7-1950	A l'issue des opérations pour chaque période comptable								
		Déc. 1952	Juin 1953	Déc. 1953	Juin 1954	Déc. 1954	Juin 1955	Déc. 1955	Juin 1956	août 1956
I. Disponibilités.										
a) Montant de l'eng. du gouv. des E.U.A. ($)	350,0	123,3	123,5	123,5	123,5	123,5	123,5	123,5	123,5	123,5
b) Or en lingots	—	153,0	153,0	153,0	153,0	153,0	153,0	248,3	290,6	244,3
c) Solde du compte courant (dollars)	—	96,7	17,1	20,1	174,7	46,2	50,6	4,0	17,9	7,3
d) Bons Trésor E.U.A. au prix d'achat	—	—	142,6	177,9	92,4	100,2	72,3	—	5,9	65,6
	350,0	373,0	436,2	474,5	543,6	422,9	399,4	375,8	437,9	440,7
II. Soldes init. débit. attribués pr l'exercice finan. prenant fin le 30-6-1951 et non encore utilisés.										
Union Economique Belgo-Luxembourgeoise	44,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Suède	21,2	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Royaume-Uni	150,0	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	215,3	—	—	—	—	—	—	—	—	—
III. Versement d'or dû par le Danemark et différé par décision du 30-6-1952	—	2,6	—	—	—	—	—	—	—	—
IV. Crédit spécial ouvert à la Turquie (19-9-50)	—	3,4	—	—	—	—	—	—	—	—
V. Prêts consentis à des Parties contract. (19-9-50)										
Autriche	—	—	—	—	—	—	—	—	0,7	—
Danemark	—	29,7	40,4	62,5	97,6	97,4	122,7[2]	106,0	100,4	97,6
France	—	312,0	312,0	312,0	312,0	241,4	148,9	86,6	74,6	105,5
Islande	—	1,6	1,8	3,4	5,6	4,5	4,6	5,2	5,2	5,4
Italie [3]	—	—	12,0	83,9	122,3	116,9	182,7	179,0	162,0	158,1
Norvège	—	16,5	49,7	79,8	89,2	98,6	107,3	114,2	100,7	97,8
Royaume-Uni	—	589,6	530,3	559,4	485,4	343,4	275,9	344,3	323,6	325,1
Turquie	—	30,0	30,0	30,0	30,0	30,0	30,0	30,0	30,0	30,0
Portugal	—	—	—	—	—	—	0,2	0,2	—	—
	—	979,4	976,2	1131,0	1142,1	932,2	872,3	865,5	797,2	819,5
VI. Prêts consentis aux Parties contractantes au titre des sold. init. crédit. attribués à titre de prêt [1]										
Norvège	—	10,0	10,0	10,0	10,0	10,0	10,0	10,0	10,0	10,0
Turquie	—	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0
	—	35,0	35,0	35,0	35,0	35,0	35,0	35,0	35,0	35,0
VII. Divers	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	565,3	1393,4	1447,4	1640,5	1720,7	1390,1	1306,7	1276,3	1270,1	1295,2
PASSIF										
I. Fonds de roulement	286,3	271,6	271,6	271,6	271,6	271,6	271,6	271,6	271,6	271,6
II. Sold. init. crédit. attr. à titre de dons pr l'exerc. finan. prenant fin le 30-6-1951 et non encore util.										
Autriche	80,0	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Grèce	115,0	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Islande	4,0	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Pays-Bas	30,0	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Norvège	50,0	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	279,0	—	—	—	—	—	—	—	—	—
III. Crédits reçus de Parties contractantes (19-9-50).										
Union Economique Belgo-Luxembourgeoise	—	201,3	201,3	201,3	201,3	148,3	162,3	165,3	181,9	190,7
Allemagne	—	239,0	300,0	300,0	300,0	300,0	300,0	300,0	300,0	300,0
Autriche	—	15,1	19,3	42,0	42,0	42,0	1,0	1,0	—	5,2
Italie	—	94,2	—	—	—	—	—	—	—	—
Norvège	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Pays-Bas	—	183,7	213,0	213,0	206,7	181,2	182,8	171,4	125,2	116,8
Portugal	—	38,8	38,5	33,5	29,6	6,5	—	—	—	—
Suède	—	133,2	121,3	136,6	104,7	40,3	9,0	13,3	2,4	3,1
Suisse	—	117,8	150,0	150,0	150,0	150,0	123,8	100,9	78,5	81,6
	—	1023,1	1043,4	1076,4	1034,3	868,3	778,9	751,9	688,0	697,4
IV. Créd. reçus de Part. contr. (19-9-50) (hors quota)										
Union Economique Belgo-Luxembourgeoise	—	47,1	34,7	34,8	15,7	—	—	—	—	—
Allemagne	—	—	38,7	160,6	303,8	197,9	233,5	230,2	298,4	314,0
Autriche	—	—	—	13,6	30,8	2,0	—	—	—	—
Italie	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Pays-Bas	—	—	—	7,6	—	—	—	—	—	—
Portugal	—	—	11,5	—	—	—	—	—	—	—
Suisse	—	—	4,1	32,5	31,3	17,6	—	—	—	—
	—	47,1	89,0	249,1	381,6	217,5	233,5	230,2	298,4	314,0
V. Crédit spécial accordé par l'U.E.B.L. (19-9-50)	—	50,0	40,0	40,0	30,0	30,0	20,0	20,0	10,0	10,0
VI. Divers	—	1,6	3,4	3,4	3,2	2,7	2,7	2,6	2,1	2,2
	565,3	1393,4	1447,4	1640,5	1720,7	1390,1	1306,7	1276,3	1270,1	1295,2

N. B. — Les intérêts des prêts accordés ou reçus figurent dans la situation ci-dessus. — [1] Le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique a attribué à la Norvège un solde initial créditeur de 10 millions d'unités de compte et à la Turquie, un solde initial créditeur de 25 millions d'unités de compte à titre de prêts consentis par l'Union, en vertu de l'article 10 de l'accord en date du 19 septembre 1950. — [2] Y compris un crédit de 5,7 millions d'unités de compte accordé au Danemark en vertu de l'article 13(a) en date du 19 septembre 1950. — [3] Y compris un crédit de 59,7 millions d'unités de compte (juin 1955), 56,0 millions d'unités de compte (décembre 1955), 89,0 millions d'unités de compte (juin 1956) et 35,1 millions d'unités de compte (août 1956) accordé à l'Italie en vertu de l'article 13(a) en date du 19 septembre 1950.

UNION EUROPEENNE DE PAIEMENTS — OPERATIONS POUR LE MOIS D'AOUT 1956

(en millions d'unités de compte)

Pays Membres (et leurs zones monétaires) *	Excédent (+) ou déficit (—) net pour le mois	Réglé par [1]				Crédit remboursé au cours du mois par le pays membre (+) ou au pays membre (—) en vertu d'accords bilatéraux d'amortissement	Position au 31 août 1956 Créance du pays membre (+) ou dette du pays membre (—) vis-à-vis de l'Union
		Versement (ou remboursement) d'or		Octroi (ou remboursement) de crédit			
		par le pays membre	au pays membre	au pays membre	par le pays membre		
Autriche	+ 9,5	—	7,1	—	2,4	—	+ 5,2
Belgique-Luxembourg	+ 25,4	—	19,1	—	6,4	— 2,0	+ 190,7 [2]
Danemark	— 9,9	7,4	—	2,5	—	+ 4,5	— 97,6
France	— 68,4	51,3	—	17,1	—	+ 2,0	— 105,5 [3]
Allemagne	+ 66,7	—	50,0	—	16,7	— 5,1	+ 614,0
Grèce	— 2,8	2,8 (a)	—	—	—	—	—
Islande	— 0,7	0,5	—	0,2	—	+ 0,0	— 5,4
Italie	+ 6,5	—	4,9	—	1,6	—	— 158,1
Pays-Bas	— 1,4	1,0	—	0,3	—	— 1,6	+ 116,8
Norvège	+ 2,0	—	1,5	—	0,5	+ 1,1	— 97,8 [2]
Portugal	— 1,6	1,6 (b)	—	—	—	—	néant [3]
Suède	+ 5,5	—	4,1	—	1,4	— 0,7	+ 3,1
Suisse	+ 9,8	—	7,4	—	2,5	— 1,1	+ 81,6
Turquie	+ 4,8	—	4,8 (c)	—	—	—	— 30,0 [2]
Royaume-Uni	— 45,7	34,3	—	11,4	—	+ 3,0	— 325,1
Totaux ...	+ 130,4 —	98,9	99,0	31,5	31,4	+ 10,6 —	+ 1.011,4 — 819,5

* L'Irlande est comprise dans la zone monétaire du Royaume-Uni qui comprend également les territoires d'outre-mer du Royaume-Uni et les pays non participants de la zone sterling.

1 Les règlements sont effectués pour 75 % en or (ou en dollars) et pour 25 % en crédit, à l'exception des cas suivants :

(a) Grèce — Réglé intégralement par un versement d'or (ou de dollars) à l'Union, conformément à l'Article 10-bis.

(b) Portugal — Le quart de ce montant correspond à la fraction de ses déficits dont le Portugal aurait eu le droit d'obtenir le règlement sous forme de crédit, mais qu'il a préféré régler temporairement en or (ou en dollars), conformément à l'Article 11 (d).

(c) Turquie — Réglé intégralement par un versement d'or (ou de dollars) par l'Union, conformément à l'Article 13(a) (réduction d'un déficit cumulatif).

2 L'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise a en outre accordé à l'Union un crédit spécial de 50,0 millions d'u.c. dont 10 millions d'u.c. n'ont pas encore été remboursés. De même, les dettes vis-à-vis de l'Union indiquées ci-dessus ne comprennent pas les soldes initiaux attribués à titre de prêt à la Norvège et à la Turquie, soit 10 millions et 25 millions d'u.c. respectivement.

3 Ces chiffres ne comprennent pas les montants correspondant à la fraction de leurs déficits dont la France et le Portugal auraient eu le droit d'obtenir le règlement sous forme de crédit, mais qu'ils ont préféré régler temporairement en or (ou en dollars) conformément à l'article 11 (d) et (e). Après exécution des opérations pour août, ces montants s'élèvent à 61,9 millions d'u.c. pour la France et 23,2 millions d'u.c. pour le Portugal.

A la suite des opérations relatives au mois d'août 1956, les avoirs en or et les avoirs convertibles de l'Union, qui s'élevaient à 440,6 millions d'u.c. après les opérations pour juillet 1956, ont atteint 440,7 millions d'u.c.

TABLE DES MATIERES

STATISTIQUES COURANTES

(Les chiffres précédés de la lettre « p » sont provisoires)

MARCHE DE L'ARGENT. — Tabl.

Ia. — Taux officiels d'escompte et de prêts 2
Ib. — Taux du call et des certificats de trésorerie à très court terme 2
II. — Taux des dépôts en banque et à la Caisse Générale d'Epargne et de Retraite 4
III. — L'argent au jour le jour 8
IV. — Taux d'escompte des principales banques d'émission 86[9]

METAUX PRECIEUX.

Cours des métaux précieux 9

MARCHE DES CHANGES.

I. — Cours officiels arrêtés par les banquiers réunis en Chambre de Compensation à Bruxelles ..... 10[1]
II. — Cours officiels fixés par la Banque Nationale de Belgique ..... 10[2]

MARCHE DES CAPITAUX.

I. — Cours comparés de quelques fonds publics 14
II. — Indices des actions aux Bourses de Bruxelles et d'Anvers ..... 15[1]
III. — Mouvement des opérations à la Bourse de Bruxelles ..... 15[2]
IV. — Rendement de titres à revenu fixe cotés à la Bourse de Bruxelles 16
V. — Emissions de capitaux en Belgique et au Congo belge :
Tableau rétrospectif ..... 17[1]
Emissions des sociétés congolaises en mai 1956 :
Détail des émissions ..... 17[2]
Groupement par importance du capital ..... 17[2]
Emissions des sociétés belges en juin 1956 :
Détail des émissions ..... 17[3]
Groupement par importance du capital ..... 17[4]
VI. — Emprunts des pouvoirs publics 18
VII. — Opérations bancaires du Crédit Communal 19
VIII. — Inscriptions hypothécaires 20

FINANCES PUBLIQUES.

I. — Situation de la Dette publique ..... 25[1]
II. — Situation des avoirs en effets publics de la Banque Nationale de Belgique ..... 25[2]
III. — Aperçu de l'exécution des budgets ..... 25[3]
IV. — Rendement des impôts 26

REVENUS ET EPARGNE.

I. — Rendement des sociétés par actions belges et congolaises :
Dividendes et coupons d'obligations mis en paiement en mars et avril 1956 ..... 30[1]
Tableau rétrospectif ..... 30[2]
II. — Caisse Générale d'Epargne et de Retraite 31
a) Dépôts sur livrets particuliers à la Caisse d'Epargne;
b) Versements inscrits aux comptes des affiliés à la Caisse de Retraite.
III. — Indice trimestriel des salaires 32

MOUVEMENT DES AFFAIRES.

I. — Activité des Chambres de Compensation 35
Mouvement du débit
II. — Mouvement des chèques postaux 36

PRIX.

a) Indices des prix de gros en Belgique ..... 45[1]
b) Indices des prix de gros en Belgique et à l'étranger ..... 45[2]
c) Indices des prix de détail en Belgique 46

PRODUCTION. — Tabl.

I. — Combustibles et produits métallurgiques ..... 55[1] et 55[2]
II. — Produits textiles ..... 56[1]
III. — Produits divers ..... 56[2]
IV. — Energie électrique 58
V. — Gaz 59

CONSOMMATION.

I. — Indices des ventes à la consommation.
a) Indices des ventes mensuelles base moyenne : 1936 à 1938 = 100 ..... 65[1]
b) Indices des ventes mensuelles : base moyenne mensuelle 1953 = 100 ..... 65[2] et 65[3]
II. — Consommation de tabac 66
III. — Abattages dans les 12 principaux abattoirs du pays 67

TRANSPORTS.

I. — Activité de la Société nationale des Chemins de fer belges :
a) recettes et dépenses d'exploitation ..... 70[1]
b) wagons fournis à l'industrie ..... 70[2]
c) trafic :
1° trafic général ..... 70[2]
2° grosses marchandises ..... 70[3]
A) ensemble du trafic
B) service interne belge
II. — Activité de la Société nationale des Chemins de fer vicinaux ..... 70[4]
III. — Mouvement des ports :
a) Port d'Anvers ..... 71[1]
b) Port de Gand ..... 71[2]
IV. — Mouvement général de la navigation intérieure ... 72

COMMERCE EXTERIEUR.

Nomenclature des sections d'après la classification type du commerce international (C.T.C.I.) 75

CHOMAGE.

I. — Chômage complet et partiel ..... 81[1]
II. — Répartition des chômeurs contrôlés par province ... 81[2]
III. — Moyenne journalière des chômeurs contrôlés ..... 81[3]
IV. — Répartition des chômeurs contrôlés par groupe de professions ..... 81[4]

STATISTIQUES BANCAIRES ET MONETAIRES.

I. — Belgique et Congo belge :
Situations globales des banques ..... 85[1]
Banque Nationale de Belgique :
Situations hebdomadaires ..... 85[2]
Banque Centrale du Congo Belge et du Ruanda-Urundi :
Situations mensuelles ..... 85[3]
Vitesse de circulation de la monnaie scripturale en Belgique ..... 85[5]
Stock monétaire intérieur ..... 85[4]
Bilans intégrés des organismes monétaires ..... 85[4]
Origines des variations du stock monétaire ..... 85[4]
II. — Banques d'émission étrangères.
Situations :
Banque de France ..... 86[1]
Bank of England ..... 86[2]
Federal Reserve Banks ..... 86[3]
Nederlandsche Bank ..... 86[4]
Sveriges Riksbank ..... 86[5]
Banca d'Italia ..... 86[6]
Bank Deutscher Länder ..... 86[7]
Banque Nationale Suisse ..... 86[8]
Taux d'escompte ..... 86[9]
III. — Banque des Règlements Internationaux, à Bâle ... 87
IV. — Union Européenne de Paiements :
Résumé de la situation financière ..... 88[1]
Règlement de la position des pays membres ..... 88[2]

Prix de l'abonnement annuel { Belgique, 250 francs. / Etranger, 300 francs.

Virement au compte chèques postaux n° 500 de la Banque Nationale de Belgique, ou au compte courant ouvert dans ses livres sous la rubrique « Bulletin d'Information et de Documentation ».

Les abonnés voudront bien nous signaler s'ils désirent recevoir l'édition française ou néerlandaise.

Imprimerie
de la Banque Nationale de Belgique

L'ingénieur en Chef
des Services Techniques :
Ch. AUSSEMS
15, square des Nations, Bruxelles